

# **MEDITERRÁN TANULMÁNYOK**

**ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE**

**XXXV.**

**UNIVERSITÉ DE SZEGED**  
**DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET D'ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES**

**SZEGED**  
**2025**

## **Directeur de publication**

*László J. Nagy*

### **Comité de rédaction**

Salvatore Barbagallo (Università del Salento, Lecce), Péter Ákos Ferwagner (Université de Szeged), Habib Kazdaghli (Université de La Manouba, Tunis), Andrea Kőkény (Université de Szeged), Lajos Kövér (Université de Szeged), Didier Rey (Università di Corsica Pasquale Paoli), Tramor Quemeneur (Université de Paris VIII), Beáta Varga (Université de Szeged), Péter Vukman (Université de Szeged)

### **Comité scientifique**

Salvatore Bono (Università di Perugia), Marco Trotta (Università di Chieti-Pescara), Hassan Remaoun (Université d'Oran), Alexandros Dagkas (Université Aristote de Thessalonique), Abdallah Abdel-Ati al-Naggar (Academy of Scientific Research & Technology, Egypt), Tuomo Melasuo (Tampere Peace Research Institut, University of Tampere), Vittorio Felci (Université de Malmoe, Svède), Egidio Ivetic (Università di Padova)

### **Ce volume a été édité par**

*Jérémy Floutier*

### **Rédaction, publication**

Szegedi Tudományegyetem  
Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék  
H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.  
Tel./Fax.: (36) (62) 544-805, 544-464  
e-mail : jnagy@hist.u-szeged.hu

### **Metteur en pages**

*Péter Ákos Ferwagner*

ISSN 0238-8308 (Nyomtatott)

ISSN 2786-0663 (Online)

[https://ojs.bibl.u-szeged.hu/index.php/mediterranean\\_tanulmanyok/index](https://ojs.bibl.u-szeged.hu/index.php/mediterranean_tanulmanyok/index)

Actes du colloque scientifique « *Europe centrale et Afrique francophone à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : regards croisés* »  
19-20 mai 2025, Université de Szeged

*Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.  
La publication de chaque contribution est soumise au jugement favorable des évaluateurs  
du Comité de rédaction et du Comité scientifique.*

## SOMMAIRE

### **László J. Nagy – Jérémy Floutier**

Avant-propos .....5

### **André Erdős**

La vie hongroise en Algérie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale .....7

### **Krisztián Bene**

Les volontaires hongrois des Forces françaises libres  
sur les théâtres d'opération africains entre 1940 et 1943 .....23

### **Viktória Bába**

Des barbelés au désert : parcours et voix d'internés hongrois  
sur les camps français d'Afrique du Nord dans la presse hongroise .....35

### **Faten Bouchrara Chebil**

Les femmes résistantes à l'occupation nazie de la Tunisie 1942-1943 .....47

### **Aïssa Kadri**

Le débarquement allié en Algérie et ses conséquences  
sur la société indigène et le mouvement national en Algérie .....55

### **László J. Nagy**

« J'accuse l'Europe » (Contribution au portrait politique de Ferhat Abbas).....65

### **Habib Kazdagli**

La situation des Juifs de Tunisie sous le régime de Vichy  
et pendant l'occupation nazie (juin 1940-mai 1943).....73

### **Julien Papp**

« Des troupes armées de pelles »  
Le service du travail militarisé des Juifs hongrois  
pendant la Seconde Guerre mondiale.....77

### **Péter Ákos Ferwagner**

Ressortissants hongrois au Levant, 1945-1946 .....91

### **Salah Arrar**

Regards croisés sur la Seconde Guerre mondiale  
dans la littérature algérienne d'expression française.....107

**Vojtěch Šarše**

Représentations (dé)coloniales des tirailleurs sénégalais  
dans *Des inconnus chez moi* de Lucie Cousturier .....117

**Domnica Gorovei**

Représentations de l’Afrique dans la presse roumaine en 1945 .....139

**Maurice Vaïsse**

Entre l’Afrique et l’Europe,  
le choix de la France dans l’après Seconde Guerre mondiale .....155

**Gergely Fejérdy**

Fragments de l’histoire des relations franco-hongroises  
durant la Seconde Guerre mondiale .....161

**Zoltán Garadnai**

La politique d’ouverture à l’Est du général de Gaulle  
Relations entre la France, l’Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie  
Le nouveau départ des relations franco-hongroises (1944-1946) .....179

**Anastasia Tsagkaraki**

La Grèce, carrefour géostratégique entre l’Europe et l’Afrique,  
au sortir de la Seconde Guerre mondiale :  
jeux des puissances et polarisation globale .....191

**Miklós Nagy**

La soviétisation des partis communistes de l’Europe centrale et orientale  
Les particularités des purges staliniennes de l’après-guerre .....203

**Géza Szász**

Nouveau départ ou fin d’une histoire ?  
L’Université de Szeged au sortir de la Seconde Guerre mondiale .....211

**Anna Tüskés**

À la frontière de la survie et de l’extinction –  
le destin de la Transylvanie du Nord et de l’Université hongroise de Cluj  
à la lumière du journal de Béla Zolnai (1944-1947) .....223

**Jérémy Floutier**

Tabula rasa ? La question transylvaine après 1945  
dans les manuels scolaires hongrois et roumains .....231

## *Avant-propos*

LASZLO J. NAGY – JEREMY FLOUTIER  
UNIVERSITE DE SZEGED

Le quatre-vingtième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale a offert l'occasion de réunir à Szeged, autour du colloque intitulé « Europe centrale et Afrique francophone à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : regards croisés », des chercheurs issus de disciplines et d'horizons variés. Organisée par le Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, en collaboration avec le Centre régional de l'Académie hongroise des sciences et le Département d'histoire moderne et d'études méditerranéennes, cette rencontre scientifique visait à interroger les recompositions politiques, sociales et culturelles de l'avant et de l'après-1945 dans deux ensembles géographiques a priori éloignés, mais soumis à des dynamiques historiques comparables. Le présent numéro de la Revue d'Études méditerranéennes en prolonge les réflexions et rend compte de la diversité des approches développées lors de ce dialogue interdisciplinaire placé sous le signe du comparatisme.

Les études réunies ici montrent que les interactions entre l'Europe centrale et l'Afrique francophone furent plus nombreuses et plus complexes qu'il n'y paraît. Les travaux d'André Erdős, Krisztián Bene, Viktória Bába et Péter Ákos Ferwagner révèlent la profondeur des circulations humaines et culturelles entre ces deux espaces : migrations hongroises vers l'Afrique du Nord, engagements au sein des Forces françaises libres, récits d'internement ou encore mobilités vers le Levant témoignent de relations anciennes et souvent méconnues. Les contributions de Salah Arrar, Vojtěch Šarše et Domnica Gorovei prolongent cette perspective en explorant les représentations croisées dans les littératures et la presse, à travers lesquelles se dessinent les contours changeants d'un imaginaire colonial et postcolonial.

Sur le plan politique et diplomatique, plusieurs études mettent en lumière les recompositions géostratégiques de l'après-guerre et la rupture dans le rapport aux grandes puissances européennes. Maurice Vaïsse examine ainsi les dilemmes de la politique étrangère française au sortir du conflit. Gergely Fejérdy et Zoltán Garadnai analysent, quant à eux, le repositionnement de la France en Hongrie dans un contexte d'affaiblissement du poids des puissances traditionnelles dans les affaires centre-européennes, tandis qu'Anastasia Tsagkaraki s'attache à démontrer la position singulière de la Grèce. Si l'hégémonie soviétique sur l'Europe centrale n'était pas encore inéluctable en 1945, le chemin pris vers l'émancipation par les peuples africains semble, lui, l'avoir été. Les analyses d'Aïssa Kadri, László J. Nagy, Habib Kazdaghli et Faten Bouchrara Chebil éclairent, à partir de cas précis, les transformations politiques et sociales de l'Afrique du Nord durant et après la guerre : opérations militaires, résistances locales, luttes d'émancipation et redéfinition du rapport à la métropole française composent un ensemble d'expériences dont la portée dépasse le seul cadre colonial.

Pour les deux espaces, 1945 marqua l'arrêt de la guerre, mais non la fin de la violence. L'Europe centrale est envisagée à travers les prismes du traumatisme, de la reconstruction

et de la soviétisation. Julien Papp revient sur la condition des travailleurs juifs hongrois enrôlés comme auxiliaires non armés, tandis que Miklós Nagy et Géza Szász examinent respectivement la transformation des partis communistes et celle de l'Université de Szeged. Les études d'Anna Tüskés et de Jérémy Floutier, consacrées à la Transylvanie, soulignent enfin combien les enjeux territoriaux et identitaires demeurent vifs dans l'Europe centrale de l'après-1945, en dépit du crédo officiel visant à faire table rase du passé.

Dans leur ensemble, ces contributions invitent à repenser la fin de la Seconde Guerre mondiale non comme une rupture isolée, mais comme un moment de réorganisation globale, où se croisent expériences, mémoires et trajectoires venues de continents différents. En mettant en regard les processus à l'œuvre en Europe centrale et en Afrique francophone, ce numéro entend contribuer à une histoire véritablement transnationale des recompositions d'après-guerre. Il espère également inciter les lecteurs à prolonger la réflexion et les recherches sur une date charnière, où ruptures et continuités se mêlent dans un monde en pleine transformation.

Bonne lecture !

László J. Nagy & Jérémy Floutier

## *La vie hongroise en Algérie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale*

ANDRE ERDOS

AMBASSADEUR DE HONGRIE

Tandis qu'en France l'histoire particulière qui lit les deux côtés de la Méditerranée, avec tous ses hauts et ses bas, est omniprésente encore aujourd'hui, la mémoire des Hongrois en Afrique du Nord a été emportée par le vent, elle a disparu non seulement en Algérie, mais même dans les rangs de ce qui reste de la diaspora hongroise en France de nos jours. C'est pourquoi notre rencontre est une occasion unique qui nous permet de nous plonger dans cette histoire intéressante et d'ouvrir, dans le cadre de cette conférence, un chapitre particulier attaché à son sujet général.

Car si on se concentre sur l'histoire des rapports entre l'Afrique du Nord et la Hongrie après 1945, on ne saurait jeter dans l'oubli non plus ce qui s'était passé entre ces deux endroits de la planète pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Comment est-on arrivé à voir des habitants du bassin des Carpates apparaître en Afrique du Nord ? Des gens venus d'une Hongrie, pays perdant de la Première Guerre mondiale, une région appauvrie dont les habitants cherchaient des moyens pour survivre une période sombre, pleine de défis. C'est dans les conditions de la grande crise économique mondiale de la fin des années 1920 que beaucoup de Hongrois quittent leurs foyers et, en cherchant du travail, s'installent en France dont l'Algérie, avec ces départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, fait alors partie administrative de l'Hexagone. À ceux qui quittaient leur pays, on leur a dit que pour trouver d'emploi, ils pourraient se faire embaucher plus facilement en Algérie qu'en métropole. C'est ainsi qu'au cours des années 20 et 30 un grand nombre de Hongrois, avec leurs familles, s'installe le long de la côte méditerranéenne, juste en face de la Provence, de l'autre côté de la mer.

Cette communauté de Hongrois qui s'installe dans les différentes villes d'Algérie se rassemble assez vite et crée une Association hongroise avec son siège à Alger. Voici des photos prises dans des endroits différents de la ville d'Alger, montrant le quotidien des Algérois hongrois.



Image 1. Alger, 1930



Image 2. Alger, 1930



Image 3. Alger, 1930



Image 4. Alger, 1930



Image 5. Alger, 1939



Image 6. Alger, 1942



Image 7. Alger, 1943



Image 8. Alger, 1946



Image 9. Alger, 1946



Image 10. Alger, 1946

Pendant son fonctionnement, l'Association hongroise a organisé toutes sortes d'évènements culturels et politiques, des voyages touristiques, des excursions sportives collectives dans les différentes régions du pays, tel que Chréa, Sidi-Ferruch, Blida, etc. Malheureusement

ment, je n'ai pas trouvé de photos de la pâtisserie hongroise d'Alger dont l'existence n'a pris fin que dans les années 1970.



Image 11. Excursion, 1930



Image 12. Excursion autour d'Alger, 1930



Image 13. Excursion autour d'Alger, 1930



Image 14. Excursion à Blida, 1939



Image 15. Excursion à Chréa, 1939



Image 16. Excursion à Palm-Beach, 1939



Image 17. Excursion à Sidi-Ferruch, 1941



Image 18. Excursion à Guyotville, 1942



Image 19. Excursion à Guyotville, 1942

Après le début de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939, des Hongrois appelés sous les drapeaux en Algérie ont fait accomplir leur devoir. Après le débarquement des Alliés en novembre 1942, un bon nombre de Hongrois en Algérie a rejoint comme volontaires les rangs de la résistance contre l'Allemagne nazie en Tunisie et au Maroc. Ceux qui étaient naturalisés comme citoyens français ont participé à ces opérations militaires en Afrique du Nord dans les rangs de l'armée française, et ceux qui ne l'étaient pas, y ont pris leur part dans la Légion étrangère.



Image 20. Hongrois sous le drapeau français



Image 21. Sidi-Bel-Abbès, 1939


Avec le changement de la situation militaire et politique en Algérie et la présence physique des Alliés, les Allemands ont entamé une opération aérienne de propagande au-dessus de ces terres, en distribuant des tracts comme ceux-ci.

Celui qui présentera ce laissez-passer sera  
 accueilli avec tous ses camarades comme ami  
 par les soldats allemands et leurs alliés Le  
 Commandement Suprême des Forces Armées  
 Allemandes garantie le repatriement immédiat  
 à tout ceux qu'en expriment le désir.

Apportez gamelles et cuillers!

Dieses Flugblatt gilt als Passierschein für  
 französische Offiziere und Soldaten.

Lasciapassare per ufficiali e  
 soldati francesi.



Qu'est-ce que vous préférez ?



Mourir  
 avec les Américains?  
 Ou . . .



Vivre avec les  
 Allemands  
 et retourner chez vous?

**Français en Afrique!**

Darlan fut assassiné!  
 C'est la gratitude de l'Angleterre vers ses ser-  
 viteurs!  
 Après avoir délivré votre pays à elle, il est  
 devenu inutile.

Reconnaissez-vous maintenant de quoi qu'il  
 s'agit? Pas de votre future, mais de la supré-  
 matie américaine ou anglaise dans l'Afrique  
 Française.

La mort de Darlan vous offre un coup d'oeil  
 derrière les coulisses de la lutte anglo-américaine  
 pour ce but.

Est-ce que vous voulez vous sacrifier aussi aux  
 intérêts anglosaxons?

**Tournez les armes**  
**et chassez les envahisseurs!**

Après la défaite en 1939 des républicains espagnols, eux et leurs alliés, des membres des Brigades internationales, dont des Hongrois, ont été transféré par le régime de Vichy au camp d'internement à Djelfa, à 300 km plus au sud d'Alger. Les Hongrois d'Algérie ont organisé en 1942 l'envoi de produits alimentaires aux internés qui étaient détenus dans des conditions atroces et, après la fermeture du camp de Djelfa en 1943, ils ont accueilli certains d'entre eux à Alger et ont facilité le processus de rapatriement des détenus vers leurs pays d'origine.



Image 22. Camp de Djelfa, 1942

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, après la libération de la France et de la Hongrie de l'emprise d'Hitler, l'Association hongroise a organisé à son siège d'Alger en 1946 une grande célébration pour marquer cette victoire historique, événement qui s'est avéré être l'une des dernières initiatives des Hongrois d'Algérie.



Image 23-24. Célébration de la victoire à Alger, 1946

Car avec la fin de la guerre, entre 1945 et 1947 un bon nombre de Hongrois a décidé de quitter l'Algérie et de rentrer en Hongrie. À cette époque-là la rentrée n'était pas du tout ce que l'on imagine de nos jours. Les parents avec leurs enfants, les valises, la traversée par bateau de la Méditerranée, voyage en train de Marseille à Paris, et de là, un long voyage ferroviaire jusqu'à la Hongrie, en passant par les différentes zones d'occupation des alliés en Allemagne et en Autriche, nécessitant des permis officiels de passage. Mais la fin définitive de la présence originelle, pour ainsi dire, de la diaspora hongroise a pris fin avec le début de l'indépendance de l'Algérie. Ceux qui étaient restés sur place après la victoire des

alliés en 1945, ont rejoint la France dans les années 60. Ceci dit, la présence pendant si longtemps d'une communauté de Magyars au-delà des confins de l'Europe reste un phénomène particulier. La seule exception pourrait être les États-Unis d'Amérique. Et après la guerre, la présence précédente d'une telle diaspora n'a fait que faciliter dans les années suivantes le lancement des relations intergouvernementales entre la Hongrie et l'Algérie.

# *Les volontaires hongrois des Forces françaises libres sur les théâtres d'opération africains entre 1940 et 1943*

KRISZTIAN BENE  
UNIVERSITE DE PECS

## **Résumé**

Les Forces françaises libres, créées en juillet 1940, ont trouvé beaucoup moins de soutien que prévu parmi les soldats français encore temporairement stationnés en Grande-Bretagne à l'époque, et la plupart d'entre eux ont décidé de rentrer chez eux. Le mouvement de Charles de Gaulle devait donc produire des résultats ailleurs, et le Général choisit l'empire colonial français, le deuxième au monde après celui de la Grande-Bretagne. Seule une minorité des dirigeants des territoires coloniaux français décide de rejoindre volontairement la France libre, et le reste doit être conquis par la force des armes. Les forces militaires dirigées par le général de Gaulle commencent donc leur guerre en Afrique centrale par des combats fratricides. Bien que les Français libres aient ensuite combattu les troupes de l'Axe sur d'autres théâtres d'opération, la conquête de l'empire colonial africain, qui leur donnait une légitimité territoriale et militaire, est restée une priorité tout au long de la guerre. Une série d'opérations de reconquête sanglantes et sans effusion de sang ont eu lieu entre 1940 et 1943, qui ont finalement abouti à la conquête de l'ensemble de l'empire colonial français en Afrique. Étonnamment, de nombreux Hongrois ont participé à ces opérations en tant que volontaires des Forces françaises libres. Leur contribution est significative pour l'historiographie hongroise et française, car aucune tentative de grande envergure n'a été faite jusqu'à présent pour explorer leurs activités. L'engagement militaire des Forces françaises libres en Afrique ayant été important entre 1940 et 1943, l'exposé se concentre sur cette période et présente, sur la base de sources d'archives, les volontaires hongrois qui ont combattu les armées des puissances de l'Axe sur le continent africain.

**Mots-clés :** Forces françaises libres, Afrique, volontaires hongrois, Seconde Guerre mondiale, empire colonial français

## **Introduction**

L'histoire des Forces françaises libres, qui met souvent l'accent sur les figures emblématiques et les grandes batailles, occulte la diversité de ses combattants. Un petit groupe de volontaires hongrois a notamment joué un rôle méconnu, mais significatif, sur les théâtres africains entre 1940 et 1943. Majoritairement issus de la diaspora hongroise en France, ces hommes ont choisi, dans un contexte d'exil et de bouleversements idéologiques, de s'engager aux côtés de la France libre. Leur parcours, leurs motivations et leur engagement militaire méritent une attention particulière.

À partir de sources archivistiques inédites, cet article se propose d'explorer le profil et les actions de ces volontaires hongrois afin de contribuer à une meilleure connaissance de cette dimension transnationale de la Seconde Guerre mondiale.

### La communauté hongroise en France

Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs vagues d'émigration ont conduit un nombre relativement important de Hongrois vers la France. Cette décision a été motivée dans certains cas par les événements politiques qui ont suivi la Première Guerre mondiale, mais elle était souvent dictée par des raisons économiques. La période troublée qui a suivi la guerre en Hongrie (les révolutions de 1918 et 1919, l'intervention militaire étrangère, puis l'instauration d'un nouveau régime politique qui a sévèrement réprimé les personnes ayant joué un rôle dans la république des Conseils) a contribué à pousser de nombreuses personnes à quitter le pays. Malgré le fait que le nouveau gouvernement considérait la population comme une ressource économique et militaire importante et empêchait donc par tous les moyens l'émigration légale, beaucoup ont néanmoins décidé de quitter le pays pour diverses raisons. Dans les années 1930, la politique antisémite du gouvernement a encore accru le nombre d'émigrants, dont une grande partie a quitté le pays illégalement afin de contourner la réglementation stricte. Entre les deux guerres, on estime à environ 150 000 le nombre de personnes ayant émigré de Hongrie et des communautés hongroises des pays voisins. En raison du durcissement des quotas d'immigration aux États-Unis, elles se sont principalement installées en Amérique latine et en Europe occidentale<sup>1</sup>.

À la suite de ce processus migratoire, une diaspora hongroise politiquement divisée s'est formée en France, composée de groupes de droite, de démocrates-chrétiens et de communistes, ces derniers étant nettement les plus importants<sup>2</sup>. La répartition géographique des émigrants hongrois était étroitement liée aux centres économiques. L'essor économique qui a suivi la Première Guerre mondiale a entraîné une forte demande de main-d'œuvre, qui a été en partie satisfaite par les Hongrois, qui se sont principalement installés dans l'industrie. En conséquence, l'un des centres de la diaspora hongroise se trouvait à Paris et dans ses environs, où les émigrants trouvaient du travail comme ouvriers dans les usines de construction mécanique. Beaucoup ont également trouvé du travail dans les régions minières et industrielles du nord de la France, mais on trouve également de petites communautés en Alsace-Lorraine et dans les régions de Lyon et Grenoble<sup>3</sup>. Il est intéressant de noter qu'il existe également des données sur les Hongrois qui se sont installés dans les régions algériennes d'Afrique du Nord, dont le nombre était étonnamment important, estimé à 4 000-5 000 personnes selon certains témoignages contemporains<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> J. Kosa, « A Century of Hungarian Emigration, 1850-1950 », *The American Slavic and East European Review*, 16/4 (1957), p. 508-511.

<sup>2</sup> B. Janicaud, « A franciaországi magyar emigráció politikai változásai a negyvenes években » [Les transformations politiques de l'émigration hongroise en France aux années 1940], *Acta Universitatis Scientiarum Szegediensis Acta Historica*, 118 (2003), p. 81-82.

<sup>3</sup> I. Komját – A. Pécsi, *A szabadság vándorai. Magyar antifasiszták Franciaországban 1934-1944* [Les vagabonds de la liberté. Les antifascistes hongrois en France entre 1934 et 1944], Budapest, Kossuth, 1973, p. 17-21.

<sup>4</sup> S. Molnár, *Magyar sors francia földön* [Destin hongrois sur terre française], Paris, Párisi Magyar Akadémia, 1931, p. 7.

En ce qui concerne le nombre d'émigrants, les chercheurs qui se sont penchés sur la question fournissent des données très divergentes. Benjamin Janicaud, se référant aux données officielles des autorités françaises, indique que le nombre de Hongrois vivant en France était compris entre 10 000 et 15 000 dans les années 1920 et 1930<sup>5</sup>. Anna Pécsi estime quant à elle la taille de la colonie hongroise à 30 000 personnes<sup>6</sup>, tandis que Sándor Molnár, dans ses descriptions contemporaines, parle d'une communauté de 70 000 personnes<sup>7</sup>. Cette différence considérable s'explique sans doute par deux facteurs. D'une part, le nombre élevé de personnes en situation irrégulière en France qui n'apparaissent évidemment pas dans les statistiques, mais qui étaient présentes dans les communautés hongroises, et d'autre part, la masse des Hongrois originaires des territoires perdus après le traité de Trianon, qui apparaissent aux autorités françaises comme des ressortissants roumains, tchécoslovaques ou yougoslaves<sup>8</sup>. Sur la base de ces éléments, on peut estimer que la colonie hongroise en France comptait en réalité entre 40 000 et 50 000 personnes, ce qui la plaçait parmi les groupes d'immigrants nationaux les moins nombreux parmi les quelque trois millions d'étrangers vivant en France<sup>9</sup>.

### Les Forces françaises libres en Afrique

Après l'écrasante défaite française en juin 1940, l'idée de poursuivre le combat est associée au nom du général Charles de Gaulle. Ayant appris le 16 juin à Bordeaux que le Premier ministre Paul Reynaud avait démissionné et qu'un nouveau gouvernement dirigé par Philippe Pétain avait été formé et avait déjà demandé l'armistice aux Allemands, il s'est envolé pour Londres le 17 afin de poursuivre la lutte<sup>10</sup>. Le général bénéficiait du soutien total du gouvernement britannique, car dans la situation qui s'était créée, la Grande-Bretagne devait poursuivre seule la lutte contre l'Allemagne qui avait conquis une grande partie de l'Europe, et pour cela, elle avait besoin de tous les alliés possibles. Le gouvernement anglais a demandé donc à de Gaulle, seul officier supérieur français présent en Angleterre et déterminé à poursuivre le combat, de s'adresser aux Français depuis les studios de la BBC<sup>11</sup>. Il a appelé ainsi les soldats français qui se trouvaient en Grande-Bretagne ou qui s'y rendaient à le rejoindre pour poursuivre ensemble le combat<sup>12</sup>.

Le 26 juin, de Gaulle a demandé au gouvernement britannique un soutien financier et moral pour mettre sur pied une force armée française. Churchill a reçu personnellement

---

<sup>5</sup> B. Janicaud, « Les missions religieuses au sein de l'immigration hongroise en France (1927-1940) », *Cahiers de la Méditerranée*, 39 (2009), p. 131.

<sup>6</sup> A. Pécsi, « Magyar antifasiszták a francia és a belga ellenállási mozgalomban » [Antifascistes hongrois dans les mouvements de résistance français et belge], in J. Gazsi – I. Pintér (dir.), *Fegyverrel a fasizmus ellen* [Avec les armes contre le fascisme], Budapest, Zrínyi, 1968, p. 287.

<sup>7</sup> Molnár, *Magyar sors francia földön*, op. cit., p. 5.

<sup>8</sup> D. Gazsó, « A magyar diaszpóra fejlődéstörténete » [Histoire du développement de la diaspora hongroise], *Kisebbségi Szemle*, 1 (2016), p. 17-18.

<sup>9</sup> S. Courtois – D. Peschanski – A. Rayski, *Le sang de l'étranger. Les immigrés des la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, p. 18.

<sup>10</sup> Service Historique de la Défense (SHD) 4 P 1. Historique des Forces françaises libres, t. 1, p. 9.

<sup>11</sup> F. Broche – G. Caïtuoli – J.-F. Muracciolo, *La France au combat de l'Appel du 18 juin à la victoire*, Paris, Perrin, 2007, p. 29-33.

<sup>12</sup> SHD 4 P 2. Historique des Forces françaises libres, t. 2, p. 5.

l'officier français le 28 et lui a assuré son soutien<sup>13</sup>. Le général a créé les Forces françaises libres le 1<sup>er</sup> juillet qui se structuraient autour de trois composantes principales : les forces terrestres, navales et aériennes<sup>14</sup>. Le 7 août, un document détaillant les modalités de la coopération entre le gouvernement britannique et le mouvement de la France libre a été signé<sup>15</sup>. En vertu de cet accord, la Grande-Bretagne reconnaissait le mouvement de la France libre comme l'organisation représentant les intérêts français dans la guerre, mais pas comme un gouvernement indépendant. Le gouvernement britannique s'engageait à apporter son soutien financier total à la mise en place du mouvement français, mais en échange, les formations ainsi créées devaient agir sous le commandement de l'armée britannique. L'objectif commun de cette coopération était le rétablissement de la souveraineté de la France<sup>16</sup>.

Afin d'améliorer sa situation politique, la France libre devait consolider sa position, ce qui était plus facile à réaliser sur le territoire de l'empire colonial français. Selon de Gaulle, l'adhésion des colonies pouvait enrichir le mouvement de ressources humaines et matérielles considérables, tout en contribuant à une reconnaissance diplomatique plus large. En outre, ce premier succès n'a pas nécessité d'efforts considérables, car de nombreux petits territoires coloniaux français ont rejoint la France libre : les Nouvelles-Hébrides, le Tchad, le Cameroun, le Congo, l'Oubangui-Chari, les Établissements français d'Océanie, la Nouvelle-Calédonie et les Établissements français de l'Inde<sup>17</sup>.

Après un échec subi en Afrique de l'Ouest<sup>18</sup>, de Gaulle s'est concentré sur le renforcement de son contrôle sur les territoires français d'Afrique centrale et a donné l'ordre, le 12 octobre, d'occuper le Gabon. Grâce à l'intervention marquante de troupes expérimentées, la campagne s'est rapidement terminée par la prise de Libreville le 10 novembre<sup>19</sup>.

Le territoire d'Afrique centrale placé sous le contrôle des Français libres s'étendait sur près de trois millions de kilomètres carrés. L'acquisition de cette région, baptisée Afrique française libre à partir de l'automne 1940, présentait de nombreux avantages stratégiques tant pour les Français libres que pour la Grande-Bretagne<sup>20</sup>. Une liaison terrestre et aérienne est-ouest a été établie à travers le continent africain avec les troupes britanniques en Égypte, permettant ainsi d'acheminer les renforts vers les unités combattantes par une route sûre et relativement courte<sup>21</sup>.

À l'automne 1940, la Brigade française d'Orient a été constituée afin que les Forces françaises libres soient représentées en Afrique orientale<sup>22</sup>. En janvier 1941, les forces alliées ont lancé une offensive contre les territoires africains orientaux occupés par l'Italie.

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>14</sup> F. Broche, *L'Armée française sous l'Occupation. La métamorphose*, Paris, Presses de la Cité, 2002, p. 41.

<sup>15</sup> SHD 4 P 1. Historique des Forces françaises libres, t. 1, p. 2.

<sup>16</sup> Archives nationales (AN) 72 AJ 221. Accord Churchill-De Gaulle du 7 août 1940.

<sup>17</sup> SHD 4 P 2. Historique des Forces françaises libres, t. 2, p. 12-24.

<sup>18</sup> J.-L. Crémieux-Brilhac, *La France Libre. De l'appel du 18 Juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2013, p. 147-153.

<sup>19</sup> A.-P. Comor, *L'Épopée de la 13<sup>ème</sup> Demi-brigade de Légion Étrangère 1940-1945*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1988, p. 114-118.

<sup>20</sup> SHD 4 P 2. Historique des Forces françaises libres, t. 2, 20.

<sup>21</sup> R. Charles, « Les Forces aériennes françaises libres en Afrique », *Revue historique des armées*, 77 (1964), p. 122.

<sup>22</sup> Broche, *L'Armée française*, *op. cit.*, p. 100.

Les troupes françaises ont remporté deux victoires importantes au cours de cette opération. Elles se sont emparées de la forteresse de Kub-Kub, qui protégeait la ville de Keren, située à 200 kilomètres au nord de la capitale érythréenne, Asmara<sup>23</sup>. Ensuite, elles ont pris le contrôle de Massaouah, le port le plus important de la région<sup>24</sup>.

La 1<sup>re</sup> division légère française libre récemment créée s'est engagée début 1942 dans les combats en Libye contre les forces de l'Axe<sup>25</sup>. Elle a pris en charge la défense de Bir Hakeim, élément le plus méridional du système défensif britannique.<sup>26</sup> Lors de l'offensive du général Rommel en mai 1942<sup>27</sup>, toutes les attaques germano-italiennes ont été repoussées par les défenseurs<sup>28</sup>. Ensuite, les Français ont réussi à percer l'encerclement et à rejoindre les forces britanniques, leur résistance permettant à l'armée alliée, après la défaite qu'elle avait subie, de se réorganiser et de prendre de nouvelles positions défensives dans la région d'El-Alamein<sup>29</sup>. Les troupes françaises libres ont également participé à la bataille d'El-Alamein en octobre 1942<sup>30</sup> et aux combats en Tunisie au printemps 1943<sup>31</sup>. Cette collaboration a contribué à l'élimination totale des forces de l'Axe en Afrique du Nord<sup>32</sup>.

Une série de ralliements volontaires et forcés a consolidée la France libre lors des années suivantes : l'archipel de Wallis-et-Futuna (le 27 mai 1942)<sup>33</sup>, l'île de La Réunion (le 28 novembre 1942)<sup>34</sup>, l'île de Madagascar (le 14 décembre 1942)<sup>35</sup>, la Somalie française (le 28 décembre 1942)<sup>36</sup> et les Antilles françaises (le 14 juillet 1943)<sup>37</sup>. En juin 1943, à la suite de négociations menées par le général Henri Giraud, l'Afrique occidentale française et l'Afrique française du Nord passent sous le contrôle du général de Gaulle<sup>38</sup>. Par conséquent, l'ensemble de l'ancien empire colonial (à l'exception de l'Indochine) s'est rallié à de Gaulle, auparavant considéré comme un dissident, ce qui a permis la mise en place et l'engagement d'une importante force terrestre, aérienne et navale aux côtés des Alliés. Grâce à cette expansion territoriale, les Forces françaises libres ont pu aligner 35 000 hommes à la fin de l'année 1940<sup>39</sup>, et près de 50 000 hommes servaient dans cette armée à

<sup>23</sup> Y. Gras, *La 1<sup>ère</sup> D.F.L. Les Français libres au combat*, Paris, Presses de la Cité, 1983, p. 28-33.

<sup>24</sup> V. Trouplin, *Dictionnaire des compagnons de la Libération*, Bordeaux, Elytis, 2010, p. 731.

<sup>25</sup> Broche – Caïtucoli – Muracciole, *La France au combat*, op. cit., p. 198.

<sup>26</sup> D. Lormier, *C'est nous les Africains. L'épopée de l'armée française d'Afrique 1940-1945*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 114.

<sup>27</sup> E. Rommel, *Háború gyűlölet nélkül* [La Guerre sans haine], sans lieu, Luxon Stúdió, 2000, p. 93-94.

<sup>28</sup> F. Broche, *L'Armée française sous l'Occupation. Le rassemblement*, Paris, Presses de la Cité, 2003, p. 121-122.

<sup>29</sup> AN 72 AJ 220. Chronology of the Free French activities, p. 25.

<sup>30</sup> J.-N. Vincent, *Les Forces françaises dans la lutte contre l'Axe en Afrique. Les Forces françaises libres en Afrique 1940-1943*, Paris, Ministère de la Défense, 1983, p. 211.

<sup>31</sup> F. Broche – J.-F. Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 1433.

<sup>32</sup> J.-C. Notin, *1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération*, Paris, Perrin, 2000, p. 518.

<sup>33</sup> AN 72 AJ 225. Aux Antilles (juillet 1941-avril 1944).

<sup>34</sup> Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, op. cit., p. 561.

<sup>35</sup> AN 72 AJ 221. Les relations entre la France libre et le gouvernement britannique, p. 11.

<sup>36</sup> AN 72 AJ 220. Chronology of the Free French activities, p. 30-31.

<sup>37</sup> AN 72 AJ 225. Rapport du commandant Henri Tourtet.

<sup>38</sup> C. de Gaulle, *Háborús emlékiratok* [Mémoires de guerre], t. 1, Budapest, Kossuth, 1997, p. 324-325.

<sup>39</sup> AN 72 AJ 238. L'origine du recrutement et des motivations des Forces françaises libres, p. 9.

la fin du premier semestre 1941<sup>40</sup>. Selon les estimations les plus fiables, le nombre de volontaires aptes au combat ne dépassait pas 66 000, mais le nombre de soldats servant dans les unités les plus combattives et donc capables de se battre efficacement sur le champ de bataille ne dépassait pas 20 000<sup>41</sup>. Au cours de l'été 1943, la nouvelle direction politique et militaire française, issue des partisans des généraux de Gaulle et Giraud, a mis sur pied cinq divisions d'infanterie et trois divisions blindées équipées d'armes américaines afin de participer aux combats sur le continent européen<sup>42</sup>.

### Les volontaires hongrois de la France libre en Afrique

Il n'est pas simple de déterminer le nombre de personnes ayant servi dans les Forces françaises libres. Étant donné que tous les volontaires n'ont pas eu la possibilité de remplir un formulaire d'inscription avant de perdre la vie au combat, en particulier dans le cas de la Résistance intérieure, il est possible que plusieurs milliers de personnes aient tout simplement été omises des registres. En outre, les particularités de la gestion des documents par les différentes armées n'ont pas nécessairement contribué à l'obtention de chiffres précis. Par conséquent, au cours des 80 dernières années, plusieurs chiffres divergents ont été publiés, qui ont été considérés comme valables pendant un certain temps avant d'être remplacés par de nouveaux calculs.

Les premiers chiffres sont attribués au commandant Echtegoyen, selon lequel 50 878 personnes ont servi dans les Forces françaises libres, 2 000 ont été tuées et 1 200 ont été faites prisonnières, ce qui porte le total à 54 100 personnes<sup>43</sup>. Cependant, selon les recherches de l'amiral Chaline, le nombre de membres de la marine militaire atteignait 7 000 hommes, tandis que celui de la marine marchande s'élevait à 3 000, ce qui augmentait l'effectif total<sup>44</sup>. Les recherches d'Henri Ecohard, qui a réexaminé et vérifié les fiches d'inscription servant de base aux calculs, ont apporté un nouvel éclairage sur la question. Selon lui, le nombre de Français libres s'élevait à 52 200, dont seulement la moitié environ servait dans les formations terrestres, ce qui représente un changement proportionnel important en faveur des autres armes<sup>45</sup>. Jean-François Muracciole a résolu cette contradiction en affirmant que, selon lui, la plupart des membres des unités coloniales n'avaient pas signé de formulaire d'engagement, il fallait donc ajouter à ce total environ 15 000 soldats coloniaux, ainsi que les quelque 3 000 personnes actives dans les comités étrangers de la France libre. Sur cette base, le nombre total de Français libres pouvait être estimé à environ 70 000 personnes<sup>46</sup>.

Il est toutefois incontestable que près de 5 % des membres des Forces françaises libres (soit environ 3 000 personnes) étaient des ressortissants étrangers originaires d'une cinquantaine de pays différents<sup>47</sup>. Étant donné que ces volontaires ont, dans leur grande majorité, rejoint la France libre à titre individuel et non en tant que membres d'un groupe natio-

<sup>40</sup> AN 72 AJ 220. Chronology of the Free French activities, p. 5.

<sup>41</sup> J.-F. Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 36-37.

<sup>42</sup> Montagnon, *La France dans la guerre*, op. cit., p. 548.

<sup>43</sup> SHD 4 P 14. Note sur l'organisation des forces françaises libres.

<sup>44</sup> E. Chaline, « Les Forces navales françaises libres », *Espoir*, 100 (1995), p. 74.

<sup>45</sup> Broche – Muracciole, *Dictionnaire de la France libre*, op. cit., p. 617.

<sup>46</sup> Muracciole, *Les Français libres*, op. cit., p. 36-37.

<sup>47</sup> Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, op. cit., p. 708.

nal, il n'existe pas de listes officielles sur leur répartition ethnique. Néanmoins, un travail minutieux permet de filtrer les étrangers dans les tableaux récapitulatifs, ce qui a déjà été fait pour la plupart des nations ayant fourni le plus de volontaires. Ainsi, la littérature spécialisée nous apprend que les Espagnols (480 personnes), les Polonais (270 personnes), les Belges (265 personnes), les Tchèques (90 personnes) et les Roumains (70 personnes) représentaient également un contingent relativement important. Il est intéressant de noter que les Hongrois ne sont même pas mentionnés dans ces sommaires, ce qui s'explique en partie par l'absence de recherches – ou d'intérêt – dans ce domaine, mais aussi par leur nombre, qui semble effectivement modeste à première vue<sup>48</sup>.

L'une des sources les plus importantes pour l'identification des Hongrois ayant servi dans les Forces françaises libres est le fonds GR 16 P du Service Historique de la Défense portant le nom Dossiers individuels du bureau Résistance et contient environ 1 500 mètres linéaires de documents contenant les données de 600 000 résistants. Ces documents ont été gérés par le Bureau de la Résistance, créé en 1948, avant d'être transférés au SHD dans leur forme actuelle en 2013, à la suite de nombreuses restructurations. Les listes publiées par la Fondation Charles de Gaulle constituent une source tout aussi importante, qui tente de rassembler de manière aussi exhaustive que possible les données relatives aux personnes ayant servi dans les Forces françaises libres et la Marine libre française. Cet institut, qui se consacre essentiellement à la recherche, à la documentation et à la publication des activités des hommes d'État français, s'efforce en permanence d'actualiser et d'enrichir ses bases de données qui, malgré près de 70 000 entrées, ne peuvent être considérées comme complètes, mais constituent dans l'ensemble une très bonne base pour mieux connaître ceux qui ont servi dans les rangs du mouvement de la France libre.

Grâce à toutes ces sources, nous avons pu identifier au total 150 personnes ayant un lien quelconque avec la Hongrie. Cette précision, qui peut sembler obscure à première vue, est nécessaire car nous ne disposons pas pour tous les volontaires du même type de données attestant leur nationalité ou leur identité hongroise. Il est donc possible de créer plusieurs sous-catégories au sein de ce groupe relativement restreint. La première comprend les personnes qui sont hongroises sur la base de leur lieu de naissance et de leur nationalité, c'est-à-dire celles qui sont nées en Hongrie et qui se sont déclarées de nationalité hongroise lors de leur candidature. La deuxième catégorie comprend les personnes qui sont nées en Hongrie, mais qui ont une autre nationalité, par exemple parce qu'elles ont acquis la nationalité française (ou une autre), ou parce qu'elles étaient ressortissantes d'un des pays voisins, mais qui ont déclaré être nées en Hongrie. Une troisième catégorie est constituée par les personnes qui n'avaient ni le lieu de naissance, ni la nationalité, liés à la Hongrie, mais qui portaient un nom hongrois, comme Daruvar, Olasz, Szabadi, Szabó pour les noms de famille, ou encore Béla et Tibor pour les prénoms. Il existe également une sous-catégorie comprenant une seule personne, qui est liée à la Hongrie dans la mesure où, selon les données disponibles, elle a rejoint les Forces françaises libres dans ce pays, mais comme son épouse était née en Hongrie et était également membre du mouvement des Forces françaises libres, nous l'avons également inclus dans notre tableau récapitulatif des volontaires.

Ces sources nous permettent de connaître les données de base (nom, sexe, date et lieu de naissance, parcours professionnel, nationalité, grade, arme, unité, date et lieu d'enrôlement,

---

<sup>48</sup> Broche – Muracciole, *Dictionnaire de la France libre*, op. cit., p. 554-555.

ainsi que la date et le lieu de leur décès éventuel) qui nous permettent de brosser un portrait global des membres de ce groupe peu connu. Par conséquent, nous nous efforcerons, à la fin de l'article, de donner un aperçu de cet univers en présentant le parcours de deux militaires hongrois.

Bien que nous ne disposions pas d'informations précises sur la nationalité de 17 personnes, l'appartenance ethnique des autres est connue, car ils l'ont déclarée volontairement. La grande majorité d'entre eux (93 personnes) avaient la nationalité hongroise, bien que deux d'entre eux aient déclaré être apatrides d'origine hongroise. Le deuxième groupe le plus important est constitué de Français, plus précisément de Français certains et probables (26 personnes au total). Dans leur cas, la situation est plus complexe, car seuls 9 d'entre eux avaient la nationalité française, pour les autres, on ne peut que le déduire des inscriptions. 11 personnes ont la mention « métropole », qui, dans l'usage français, fait référence à la mère patrie, c'est-à-dire la partie européenne de la France. Comme parmi ces personnes, nombreuses sont celles dont la nationalité française est certaine, on peut partir du principe que les fonctionnaires et chercheurs qui ont enregistré les données ont classé les personnes de nationalité française en fonction de leur lieu de résidence permanente. Suivant cette logique, les six autres personnes pour lesquelles la mention « oriental, proche-oriental, africain, nord-africain et indochinois » figurait également étaient de nationalité française, mais résidaient simplement dans une partie de l'ancien empire colonial français. Ces groupes importants sont suivis par des contingents plus restreints, qui se répartissent comme suit : 4 Tchèques (dont un est indiqué comme Tchécoslovaque), 3 Britanniques, 2 Polonais, 2 Roumains, 1 Yougoslave et 1 Nicaraguayen.

Nous sommes dans une situation aisée lorsque nous voulons connaître l'âge des volontaires, car la date de naissance n'est inconnue que pour sept personnes. Nous pouvons donc déterminer avec précision, à l'aide des données disponibles, les caractéristiques de la tranche d'âge des soldats et des civils d'origine hongroise qui ont rejoint le mouvement français libre. Nous avons réparti les volontaires de manière quelque peu arbitraire en groupes d'âge par rapport à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1940, c'est-à-dire la date officielle de création des Forces françaises libres, à partir de laquelle les Hongrois pouvaient rejoindre l'organisation. Les tranches d'âge suivantes ont donc été établies par rapport à cette date : moins de 18 ans, 18 à 30 ans, 31 à 45 ans et 46 à 60 ans. Il est intéressant de noter que deux groupes d'âge représentent non seulement la grande majorité des personnes ayant adhéré, mais aussi un nombre pratiquement identique de personnes. La catégorie des 18-30 ans, considérée comme la plus apte au service militaire, compte 67 personnes, tandis que la tranche d'âge des 31-45 ans, plutôt considérée comme l'âge de la réserve, en compte 68. Cela montre distinctement que le mouvement français libre n'a pas seulement attiré des jeunes enthousiastes, mais aussi des adultes mûrs qui ont probablement pris cette décision importante avec une motivation sérieuse. Seules 5 personnes âgées de plus de 45 ans ont rejoint le mouvement, qui étaient presque toutes des officiers et ont donc poursuivi leur service dans les Forces françaises libres après avoir commencé leur carrière dans l'armée. Quant aux deux membres âgés de moins de 18 ans, l'un d'eux avait déjà atteint l'âge de 20 ans lors de son engagement effectif, en juillet 1943, et n'était donc pas mineur, tandis que l'autre, qui avait rejoint le mouvement de la France libre à l'âge de 17 ans, avait été affecté à des tâches administratives et donc personne n'a dû prendre les armes en tant que mineur pour défendre les intérêts de la France libre.

Grâce aux données, on connaît le pays de naissance de presque tous les volontaires, car cette information n'est pas disponible que dans le cas de quatre personnes. Les informations relatives aux pays indiquent clairement que 126 personnes sont nées en Hongrie, soit beaucoup plus que celles qui avaient la nationalité hongroise, ce qui s'explique principalement par le fait qu'elles ont acquis la nationalité d'un autre pays après s'y être installées. Toutefois, il convient également de noter que 15 personnes sont nées dans un pays voisin ou proche, ce qui signifie que dans leur cas, le changement de lieu de résidence est probablement dû à des modifications des frontières et non à l'émigration. Trois personnes sont nées en France. Dans leur cas, nous devons supposer qu'il s'agissait d'émigrants de deuxième génération, mais nous ne pouvons pas exclure la possibilité qu'en l'absence de documents appropriés, ils se soient déclarés nés en France afin de renforcer la confiance des autorités à leur égard. Dans le cas des personnes nées en Hongrie dont nous connaissons le lieu de naissance exact (108 personnes), cette information nous permet d'examiner de quelles régions du pays provenaient le plus grand nombre de ces volontaires. Le nombre élevé de personnes nées à Budapest (48 personnes) est frappant, car elles représentent 44 % de l'échantillon étudié, ce qui suggère que les habitants de la capitale ont choisi, dans une proportion supérieure à la moyenne nationale, soit de s'exiler en France, soit de rejoindre les Forces françaises libres parmi les membres de la diaspora, ou peut-être les deux. Ils sont suivis par le groupe des personnes nées en Transdanubie (26 personnes), qui représente 24 % des volontaires étudiés. Le groupe des personnes originaires de la région entre le Danube et la Tisza (17 personnes), qui représente 15 % des volontaires, peut également être considéré comme significatif. Ils sont suivis de loin par les personnes originaires de la région de Transtisza (8 personnes), de Transylvanie (4 personnes), de Haute-Hongrie (4 personnes) et de Hongrie méridionale (1 personne). Il semble que la grande majorité des participants nés en Hongrie (74 personnes, soit 68 %) soient originaires de Budapest et de la région de Transdanubie, les autres régions du pays étant beaucoup moins représentées parmi les Français libres.

En ce qui concerne le lieu et la date d'adhésion des volontaires, on mentionne généralement deux périodes déterminantes : l'été 1940 et le premier semestre 1943. Toutefois, en ce qui concerne les volontaires étrangers, il convient de mentionner une troisième période. Il s'agit de l'été 1941, après la campagne de Syrie, lorsque plusieurs milliers de soldats ont quitté les rangs de l'armée du Levant pour rejoindre les Français libres<sup>49</sup>. La plupart des adhésions hongroises (51 cas) ont eu lieu dans la capitale britannique, et une grande partie de ces adhésions ont eu lieu en 1940 (39 cas), principalement au cours de l'été. 46 personnes au total se sont engagées dans les Forces françaises libres au cours de cette année, ce qui semble confirmer le schéma présenté ci-dessus. Cependant, l'année 1941 est particulièrement importante en termes de recrutements hongrois, car 49 personnes ont rejoint les Forces françaises libres, dépassant le nombre de l'année précédente, ce qui correspond bien aux 40 recrutements au Proche-Orient, dont 36 ont eu lieu en Syrie, au Liban et en Palestine. Il s'agissait principalement de personnes servant dans la Légion étrangère, qui, après leur inscription, ont été affectées à la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la Légion étrangère. Au cours de l'année 1942, seulement 13 personnes se sont engagées. L'année 1943 correspond à nouveau au modèle caractéristique des autres Français libres, puisque 29 personnes ont rejoint

---

<sup>49</sup> Muracciole, *Les Français libres*, op. cit., p. 51.

l'organisation de De Gaulle, dont 17 provenaient des territoires d'Afrique du Nord, d'où sont d'ailleurs arrivés 25 volontaires au total pendant la période étudiée. D'après les informations disponibles, l'adhésion des Hongrois est donc principalement liée à trois périodes et régions géographiques bien délimitées, dont deux correspondent bien aux grandes tendances des adhésions des Français libres, et une seule fait exception en raison de ses liens étroits avec la Légion étrangère.

Dans la plupart des pays, les forces armées sont traditionnellement divisées en différentes armes, qui accomplissent les missions militaires qui leur sont confiées dans un domaine spécifique (terre, mer, air). En conséquence, à cette époque, la plupart des forces armées des États se composaient de trois armes : l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine<sup>50</sup>. En raison de la structure et des activités particulières des Forces françaises libres, deux autres catégories apparaissent, à savoir la résistance et l'administration. Les premiers comprenaient ceux qui étaient actifs dans une organisation de résistance, les seconds ceux qui travaillaient dans les services administratifs de la France libre. Les volontaires étaient donc répartis entre ces cinq armes. Les données montrent clairement que la grande majorité des volontaires (108 personnes) ont servi dans les forces terrestres, tandis que les deux autres branches traditionnelles de l'armée étaient très peu représentées : 5 personnes dans l'armée de l'air et 2 dans la marine. En outre, 17 personnes ont participé aux activités d'un groupe de résistance, tandis que 11 ont contribué au fonctionnement de l'administration. Étant donné que nous ne disposons d'aucune information sur l'appartenance à une arme pour seulement 7 personnes, nous pouvons dresser un tableau assez précis de la nature des efforts déployés par les volontaires liés à la Hongrie.

D'après les données disponibles, il semble que le contingent hongrois ait subi relativement peu de pertes pendant la guerre, puisque sur les 150 soldats, seuls 17 ont perdu la vie au cours du conflit, soit un taux de pertes d'environ 11 %. On peut légitimement se demander dans quelle mesure ce chiffre est réaliste, d'autant plus que Bajomi Lázár estimait à environ 30 le nombre de Hongrois ayant perdu leur vie dans les rangs des Français libres<sup>51</sup>. Toutefois, si l'on examine le taux de pertes des Français libres, les données issues de la comparaison des sources archivistiques semblent fiables. Les Français libres ont subi au total 3 200 pertes au cours de leurs activités militaires, ce qui représente un taux de pertes de près de 7 %. Parmi les étrangers qui servaient dans leurs rangs, 170 ont perdu la vie, ce qui correspond à un taux de pertes de 6 %<sup>52</sup>. À la lumière de ces chiffres, les pertes hongroises de 11 % peuvent être considérées comme particulièrement élevées, et il est peu probable que le taux de pertes ait été sensiblement plus élevé.

Le profil type du Hongrois libre était celui d'un homme né en Hongrie et de nationalité hongroise, dont les ancêtres comptaient parmi eux des Allemands – voire des Juifs portant des noms à consonance allemande. Il était né à Budapest au début des années 1900, d'où il émigra en France dans la seconde moitié de l'entre-deux-guerres, sans toutefois y passer suffisamment de temps pour obtenir la nationalité française. Il avait probablement un diplôme de l'enseignement supérieur ou une formation spécialisée, sans toutefois avoir né-

<sup>50</sup> P. Sipos (dir.), *Magyarország a második világháborúban, Lexikon A-Zs* [La Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale, Dictionnaire], Budapest, Petit Real, 1997, p. 138.

<sup>51</sup> E. Bajomi Lázár, *Tramontana. Magyar önkéntesek Franciaországban* [Volontaires hongrois en France], Budapest, Zrínyi, 1984, p. 186.

<sup>52</sup> Muracciole, *Les Français libres, op. cit.*, p. 268.

cessairement exercé cette profession dans son nouveau pays. Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il s'est engagé dans l'armée française, où il a été affecté à une unité de la Légion étrangère. De là, au cours de l'été 1940 ou 1941, il a eu la possibilité de rejoindre les Forces françaises libres à Londres ou au Proche-Orient, ce qu'il a fait, puis il a combattu jusqu'à la fin de la guerre dans la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la Légion étrangère en Afrique, ensuite, en Italie et en France. Il a probablement reçu des décorations et des médailles militaires, mais n'a toutefois pas obtenu de grade supérieur, de sorte qu'à la fin de la guerre, il servait toujours dans les rangs. De plus, comme son contrat n'était pas encore expiré à cette date, il a continué à combattre dans le conflit qui éclata en Indochine française, et ne put donc déposer les armes à la fin de la guerre mondiale.

Presque tous les volontaires hongrois ayant combattu dans les troupes terrestres des Forces françaises libres ont participé aux affrontements sur le continent africain. Vu les contraintes d'espace, on ne présente que deux parcours militaires illustrant la participation des Hongrois aux combats en Afrique.

Ladislav Teglas (László Téglás) est né le 24 novembre 1913 à Nagysáp, près d'Esztergom, fils de Lajos Téglás et Eszter Kajos. Téglás s'est engagé dans la Légion étrangère le 29 juillet 1936 à Lille, qui l'a enrôlé pour cinq ans. Il a été affecté le 26 février 1940 à la 13<sup>e</sup> brigade légère de montagne nouvellement créée. Il participa dans ses rangs à la campagne de Norvège. C'est sans doute grâce à son courage pendant les combats qu'il fut promu sergent le 28 mai et décoré de la Croix de guerre. Il a rejoint les Forces françaises libres le 1<sup>er</sup> juillet, puis participa avec son unité à la conquête des territoires français d'Afrique centrale<sup>53</sup>. Le militaire hongrois fut transféré au 11<sup>e</sup> régiment de marche le 6 janvier 1942, où il a été nommé chef de section le 1<sup>er</sup> septembre<sup>54</sup>. Il a participé aux combats en Égypte, en Libye et en Tunisie au sein de sa nouvelle unité, au cours desquels les forces alliées ont pris le dessus sur les troupes germano-italiennes. Ses exploits lui valurent la Médaille du mérite colonial avec la mention « Libye » le 20 mars 1943. En 1944, il a participé avec son unité à la campagne d'Italie, au cours de laquelle il est tombé au combat le 21 mai 1944 dans la région de San Giorgio, mettant ainsi prématurément fin à une carrière militaire mouvementée et prometteuse<sup>55</sup>.

Emile Szabo (Szabó Emil) était l'un des rares Hongrois à avoir réussi à obtenir le grade d'officier dans les rangs de la Légion étrangère. Il est né le 31 mai 1915 à Budapest. Lorsqu'il s'est engagé dans les Forces françaises libres en 1940, il a demandé que sa nationalité canadienne soit indiquée dans ses données sous le nom d'Emile Stinsley<sup>56</sup>. Szabó s'est enrôlé dans la Légion étrangère le 29 juillet 1937 à Belfort, d'où il a été affecté au 1<sup>er</sup> régiment étranger d'infanterie pour y suivre une formation. En février 1938, il est incorporé dans le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment au Maroc. Au début de l'année 1939, il est promu caporal, puis sergent à la fin de l'année, et obtient la nationalité française<sup>57</sup>. Au début de l'année 1940, il a été transféré dans la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la Légion étrangère, avec laquelle il a participé à la campagne de Norvège. Pour son courage au combat, il a été décoré de la

---

<sup>53</sup> SHD GR 16 P 564132. Fiche de renseignements, p. 1-2.

<sup>54</sup> SHD GR 16 P 564132. Fiche matriculaire N° 19204, p. 1-2.

<sup>55</sup> SHD AC 21 P 158887.

<sup>56</sup> SHD GR 16 P 559589. Fiche N° 50484.

<sup>57</sup> SHD GR 16 P 559589. Fiche de renseignements.

Croix de guerre avec étoile de bronze<sup>58</sup>. Ensuite, il arrive en Grande-Bretagne avec son unité, où il rejoint les Forces françaises libres le 1<sup>er</sup> juillet. Il a ensuite combattu dans les campagnes d'Afrique centrale et orientale, à l'issue desquelles il a été promu sergent-chef le 1<sup>er</sup> juin 1941, puis a participé aux campagnes du Levant en 1941 et de Libye en 1942. Il s'est engagé dans la 1<sup>re</sup> brigade de parachutiste SAS. Il s'est engagé dans le 1<sup>er</sup> régiment aéroporté. Après son instruction, Szabó a certainement fait ses preuves lors des missions de sa nouvelle unité en Libye<sup>59</sup>, puisqu'il a été nommé aspirant le 1<sup>er</sup> janvier 1943, puis sous-lieutenant à titre temporaire le 1<sup>er</sup> mars. Le 27 du même mois, il a été fait prisonnier lors d'une opération de parachutage en Tunisie derrière les lignes ennemies<sup>60</sup>. Pour ses exploits au cours de cette opération, il a été décoré de la Croix de guerre avec palme, puis, après la guerre, de la Médaille militaire, la plus haute distinction militaire pouvant être décernée aux militaires du rang et aux sous-officiers<sup>61</sup>. Une fois libéré, il s'est porté volontaire pour servir dans l'armée en Extrême-Orient. Après plusieurs missions en Indochine, il a été démobilisé le 15 octobre 1946<sup>62</sup>. Il a passé le reste de sa vie en Indochine, en France, puis en Suisse, où il est décédé à Versoix le 21 août 1996<sup>63</sup>.

### Conclusion

L'engagement des volontaires hongrois dans les Forces françaises libres sur les théâtres africains de la Seconde Guerre mondiale constitue un chapitre méconnu mais significatif de l'histoire militaire transnationale. En dépit de leur nombre relativement modeste, ces combattants illustrent la complexité des parcours migratoires, des identités nationales et des engagements idéologiques à une époque marquée par les bouleversements mondiaux. Le présent article, fondé sur des sources archivistiques riches et peu exploitées, permet d'identifier environ 150 personnes ayant un lien avec la Hongrie, dont la majorité ont servi dans les forces terrestres, principalement dans la Légion étrangère. Leur profil – hommes jeunes ou d'âge mûr, souvent instruits, venus de la diaspora hongroise établie en France ou en Afrique du Nord – témoigne de la diversité des trajectoires qui ont mené à l'adhésion au combat de la France libre.

L'analyse détaillée de leurs origines, de leur engagement, de leur répartition entre les différentes armes, ainsi que des pertes subies, contribue à mieux comprendre leur rôle dans la lutte contre les puissances de l'Axe. Ce travail jette ainsi les bases d'une reconnaissance mémorielle et historiographique de ces acteurs oubliés, tout en soulignant la nécessité d'élargir la recherche à d'autres nationalités peu représentées. En restituant ces destins individuels dans le cadre plus large des combats de la France libre en Afrique, cet article participe à une réévaluation de l'histoire militaire et migratoire de la Seconde Guerre mondiale sous un angle résolument transnational.

---

<sup>58</sup> SHD GR 16 P 559589. État des services.

<sup>59</sup> Vincent, *Les Forces françaises*, op. cit., p. 154-156.

<sup>60</sup> SHD GR 16 P 559589. État des services.

<sup>61</sup> SHD GR 16 P 559589. Extrait du décret en date du 19 juillet 1947 : Concession de la Médaille militaire.

<sup>62</sup> SHD GR 16 P 559589. État des services.

<sup>63</sup> <http://www.francaislibres.net/liste/fiche.php?index=110135> (téléchargé le 8 janvier 2019).

# ***Des barbelés au désert : parcours et voix d'internés hongrois sur les camps français d'Afrique du Nord dans la presse hongroise***

VIKTORIA BABA  
UNIVERSITE DE PECS

## **Résumé**

Cet article examine le destin des anciens volontaires hongrois des Brigades internationales, qui ont été internés après la guerre d'Espagne dans les camps en France, ainsi que dans les colonies françaises d'Afrique du Nord sous le régime de Vichy, plus particulièrement dans le camp de Djelfa. Après avoir retracé le contexte historique, les transferts depuis la métropole et les trajectoires de ces brigadistes, l'étude met en évidence la dureté des conditions de détention, les stratégies de survie développées par les internés, ainsi que la diversité de leurs parcours ultérieurs (engagement dans l'Armée rouge, l'armée britannique, etc.). L'analyse s'attache principalement à la manière dont ces expériences ont été relayées et reconfigurées par la presse hongroise, depuis les journaux d'émigration comme *Új Világ* (Nouveau Monde) jusqu'aux périodiques socialistes tel que *A Hazáért* (Pour la patrie). Ces publications, caractérisées par une oscillation entre témoignage direct, écriture militante et réélaboration idéologique, ont contribué à transformer les récits individuels en figures exemplaires de l'antifascisme. En mettant en exergue la fonction médiatique de ces textes, l'article souligne le rôle de la presse dans la construction et la transmission d'un savoir historique sur l'internement colonial français et ses répercussions transnationales.

**Mots-clés :** camp d'internement français, camp d'internement coloniaux, Afrique, volontaires hongrois, Brigades internationales, presse hongroise, représentations médiatiques

## **Introduction**

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire a été témoin de l'émergence de divers types de camps dans plusieurs pays. Parmi ceux-ci, on peut citer les camps de travail forcé en Union soviétique, les camps de rééducation par le travail en Chine ou encore les camps de concentration sous le régime de Francisco Franco en Espagne<sup>1</sup>. Cependant, ce sont les camps de concentration et d'extermination nazis qui ont retenu l'attention de la communauté internationale à l'aube du nouvel ordre mondial après la Seconde Guerre mondiale. De cette façon, les camps d'internement français et les témoignages relatifs à ces expériences ont été pen-

---

<sup>1</sup> J. Kotek – P. Rigoulot, *A táborok évszázada: fogva tartás, koncentrálás, megsemmisítés. A radikális bűn száz éve* [Le siècle des camps : détention, extermination. Cent ans de mal radical], Budapest, Nagyvilág Könyvkiadó, 2005.

dant une longue période, relégués aux marges de la mémoire collective, ainsi qu'automatiquement considérés de moindre importance que les camps nazis.

Il convient de noter que la France a également installé des camps d'internement, anciennement désignés sous l'appellation de « camps de concentration »<sup>2</sup>, durant deux périodes historiques majeures. Comme de nombreux autres régimes, la France a mis en place des camps de concentration pendant les deux conflits mondiaux. Dans le cadre des événements, les groupes visés par l'internement ont varié selon le contexte politique : entre 1914 et 1918, les autorités françaises ont interné principalement des Alsaciens-Lorrains, des Austro-Allemands, ainsi que des individus considérés comme pouvant être mobilisés pour l'effort de guerre, ou encore d'individus jugés susceptibles de se livrer par exemple à des activités d'espionnage<sup>3</sup>.

Entre 1939 et 1945, la liste des groupes identifiés comme cibles de l'internement a connu un élargissement progressif. À la suite de l'exode des républicains espagnols fuyant les conséquences de la guerre civile, le régime de Vichy a procédé à l'internement de nombreux individus suspectés, parmi lesquels les communistes, les Tsiganes et les Juifs, qu'ils soient de nationalité française ou étrangère. Ceci a donné lieu à la création de plus de deux cents camps, tant en métropole que dans les territoires coloniaux<sup>4</sup>. Parmi les individus internés, on comptait également des Hongrois ayant combattu en tant que volontaires dans les Brigades internationales contre les troupes franquistes. À l'approche de la défaite, ces derniers ont franchi la frontière aux côtés des Espagnols pour se réfugier en France. Ces brigadistes ont d'abord été internés en métropole, puis ont été transférés, après avoir expérimenté plusieurs camps, en Afrique du Nord.

Cette étude se concentre sur les volontaires hongrois qui ont été emprisonnés dans les camps métropolitains et coloniaux et dont les actions ont été portées à l'attention du public par la presse hongroise au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Cette notion existait avant le régime nazi et était utilisée en France, bien que sa signification ait évolué au fil du temps. L'évolution sémantique de ce terme trouve son origine dans l'émergence des camps de concentration allemands, où il a commencé à désigner des camps destinés à l'extermination préméditée et minutieusement planifiée des populations, à la suite du génocide qui s'y est déroulé. Cette évolution, ainsi que la confusion sémantique qui s'accompagne, sont attribuables à l'emploi de termes euphémiques par les nazis dans le but d'empêcher une panique généralisée. Ainsi, le concept de camp de rassemblement, initialement destiné à la mise en commun et à l'isolement des éléments jugés indésirables, a été altéré par une formulation délibérément euphémique et modérée, qui a prévalu sur sa signification initiale. Ce constat est également confirmé par l'existence de différents lexiques, rédigés dans des cas exceptionnels par des survivants, portant sur l'usage linguistique des Allemands pendant la Shoah. Voir, par exemple : N. Blumental, *Slowa niewinne* [Des mots innocents], Kraków, Centralna Żydowska Komisja Historyczna w Polsce, 1947.

<sup>3</sup> J.-C. Farcy, *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Éditions Anthropos, 1995, p. 33-107. Il convient de mentionner qu'Aladár Kuncz aborde également cette période dans son ouvrage intitulé *Le monastère noir* (1931). Ces notes relatent les expériences vécues par le sujet dans les camps d'internement de Périgueux et de Noirmoutier.

<sup>4</sup> D. Peschanski, *La France des camps. L'internement 1938-1946*, Mayenne, Éditions Gallimard, 2002, p. 28-446.

### Vers les camps d'internement français : contexte historique

Au cours de la guerre civile espagnole (1936-1939), environ un millier de volontaires hongrois ont pris part au combat aux côtés des républicains au sein des Brigades internationales<sup>5</sup>. Les brigadistes hongrois ont formé en octobre 1936 leur première compagnie, désignée sous le nom de « Rákosi », au sein du 1<sup>er</sup> bataillon Edgar André de la XI<sup>e</sup> brigade. Peu après, une section a également été créée au sein de la compagnie « Balkán » du 1<sup>er</sup> bataillon Thälmann de la XII<sup>e</sup> brigade. Ces unités ont participé, quelques semaines plus tard, à la défense de Madrid<sup>6</sup>. Suite à ces affrontements désastreux, les brigades ont été réorganisées au début de l'année 1937. La compagnie hongroise, renforcée par de nouveaux volontaires, a conservé le nom de Rákosi et a été transformée en bataillon au sein de la nouvelle brigade Dombrowski<sup>7</sup>. La plupart des Hongrois résidaient déjà en exil lors du déclenchement du conflit et leur engagement s'inscrivait dans une lutte antifasciste d'envergure transnationale<sup>8</sup>.

À la suite de la défaite républicaine, ces volontaires, comme des centaines de milliers d'autres réfugiés civils et militaires, ont traversé les Pyrénées lors de la *Retirada*<sup>9</sup>. À leur arrivée sur le territoire français, les individus concernés ont été séparés des civils et placés en détention par les autorités françaises, initialement dans des camps provisoires. Parmi les premiers camps, on peut citer ceux de Rieucros, d'Argelès-sur-Mer et de Saint-Cyprien, situés à proximité immédiate de la frontière espagnole. Par la suite, les anciens combattants jugés dangereux, ainsi non rapatriables, ont été transférés dans les camps de Gurs et du Vernet, situés dans le sud-ouest de la France. Selon les archives, ce premier a accueilli environ 5 500 volontaires étrangers, dont plus de deux cents de nationalité hongroise<sup>10</sup>.

En l'absence de réelles perspectives de retour vers l'Espagne ou la Hongrie, et faute d'accord avec des pays tiers, les possibilités de quitter les camps se sont avérées limitées. Certains individus ont réussi à s'évader, soit en intégrant des compagnies de travailleurs

---

<sup>5</sup> K. Bene, « A Nemzetközi Brigádoktól a francia hadseregig. Magyar önkéntesek harca a fasizmus ellen » [Des Brigades internationales à l'armée française. Le combat des volontaires hongrois contre le fascisme], *Aetas*, 36/2 (2021), p. 41-54.

<sup>6</sup> I. Gergely, *Magyarok a spanyol néppel 1936-1939* [Les Hongrois avec le peuple espagnol], Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1977, p. 89-92.

<sup>7</sup> J. Györkei, *Spanyol földön a szabadságért* [Pour la liberté sur terre espagnole], Budapest, Zrínyi Katonai Kiadó, 1963, p. 183-188.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 69-74.

<sup>9</sup> Pendant l'exode massif des réfugiés de la guerre civile espagnole environ 460 000 à 500 000 civils et soldats ont fui les troupes nationalistes qui avançaient et ont traversé les Pyrénées vers la France dans les premiers mois de 1939. À la fin du mois de janvier, les autorités françaises avaient déjà organisé la séparation des civils et des militaires et mis en place un système de camps où les réfugiés pouvaient être hébergés. Au total, environ 350 000 personnes ont finalement été placées dans ces camps. O. Clochard – Y. Gastaud – R. Schor, « Les camps d'étrangers depuis 1938 : continuité et adaptations. Du "modèle" français à la construction de l'espace Schengen », *Revue européenne des migrations européennes*, 20/2 (2004), p. 59-60.

<sup>10</sup> E. Balázs, « Egy "mini-Komintern" története a Kommunista Internacionálé végórán » [Histoire d'un « mini-Komintern » dans les dernières heures de l'Internationale communiste], *Valóság*, 41/1 (1998), p. 57-58.

étrangers, soit en rejoignant les rangs de l'armée française<sup>11</sup>. Cependant, une partie d'entre eux a connu une trajectoire encore plus longue et incertaine. En effet, plusieurs anciens brigadistes hongrois ont été transférés en Afrique du Nord, où le régime de Vichy a mis en place un vaste système de camps d'internement coloniaux. Il est probable qu'ils aient été parmi ceux qui ont refusé de s'enrôler dans les bataillons de marche d'Afrique du Nord ou dans la Légion étrangère<sup>12</sup>. En conséquence, ils ont été transférés au camp d'internement du Vernet, établissement célèbre pour sa discipline. L'infrastructure en question, qui avait été initialement utilisée comme camp militaire lors de la Première Guerre mondiale, a été rouverte en 1939 dans le but d'accueillir les individus considérés comme une menace pour la sécurité nationale et jugés indésirables<sup>13</sup>. Par la suite, un certain nombre d'entre eux ont été transférés successivement à Bossuet, puis au camp de Djelfa, en Algérie. C'est dans le cadre de cette étape méconnue de leur parcours, à savoir leur internement dans les camps français d'Afrique du Nord, que nous allons nous pencher sur la question.

### Des barbelés en métropole et dans les colonies

Au cours des derniers jours du régime de la Troisième République, les débuts de l'internement visaient des individus classés comme communistes ou nationalistes et s'inscrit dans le cadre de mesures répressives mises en œuvre par le ministre de la Défense, Édouard Daladier<sup>14</sup>. L'alliance entre l'Allemagne nazie et l'URSS en août 1939 a nui à la réputation du Parti communiste, ce que les autorités ont considéré comme une menace pour la sécurité intérieure. Cette alliance a ainsi contribué à la mise en œuvre de mesures exceptionnelles. Parmi les conséquences directes de cette méfiance figurent plusieurs dispositions législatives destinées à limiter l'influence et les actions des structures communistes sur le territoire. Celles-ci comprennent la suspension des publications, la dissolution des organisations communistes et l'internement des individus considérés comme dangereux pour la sécurité nationale<sup>15</sup>. Bien que l'appartenance au Parti communiste ne fût pas illégale en soi, les élus ont été soumis à d'intenses pressions politiques les poussant à rompre publiquement avec le Parti ou à abandonner leurs fonctions<sup>16</sup>.

Il convient de noter que l'internement massif des communistes d'Afrique du Nord a été suivi en même temps par l'ouverture des premiers camps pour les réfugiés de la guerre civile espagnole. À partir du printemps 1939, l'arrivée de plusieurs dizaines de républicains espagnols en Algérie à bord de cargos tel que le *Stanbrook* s'inscrit dans un contexte histo-

<sup>11</sup> D. Gaspar Celaya, « Portrait d'oubliés. L'engagement des Espagnols dans les Forces françaises libres, 1940-1945 », *Revue historique des armées*, 67/4 (2011), p. 48 ; D. Peschanski, *Les camps français d'internement (1938-1946)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2000, p. 229-230.

<sup>12</sup> C. Laharie, *Gurs 1939-1945 : un camp d'internement en Béarn*, Morlaàs, Éditions Cairn, 2020, p. 29.

<sup>13</sup> M. Maugendre, *De l'exode à l'exil. L'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège de février à septembre 1939*, Mémoire de master, Université de Bordeaux 3 Michel de Montaigne, Bordeaux, 2007, p. 41-89.

<sup>14</sup> C. Levisse-Touzé, « Les camps d'internement d'Afrique du Nord. Politiques répressives et populations », in J. Cantier – É. Jennings (dir.), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 177-194.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

rique et politique spécifique<sup>17</sup>. Ces conditions d'arrivée, souvent qualifiées de dramatiques, reflètent les difficultés rencontrées par les réfugiés dans leur quête de sécurité et de répit. En réponse à cette arrivée massive et imprévue, les autorités françaises ont été contraintes de créer des structures d'accueil temporaires dans des prisons désaffectées, sous des tentes ou dans des baraquements précaires, à Oran, Mers-el-Kébir, Carnot, Orléansville, ainsi que dans des sites plus éloignés comme Boghar et Boghari ou Cherchell<sup>18</sup>. Les conditions de vie ont varié en fonction du profil des détenus. Les familles, les femmes et les enfants ont été placés dans des camps plus tolérables, tandis que les hommes célibataires ou anciens combattants ont été envoyés dans des lieux reculés, exposés à la chaleur désertique, au manque d'eau et à des conditions d'hygiène déplorables<sup>19</sup>.

Dans les années suivantes, et plus particulièrement à partir de 1941, l'utilisation systématique des camps d'Afrique du Nord a été mise en œuvre afin d'isoler les individus considérés comme présentant une menace à la fois politique et sociale, qu'ils soient de nationalité française ou étrangère<sup>20</sup>. Le camp de Djelfa, ouvert en mars 1941, a accueilli des internés transférés depuis la métropole, réputés difficiles à gérer. Dans ce contexte, les conditions climatiques et sanitaires ont contribué à renforcer la dimension punitive de l'enfermement<sup>21</sup>. À Gafsa, en Tunisie, les individus incarcérés ont été confrontés à des conditions de détention particulièrement éprouvantes, les exposant à des conditions climatiques rigoureuses ainsi qu'à des mesures disciplinaires sévères. Le transfert vers l'Afrique du Nord s'est alors imposé comme une solution stratégique du ministère de l'Intérieur, visant à alléger la pression exercée sur les camps métropolitains, tout en maintenant une forme d'exclusion coloniale et d'éloignement des éléments jugés dangereux et indésirables hors de la métropole<sup>22</sup>.

Le camp d'internement de Djelfa, l'un des objets de cet article, s'étendait sur une vaste surface de forme irrégulière, traversée par une large allée centrale. D'un côté se trouvaient les baraquements, de l'autre, des tentes militaires provisoires où furent logés de nombreux internés pendant des mois, faute de constructions achevées. En 1942, l'infrastructure médicale, composée d'une infirmerie en bois pourvue d'une capacité d'accueil d'environ trente lits, s'est révélée insatisfaisante pour répondre aux besoins sanitaires de la population carcérale. Cet édifice, mal isolé, laissait passer le vent, la pluie et même la neige ; le chauffage se limitait à quelques kilos de bois distribués par semaine, permettant d'alimenter un petit poêle pendant quelques heures le soir. L'absence quasi totale d'eau et d'installations sanitaires renforçait la précarité des conditions de vie. À proximité du camp, la direction présentait des installations telles qu'un potager et plusieurs ateliers – une briqueterie, un four à chaux et une tannerie en phase de construction – comme des symboles de prospérité. Cependant, la réalité quotidienne des internés était marquée par des conditions de vie précaires, caractérisées par le froid, l'insalubrité et le dénuement<sup>23</sup>.

---

<sup>17</sup> Peschanski, *Les camps français d'internement (1938-1946)*, op. cit., p. 52.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 52-44.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 53, 150, 522.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 522.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 150, 658, 686.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 522.

<sup>23</sup> B. Sicot, « Djelfa 41-43. Un camp d'internement en Algérie : addenda iconographique », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 14/1 (2015), <http://journals.openedition.org/cecc/5693>.

Au camp d'internement de Djelfa se trouvaient environ cinq cents détenus, parmi lesquels quelques volontaires hongrois issus des Brigades internationales<sup>24</sup>. Le chapitre qui suit se propose de retracer brièvement les trajectoires de ces hommes confrontés à l'expérience singulière de ce camp nord-africain. Les listes nominatives et les biographies détaillées conservées dans l'*Annuaire du musée du Mouvement ouvrier hongrois*,<sup>25</sup> ainsi que dans les registres du ministère de la Défense nationale, plus précisément dans ceux de l'Institut d'histoire militaire et musée et des Archives d'histoire militaire, où sont recensés 904 individus, ont permis de mettre en lumière certains de ces parcours hongrois<sup>26</sup>.

### Parcours des internés hongrois au pied de l'Atlas saharien

Comme mentionné ci-dessus, parmi les internés étrangers transférés dans le camp de Djelfa, on compte plusieurs volontaires hongrois ayant combattu dans les Brigades internationales ou considérés comme politiquement suspects par les autorités françaises. Au printemps 1941, le transfert de quelques volontaires hongrois a été opéré depuis le camp de Vernet vers des camps situés en Afrique du Nord. Lesdits volontaires ont tout d'abord été déplacés à Bossuet, puis à Djelfa, située à proximité d'Alger. Bien que leur nombre exact reste inconnu, des sources documentaires permettent d'identifier un groupe de Hongrois ayant été détenus dans ce camp au pied de l'Atlas saharien jusqu'à leur libération, intervenue selon des modalités diverses.

Il s'agit notamment d'Emil Bakó, Mihály Szalvay, Ferenc Laszab, László Mátyás, Móric Hammermann, Frigyes Major, Sándor Sziklai, Lajos Kiss, Sándor Cseresnyés, Károly Ráth et Jenő Gellért, dont la présence est confirmée à Djelfa en septembre 1942. En 1943, lors de la libération d'Alger par les troupes anglo-américaines, un nombre significatif de Hongrois s'est enrôlé dans l'armée britannique, tandis que certains ont opté pour l'armée soviétique<sup>27</sup>.

L'examen des données prosopographiques des volontaires hongrois ayant transité par le camp de Djelfa met en lumière l'existence de divers parcours collectifs.

Parmi les internés hongrois de Djelfa, un premier groupe se compose de ceux qui, après avoir fait l'expérience des Brigades internationales et de l'internement, ont accédé à des positions importantes dans l'appareil politique, militaire ou diplomatique hongrois. Le premier de ceux-ci est Emil Bakó (1893), comptable de profession, qui a été fait prisonnier lors de la Première Guerre mondiale en Russie. Il a ensuite adhéré au Parti bolchevique et a pris part à la guerre civile russe avant de militer en Autriche et en URSS. En Espagne, il a servi successivement dans le bataillon Thälmann, à l'état-major de Máté Zalka et au bataillon hongrois. Comme dans la majorité des cas, en 1939, il a été interné en France, puis transféré à Djelfa en 1941, Bakó a rejoint l'armée britannique en 1943 et a ensuite fait carrière dans l'appareil d'État hongrois<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> K. Jalsovszky, *A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum Évkönyve*, Budapest, Múzsák Közművelődési Kiadó, 1984, p. 172-209.

<sup>26</sup> HM HIM HL VII. Ellenállási gyűjtemény S/1. *Spanyolországban, a nemzetközi brigádban harcolt magyarok névsora* [Liste des Hongrois ayant combattu dans les Brigades internationales en Espagne].

<sup>27</sup> Jalsovszky, *A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum Évkönyve*, op. cit., p. 104, 170.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 172-173.

Un autre parcours marquant a été celui de Mihály Szalvay (1899), maçon et militant ouvrier à partir de 1917 et membre du Parti communiste en 1919. Soldat rouge, condamné puis exilé, il a milité clandestinement dans plusieurs pays. Dès l'année 1936, Szalvay a pris part à la scène espagnole en prenant les rênes de la compagnie hongroise. Il a par la suite assumé le commandement de la brigade Dombrowski, où il s'est distingué au point d'être surnommé « Tchapaïev ». Szalvay a d'abord été interné à Gurs, puis à Djelfa. Il a ensuite rejoint l'Armée rouge en 1943, puis a participé aux combats partisans en Yougoslavie, avant de devenir lieutenant-général en Hongrie<sup>29</sup>. La presse hongroise, notamment des journaux hongrois proches du mouvement ouvrier et de l'armée populaire, tels que *Hazáért* (Pour la patrie), *Néphadsereg* (Armée populaire) et *Határőr* (Garde-frontière), organes de la presse communiste de l'époque, a commémoré de nombreuses fois Mihály Szalvay, en décrivant minutieusement son parcours de vie, ainsi qu'en l'érigeant en symbole héroïque de l'engagement antifasciste et en inscrivant son destin dans la mémoire collective du mouvement ouvrier hongrois<sup>30</sup>.

Károly Ráth (1903), journaliste et diplomate, a suivi un parcours comparable : après un début de carrière dans la presse transylvaine, il a émigré en France, puis a servi en Espagne comme chef d'état-major d'une batterie lourde. Il a ensuite été interné en France et à Djelfa. En 1943, il rejoint successivement l'armée britannique et l'Armée rouge. Il est ensuite promu officier politique du 2<sup>e</sup> Front ukrainien, puis arrêté lors des procès politiques après sa réhabilitation en 1956, poursuit une carrière diplomatique jusqu'au rang d'ambassadeur<sup>31</sup>. Il a accordé de multiples entretiens à des organes de presse et a narré son histoire en détail, un récit que je développerai dans les chapitres suivants.

La vie de Mátyás László (1911) s'inscrit également dans le cadre de ce contingent. Il était ouvrier tailleur de diamants, émigré en Belgique, et s'est engagé dans le mouvement communiste avant de rejoindre l'Espagne en 1936. Il a d'abord occupé le poste d'officier instructeur, puis celui de membre de la représentation des Brigades. Il a été interné en 1939, puis à Djelfa en 1941. Il a d'abord été enrôlé dans l'armée britannique, puis dans l'Armée rouge. Son unité a été affectée au service politique du 2<sup>e</sup> Front ukrainien. À l'issue du conflit, il a entamé une carrière au ministère de l'Intérieur, puis a poursuivi une ascension diplomatique qui le conduit à occuper le poste d'ambassadeur<sup>32</sup>.

Un deuxième ensemble se distingue par une trajectoire caractérisée par la persistance de l'engagement militaire ou politique, mais qui, après le conflit, ont connu des conditions de vie plus humbles. Ainsi, Ferenc Laszab (1887) ayant exercé la profession d'artilleur en Espagne, puis de soldat au sein de l'armée britannique et de l'Armée rouge, a exercé par la suite les fonctions d'ouvrier agricole en Slovaquie et en Hongrie après 1945<sup>33</sup>. Frigyes Major (1900), officier de haut rang au sein de la 11<sup>e</sup> Brigade internationale, s'est engagé successivement dans les forces armées du Royaume-Uni et des États-Unis, avant de réintégrer la Hongrie et d'embrasser une carrière dans le journalisme, puis d'assumer des responsabilités au sein de l'IBUSZ (Société anonyme d'achats, de voyages et de transports touris-

---

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 204.

<sup>30</sup> « A "magyar csapajév"-re emlékezünk » [Nous commémorons le « Tchapaïev » hongrois], *A Hazáért*, 24/35 (1969), p. 3.

<sup>31</sup> Jalsovszky, *A Magyar Munkásmozgalmi Múzeum Évkönyve*, op. cit., p. 199-200.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 195-196.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 193.

tiques)<sup>34</sup>. Jenő Gellért (1906), volontaire du bataillon hongrois, a rejoint l'Union soviétique en 1943. Après la guerre, il a occupé des postes de direction dans le commerce extérieur<sup>35</sup>. Lajos Kiss (dont la date de naissance est inconnue), ressortissant roumain, s'est engagé dans les forces armées britannique et soviétique, avant de trouver la mort en tant que parachutiste combattant aux côtés des partisans en Slovaquie<sup>36</sup>.

Enfin, une dernière catégorie est composée de carrières qui se distinguent par leur caractère marginal ou leur faible niveau de documentation. Móric Hammermann (1910), ancien commandant d'unités espagnoles, s'est installé à Alger après sa libération<sup>37</sup>. Sándor Cseresnyés (1910), journaliste de profession et correspondant de guerre, a été incarcéré en Hongrie à la suite de 1949<sup>38</sup>. En ce qui concerne Sándor Sziklai, les sources disponibles ne fournissent aucune information concernant son parcours<sup>39</sup>.

À travers ces itinéraires se dessine une génération d'internationalistes hongrois : ouvriers, journalistes, diplomates ou militants, tous marqués par l'Espagne, l'internement en Afrique du Nord et la poursuite du combat antifasciste dans différentes armées pendant la Seconde Guerre mondiale, puis confrontés à l'épreuve du retour, aux responsabilités politiques ou économiques, mais aussi aux purges et aux réhabilitations dans la Hongrie d'après-guerre.

Ces trajectoires individuelles, bien que peu nombreuses dans les archives, témoignent à leur façon de la diversité des origines des internés et de la portée transnationale du dispositif concentrationnaire colonial.

### **Vers la médiatisation des camps : contexte et corpus journalistique**

Le corpus analysé se compose principalement d'articles de presse publiés entre 1941 et 1988 dans divers journaux et périodiques hongrois. Ces articles retracent les expériences d'internés hongrois détenus dans le camp de Djelfa, en Algérie, sous le régime de Vichy. Ces témoignages, souvent anonymes ou signés seulement par des initiales, sont parus dans des titres tels que *Új Világ* (Nouveau Monde, 1941-1942), *A Hazáért* (Pour la patrie, 1969), *Új Tükör* (Nouveau Miroir, 1987) et *Néphadsereg* (Armée populaire, 1988).

*Új Világ* était un périodique de la diaspora hongroise édité à Buenos Aires, déjà actif au début des années 1940 et encore présent dans les années 2000, dont la vocation était d'informer les Hongrois en exil sur un large éventail de sujets : recommandations de produits et de restaurants, annonces publicitaires, articles à caractère éducatif et culturel, mais aussi contenus à visée historique. Dans ses numéros de 1942, le journal a rendu compte de la situation au camp de Djelfa : plusieurs centaines d'internés y étaient détenus, parmi eux une douzaine de Hongrois issus des Brigades internationales, dans des conditions très dures (pénurie, maladie, climat extrême, violences et insalubrité)<sup>40</sup>. Quelques mois plus tard, le périodique a signalé la libération d'un grand nombre de brigadistes de camp, en laissant

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 184.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>40</sup> « Internálótábor a Szaharában. Tizenkét magyar sýnylódik a foglyok között » [Camp d'internement au Sahara. Douze Hongrois parmi les prisonniers], *Új Világ*, 2/28 (1942), p. 7.

entendre que des Hongrois en faisaient probablement partie, et en exprimant l'espoir de leur retour à la liberté et à l'engagement antifasciste<sup>41</sup>.

*Hazáért* était l'organe de presse de la Direction nationale de la Garde-frontière du ministère de l'Intérieur et du Commandement des forces de sécurité du même ministère. Les journaux publiés vraisemblablement entre 1946 et 2007 remplissaient une fonction mémorielle et idéologique au service du régime. L'article consacré à Mihály Szalvai à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de sa naissance en offre un exemple éloquent : il retrace de façon détaillée la vie du « Tchapaïev hongrois », ouvrier devenu révolutionnaire, puis commandant des Brigades internationales en Espagne, avant d'occuper un rôle majeur dans la réorganisation de l'armée et de la garde-frontière dans la Hongrie socialiste. La narration héroïsante met en exergue les qualités de courage, de loyauté envers le mouvement communiste et de dévouement envers le peuple. En mettant en lumière Szalvai comme un modèle pour les militaires et la jeunesse, ces publications se positionnent indubitablement comme des vecteurs de propagande et de pédagogie politique, contribuant à l'édification d'un panthéon antifasciste et à la légitimation du régime socialiste<sup>42</sup>.

(*Új*) *Tükör* était un hebdomadaire politique et social publié à Budapest, paru de 1964 à 1989, dont le titre devint *Új Tükör* en 1976. Il se caractérisait par une présentation méticuleuse, agrémentée d'une riche iconographie en couleur et en noir et blanc et par un contenu diversifié. La revue se distinguait par une approche multidisciplinaire, abordant un large éventail de sujets, parmi lesquels on pouvait citer la culture, les arts, la littérature, le cinéma, le théâtre, la musique ou encore la politique nationale et internationale. En se démarquant d'une presse ouvertement idéologique, elle aspirait à une objectivité relative et à un ton mesuré. Ses reportages, caractérisés par leur vivacité et leur dynamisme, ses illustrations, qui se distinguaient par leur qualité et leur expressivité, ainsi que ses rubriques régulières, incluant des caricatures, des récits et des publicités, ont contribué à faire de ce périodique l'un des hebdomadaires les plus lus de son temps, principalement auprès d'un lectorat éduqué et cultivé<sup>43</sup>.

*Néphadsereg* était un journal politique hebdomadaire du ministère de la Défense nationale, paru de 1958 à 1989, qui a joué un rôle important dans la diffusion d'idéaux socialistes et antifascistes après 1945. Destiné aux militaires autant qu'à un lectorat civil intéressé par la vie de l'armée, il a associé actualités, articles de propagande, récits historiques et portraits de figures exemplaires du mouvement ouvrier et des combats antifascistes. L'accent a été mis sur la fidélité aux valeurs socialistes, la discipline militaire et la mémoire des luttes internationales. Le parcours de Károly Ráth l'illustre bien, puisqu'il était également rédacteur en chef adjoint, puis rédacteur en chef du *Néphadsereg*. Sa biographie, marquée par l'exil, l'engagement antifasciste et l'activité journalistique, a reflété l'esprit du journal, qui a fait de tels itinéraires des modèles à suivre.

Les articles publiés dans la presse hongroise sous le régime socialiste, notamment dans *Új Tükör* ou *Néphadsereg*, participaient d'une politique mémorielle étroitement liée à l'idéologie officielle du régime. Ces journaux, souvent rattachés à des organes d'État tels

<sup>41</sup> « Kiszabadultak a Djelfában internált magyarok » [Les Hongrois internés à Djelfa ont été libérés], *Új Világ*, 2/46 (1942), p. 4.

<sup>42</sup> « A "magyar csapajév"-re emlékezünk », *A Hazáért*, 24/35 (1969), p. 3.

<sup>43</sup> L. Péter (éd.), *Új magyar irodalmi lexikon III. (P-Zs)* [Nouveau lexique littéraire hongrois], Budapest, Akadémiai, 1994, p. 2149.

que le Parti socialiste ou le ministère de la Défense, diffusaient des récits exemplaires. Ces derniers avaient pour objectif d'illustrer la continuité de la lutte antifasciste et de mettre en valeur les souffrances endurées par les anciens combattants communistes internés. Ces témoignages contribuaient à renforcer le discours héroïque de la résistance au fascisme et à légitimer l'identité politique du régime en place.

Pour donner un exemple, l'article paru dans le journal *Új Világ* et signé par des initiales « P. A. » illustre de manière éloquente l'écriture militante et collective qui caractérise ce type de publications. L'article évoque la souffrance de « mille remarquables antifascistes » internés à Djelfa et souligne leur résistance morale face à l'adversité. À travers des formules comme « bízalom és hit árad » (« confiance et foi rayonnent ») ou « törhetetlenül hiszik, hogy a fasizmus [...] nem lesz már hosszú életű » (« ils croient inébranlablement que le fascisme ne vivra plus longtemps »), le texte construit une image d'endurance exemplaire, tout en appelant à la solidarité : « tegyünk meg minden lehetőt » (« faisons tout ce qui est possible »)<sup>44</sup>.

Ce type de discours, rédigé sous une signature partielle, témoigne d'un fonctionnement spécifique à la presse militante ou clandestine. Dans ce contexte, l'identité de l'auteur devient secondaire par rapport au message qu'il cherche à transmettre. L'anonymat peut ainsi être perçu comme un moyen de préserver l'identité de l'auteur ou de s'effacer délibérément dans le cadre d'une narration collective. Ce fragment participe ainsi pleinement à l'édification d'une mémoire partagée, fondée sur la résistance morale, l'espoir d'un renversement politique et l'engagement solidaire. Il illustre également comment la presse pouvait transmettre une vérité émotionnelle et mobilisatrice, un « témoignage sans témoin » qui prend toute sa force dans le registre exhortatif et collectif.

En effet, une classification méthodique des récits journalistiques peut être établie en fonction de plusieurs logiques thématiques et rhétoriques. On distingue notamment les récits de souffrance, les récits à portée politique, les récits de libération et retours, ainsi que les portraits de résistants exemplaires tels que Károly Ráth ou Mihály Szalvay. Ces recherches mettent en lumière la fonction mémorielle et idéologique de cette production, ainsi que son rôle dans l'élaboration d'une mémoire collective antifasciste.

### **Mémoire imprimée : analyse d'un témoignage d'interné dans la presse hongroise**

L'article dont il est question a été publié en juin 1987 dans *Új Tükör*, sous la plume du journaliste József Földesi. Il se présente comme un long reportage fondé sur une série d'entretiens avec Károly Ráth (1903-1985), figure emblématique du communisme hongrois. Ráth était un ancien journaliste et militant antifasciste qui s'est engagé dans les Brigades internationales en Espagne, où il a été grièvement blessé. Suite à la défaite républicaine, il a été d'abord interné en France, puis en Algérie. Par la suite, il a poursuivi une carrière militaire et politique en URSS, puis en Hongrie, où il a occupé le poste de rédacteur en chef du journal *Néphadsereg* et celui de diplomate du régime socialiste<sup>45</sup>.

Le reportage retrace les étapes majeures de cette trajectoire militante, mais accorde une place centrale à l'expérience de Djelfa, où Ráth a été transféré en 1941 avec plusieurs com-

<sup>44</sup> « Internálótábor a Szaharában... », *op. cit.*

<sup>45</sup> J. Földesi, « Ameddig az élet eltart 2. Az újságból tudta meg, hogy vádlott a Rajk-perben » [Tant que la vie durera. Il a appris dans le journal qu'il était accusé dans le procès Rajk], *Új Tükör*, 24/26 (1987), p. 6-8.

pagnons. Ses souvenirs mettent en exergue les conditions de vie inhumaines auxquelles ils ont été confrontés, caractérisées par une alimentation se limitant à des dattes ou de la viande de chameau, des tentes surpeuplées, l'absence d'eau potable et de soins médicaux, une brutalité systématique de la part des gardiens, une chaleur accablante dans le désert et une propagation rapide des maladies. En outre, le texte met en exergue la débrouillardise et la solidarité qui ont caractérisé les internés. Pour pallier le manque de ressources alimentaires, ils ont eu recours à la fabrication collective de sandales en fibres végétales, revendues par les autorités du camp sans qu'ils n'aient perçu de bénéfice, hormis un léger complément alimentaire. Ce passage met en exergue trois aspects majeurs : la précarité des conditions de détention, l'exploitation systématique des détenus aggravée par l'ingéniosité de ceux-ci pour subvenir à leurs besoins et la cupidité de l'administration coloniale. Cette insistance sur la ténacité et l'ingéniosité traduit le souci d'Új Tükör de donner une dimension humaine, vivante et sensible aux récits historiques, en les insérant dans une narration qui conjugue mémoire, pédagogie et engagement<sup>46</sup>.

Au-delà de la simple évocation de la souffrance, l'article de Új Tükör remplit une fonction à la fois politique et mémorielle. En examinant la persévérance de Ráth et en mettant en exergue sa foi inébranlable en la victoire sur le fascisme, il a inscrit son expérience dans une continuité idéologique : celle de la résistance communiste et de la lutte antifasciste. À l'instar d'autres récits parus dans la presse hongroise contemporaine, cette contribution met en exergue l'utilisation des biographies individuelles dans la construction d'une narration collective empreinte de bravoure et d'abnégation.

L'examen de ce texte permet de conclure que la presse socialiste ne s'est pas bornée à la transmission d'anecdotes personnelles, mais qu'elle a contribué de manière significative à la formation d'une mémoire collective. Dans le cadre de cette étude, nous avons analysé des articles publiés à l'époque et nous avons pu constater que ceux-ci ont utilisé des procédés littéraires et rhétoriques pour donner une signification héroïque aux épreuves endurées par les internés. Cette démarche a permis de façonner une identité collective d'antifascistes.

## Conclusion

Cette étude a permis de mettre en lumière, dans un premier temps, la manière dont l'histoire des camps d'internement en Afrique du Nord s'inscrivait dans le contexte plus large de la Seconde Guerre mondiale et du régime de Vichy. L'analyse du contexte historique a révélé que ces structures, établies dans une zone périphérique mais hautement stratégique, répondaient à une double logique : d'une part, celle du contrôle colonial et, d'autre part, celle de la répression politique visant les antifascistes européens réfugiés.

L'analyse approfondie du fonctionnement des camps de concentration a révélé des conditions de détention extrêmement éprouvantes, caractérisées par une surpopulation, un accès limité à l'eau et à la nourriture, des taux de décès élevés et des conditions climatiques extrêmes. Ces éléments, étayés par les témoignages des internés, mettent en lumière non seulement la précarité matérielle, mais également la brutalité systématique infligée par le personnel de surveillance. Djelfa, camp emblématique en Algérie, s'est imposé comme un espace de souffrance et de survie, où les détenus ont été contraints de développer des stratégies d'adaptation et de solidarité pour résister à l'épreuve.

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 6-7.

Dans la section dédiée aux internés hongrois, le texte a révélé la trajectoire distinctive de ces individus, souvent d'anciens membres des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Leurs parcours, marqués par des épreuves telles que la défaite, l'exil, l'internement, et pour certains, l'engagement ultérieur dans l'armée soviétique ou hongroise, témoignent à la fois du destin tragique et de l'endurance idéologique d'une génération. Les témoignages de Károly Ráth ou de Mihály Szalvay, par exemple, incarnent cette continuité de l'engagement antifasciste malgré les ruptures imposées par l'histoire.

En outre, l'analyse de la presse hongroise a révélé que ces récits ne se limitaient pas à la simple documentation de la souffrance, mais qu'ils avaient été repris et réélaborés à des fins mémorielles et politiques. Que ce soit dans le contexte de la presse d'émigration pendant la guerre ou des périodiques socialistes après 1945, ces publications ont contribué à ériger un panthéon antifasciste et à consolider une identité collective fondée sur la lutte et le sacrifice. Ces dernières ont ainsi établi une forme de mémoire collective, marquée à la fois par l'émotion, la pédagogie idéologique et le devoir de témoignage.

En conclusion, l'analyse approfondie du corpus révèle que l'expérience des camps nord-africains ne saurait être considérée comme un simple épisode marginal de la guerre. Cette démarche s'inscrit dans le contexte plus large de l'histoire européenne de l'exil et de l'internement, tout en s'ancrant dans les pages sombres du colonialisme français et des usages politiques de la mémoire au XX<sup>e</sup> siècle. Les itinéraires des internés hongrois, marqués par la répression, la résistance et la réhabilitation, illustrent la complexité d'un passé où s'entrelacent violence, idéologie et mémoire.

# *Les femmes résistantes à l'occupation nazie de la Tunisie 1942-1943*

FATEN BOUHRARA CHEBIL  
UNIVERSITE DE LA MANOUBA, TUNIS

L'occupation de la Tunisie par les forces de l'Axe entre novembre 1942 et mai 1943 constitue une période charnière dans l'histoire du pays durant la Seconde Guerre mondiale. Placée sous protectorat français depuis 1881<sup>1</sup>, la Tunisie subit, à partir de juillet 1940, les conséquences directes de l'arrivée au pouvoir du maréchal Philippe Pétain (1856-1951) et de la mise en place du gouvernement de Vichy<sup>2</sup>. Ce dernier applique sur le territoire tunisien des mesures discriminatoires et autoritaires à l'égard des individus jugés « indésirables »<sup>3</sup>, au premier rang desquels il place les communistes, les gaullistes, les francs-maçons et les Juifs.

Face à cette situation, des réseaux de résistance se forment ; souvent en dehors des partis politiques traditionnels. Leur objectif est clair : lutter contre la collaboration, fournir des renseignements aux Alliés et organiser des actes de sabotage. Ces actions clandestines concernent l'ensemble du territoire tunisien et rassemblent des hommes et des femmes de diverses origines. Dans ce contexte, certaines figures féminines se détachent par leur courage et leur engagement.

Ces femmes ont agi dans un contexte particulièrement dangereux, où les sanctions pour actes de résistance pouvaient aller jusqu'à la déportation. Leur engagement soulève une question essentielle : comment restituer une mémoire effacée ou fragmentée ? Comment réintégrer dans l'histoire nationale et dans la mémoire collective ces figures de l'ombre qui ont pourtant risqué leur vie pour la liberté ?

À travers cette recherche, nous souhaitons contribuer à cette démarche de reconnaissance historique. Nous verrons dans un premier temps le contexte général de l'occupation allemande et la manière dont les réseaux de renseignement se sont structurés. Nous nous intéresserons ensuite à deux figures féminines emblématiques de cette résistance : Louise Hanon et Martha Perrussel. Enfin, nous aborderons les conséquences de leur engagement, notamment la répression, la déportation et la mémoire longtemps silencieuse de ces résistantes en Tunisie.

---

<sup>1</sup> La Tunisie est devenue un protectorat français suite à la signature du traité de Ksar-Saïd, dit du Bardo, le 12 mai 1881, complété le 8 juin 1883 par le traité dit de La Marsa.

<sup>2</sup> Vichy est le nom de la ville où siégeait le gouvernement dirigé par Philippe Pétain, du 10 juillet 1940 au 20 août 1944, durant l'occupation de la France par le Troisième Reich.

<sup>3</sup> E. Blanchard, « Les "indésirables". Passé et présent d'une catégorie d'action publique ». in *Figures de l'étranger. Quelles représentations pour quelles politiques ?* GISTI, p. 16-26, 2013. hal-00826717.

## I – Aperçu historique : l’occupation nazie et l’émergence des réseaux de renseignement en Tunisie

La Tunisie entre de plein fouet dans la Seconde Guerre mondiale après la défaite de la France en 1940. Le régime de Vichy s’installe alors à Tunis et collabore avec l’Allemagne nazie. Le 3 octobre 1940, la loi portant sur le statut des Juifs<sup>4</sup> est promulguée par le gouvernement de Vichy. Les neuf articles qui le composent détaillent les interdictions faites aux Juifs d’exercer dans la fonction publique ou d’avoir des professions libérales et ont été étendus à la Tunisie par le décret beylical du 30 novembre 1940. En outre, un *numerus clausus* a été imposé pour limiter le nombre des Juifs dans un ensemble de secteur : on limita entre autres à 5 % le nombre des Juifs dans le corps des médecins et des avocats ou à 20 % d’élèves juifs à l’entrée en sixième<sup>5</sup>.

Mais c’est surtout à partir de novembre 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord, que la Tunisie devient un véritable champ de bataille : elle est occupée militairement par les troupes allemandes du maréchal Erwin Rommel (1891-1944). Cette occupation, qui durera jusqu’en mai 1943, est brutale et lourde de conséquences. Elle marque la seule installation d’une administration militaire nazie sur un territoire arabe pendant la Seconde Guerre mondiale. En Tunisie, après l’opération Torch (novembre 1942), les troupes allemandes débarquent pour résister aux Alliés et y installent une administration militaire d’occupation. L’armée allemande y installe ses postes de défense, exerce une forte répression et impose à la population – notamment juive – des mesures humiliantes : travail forcé, spoliations, rafles et arrestations.

Faut-il rappeler ici que cette époque est marquée par une effervescence politique, par une dynamique générale d’action, dans laquelle les femmes notamment, celles qui avaient une culture politique s’impliquent naturellement. La popularité du général de Gaulle s’étend peu à peu, S. La Barbera décrit cette dynamique de guerre : « D’après les rapports des services de la résidence générale, de la sécurité, confirment une réelle agitation patriotique, résistante et gaulliste les premiers mois de l’été 1940 »<sup>6</sup>.

Face à cette situation, et en réaction au sentiment de trahison provoqué par la collaboration du régime de Vichy, une résistance se met en place. Ce sont surtout des réseaux civils qui vont émerger, souvent hors des structures politiques traditionnelles. Dès 1940, mais surtout à partir de l’occupation allemande de 1942, plusieurs réseaux de renseignement s’organisent dans la clandestinité. Parmi eux, on peut citer les réseaux Mounier, Béranger, Bazangour, Air Tunisie, ou encore celui coordonné avec l’aide de l’agent britannique Dick Jones. Leur mission principale est de collecter des informations sur les positions et les déplacements des troupes allemandes, sur les systèmes de défense, et transmettre ces renseignements aux Alliés. C’est l’une des trois missions principales de ces organisations, aux

<sup>4</sup> Le statut des Juifs est édicté par le régime de Vichy en France et applicable dans les colonies et les protectorats. Il est introduit en Tunisie par le décret beylical du 30 novembre 1940, puis complété par un second décret le 26 juin 1941.

<sup>5</sup> C. Nataf, « L’exclusion des avocats juifs en Tunisie pendant la seconde Guerre mondiale », *Archives Juives*, Vol. 41 (2008), p. 90-107.

<sup>6</sup> S. La Barbara, « Ambiguïtés relationnelles entre communautés française et italienne dans la Tunisie coloniale autour de la Seconde Guerre mondiale », *Outre-Mers. Revue d’histoire*, t. 93, n° 346-347 (2005), p. 279-290. Cet article fait partie d’un numéro thématique : *La santé et ses pratiques en Afrique*.

côtés de l'exfiltration des aviateurs alliés tombés, de la mise en place d'opérations aériennes (parachutages ou atterrissages clandestins) et maritimes, et de la plus célèbre, le sabotage<sup>7</sup>. Les destinataires sont principalement les services de la France libre de De Gaulle, installés à Londres, ou les agents britanniques encore présents dans certaines zones tunisiennes.

Ces réseaux étaient composés de femmes et d'hommes issus de la société civile, comme des médecins, avocats, enseignants, commerçants ou simples citoyens engagés. Tous menaient une double vie : en apparence insérés dans la vie quotidienne, ils agissaient dans l'ombre pour tenter de faire reculer l'occupant. Certains utilisaient leur métier comme couverture pour faire circuler des informations ou aider à la fuite de résistants.

Leur engagement était souvent motivé par des convictions personnelles profondes : le rejet du nazisme, la solidarité avec les victimes, le désir de liberté ou encore l'attachement à une certaine idée de la France et de ses valeurs républicaines. Pour d'autres, notamment parmi les Juifs de Tunisie, il s'agissait aussi de résister à une persécution directe et imminente.

Mais ces réseaux restaient fragiles. En avril 1943, à quelques semaines de la fin de l'occupation, plusieurs d'entre eux sont démantelés. Les arrestations se multiplient, les peines sont lourdes, et plusieurs résistants – dont des femmes – seront emprisonnés ou déportés.

C'est dans ce contexte de clandestinité, de courage et de répression que certaines femmes se sont particulièrement illustrées. Deux d'entre elles, Louise Hanon et Martha Perrussel, méritent qu'on s'y attarde. Leurs parcours permettent d'éclairer la diversité de l'engagement féminin dans la résistance tunisienne.

## II – Deux figures féminines de la résistance : Louise Hanon et Martha Perrussel

Louise Hanon et Martha Perrussel comptent parmi les femmes ayant joué un rôle actif, mais trop souvent ignoré, au sein des réseaux de résistance à l'occupation nazie en Tunisie. Leurs parcours témoignent de l'engagement des femmes dans la lutte clandestine, un engagement qui s'est parfois payé au prix de leur liberté, voire de leur vie.

L'engagement politique des femmes ne s'est pas imposé d'emblée. Il leur fallait en effet transgresser une frontière établie depuis des siècles, qui les confinait, de mère en fille, à la sphère privée. L'analphabétisme féminin constituait également un obstacle majeur, limitant leur accès à l'information et à la participation politique. Comme le souligne Myriam Lucie Krief dans un témoignage recueilli le 25 mai 2012<sup>9</sup> : « J'étais abasourdie car, comme la plupart des habitants du pays, je ne savais pas trop qui était Pétain ni quel était ce Statut qui brisait ma vie »<sup>10</sup>. C'est dans ce contexte bouleversé, marqué par la répression des groupes politiques libéraux et la promulgation de mesures discriminatoires contre les juifs – no-

---

<sup>7</sup> F. Passera, 10. 11 : Retour sur la journée Jeunes chercheurs : les réseaux de renseignements. *Autour de la Seconde Guerre mondiale*. Consulté le 15 mai 2025 à l'adresse <https://doi.org/10.58079/u53p>.

<sup>9</sup> Myriam Lucie Krief, née en 1919 à Tunis. Elle est la veuve de Maître Georges Krief qui fut, aux côtés de Moïse Borgel et de Paul Ghez, l'un des dirigeants de la communauté juive de Tunis pendant l'occupation allemande.

<sup>10</sup> J-P. Allali, *Les Juifs de Tunisie sous la botte allemande : chronique d'un drame méconnu*, Paris, Éditions Glyphe, 2014, p. 83.

tamment le Statut des Juifs – que certaines femmes commencent progressivement à prendre conscience des enjeux politiques et à s’y engager.

Louise Hanon fait partie de ces femmes qui ont bravé les normes d’une société tunisienne alors profondément patriarcale, à une époque où les filles devaient encore se battre pour accéder à l’éducation. Issue d’une famille aisée, elle naît à Souk-El-Arba, aujourd’hui appelée Jendouba, dans le nord-ouest de la Tunisie. Son père, Léon Hanon, est un homme d’affaires, et sa mère, Ida Funaro, une Juive italienne, est la fille d’un médecin ayant servi le bey.

Après des études secondaires, Louise poursuivit, malgré les réticences de son père, des études supérieures en droit. Elle devient « l’une des trois premières femmes avocates en Tunisie »<sup>11</sup>. Son métier lui permettait non seulement de circuler librement entre différentes sphères sociales, mais aussi d’accéder à des informations sensibles.

Son parcours universitaire, sa profession d’avocate, ainsi qu’un voyage d’études en Allemagne en 1935 – où elle rencontra Hitler – marquèrent un tournant décisif dans sa vie. L’instauration des lois raciales, les politiques d’exclusion des régimes fasciste et nazi, puis celles du régime de Vichy, éveillèrent en elle une conscience politique aiguë. Sa personnalité affirmée la pousse à refuser l’image de la femme passive, dénuée d’esprit critique ou d’initiative.

Louise choisit de s’engager dans la résistance active en rejoignant le « Réseau Mounier ». Il fut constitué peu après l’armistice par André Mounier<sup>12</sup>, qui trouva la mort lors d’un vol tragique entre Malte et l’Égypte. Alfred Rossi (1908-1943) en assumait alors la direction et, par la suite, ce fut Louise Hanon qui prit la relève<sup>13</sup>. Ses activités furent variées. Elle recueillait des données sur les troupes allemandes et contribuait à les faire parvenir aux forces alliées, allant jusqu’à l’hébergement de parachutistes anglais. Une anecdote illustre son audace : elle dissimula des appareils radio et du matériel d’écoute dans un couffin rempli de légumes qu’elle transporta dans un camion militaire italien qu’elle fit arrêter elle-même. Grâce à sa parfaite maîtrise de l’italien – sa langue maternelle – elle conversait aisément avec les soldats ennemis, sans éveiller de soupçons<sup>14</sup>.

Son engagement est d’autant plus remarquable qu’elle cumulait deux facteurs de vulnérabilité en raison de son genre et de son identité juive. Dans un contexte où la communauté juive était particulièrement ciblée par les mesures nazies, elle a fait le choix du risque et de l’action.

Le 15 avril 1943, Louise est arrêtée par la Gestapo<sup>15</sup>. Après huit jours de détention à la prison militaire de Tunis, elle est déportée, enchaînant un long trajet passant par Marsala, Naples, puis Berlin.

Une autre figure féminine qui a fait partie des réseaux de renseignement, est Martha Perrussel née Auschitzky. Elle est la fille de Maurice Auschitzky et Léontine Flinoy. Née le 14 juillet 1898 à Caudéran dans la région bordelaise, elle arriva en Tunisie en compagnie de

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 267.

<sup>12</sup> André Mounier, né le 23 août 1913 en Algérie, décédé le 21 septembre 1941.

<sup>13</sup> J. Sabille, *Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l’occupation*, Paris, Éditions du Centre, 1954, p. 132.

<sup>14</sup> Allali, *Les Juifs de Tunisie...*, *op.cit.*, p. 269.

<sup>15</sup> La Gestapo, acronyme tiré de l’allemand *Geheime Staatspolizei* signifiant « Police secrète d’État », était la police politique du Troisième Reich.

son premier mari le capitaine Roger Courtois<sup>16</sup> quand ce dernier a été nommé officier des Affaires étrangères à Tunis. À Tunis, elle fit la connaissance de son deuxième mari, un jeune avocat-défenseur, Yves Perrussel (1903-1968) et se marièrent en 1938, avant qu'Yves ne s'engage dans la France libre en Tunisie en janvier 1943.

Martha a écrit « ses souvenirs de captivités ». Certains sont publiés dans un livre écrit par Yves Perrussel sous le titre du *Ravensbrück 18813. Carnet d'une rescapée*<sup>17</sup> où on peut lire des témoignages et des croquis dessinés par elle. Quelques extraits de ce livre ont été publiés sur le site web des Français libres de juin 1940 à juillet 1943<sup>18</sup>. On peut y lire que Martha a été invitée à un interrogatoire. Elle a été ramenée dans un camion de la Gestapo le 19 janvier 1943 après avoir confié ses enfants Annick et Guy à une amie. Elle a conversé avec l'agent français qui était présent pour lui dire : « Vous faites un joli métier que d'arrêter des Français pour les livrer aux allemands ». Elle précise qu'elle a été interrogée sur ces amis juifs, sur les personnes à qui elle portait de l'aide et ceux à qui elle donnait de l'argent. Les autres questions portent principalement sur son mari, son travail, sa vie, sur les gens qu'ils fréquentaient, etc. Elle indiquait : « je restais très calme et froide. Et bien entendu ils n'ont obtenu aucun renseignement ». Depuis ce jour Martha n'est pas rentrée chez elle et elle n'a vu ni son mari ni ses enfants pendant plus que deux ans.

Martha appartient, elle aussi, à un cercle social élevé, ce qui lui donne accès à des informations privilégiées, notamment par le biais des milieux administratifs et juridiques tunisois. Grâce à sa position, elle pouvait transmettre des informations, cacher des résistants ou faciliter certains déplacements. Discrète, elle a su utiliser son statut de femme mariée pour agir sans éveiller de soupçons.

Ce qui est frappant dans le cas de ces deux femmes, c'est la manière dont elles ont utilisé les rôles sociaux qui leur étaient assignés – celui de professionnelle respectable pour Louise ou celui d'épouse de notable pour Martha – non pas pour se soustraire au conflit, mais pour s'y engager. Elles ont mené une résistance silencieuse mais efficace, en dehors des combats armés, dans les coulisses de la guerre.

Mais cette implication n'a pas été sans conséquences...

### III – L'épreuve de la déportation : une répression brutale de l'engagement féminin

La déportation est une mesure répressive particulièrement sévère, caractérisée par une privation radicale de liberté. Elle revêt une dimension profondément humiliante pour la personne déportée, tant sur le plan physique que psychologique. Elle implique l'arrestation brutale d'individus, leur transfert vers une destination dans la plupart des cas tenue secrète, sans qu'aucune justification ne leur soit fournie. Cette pratique, typique des régimes totalitaires, s'inscrit dans un climat de violence et de cruauté. À partir du moment où le déporté est arraché à son environnement, il se retrouve plongé dans l'inconnu et coupé de tout lien avec sa famille. Le témoignage bouleversant de Frédérique Gasquet, *Une lettre de mon père : une famille de Tunis dans l'enfer nazi*, illustre à la fois la souffrance de Gilbert Scemla et celle de sa mère face à sa captivité. Les Scemla – le père Joseph, 54 ans, et ses deux fils Gilbert, 25 ans, et Jean, 20 ans – tentèrent de rejoindre en Algérie les Forces françaises libres, mais furent arrêtés par les Allemands à la frontière algéro-tunisienne. Déportés et

<sup>16</sup> Elle a eu de son premier mariage deux enfants, Jean et Annick Courtois.

<sup>17</sup> Y. Perrussel, *Ravensbrück 18813. Carnet d'une rescapée*. 179 p.

<sup>18</sup> <https://www.francaislibres.net/liste/fiche.php?index=90305> (téléchargé le 7 juin 2024).

incarcérés en Allemagne, condamnés à mort par un tribunal de Torgau, les trois hommes furent exécutés par décapitation à la hache à la prison de Halle, le 17 juillet 1944<sup>19</sup>.

Le *Livre mémorial* publié par la Fondation pour la mémoire de la déportation fournit des informations précieuses sur les personnes déportées depuis la Tunisie en mois d'avril 1943<sup>21</sup>. Ce registre détaille pour chaque individu le matricule, le nom et le prénom, le sexe, la date et le lieu de naissance, la nationalité, l'itinéraire complet de la déportation, ainsi que le lieu de libération et, le cas échéant, celui du décès. Il précise également le sort réservé à chaque déporté : libération par les autorités allemandes, retour de déportation, décès, situation inconnue ou évasion pendant le transport ou la détention. Maître Hanon et M<sup>me</sup> Perrussel figuraient alors parmi 85 déportés de la Tunisie, 17 femmes et 68 hommes.

Notre source est également la Fondation pour la mémoire de la déportation qui nous permit de recueillir des données importantes : le 2 avril, une quarantaine d'hommes sont emmenés via l'Italie en Allemagne au camp de Sachsenhausen. Puis le 7 avril, c'est un groupe de 9 femmes qui est emmené vers Ravensbrück, camp de concentration pour les femmes. D'autres sont déportées séparément, comme l'avocate Louise Hanon.

Louise Hanon est arrêtée avec d'autres membres de son réseau dans des conditions particulièrement dures. On peut lire dans *Le Petit Matin* du 10 novembre 1944, dans un article intitulé « Me Louise Hanon déportée par les Allemands va revenir à Tunis », qu'après huit jours passés à la prison militaire de Tunis, elle fut embarquée sur une péniche à destination de Marsala, pour une traversée de vingt-huit heures. De là, elle est transférée à Naples, puis conduite à Berlin. Elle y est emprisonnée pendant quatre mois dans les geôles nazies et subit plusieurs interrogatoires. En août 1943, elle est libérée mais placée en résidence surveillée. En décembre de la même année, elle parvint à rejoindre Bordeaux, qu'elle dut quitter deux mois plus tard en raison de la menace que fait peser sur elle la Gestapo. Elle se réfugia alors à Tarbes, où elle participa, aux côtés des Forces françaises de l'intérieur, à la libération de la ville<sup>22</sup>.

Déportée sans procès équitable, uniquement en raison de son double statut de résistante et de femme juive, elle survit à cette épreuve, mais en restera profondément marquée. Après la guerre, elle ouvrit un cabinet d'avocate à Tunis avant de s'éteindre à Paris en 2000.

Martha Perrussel subit elle aussi les conséquences de son engagement : surveillance permanente, interrogatoires, isolement. Mais, contrairement à maître Hanon, elle n'eut pas la même chance et passa bien plus de temps en détention. Arrêtée le 19 janvier 1943, elle fut emprisonnée à la prison de la Kasbah, à Tunis, jusqu'au 2 avril. Deux jours plus tard, le 4 avril, elle fut transférée par avion à Naples, puis acheminée vers Berlin. Du 5 au 7 avril, elle passa trois jours à la prison d'Alexanderplatz avant d'être déportée au camp de Ravensbrück, où elle arriva le 7 avril 1943. Internée sous le matricule 18813 (Ra), elle y demeura jusqu'au 28 avril 1945 et fut libérée le 5 mai 1945.

Son mari, plus exposé politiquement, était lui aussi visé, ce qui renforça la pression sur elle. Après la guerre, elle rejoignit son époux, Yves Perrussel, qui fut le dernier maire français de Tunis avant l'indépendance. En 1956, après l'accession de la Tunisie à l'indépen-

<sup>19</sup> F. Gasquet, *La lettre de mon père : une famille de Tunis dans l'enfer nazi*, Paris, Éd. du Felin, 2006.

<sup>21</sup> Fondation pour la mémoire de la déportation, *Livre mémorial. Les transports partis de Tunisie en avril 1943*. <http://www.bddm.org/liv/details.php?id=I.98.#HANON> (téléchargé le 4 juin 2024).

<sup>22</sup> *Le Petit Matin*, 10 novembre 1944. Bibliothèque nationale de Tunisie.

dance, Yves et Martha s'installèrent à Paris. À la retraite d'Yves, le couple se fixa à Nice. Martha Perrussel s'éteignit à Boulogne-sur-Seine le 7 janvier 1987<sup>23</sup>.

Après la guerre, très peu de ces femmes recevront une reconnaissance officielle. Le récit national, en Tunisie comme en France, a longtemps privilégié des figures masculines, héroïques, souvent militaires, au détriment de ces femmes discrètes mais essentielles, dont le courage s'exerçait dans les marges, dans les arrières-cuisines de l'Histoire.

### **Conclusion générale**

La résistance à l'occupation nazie de la Tunisie entre 1942 et 1943 fut un moment à la fois bref et intense de mobilisation populaire – et féminine – face à l'ennemi. Les parcours féminins nous obligent à revoir notre conception de la résistance : elle ne se résume pas à la lutte armée ou aux grandes batailles. Elle se joue aussi dans l'ombre, dans les gestes quotidiens de désobéissance, dans les actes de transmission, de camouflage, de soin.

À travers les exemples de Louise Hanon et Martha Perrussel, nous avons vu comment des femmes, en apparence éloignées de la sphère militaire ou politique, ont pris des risques considérables pour transmettre des informations, protéger des vies et défendre des valeurs de liberté et de justice. Leur action ne relevait pas seulement du courage individuel, mais aussi d'une conscience politique aiguë, souvent nourrie par une double marginalité en tant que femmes, et parfois, en tant que juives ou épouses d'opposants.

Leur engagement nous oblige à repenser l'histoire de la résistance en Tunisie, au-delà des figures masculines dominantes et des récits centrés sur les grandes puissances. Il révèle aussi une dimension encore trop peu explorée de la mémoire tunisienne de la Seconde Guerre mondiale : celle des femmes, de leurs luttes et de leurs sacrifices, souvent oubliés dans les récits officiels.

En évoquant aujourd'hui l'arrestation et la déportation de ces femmes, nous contribuons à réparer une injustice mémorielle et à réinscrire leur action dans l'histoire politique et sociale de la Tunisie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit pas seulement de leur rendre hommage, mais aussi de rappeler que la résistance tunisienne ne fut pas qu'une affaire d'hommes : elle fut également le fait de femmes qui, souvent dans l'ombre, ont façonné une autre page de notre histoire commune.

---

<sup>23</sup> Perrussel, *Ravensbrück 18813...*, *op.cit.*, p. 170.



## *Le débarquement allié en Algérie et ses conséquences sur la société indigène et le mouvement national en Algérie\**

AÏSSA KADRI  
UNIVERSITE DE PARIS 8

L'opération Torch a constitué un moment important, tant dans la guerre contre le nazisme et le fascisme que dans la reconfiguration des rapports de force entre les différentes parties de la population de l'Algérie coloniale des années 1940. Elle annonce dans le même temps le processus de décolonisation qui va suivre dans la double décennie 1945-1965.

À ce titre, en situation coloniale, le débarquement allié de novembre 1942 peut être analysé à l'intérieur de cet espace-temps comme un événement fondateur au sens de Karl Mannheim : un événement déclencheur de dynamiques, de logiques et de processus qui vont, sinon accélérer l'histoire, du moins la libérer et lui faire franchir un palier. De ce point de vue, pour l'Algérie il annonce et détermine les événements de 1945 et ceux du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Si dans une perspective française, la période est souvent revendiquée comme celle de l'affirmation de la résistance, du côté algérien, ainsi que pour les populations de l'Empire colonial, elle s'inscrit désormais dans le processus de décolonisation, d'émancipation des peuples coloniaux et inaugure la période des luttes de libération nationale.

Les travaux d'historiens ont généralement traité des rapports entre l'Allemagne nazie, le régime de Vichy et la résistance gaulliste ou encore des interventions des protagonistes américains et britanniques. Les populations « du bas » apparaissent peu concernées. Chaque groupe a ainsi essayé de faire valoir sa mémoire, occultant ceux qui, dominés, ne pouvaient avoir droit à la parole. Huit millions d'indigènes, soumis, peu considérés, sont oubliés et perçus comme atones, amorphes et résignés<sup>1</sup>.

Afin d'éclairer la manière dont s'est reconfiguré le rapport de force politique local sous l'effet de l'irruption des forces alliées comme nouvel acteur dans l'espace régional et international, il est important de prendre en compte les populations locales et, en premier lieu, celles qui étaient communément désignées dans la catégorie « indigènes musulmans », sujets français pas encore citoyens. Il est essentiel d'évaluer, notamment à travers les organisations politiques et sociales censées les représenter ou exprimer leurs doléances, quels sont les effets du débarquement allié de novembre 1942 sur leur expérience, leur positionnement et leur engagement, tant dans l'immédiat que dans ce qui va suivre. Leurs réactions

---

\* La présente contribution est une reprise, complétée et enrichie par de nouvelles données historiques, d'un premier texte publié par l'auteur dans un ouvrage collectif portant sur l'opération Torch, voir N. Cohen-Addad – A. Kadri – T. Quemeneur, 8 novembre 42. *Résistance et débarquement allié en AFN. Dynamiques historiques, politiques et socio-culturelles*, Paris, Éditions du Croquant, 2021.

<sup>1</sup> Ch.-A. Julien, *L'Afrique du Nord en marche. Algérie-Tunisie-Maroc 1880-1952*, préface d'Annie Rey-Goldzeiguer, Paris, Omnibus, 2002, p. 235.

au débarquement, et les espoirs qu'il suscite, ne peuvent par ailleurs se comprendre que dans le temps long et tout particulièrement de ce qui advient entre les deux guerres, mais aussi de ce qui suit dans l'immédiat de l'après-guerre. Leurs attitudes, leurs représentations du moment, de l'avenir et des autres, ne peuvent être ainsi totalement appréhendées que si elles sont rapportées à celles des autres catégories de la population locale et principalement des autres indigènes, « les Juifs d'Algérie », citoyens déchus de la nationalité acquise quelques décennies plus tôt, mais aussi des autres composantes de la colonie de peuplement, les Européens d'Algérie et les autorités coloniales.

### Contexte

L'opération Torch, événement fondateur dans cet espace-temps qui court de la défaite française à la libération, constitue un tournant important, annonciateur des basculements socio-historiques et politiques qui marquent le monde d'après-guerre. En Algérie, la révolution nationale vichyste exclut par le décret du 7 octobre 1940 les Juifs de la citoyenneté française. L'antisémitisme, déjà fortement enraciné en métropole, se trouve redoublé dans la colonie, où certains Européens n'avaient pas accepté de gaîté de cœur le décret Crémieux de 1870 qui avait conféré la citoyenneté française aux Juifs indigènes d'Algérie. Le développement d'un antisémitisme d'État prend alors une forme plus ouverte et plus radicale, nourrie par une idéologie coloniale fondée sur l'inégalité des races. L'épuration des populations juives se fait à tous les niveaux de la vie économique, politique et sociale. Ils sont écartés de la fonction publique, des professions libérales, de l'école et de l'université, alors que les commerces et les entreprises détenues par des Juifs sont frappés par des expropriations et des restrictions. Dans le même temps, les nationalistes musulmans sont pourchassés et réprimés. Messali Hadj, le dirigeant du parti nationaliste indépendantiste, le PPA (Parti du peuple algérien), est déféré devant le tribunal militaire en 1941. Sommé de faire allégeance de loyalisme au régime vichyste, il ne cède pas aux sollicitations du Gouverneur général, ni à celles venant de son défenseur Boumendjel et de son ami Moufdi Zakaria qui ont agi sous pression du colonel Schoen<sup>2</sup>, agent des services français, chargé de contrôler et de réprimer les nationalistes. Jugé par le tribunal militaire, Messali demande l'égalité des droits et se place devant le tribunal dans le principe de l'égalité et du rapport d'État à État. Hostile par conviction à toute option allemande, il affirme sa solidarité avec ses compatriotes juifs en dépit des offres de Vichy. Condamné à 16 ans de prison et de travaux forcés, il reste convaincu de la défaite inéluctable du nazisme. Toutefois, son intransigeance n'empêche pas l'apparition de fractures au sein du mouvement nationaliste. Elles valent à Mohamed Bouras, dirigeant des scouts musulmans algériens, d'être fusillé en mai 1941 pour le motif d'avoir livré des documents à l'ennemi. Une minorité de militants, regroupés notamment au sein du CARNA (Centre d'action révolutionnaire nord-africain), tente d'établir des contacts avec le régime nazi par l'intermédiaire du bureau maghrébin de la propagande allemande, dirigé par Belkacem Radje<sup>3</sup>. Ils sont désavoués par Messali et exclus du parti. Ces premières fractures vont peser, notamment dans les luttes des années 1940, et plus tard, dans les événements de mai 1945. Le mouvement des Oulémas est, quant à lui,

<sup>2</sup> O. Carlier, « Charisme, nationalisme et politique : Messali devant le tribunal militaire le 28 mars 1941 », in A. Kadri – J. P. Rulié, *Le retour de l'Histoire. Messali Hadj (1898-1974)*, Actes du colloque MGEN tenu à l'occasion de son centenaire, mai 1998, Paris, UNSA-Éducation, avril 1999.

<sup>3</sup> G. Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002, p. 60.

réduit au silence ; son chef Bachir El Ibrahim, successeur de Ben Badis décédé en 1940, est assigné à résidence en 1940 à Aflou, car proche du Front populaire et des Juifs. Son compagnon le Cheikh El Okbi, controversé et plus autonome, parfois perçu comme soutenu par l'administration coloniale dans sa volonté de contrôler l'Association des oulémas musulmans d'Algérie (AUMA), condamne cependant dans son journal toute forme de racisme<sup>4</sup>. Parallèlement, Ferhat Abbas, conseiller municipal en 1941, adresse une lettre au maréchal Pétain pour demander davantage d'égalité au sein de la société coloniale, sans obtenir de réponse immédiate. Quant à l'influence du Parti communiste algérien (PCA), elle s'affaiblit après le basculement de l'URSS dans la guerre en juin 1941, qui modifie ses orientations stratégiques. L'arrière-plan social est marqué par une société de surveillance et de délation, frappée par la famine, la spéculation et le marché noir, alors que le travail forcé et l'ouverture de camps de détention renforcent l'oppression coloniale. Dans ce contexte, le débarquement allié de novembre 1942 provoque des bouleversements profonds et une prise de conscience dans toutes les composantes de la société algérienne. La population indigène, en particulier sa majorité paysanne, connaît alors une famine généralisée qui amplifie les fractures sociales et politiques.

### La famine pour les indigènes

En arrière-plan de ces événements socio-politiques, la société algérienne connaît alors le développement de la spéculation, du marché noir, la mise en place du travail forcé et l'ouverture de camps de détention. Mais surtout, dans un contexte de pénuries généralisées, la famine qui frappe durement les populations indigènes<sup>5</sup>.

Albert Camus en a été l'un des premiers observateurs. De retour à Paris après un voyage en Algérie, alors que les nouvelles de l'insurrection de Sétif commencent à parvenir, il publie dans *Combat* du 15 mai 1945 une série d'articles, dont un est intitulé « La famine en Algérie ». Il y décrit les conditions de vie accablantes constatées lors de son périple à travers l'Algérie rurale en avril-mai 1945, soit quelques jours avant le massacre. Camus avertit un public métropolitain, « si ignorant des affaires en Algérie, que la colonie est au bord de la catastrophe ». Il rapporte avoir vu « des silhouettes haillonneuses et hâves », « la terre craquelée comme une lave » et « des champs bizarrement retournés et grattés », où des douars entiers fouillaient le sol pour extraire une racine amère mais comestible, la *talghuda*, bouillie ou réduite en farine<sup>6</sup>. Camus est donc témoin des effets d'une terrible sécheresse, de scènes déchirantes « de paysans affamés en bandes fantomatiques, des milliers de personnes ne reçoivent même pas la ration minimale de 250 grammes de céréales ou de 300 grammes de pain par jour » ; alors qu'il n'y a pas de réserves dans lesquelles puiser et que la récolte est quasi inexistante<sup>7</sup>.

Les historiens qui ont traité du 8 mai 1945 n'ont généralement pas donné d'importance à la famine dans le soulèvement qui a eu lieu lors des journées de mai, relève Neil MacMaster, qui lui, par contre, fait de celle-ci un élément important dans l'analyse du contexte.

<sup>4</sup> Cf. la trajectoire du Cheikh El Okbi dans l'ouvrage de référence d'A. Merad, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940. Essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris, Mouton and Co, 1967, p. 104.

<sup>5</sup> Voir l'article de N. MacMaster, « La politique de la famine : Adrien Tixier et l'Insurrection de Sétif en 1945 », avant-propos de Aïssa Kadri, in revue *Naqd*, n° 7, Hors-Série, 2023/3, p. 74.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

Après avoir observé que « de nombreuses émeutes et manifestations alimentaires classiques ont eu lieu en Algérie au cours du printemps 1945. À Djemila, le 13 février, une perturbation majeure a éclaté lorsque 1 500 personnes ont attaqué les fonctionnaires de la SIP<sup>8</sup> et le caïd pendant une distribution de rations de blé<sup>9</sup>. Des milliers de femmes ont joué un rôle majeur, comme elles l'avaient fait historiquement lors des émeutes de la faim en Europe, dans les mouvements de protestation à Tiaret et à Oran, tandis qu'à Orléansville (Chlef), le 16 avril, la foule a attaqué trois boulangeries et les militaires ont été mobilisés »<sup>10</sup>. Neil MacMaster souligne toutefois que son intention n'est pas de présenter l'insurrection de Sétif comme une gigantesque émeute de la faim, phénomène inédit depuis des siècles, ni de considérer la pénurie alimentaire comme une cause unique et suffisante du soulèvement. Il observe « que la révolte paysanne qui a déferlé sur le Nord-Constantinois en mai 1945 était sans aucun doute inspirée par une vision politique, proto-nationaliste, une rage brûlante contre l'ensemble du système colonial qui les exploitait, les humiliait et les écrasait chaque jour au niveau local, et des attaques ont été lancées contre le réseau intégré du pouvoir, les mairies, les administrateurs, les caïds, les gardes-champêtres, les colons, et tout autre représentant ou symbole de l'autorité française ». Il conclut cependant « qu'un élément clé de cette rage, qui cherchait à se libérer de l'ensemble du système de domination, provenait de la question la plus fondamentale et de la préoccupation élémentaire des pauvres ruraux : comment avoir accès à une nourriture et à des vêtements suffisants et briser l'emprise de la cruelle "violence silencieuse" de la pénurie et de l'exploitation du marché noir ? »<sup>11</sup>.

La recherche de Neil MacMaster met également l'accent sur le rôle du lobby colonial dans le développement de la famine. Du côté de l'administration coloniale, et plus encore du lobby des colons, prévaut un déni total de la famine. Ce sont pourtant ces mêmes milieux céréaliers qui contrôlaient les stocks importés des États-Unis et que l'on retrouve directement impliqués dans les massacres. Neil MacMaster observe « qu'au cœur de l'assaut colonial contre les nationalistes au début de 1945 se trouvait un puissant lobby de riches propriétaires de domaines, de minotiers, de fabricants et d'exportateurs de pâtes alimentaires, une génération vieillissante de conservateurs qui avait dominé les élections, le système politique et la presse depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Le 24 avril, deux semaines avant le massacre, sept conseillers généraux de Constantine, avec à leur tête les grands propriétaires Eugène Vallet, Marcel Lavie et Léon Déyron, interviennent de manière décisive dans le complot de Gazagne par le biais d'une lettre adressée au préfet Lestrade-

<sup>8</sup> Société Indigène de Prévoyance. La SIP a été créée en 1893 en tant que société de secours mutuels pour permettre aux petits agriculteurs et aux paysans de livrer leur production de céréales.

<sup>9</sup> À l'exception, selon Neil MacMaster, de Martin Thomas qui tient compte dans son analyse du fait de la famine : « Colonial Minds and Colonial Violence : The Sétif Uprising and the Savage Economics of Colonialism », in M. Thomas (ed.), *Tanahe French Colonial Mind*. Vol. 2, *Violence, Military Encounters, and Colonialism*. Lincoln, University of Nebraska Press, 2011, p. 140-173. Certaines analyses comme celles de Ainad Tabet, de Mahfoud Kaddache, d'Annie Rey-Goldzeiguer, bien que relevant le contexte, n'ont pas établi de lien de causalité directe de la famine sur les manifestations. Voir MacMaster, « La politique de la famine... », *op.cit.*, p. 18.

<sup>10</sup> MacMaster, « La politique de la famine... », *op.cit.*, p. 78.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>12</sup> Jacques Bouveresse cité par N. MacMaster, voir *Un parlement colonial ?* Vol. 1, p. 361-369.

Carbonnel<sup>13</sup>. Dans cette dernière, ils font état d'une insécurité grandissante dans les campagnes et d'une « haine collective » croissante qui indique la propagation d'un mouvement insurrectionnel et exigent une frappe préventive et ferme contre les nationalistes. Les colons, reprenant le discours convenu des grands propriétaires terriens, affirment tirer de leur immersion dans la vie rurale une connaissance privilégiée des réalités paysannes. Se présentant comme « connaissant bien l'âme musulmane », ils fournissent à l'administration des renseignements qu'ils jugent déterminants et auxquels, selon eux, il convenait de donner suite rapidement afin de prévenir des troubles et d'éviter « des événements irréparables »<sup>14</sup>.

Le lien entre le groupe des sept conseillers, magnats de la céréaliculture, et le massacre est démontré par le rôle prépondérant de Marcel Lavie. La famille Lavie, arrivée en Algérie en 1834, constitue une dynastie terrienne qui domine la vie politique de la région de Guelma. « Marcel Lavie encourage le sous-préfet Achiary, nouvellement nommé, à former les milices, dont son fils Louis est l'un des chefs, qui procèdent aux tueries. Lorsque Adrien Tixier<sup>15</sup> a annoncé sa visite imminente à Guelma, des centaines de cadavres ont été rapidement déterrés des tombes peu profondes des champs de la mort et ont été transportés dans des camions de la SIP pour être brûlés... La machine à tuer de masse à Guelma est entre les mains de riches céréaliers et minotiers », conclut Neil MacMaster<sup>16</sup>. Après les massacres, la solidarité entre les colons impliqués ne faiblit pas : Marcel Lavie s'emploie à empêcher toute enquête, tandis que Léon Déyron, autre notable – membre du conseil général, des délégations financières et député – décerne la Légion d'honneur au responsable de la milice directement impliquée dans les tueries<sup>17</sup>.

### Les effets immédiats du débarquement

Le débarquement constitue un choc majeur, à la fois militaire et culturel, qui transforme les représentations des populations locales vis-à-vis de l'Occident. La défaite française avait déjà entamé le prestige de la métropole, révélant sa fragilité, sa faiblesse et son impuissance. Le débarquement met désormais en lumière, aux yeux des Algériens, le contraste saisissant entre, d'un côté une puissance matérielle considérable disposant d'énormes moyens et de soldats métissés plus accessibles, et de l'autre, une France affaiblie par son effondrement militaire et ses divisions internes. L'accueil à ces nouveaux venus est favorable, il suscite des espoirs de transformation des conditions de vie et cette occupation, aussi brève fut elle, laisse des traces notamment sur le plan culturel. Dans l'imaginaire populaire, ils incarnent un « autre Occidental », plus ouvert, dissimulant – derrière un racisme institutionnel toujours bien réel – une fraternité de combat entre soldats blancs et

<sup>13</sup> Voir le texte de la lettre : E. Vallet, *Un drame algérien. La vérité sur les émeutes de mai 1945*, Paris, Les Grandes Éditions Françaises, 1948, annexe, p. 277-279, cité par MacMaster, « La politique de la famine... », *op.cit.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Adrien Tixier occupe le poste de commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale du 7 juin au 9 novembre 1943, puis aux Affaires sociales du 9 novembre 1943 au 9 septembre 1944, où il est nommé ministre de l'Intérieur. Il assume la répression en Algérie, notamment à l'occasion d'une tournée d'inspection, s'efforçant toutefois de préserver l'avenir et s'opposant au renvoi de son camarade Châtaigneau. Voir G. Morin, notice Tixier, Adrien Pierre, in *Dictionnaire le Maitron*.

<sup>16</sup> MacMaster, « La politique de la famine... », *op.cit.*, p. 59-60.

<sup>17</sup> *Ibid.*

noirs. Les traces de ce moment se retrouvent dans les chansons populaires qui magnifient les GI's et célèbrent leurs apports spécifiques, tels que la proximité avec la population, la musique, le chewing-gum, le stetson, le cow-boy ou le dollar. Pour les élites locales, les Américains apparaissent aussi comme les promoteurs des idées de liberté et d'autodétermination, proclamées dans la Charte de l'Atlantique du 12 mars 1942, qui prolongeait déjà l'esprit de la Charte Wilson de 1918. Ainsi, le débarquement place au cœur du débat l'idée de liberté et de citoyenneté des populations indigènes. Après le drame de l'occupation nazie, les dérives antisémites et antirépublicaines du régime de Vichy, le débarquement allié du 8 novembre 1942 a un moment permis l'espoir aux Algériens de faire revenir la France à de bons sentiments et à une autre façon de considérer le peuple algérien. Pour la population, un véritable espoir de changement se dessine, aussi bien sur le plan politique que chez les soldats musulmans mobilisés contre le nazisme, parmi lesquels figurent ceux qui deviendront plus tard les chefs historiques de la révolution algérienne : Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd et Krim Belkacem.

Les années qui suivent voient ainsi se dessiner une reconfiguration du mouvement anti-colonialiste. De nombreux « assimilationnistes » de l'entre-deux-guerres se rallient désormais à l'idée du droit à l'autodétermination. En l'absence du PPA, frappé par la répression, et l'emprisonnement de son dirigeant historique Messali, l'initiative de prendre langue avec les Américains revient à Ferhat Abbas qui s'était déjà adressé à Vichy pour demander des réformes. Il avait en effet écrit le 16 décembre 1940, au nom des « jeunes Algériens, des fellahs, des ouvriers et des militants » une missive au Maréchal Pétain, dans laquelle il déplorait « la position amoindrie des six millions de Musulmans » et réclamait d'intégrer la commission financière de l'Algérie<sup>18</sup>. Il reçut une fin de non-recevoir brutale de la part de l'amiral Abrial. Il conserva tout de même, grâce à Augustin Berque, sa charge de conseiller municipal. Ce n'est qu'en août 1941 que Pétain lui répondit, en assurant qu'il tiendrait compte de ses propositions, qui concernaient l'égalité, l'école, la propriété et la laïcité. Abbas refusa toutefois la présidence d'honneur du Comité d'entraide musulman pour le relèvement de la France qu'on lui proposait, tout en continuant, dans une logique d'inflexion de l'ordre colonial, à participer à des cérémonies officielles aux côtés des autorités vichystes<sup>19</sup>.

Après le débarquement, ses relations avec Robert Murphy, qui le reçut à plusieurs reprises, renforcèrent son engagement. Les discussions portaient sur l'application de la Charte de l'Atlantique à l'Algérie. Encouragés par l'écoute des Américains, sensibles à l'émancipation des peuples d'Afrique du Nord, mais soucieux avant tout de l'union contre l'ennemi commun, Abbas et ses proches publient, le 20 décembre 1942, un « Message aux autorités responsables » appelant à l'effort de guerre. Derrière l'ambiguïté des destinataires, ce texte visait en réalité davantage les autorités américaines que françaises. Transmis plus tard aux autorités françaises, il demeura sans réponse. Il rédigea alors le 10 février 1943 un deuxième texte sous forme de mémoire : « Le Manifeste du peuple algérien ». Remis au gouverneur général Peyrouton le 31 mars par une délégation composée de Ferhat Abbas, du Dr. Bendjelloul, de Benkhellal, du Dr. Tamzali, de Saïah Abdelkader et de Zerrouk Mahieddine, ce texte s'ouvre sur une citation de Roosevelt affirmant que « dans l'organisation du

<sup>18</sup> Julien, *L'Afrique du Nord en marche...*, *op.cit.*, p. 242.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 243.

Monde nouveau, les droits de tous les peuples, petits et grands, seraient respectés », tandis que parmi les revendications figurent la liberté de la presse et le droit d'association. Encouragés par l'acceptation formelle du gouverneur Peyrouton sur la base du principe que le Manifeste pouvait servir de base « aux réformes à venir »<sup>20</sup>, les délégués musulmans présentent un additif au Manifeste, signé par vingt délégués financiers représentant les trois départements. Ils demandent « la participation immédiate et effective des représentants musulmans au gouvernement et à l'Administration de l'Algérie et l'abrogation de toutes les lois et mesures d'exception et l'application, dans le cadre de la législation, du droit commun », ainsi qu'à la fin de la guerre, l'Algérie soit érigée en un « État algérien autonome, après la réunion d'une Assemblée constituante élue par tous les habitants de l'Algérie ». Charles André Julien écrit à ce propos : « Quoique l'on puisse penser de sa genèse, le manifeste du 12 février 1943 devenu la Charte algérienne marqua le début d'une ère nouvelle de l'action nationaliste »<sup>21</sup>. Celle-ci se déploie jusqu'à la terrible répression du 8 mai 1945, nourrie par les idées de liberté et d'autodétermination issues de la Charte de l'Atlantique. En mars 1944, entre Abbas et les autres composantes du nationalisme se construit un front commun sous la forme associative des AML « Amis du manifeste de la liberté ». Mais en avril 1945, le front se fissure au profit du PPA et de Messali Hadj, alors déporté à Brazzaville. C'est dans ces circonstances que survient la répression du 8 mai 1945. La France de la Libération répond par la violence aux Algériens sortis manifester pour fêter la liberté et la victoire sur le fascisme, à laquelle ils avaient contribué en tant que soldats. La manifestation est détournée et instrumentalisée par les autorités coloniales, qui cherchent à la présenter comme un mouvement dirigé contre les Juifs et plus largement contre les Européens. Un tract du PPA, cité par Annie Rey-Goldzeiguer, dénonce cet amalgame colonial : « on prétend que les manifestations étaient dirigées contre les Juifs. Non ! L'ennemi c'est l'impérialisme français. Directement visé il se sert des Juifs comme bouclier, comme il n'a jamais cessé de le faire depuis 1830 [...] », poursuivant à l'adresse des Juifs d'Algérie « sous Vichy lorsque vous étiez martyrisés, les Musulmans n'ont jamais accepté de faire le jeu des racistes vichystes. Pourquoi voulez-vous qu'ils le fassent aujourd'hui ? N'oubliez pas que sous Vichy vous étiez les premiers à lancer le mot d'ordre de l'indépendance »<sup>22</sup>. Ce discours mettait en évidence la fragilité de l'appartenance française et de la citoyenneté, soulevant des débats au sein même de la communauté israélite.

### Remise en question des appartenances et solidarités

Le débarquement, en replaçant au centre la question de la citoyenneté, remet à l'ordre du jour celle de la nationalité et de l'appartenance nationale que Vichy avait brutalement tranchée en abrogeant le décret Crémieux et en excluant une partie de ses nationaux. Ce retour

<sup>20</sup> Voir sur ces points outre Charles-André Julien déjà cité, l'article de Saddek Benkada, « La revendication des libertés publiques dans le discours politique du nationalisme algérien et de l'anticolonialisme français (1919-1954) », *Insanyat*, CRASC, Oran, n° 24/26 (2004) et le mémoire de Youcef Beghoul, *Le Manifeste du peuple algérien, sa contribution au mouvement national*, Mémoire de DES de Sciences Politiques, Institut de Droit d'Alger, Octobre 1974.

<sup>21</sup> Julien, *L'Afrique du Nord en marche...*, *op.cit.*, p. 246.

<sup>22</sup> A. Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1945-1949. De Mers El Kebir aux massacres du Constantinois*, Paris, La Découverte, 2002, p. 6, cité par P.-J. Le Foll-Luciani, *Les Juifs d'Algérie dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1954-1965)*, Rennes, PUR, 2002, p. 109.

de la « question juive » dans le contexte algérien relança les débats sur les solidarités possibles entre musulmans et Juifs, fragilisées par la prise de conscience « qu'une citoyenneté qu'on retirait après 70 ans d'existence était "discutable" par la faute de ceux-là même qui l'avaient octroyée », comme l'écrit Boumendjel<sup>23</sup>. Le dialogue entamé en 1936 entre les élites des différentes composantes reprit dès la fin de 1942, révélant des positions contrastées. Plusieurs historiens, dont Pierre-Jean Le Foll-Luciani, ont souligné que les lois de Vichy « auraient dévoilé la précarité de la citoyenneté française et participé à discréditer l'assimilationnisme juridique va être réaffirmé dans les mois qui suivent le débarquement [...] L'imposition de l'indigénat a modifié les perceptions de certains Juifs et les aurait entraînés vers une stratégie politique nouvelle »<sup>24</sup>. Une minorité, se distançant de la défense du décret Crémieux, se rapprocha des revendications musulmanes. Les personnalités proches du Manifeste inscrivirent ainsi l'antisémitisme et la question de la citoyenneté des Juifs dans la problématique coloniale, refusant de les réduire au seul contexte vichyste. D'autres maintinrent leur loyalisme républicain, tandis que certains se tournaient vers le sionisme. Cette diversité de positions apparaît dans une note personnelle d'Élie Gozlan, ancien instituteur, directeur du *Bulletin de la Fédération des Sociétés Juives d'Algérie*, qui distingue quatre tendances :

1. « Ceux qui n'ont rien appris mais tout oublié et entendent demeurer français "avant tout" ; ils n'ont paru nulle part pendant la tempête et comprennent des étrangers au judaïsme algérien » ;
2. « Ceux qui ont souffert dans leur chair, dans leur âme et dans leur sang de l'antisémitisme et de sa farouche hypocrisie et ne veulent plus aucune attache avec les représentants de cet antisémitisme qui exercent encore toute l'autorité, mais demeurent des français » ;
3. « Ceux qui veulent profiter de la situation historique qu'offre l'appui de l'Amérique et de l'Angleterre et veulent cesser d'être des parias et refaire leur patrie : la patrie juive » ;
4. Et ceux, parmi lesquels il se compte lui-même, « qui se déclarent être ici des autochtones et qui considèrent que l'Algérie est leur terre comme elle est celle des Arabes, qu'ils ont vécu avec ces derniers sans qu'une hypocrite civilisation [française] à laquelle ils ont tout donné, les ait abrités ».

On retrouve dans la reprise des contacts entre élites juives et musulmanes, les acteurs de la fraternité judéo-musulmane, tels que les Oulémas, les cadres du PPA, les notables juifs comme Henri Aboulker, Élie Gozlan, Marcel Loufrani, André Narboni ou Marcel Belaïche qui s'étaient déjà rencontrés quelques années plus tôt pour établir des passerelles<sup>25</sup>. Quant au Comité juif algérien d'études sociales (CJAES), fondé par Henri Aboulker pendant la Première Guerre mondiale et réactivé en 1936, il reprit ses activités en novembre 1942. Bien que ses membres soient partagés, il se positionna sur la base de l'abrogation de toutes les mesures anti-juives et n'évoqua les Musulmans que comme « caution pour contester le

<sup>23</sup> Lettre du 29 novembre 1942 d'Ahmed Boumendjel à Marcel Loufrani et Elie Gozlan, cité par Le Foll-Luciani, *Les Juifs d'Algérie dans la lutte anticoloniale...*, *op.cit.*, p. 100.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 103.

fait que le rétablissement du décret Crémieux provoquerait leur colère »<sup>26</sup>. C'est dans ce contexte qu'un « banquet judéo-arabe » réunit le 13 novembre 1942 des personnalités juives et musulmanes, ainsi que des représentants du PPA et du PCA, pour tenter de dissiper la méfiance. Les débats furent houleux, parfois proches de l'affrontement verbal. Certains musulmans dénoncèrent le manque de solidarité – voire la « trahison » – de leurs compatriotes juifs, tandis que Gozlan stigmatisa ceux « qui n'ont rien appris et tout oublié ». Marcel Loufrani et Élie Gozlan se seraient alors déclarés « indigènes algériens » et auraient affirmé : « Nous n'accepterons jamais quoi que ce soit sans que le musulman n'y soit associé », entraînant la désolidarisation d'Henri Aboulker, qui aurait avancé que « c'est une fois leurs droits recouverts que les Juifs aideraient les Musulmans ». Le notable constantinois Bentchicou aurait alors déclaré : « Je viens de parcourir les trois départements et j'ai constaté que la majorité des Israélites était pour la formation d'un État algérien »<sup>27</sup>.

### Conclusion

L'espace-temps inauguré par le débarquement allié en Algérie en novembre 1942 apparaît déterminant dans les processus qui vont marquer la décolonisation. Dans l'immédiat, il a pu apparaître comme porteur d'espoir pour l'ensemble des composantes de la société locale. Les « Algériens musulmans », prenant au sérieux les principes invoqués par le combat antifasciste – liberté et autodétermination –, crurent possible une transformation du système colonial. Les Juifs d'Algérie, frappés par la répression vichyste qui avait révélé la fragilité d'une citoyenneté octroyée d'en haut, s'interrogèrent sur leur rapport à la nation et, pour certains, se rapprochèrent de leurs compatriotes musulmans. Les autorités coloniales, affaiblies et divisées, ont pu laisser penser que des réformes structurelles pouvaient être engagées. Cependant, les dynamiques libérées par le choc du débarquement se sont heurtées très vite à l'impassibilité coloniale, décidée à ne céder aucun des privilèges, ni des sécurités assurées par une domination totale, et confortés par la victoire contre l'Axe. Sitôt dissipées les premières mobilisations, le fragile « monde du contact » se fracassa, et le dialogue balbutiant fut réduit au silence. La répression qui suit le 8 mai 1945 vit des anciens résistants revêtir l'habit des tortionnaires à qui ils s'opposaient la veille, comme l'illustre le cas emblématique d'André Achiary, devenu sous-préfet de Guelma et chef-tortionnaire. En France métropolitaine, sortie du nazisme, « les forces issues de la résistance, écrit Mohamed Harbi, se laissent investir par le parti colonial [...] et le PCF – qui a qualifié les chefs nationalistes de “provocateurs à gages hitlériens” et demandé que les meneurs soient passés par les armes – sera considéré comme favorable à la colonisation »<sup>28</sup>. Les nationalistes algériens, quant à eux, furent cruellement déçus par le faible retour de leur engagement contre le nazisme, sur les champs de bataille, comme dans la lutte politique. Messali Hadj fut envoyé au bagne en avril 1945, tandis que Ferhat Abbas, essayant une fin de non-recevoir brutale à ses propositions réformistes, se vit menacé d'emprisonnement et finit absorbé par les exigences du PPA. Les dissensions jusque-là feutrées éclatèrent alors au grand jour, entre et au

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>27</sup> P.-J. Le Foll-Luciani, « Les juifs d'Algérie face aux nationalités française et algérienne (1940-1963) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 137 (2015), p. 115-132 et Y. Aouate, *Les Juifs d'Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945*, thèse de troisième cycle sous la direction d'André Nouschi, Université de Nice, 1984.

<sup>28</sup> *Le Monde diplomatique*, mai 2005, p. 21.

sein des différentes composantes du nationalisme algérien. Messali Hadj, malgré sa victoire au congrès des AML le 2 avril 1945, fut emprisonné à El Goléa, puis déporté à Brazzaville le 23 avril. Quant aux réformes annoncées par de Gaulle dans le discours de Brazzaville et traduites par l'ordonnance du 7 mars 1944, elles s'avèrent tardives, partielles et décevantes. Sur la question de la citoyenneté, elles restèrent largement symboliques et furent perçues comme de simples cautères sur une jambe de bois.

La porte était ainsi ouverte à « l'escalade de la peur et de la haine » : le 8 mai 1945 s'imposa comme le point d'acmé des tensions et des espoirs brisés suscités par le débarquement et la victoire contre le nazisme, mais aussi comme le moment où se cristallisa la rupture définitive avec le monde colonial.

**« J'accuse l'Europe »**  
**(Contribution au portrait politique de Ferhat Abbas)**

LASZLO J. NAGY  
UNIVERSITE DE SZEGED

Le titre vous rappelle certainement l'article de Zola publié dans l'*Aurore* le 13 janvier 1898 à propos de l'Affaire Dreyfus. L'écrivain, qui ne faisait pas de politique, n'était pas un intellectuel « engagé », pensait son devoir d'exprimer son opinion au grand public. Il fit ce geste au service de la défense d'un homme et de la vérité. Il était convaincu que la République et la démocratie étaient les meilleurs garants des libertés publiques : « je n'ai qu'une passion, celle de la lumière au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est qu'un des cris de mon âme ».

Ce sont les mêmes idées qui poussent à la réflexion Ferhat Abbas aussi : la République et la démocratie. Et d'autre part bien sûr l'avenir de son pays et de l'Europe, même celui de l'humanité !

Il tient responsable l'Europe pour l'absence de réalisation dans le monde colonial de deux idées qui lui étaient très chères : la République et la démocratie. Mais maintenant, à l'approche de la fin de la guerre, d'où certainement un nouveau monde viendra au jour, il est temps que l'Europe corrige ses erreurs, même ses crimes commis envers le monde entier (et non seulement le monde colonial). La prise de position de Ferhat Abbas ne veut pas dire le refus de l'Europe, la condamnation de notre continent, surtout pas son anéantissement. La construction du nouveau monde est une tâche commune des mondes européen et colonial.

Ferhat Abbas devient un personnage remarqué du mouvement national – et de la vie politique des « trois départements français » – par sa polémique en 1936 avec Ben Badis, président de l'Association des oulémas, sur l'existence de la nation algérienne. Ce dernier confirme l'existence de la nation algérienne, tandis que Ferhat Abbas mène le combat pour que l'Algérie – colonie française – devienne province française. « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste. Cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que celle-ci n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé. Sans doute, ai-je rencontré l'"empire arabe", l'"empire musulman" qui honora l'islam et notre race... mais cet empire n'est plus. On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays »<sup>1</sup>.

Mais sous l'influence des luttes politiques acharnées, souvent violentes, à partir des années trente, après la victoire du Front populaire, ses idées politiques commencent à subir un changement radical aboutissant à une véritable métamorphose pendant la Seconde Guerre

---

<sup>1</sup> *Entente*, le 23 février 1936.

mondiale. Ce n'est pas un coup de foudre ou une illumination, mais une réflexion profonde, une performance intellectuelle remarquable qui amène Ferhat Abbas à cette conclusion suivante : le statut colonial de l'Algérie rend impossible de construire un État où les gens sont égaux, ayant les mêmes droits et les mêmes chances, autrement dit « établir un régime politique juste, libéral, humain »<sup>2</sup>. Ses idées prennent forme d'un programme exprimées en 1943 dans le *Manifeste du peuple algérien* (et Additif) dans lesquels la condamnation de la colonisation est catégorique et sans appel : « La colonisation ne relève ni d'un souci humanitaire, ni d'un souci de justice et encore moins de la civilisation et du progrès. Elle est dans son essence même un phénomène impérialiste. Et comme telle, elle exige – pour se développer et durer – l'existence simultanée de deux sociétés, l'une opprimant l'autre. Emprisonnée dans le cadre colonial, elle [l'Algérie] n'est pas en mesure ni de nourrir, ni d'instruire, ni d'habiller, ni de loger, ni de soigner la moitié de sa population actuelle. Et cela ne changera pas tant que l'Algérie n'aura pas un gouvernement issu du peuple et agissant au profit du peuple. La vérité historique est là et ne peut être nulle part ailleurs ». Pour terminer, le *Manifeste* se réfère à la déclaration du président Roosevelt selon laquelle dans le monde naissant de la victoire sur le fascisme chaque peuple aurait le droit à l'autodétermination. La seule solution des problèmes sociaux et politiques viendrait après les hostilités quand « l'Algérie sera érigée en État algérien doté d'une constitution, votée au suffrage universel par tous les habitants d'Algérie »<sup>3</sup>.

Pour mobiliser la population algérienne, il crée en mars 1944 une organisation « Les Amis du Manifeste et de la liberté » (AML). Et pour diffuser son programme il fonde l'hebdomadaire *Égalité* en septembre de cette même année. Dans cet hebdomadaire il publie quatre articles en novembre-décembre 1944 sous le titre *J'accuse l'Europe*. On y découvre quatre titres qui permettent à l'auteur à exprimer ses idées : *Ce sont les grandes nations européennes qui sont et resteront responsable de l'ordre et du désordre mondiale* (8 nov.), *Si les puissances européennes n'abolissent pas le régime colonial sous toutes ses formes la paix dans le monde ne sera jamais assurée* (17 nov.), *Les promesses des grandes nations ne dégageront le Peuple Algérien ni de sa part d'action, ni de sa part de souffrance* (26 nov.) et enfin *Et maintenant la parole est au Peuple de France* (1<sup>er</sup> déc.).

À vrai dire, l'objectif de Ferhat Abbas est d'exposer ce nouveau monde imaginé à travers de ces quatre articles. Et ce nouveau monde naissant doit être organisé après la guerre par l'Europe. Mais déjà le moment est venu d'abandonner le problème brûlant du « pain quotidien et essayer imaginer la configuration du monde de demain ».

Mais qui est responsable de cette guerre déclenchée par la barbarie hitlérienne ?

Pour répondre, pour vraiment connaître les raisons de cette catastrophe il faut remonter dans l'histoire donc, voir le monde (l'Europe) d'avant la guerre, sa formation, ses lois fondamentales. Ce monde-là mal édifié était « basé sur le droit du plus fort et sur l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Comment en est-t-il arrivé là, à la catastrophe ?

<sup>2</sup> *Lettre de Ferhat Abbas adressée au Gouverneur général*, le 7 janvier 1943. Centre d'informations et d'études (CIE), *Rapport janvier 1943*, Direction des affaires indigènes de l'Algérie, Gouvernement général de l'Algérie. Archives nationales d'outre-mer (ANOM), 11H50.

<sup>3</sup> Le texte intégral du *Manifeste* in C. Collot – J-R. Henry, *Le mouvement national algérien. Textes 1912-1954*, Paris, L'Harmattan, 1978, p. 155-165.

Notre continent n'était pas capable de dominer les rivalités nationales provoquant le désordre dans le monde entier : « L'Europe empoisonne l'Humanité de son humeur guerrière de bellicisme et de sa toute-puissance financière, nous l'accusons de tous les deuils et de tous les crimes qui pèsent sur l'homme depuis au moins deux siècles » (depuis l'effondrement du féodalisme).

Et il trouve l'explication de cette déformation brutale de l'Europe dans le cours « normal », organique de l'histoire en citant longuement *Les principes du léninisme* de Staline soulignant deux contradictions de l'impérialisme européen : l'une est l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières qui provoque les luttes entre les nations et différents groupes financiers. L'autre contradiction se manifeste entre les « nations civilisées » et les centaines de milliers d'hommes des peuples coloniaux. Mais cette exploitation des pays colonisés produit de nouvelles couches sociales : classe de prolétaires et couche d'intellectuelles indigènes qui représentent l'éveil de la conscience nationale (Messali)<sup>4</sup>, ainsi que celui de la conscience prolétarienne, la notion de lutte de classes (Ouzegane et Kessous)<sup>5</sup>. Les deux éveils constituent le mouvement de libération qui mène la lutte « pour son droit à la vie, son bonheur et sa liberté ». Donc la naissance du mouvement national, le nationalisme des peuples colonisés est un processus inéluctable et non pas « une manifestation d'ingratitude, une attitude inexplicable » comme beaucoup d'Européens algériens le pensent. Les contradictions citées ci-dessus mènent l'Europe et toute l'Humanité à la guerre. Mais aussi « la poignée d'hommes qui fit sien, en France, le slogan "mieux vaut Hitler que Staline", pour sauver ses privilèges sociaux, a des adeptes un peu partout »<sup>6</sup>. En Algérie, ce sont les Fournier, les Abbo,<sup>7</sup> « ces traîtres à leur patrie qui voudraient encore vivre de brigandages et de tyrannie en décomptant leurs richesses et leurs revenus »<sup>8</sup>.

Les rapports du renseignement rédigés après le débarquement du novembre 1942 rendent compte de ce que beaucoup d'Européens « surtout les propriétaires fonciers restaient fidèles au régime de Vichy et écoutaient les émissions de l'Axe »<sup>9</sup>.

Ferhat Abbas s'efforce à comprendre les lois inhérentes au cours de l'histoire et il arrive à constater que « le milieu social et la pensée révolutionnaire s'influencent mutuellement pour provoquer des transformations inévitables... C'est par la conjugaison de la pensée philosophique et de l'action révolutionnaire que le progrès humain a été réalisé »<sup>10</sup>. Mais ce processus aboutissant à une rupture avec le passé n'est point automatique ! « La protestation de ces penseurs révolutionnaires n'est pas suffisante pour détruire la forteresse coloniale bâtie par les impérialismes européens. C'est notre responsabilité (et celle des peuples coloniaux) de nous organiser et de nous unir pour combattre et abattre le régime colonial. C'est le *Manifeste* qui guide notre action, la lutte dont le premier résultat (ordonnance du 7

---

<sup>4</sup> Messali Hadj (1898-1974), père du nationalisme algérien, fondateur des premières organisations indépendantistes algériennes.

<sup>5</sup> Amar Ouzegane (1910-1981), militant communiste, secrétaire du Parti communiste algérien (1943-1948), puis nationaliste. Mohamed El Aziz Kessous (1903-1965), membre de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), militant nationaliste de gauche.

<sup>6</sup> *Égalité*, 1<sup>er</sup> décembre 1944.

<sup>7</sup> Colons, grands propriétaires fonciers.

<sup>8</sup> *Égalité*, 1<sup>er</sup> décembre 1944.

<sup>9</sup> *CIE Rapports*, janvier 1943. ANOM, 11H50.

<sup>10</sup> *Égalité*, le 26 novembre 1944.

mars<sup>11</sup>) est le libéralisme trompeur rappelant le “despotisme éclairé” du siècle dernier n’est point satisfaisant ! » Quel est l’idéal du système politique proposé par Ferhat Abbas au peuple algérien ? « Notre liberté ne sera entière ; notre dignité ne sera reconquise ; notre personnalité ne sera respectée que si notre pays bénéficie des lois démocratiques, de la structure politique et sociale des pays européens. » Obliger « l’Europe à concevoir l’Afrique à sa propre image ». De fait, installer le système politique républicain français !

Est-ce que ce garant idéal enraciné dans les idées de la Révolution de 1789 est-t-il réalisable à ce moment-là ou de la venue prochaine de la victoire sur les fascismes hitlérien et italien ? Est-ce possible de déclencher un processus révolutionnaire qui aboutira à la naissance d’un nouveau monde plus égalitaire et plus juste ?

Oui, c’est possible ! Ferhat Abbas trouve que le moment est tout à fait opportun ! Ses arguments exprimant son optimisme ne sont pas particuliers et sont partagés par le peuple de France dans le Programme d’action de la Résistance le 15 mars 1944. La majorité des Français rêve d’instaurer de nouveaux rapports sociaux et de fonder une authentique démocratie sociale. Partout dans l’Europe se manifeste de plus en plus fortement un formidable élan démocratique, une volonté ferme de construire une société humaine. Et le projet de Ferhat Abbas est tout à fait en phase avec cet élan. Pour lui aussi, la guerre actuelle est une guerre de liquidation et de libération. « Liquidation d’un monde mal édifié, basé sur le droit du plus fort et sur l’exploitation de l’homme par l’homme. Liquidation de ses injustices, de ses mensonges, de ses ruses et de ses hontes. Et libération des hommes et des peuples opprimés »<sup>12</sup>. La guerre actuelle c’est une guerre révolutionnaire aussi ayant pour but non seulement la défaite de l’hitlérisme et du fascisme italien, mais « de reconstruire le monde, de rectifier nos conceptions et de combattre sur toute la surface du globe les régimes anti-démocratiques qui ont provoqué jusqu’ici les conflits mondiaux. Elle prépare ainsi une paix véritable et pour tous les peuples la possibilité de disposer d’eux-mêmes et de choisir la forme de gouvernement sous lequel il veulent vivre. Voilà l’idée génératrice d’un monde nouveau »<sup>13</sup>.

Ferhat Abbas voudrait construire ce nouveau monde non sans la France, surtout pas contre elle ou contre l’Europe, mais avec elles ! Ensemble dans le respect mutuel. Et par des moyens pacifiques ! Réunissant autour de son programme tous les éléments très divers « de Hadj Messali à Amar Ouzegane, en passant par les Oulémas, l’union la plus loyale et la plus féconde peut être réalisée avec une France sincèrement démocratique. Le MANIFESTE et son ADDITIF c’est l’Algérie élevée au rang du Peuple libre fédéré et uni à la démocratie française par des liens constitutionnels librement consentis et non par le fait de la conquête militaire et de l’annexion. [...] Et maintenant la parole est au peuple de France »<sup>14</sup>.

Ces quatre articles faisant un ensemble cohérent ne sont pas simplement une description, ni un réquisitoire, mais une réflexion, ou plutôt le résultat d’une analyse présentant en grandes lignes le processus historique de l’Europe englobant la colonisation. Et un plan général d’un nouveau monde humain.

<sup>11</sup> Cette ordonnance du Comité français de libération nationale (CFLN) abroge le code de l’Indigénat permettant des sanctions collectives (amendes collectives, etc.) auquel les Algériens étaient soumis.

<sup>12</sup> *Égalité*, 1<sup>er</sup> décembre 1944.

<sup>13</sup> *Égalité*, le 17 novembre 1944.

<sup>14</sup> *Égalité*, 1<sup>er</sup> décembre 1944.

Il y a un facteur dont Ferhat Abbas ne tient pas compte : la récomposition géopolitique à l'échelle mondiale, la montée des États-Unis au détriment des anciennes puissances coloniales européennes, quoi qu'il cite souvent le Président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt comme créateur de ce nouveau monde où tous les peuples peuvent vivre librement ou comme bon décolonisateur.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, grâce au Programme Lend-Lease (Prêt-Bail) les États-Unis mettent la main sur l'économie des puissances européennes (dont la France). Elles perdent leur autonomie non seulement économique, mais politique aussi, comme le gouverneur de la Banque de France Yves Béart de Boisanger annonce à plusieurs reprises en 1943 que « les plans financiers mondiaux des États-Unis transformeraient l'Europe en colonie américaine »<sup>15</sup>. Les visées hégémoniques des États-Unis émergent au grand jour en juin 1944 à la conférence de Bretton Woods conférant au dollar un privilège exorbitant en tant que monnaie internationale.

Ferhat Abbas a toute confiance en la résurrection de notre continent, en premier lieu en celle de la France. Cette position provient de son attachement très fort, inébranlable « aux idées françaises », tout court, à la France. Mais, ce qui est plus intéressant est la nouveauté de ces quatre articles par rapport aux documents précédents : *Manifeste*, *Additif* et déclaration devant la Commission chargée d'établir un programme de réformes politiques sociales et économiques en faveur des musulmans français d'Algérie (le 3 janvier 1944)<sup>16</sup>.

Le ton du texte des articles est très ferme, mais non agressif : « l'Europe impérialiste, l'Europe capitaliste meurt sous le poids de ses crimes contre ses propres enfants (misère, sous-alimentation, taudis, etc.) », l'Europe depuis six siècles est une série de conflits internationaux, de haines raciales, elle produit « la barbarie hitlérienne... une maladie spécifiquement européenne », etc.

Dans son analyse, il utilise une terminologie inhabituelle de sa part : capitalisme, impérialisme, exploitation de l'homme par l'homme, etc., particularité attribuée plutôt aux communistes. Il cite plusieurs fois Staline, Lénine (un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre) et fait référence à l'URSS comme modèle d'État fédéral dans lequel « tout vestige colonial a disparu ». Et pour appuyer ces affirmations, il cite longuement Sumner Welles<sup>17</sup> : « Notre victoire doit apporter avec elle la libération de tous les peuples. Le droit d'un peuple à la liberté doit être reconnu. Les principes de la Charte atlantique doivent être garantis au monde entier et dans leur ensemble, sur tous les océans et sur tous les continents »<sup>18</sup>. Par ces arguments Ferhat Abbas s'autorise de s'inspirer de l'Est et de l'Ouest. S'inspirer de l'Ouest, en l'occurrence, des documents provenant des hommes d'État américains se retrouvent dans le *Manifeste* et dans les déclarations des partisans du *Manifeste*. Ce qui est frappant ce sont les nombreuses références à l'URSS, sa révolution bolchévique de 1917 par laquelle « la grande Russie se soustrait, au prix d'une révolution gigantesque, à cette danse infernale [les guerres – LJN] et s'attache à utiliser le progrès moderne pour des

<sup>15</sup> A. Lacroix-Riz, *Les origines du plan Marshall. Le mythe de « l'aide » américaine*, Paris, Armand Colin, 2023, p. 19.

<sup>16</sup> In Collot – Henry, *Le mouvement national algérien...*, *op.cit.*, p. 175-177.

<sup>17</sup> Diplomate, homme politique américain (1892-1961). Rédacteur du texte de la Charte atlantique et de la Charte originale de l'ONU.

<sup>18</sup> *Égalité*, le 17 novembre 1944.

fins plus humaines »<sup>19</sup>. Il voit se réaliser dans l'État soviétique une société qui n'opprime ni l'homme, ni les peuples et qui assure la justice sociale.

Ferhat Abbas est devenu marxisant ? Non, ce n'est pas le cas. Il ne l'est pas devenu, sans par ailleurs être antimarxiste ou anticommuniste. Cherchant la meilleure voie possible vers la construction d'une Algérie libre et prospère, il est ouvert envers toute idée d'égalité et de justice sociale.

Il considère que l'Europe, civilisation pleine de contradictions, peut-être critiquée, mais pas condamnée sommairement. L'Europe sera capable de corriger ses erreurs, ses crimes, de rétablir et de confirmer les grandes, nobles et universelles idées de 1789. L'avenir de l'Algérie de Ferhat Abbas ne sera assuré qu'avec une telle France rénovée anticoloniale et antiimpérialiste ! Mais pas contre la France ! Il pense ainsi pendant toute sa vie. Il n'utilise pas – ou très rarement – le mot indépendance parce qu'il suggère la rupture irrémédiable avec la France. Il parle de l'État ce qui est d'après lui l'expression de la souveraineté du peuple algérien.

Mais quel État, quelle société ? Pas seulement un État algérien démocratique, mais autant social. Car l'unité de ces deux principes assure la liberté et la justice pour tous les membres (juifs, chrétiens ou musulmans) de la nation dont la cohésion devient ainsi solide. Cet État serait laïque qui ne veut absolument pas dire le refus de l'islam ! Être musulman en Algérie c'est un état normal, sans besoin d'insister sur ce point.

Pendant la Seconde Guerre mondiale les idées politiques de Ferhat Abbas sont parvenues à la transformation qualitative. Et dans le processus le *J'accuse l'Europe* est une étape d'importance. Son nationalisme n'est pas une idéologie d'esprit étroite et exclusive, mais inclusive et universelle. Comme beaucoup d'homme politiques du tiers-monde dans les années 1960, la dimension est très présente, ce qui est de ce point de vue bien différent du nationalisme européen mettant l'accent sur le système politique démocratique. On pourrait nommer le nationalisme de Ferhat Abbas *nationalisme social* et son idée d'État *État social*. Inspirés par les idées françaises, mais profondément enracinés dans la réalité coloniale.

Ferhat Abbas était l'homme du dialogue, jusqu'au bout ! Trouver ensemble l'issue à la crise, mais il n'est guère écouté par ses compatriotes, et surtout pas par les Français. Avec à leur tête les grands colons, ils répondent par une terrible et traumatisante répression aux manifestations d'indépendance le 8 mai 1945, jour de la victoire sur l'Allemagne fasciste. Dès ce moment, les patriotes algériens n'ont d'autre choix que de prendre les armes, la guerre de libération commence ce-jour-là à Sétif. Au lendemain de son déclenchement du 1<sup>er</sup> novembre 1954, Ferhat Abbas essaie encore de convaincre les autorités coloniales de changer de politique, parce que « l'ère coloniale est définitivement close »<sup>20</sup>. Il exprima directement ses idées lors de sa visite au préfet de la ville de Sétif le lendemain de l'insurrection : « Il m'a expliqué que lui n'était pas dans ce mouvement. UDMA ne participait pas à ce mouvement insurrectionnel. Il considérait même que c'était une faute énorme. Je suis pour l'indépendance de l'Algérie mais pas comme ça. Votre régime français est si déliquescents que nous allons inexorablement à l'indépendance... Comme le régime colonial ne peut pas se tenir par la force il a proposé deux solutions pour sortir de la crise. Choisissez une des deux solutions. Choisissez vite. Et moi Ferhat Abbas je me batterai pour

<sup>19</sup> *Égalité*, le 8 novembre 1944.

<sup>20</sup> *République algérienne*, le 12 novembre 1954.

cette solution qui restera dans le cadre français avec un drapeau français. Mais si vous ne choisissez pas, nous allons nous obliger à nous battre contre vous. Et moi qui ne suis pas dans l'insurrection j'y entrerais. L'insurrection gagnera et je vais être du côté des vainqueurs. Mais dites-vous bien (et dites autour de vous) que le jour où je me battrai contre vous je le ferai (et c'est sa phrase textuelle) le dos au mur et les yeux pleins des larmes »<sup>21</sup>. Les mots du nationaliste algérien le plus français sont très touchants et traumatisants. Cependant, ils n'eurent aucun effet.

Mais il eut de l'intelligence de faire son autocritique et – certes après de longue hésitation – de franchir le Rubicon en 1956 en épousant l'idée de la lutte armée.

Le 25 avril 1956, au Caire lors d'une conférence de presse en compagnie des Ahmed Francis de l'UDMA et Lamine Debaghine du Front de libération nationale (FLN), et deux membres de l'Association des oulémas Tewfik El Madani et Bencheik El-Hocine il fait une déclaration : « Le problème algérien est entré depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954 dans une phase nouvelle... Le gouvernement actuel, dirigé cependant par un socialiste, mobilise et fait la guerre après avoir promis à son pays et au nôtre la négociation et la paix... toute la population musulmane est livrée à la répression la plus outrancière et subit sans distinction d'âge et de sexe, les méfaits de la responsabilité collective... L'insurrection algérienne est essentiellement dirigée contre le système colonial... Il nous a enfermés dans ce dilemme : accepter la servitude ou mourir. Les Algériens ont choisi le combat. Dans cette lutte, ils se sont forgés une âme nouvelle. Ceux qui escomptent sur nos divisions se leurrent. C'est tout un peuple, groupé dans le Front de Libération Nationale, qui se dresse dans son unanimité pour recouvrer sa liberté et sa dignité »<sup>22</sup>.

Il s'est engagé pleinement pour la lutte armée, lui qui fut jusqu'au dernier moment partisan de la légalité républicaine, au sens du tryptique de 1789, dont il était un chevalier solitaire à l'époque de la guerre froide, d'un côté de la Méditerranée comme de l'autre.

---

<sup>21</sup> *Témoignages sur la guerre d'Algérie*. Jacques Lenoir. Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Archives contemporaines. L'une des deux solutions serait la constitution de la République algérienne où les diverses ethnies vivraient en paix et le moteur de la société serait la communauté française. L'autre pourrait être le système de collège unique qui assurerait l'égalité de tous les hommes.

<sup>22</sup> Conférence de presse faite le 25 avril 1956 à l'Hôtel Semiramis au Caire par Mr. Ferhat Abbas. Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltár (Les Archives nationales de Hongrie), XIX-J-1-k Algérie 1955-58. 1. d. 47.t. Toutes les missions diplomatiques du Caire – dont celle de Hongrie – ont reçu le texte de la déclaration.



## ***La situation des Juifs de Tunisie sous le régime de Vichy et pendant l'occupation nazie (juin 1940-mai 1943)***

**HABIB KAZDAGHLI**

UNIVERSITE DE LA MANOUBA, TUNIS

En juin 1940, date de la soumission de la France à l'Allemagne hitlérienne, la Tunisie se trouve depuis 1881 sous protectorat français. Outre les musulmans, élément majoritaire de la population, et les Européennes venues s'installer dans le sillage de la colonisation française, le pays comptait, depuis l'Antiquité, une composante juive autochtone, appelée « touansa », à laquelle s'est ajoutée depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle une autre communauté venue de Livourne (Italie), appelée « granas ». Cette dernière, originaire d'Espagne, a été accueillie en Toscane, avant qu'une partie des Juifs commerçants vienne s'installer en Tunisie. Ainsi au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le nombre total de Juifs établis en Tunisie est d'environ 100 000 personnes.

Depuis 1922, la communauté juive vivant dans le Grand Tunis (la capitale) était dirigée par un conseil, élu par leurs coreligionnaires de sexe masculin, dont la dernière élection remonte à 1939. La relative stabilité de cette communauté juive de Tunisie se voit ébranlée par le déclenchement du second conflit mondial. En effet, le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Cette dernière ne tarde pas à riposter à travers une offensive terrestre en occupant plusieurs autres pays et en attaquant les îles britanniques. Le 10 mai 1940, l'offensive allemande contre la France est totale et la guerre s'élargit à d'autres pays. Le 10 juin 1940, l'Italie rentre en guerre aux côtés de l'Allemagne. Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain accepte la défaite de la France et le 18 juin à partir de Londres, le général de Gaulle lance son appel pour refuser la soumission à l'Allemagne nazie, cependant, la France officielle, dirigée par le maréchal Pétain, signe l'armistice le 22 juin.

### **La Tunisie sous le régime de Vichy (juillet 1940-novembre 1942)**

Dans le nouveau contexte marqué par une France, désormais sous tutelle allemande, le 10 juillet, le maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs et dirige un gouvernement dont le siège se trouve dans la ville de Vichy. La Tunisie et le reste des possessions françaises d'Afrique du Nord restent sous la dépendance du gouvernement de Vichy. À partir de juillet 1940, un nouveau résident général, l'amiral Esteva est nommé à Tunis. Comme la France, la Tunisie va subir les effets de l'hégémonie allemande, notamment en ce qui concerne la situation des Juifs. C'est ainsi que le 3 octobre 1940, lorsque le gouvernement du maréchal Pétain promulgue le statut des Juifs, la décision est vite devenue applicable en Algérie et dans toutes les possessions françaises. La défaite de la France et le développement des idées d'extrême droite vont compliquer les relations entre les Juifs et musulmans. Plusieurs incidents graves sont signalés, notamment au cours de l'été 1940. Ainsi la ville du

Kef (nord-ouest) est le théâtre de tensions entre Juifs et musulmans pendant presque une semaine, entre les 3 et 8 août 1940. Souvent, ce sont des rumeurs savamment diffusées qui sont à l'origine des troubles, elles tournent autour « d'un viol commis par un Juif » ou d'une prétendue « relation entre un Juif et une jeune musulmane ». Encouragés par le climat ambiant prôné par le gouvernement de Vichy, les événements du Kef s'étendent par la suite dans d'autres villes et villages proches de cette ville : Oued Meliz, Souk-El-Arba, Siliana, Thala. À chaque fois, des attaques sont menées contre les quartiers juifs, où leurs magasins sont mis à sac.

Les tensions peuvent parfois causer la perte de vies humaines, comme ce fut le cas dans la ville du sud tunisien, à Gabès le 18 mai 1941. Cette dégradation des rapports entre les deux communautés musulmanes et juives s'explique dans une large mesure par le contexte de la guerre et par le déferlement de la politique raciste et antisémite du gouvernement de Vichy. Obéissant aux ordres nazis, les autorités françaises vont jusqu'à distinguer les Juifs des autres composantes de la population. Ils sont tout d'abord recensés avec leur lieux de résidence, leurs professions, alors que les listes répertorient leurs biens et même leur appartenance politique. C'est à la suite de ces inventaires précis que les autorités passent à la phase de l'application juridique du « statut du juif » en Tunisie.

### **Mise en application du statut de juif**

C'est dans le cadre de la mise en place effective du statut du juif que s'inscrit le voyage de Xavier Vallat en Tunisie, commissaire du gouvernement français aux questions juives. Ce dernier arrive, en août 1941, en tournée en Afrique du Nord pour installer dans chacun des pays visités une antenne locale du Commissariat général aux questions juives. Le 16 octobre 1941, un arrêté résidentiel institue un quota, restreignant à 5 % du corps médical le nombre de médecins juifs pouvant exercer leur profession. D'autres mesures sont par la suite prises afin de renforcer cette orientation raciale. Ainsi, le 30 mars 1942 est publié un arrêté résidentiel éliminant les éléments juifs du barreau. Le 30 juin 1942, toutes les activités d'assurance sont interdites aux Juifs, le 8 septembre 1942, les sportifs juifs sont interdits de compétition. Pour compléter la série des mesures juridiques visant la limitation du rôle des Juifs dans toutes les sphères de la vie sociale et économique, le 25 octobre 1942, sont publiées les premières nominations d'administrateurs provisoires pour des biens et entreprises possédées par des Juifs de Tunisie.

L'arrivée au pouvoir du bey Moncef, le 19 juin 1942, n'interrompt pas pour autant la politique des mesures vexatoires à l'égard des Juifs. Moncef Bey, très populaire, réunit autour de lui plusieurs personnalités politiques pour tenter de mettre à profit la situation marquée par l'affaiblissement de la France et redonner du prestige à la famille beylicale qui vivait en hibernation depuis l'installation de la France en Tunisie. Il se présente alors comme le défenseur de tous habitants du pays. Ainsi, il ne cesse d'affirmer que sa haute sollicite est garantie à toutes les composantes de la population. Au cours d'une audience avec une délégation de personnalités juives venue lui rendre visite à la fin du mois de juin 1942, il tient à les assurer qu'ils sont ses sujets et que « les juifs comme les musulmans sont mes enfants ». Malgré tous ces signes de bienveillance et la volonté de vouloir protéger les Juifs, l'autorité effective reste entre les mains des hauts fonctionnaires rattachés au gouvernement du Vichy agissant sous la pression allemande. On peut affirmer que ce sont les

fonctionnaires français du régime de Vichy qui se chargent de la préparation effective du terrain, avant même l'arrivée des troupes allemandes en Tunisie le 8 novembre 1942.

### **La Tunisie sous l'occupation allemande (8 novembre 1942-13 mai 1943)**

Le 8 novembre 1942, deux opérations, menées distinctement à l'Ouest et à l'Est, vont transformer toute l'Afrique du Nord en champ de bataille entre les belligérants de la Seconde Guerre mondiale. D'une part, il y a le débarquement des forces anglo-américaines à l'Ouest au cours de l'Opération Torch en Algérie et au Maroc. De l'autre, en débarquant à l'aéroport d'El Aouina à Tunis, les troupes de l'Axe ont un double objectif : arrêter l'avancée des troupes anglo-saxonnes en provenance du Maroc et d'Algérie et assurer le repli vers l'Ouest depuis la Libye des troupes de l'Afrika Corps dirigées par Rommel, après le désastre subi les 2 novembre 1942. Ce jour-là est été marqué par un tournant déterminant dans la guerre du désert entre les forces anglaises et allemandes avec la victoire de Montgomery à El Alamein en Égypte. Le double débarquement va annoncer le début de la campagne de Tunisie. Entre novembre 1942 et mai 1943, la guerre fait rage et marque le pays avec deux lignes de front : l'une à l'ouest afin de stopper l'avancée des troupes en provenance d'Algérie et la ligne Mareth au sud pour empêcher le passage de Montgomery arrivant de Libye.

C'est dans ce contexte que vont s'inscrire les mesures contre les Juifs en Tunisie. Dès leur entrée à Tunis, les Allemands imposent aux Juifs le travail obligatoire à partir du 9 décembre 1942, puisque les considérant comme complices des Anglo-Saxons. En conséquence, il leur revient de réparer les destructions des attaques aériennes menées par les troupes alliées sur les divers fronts en Tunisie. Ainsi, plusieurs camps sont érigés dans différentes régions du pays, notamment dans les zones proches des lignes de démarcations, dans les villes portuaires et aux côtés des terrains d'atterrissages.

Dès les premiers jours, 3 700 hommes de 19 à 50 ans, répartis sur plus de 30 camps, sont internés : 300 du côté de Massicault et Ksar-Tyr, 435 à Cheylus, 250 à Mornaghia, à l'ouest de Tunis, 1 000 dans le secteur italien (97 hommes à La Goulette, 256 à Enfidaville, 250 à Sainte Marie du Zit, 345 à Zaghouan). 1 050 à Mateur et à Bizerte, 500 à l'aéroport de Tunis, 150 au port de Tunis. Les Juifs enfermés dans les camps subissent humiliations et sévices par les troupes allemandes, ils sont nourris et soignés par leur propre communauté. Les dirigeants de la communauté ont la charge d'assurer le recrutement de nouveaux éléments pour les envoyer aux camps, de collecter les vivres pour nourrir les travailleurs réquisitionnés et de les soigner en cas de maladie. Outre les sévices physiques, des participations financières sont demandées à la communauté pour financer les différentes opérations. Ainsi, dès le 21 décembre 1942, on exige pour le lendemain à 18h, le versement d'une amende de 20 millions de francs pour le dédommager les victimes des bombardements des Anglo-Saxons, alliés des Juifs.

Ainsi, entre le 10 décembre 1942 et le 14 janvier 1943, date de la mise en vigueur de l'interdiction du quartier juif aux soldats allemands, plus de 40 viols ont été enregistrés par la communauté. Des amendes sont également infligées : 23 millions de francs à Tunis, à Sousse, 15 millions, 10 millions, puis 150 000 francs sous forme de bijoux. À Sfax, 20 millions de francs et 20 kg d'or et même poids d'or à Gabès. Sur l'île de Djerba, le commandant allemand Rauff, sous menace de faire bombarder les deux quartiers juifs, exige du Grand rabbin la remise de 43 kg d'or.

Ces exactions généralisées ne peuvent être le fait uniquement des soldats allemands, avant leur arrivée durant la période de gestion directe des représentants du gouvernement de Vichy en Tunisie (1940-1942), les sentiments de haine et de revanche étaient déjà bien diffusés. Des tentatives sont menées par certains éléments musulmans, et surtout, par les militants de la droite et de l'extrême droite française, donnant libre cours à leurs sentiments anti-juifs, tirant ainsi profit de la haine antisémite des Allemands. Cependant, comme l'écrit un témoin de la période, l'historien Paul Sebag « Les manifestations d'hostilités sont somme toute assez rares. Le gros de la population musulmane fait preuve de la plus grande réserve ». On relève même plusieurs cas de musulmans qui manifestent un soutien actif à des travailleurs juifs pour les soustraire au service du travail obligatoire (STO), en les cachant loin des regards des soldats allemands ou cachent des familles juives en prévention des exactions allemandes. Tel est le cas de Khaled Abdelwhahab, habitant à Mahdia et qui abrite des Juifs dans sa ferme durant la période de l'occupation allemande de la région. Certes, il n'y a aucune comparaison à faire entre ce qui s'est passé en Tunisie et le sort subi par des millions de Juifs et d'autres minorités, ainsi que des militants politiques en Europe, cependant, force est de constater que les Juifs de Tunisie ont bien été ciblés dès juin 1940 par l'extrême droite française, raciste et antisémite, et à partir de novembre 1942, par les troupes allemandes et italiennes.

Il faut mentionner l'échec des nazis qui entendent pousser les musulmans à organiser des pogroms contre leurs concitoyens juifs, grâce à la fermeté de Moncef, à l'action d'hommes aussi clairvoyants que le Premier ministre M'hamed Chenik et les ministres Mahmoud El Matéri et Aziz Jallouli. De leurs côté, des dirigeants nationalistes tunisiens comme Habib Bourguiba appellent du fond de leurs cellules leurs compatriotes à se soustraire à toute collaboration avec les Allemands et à entrer en contact avec les représentants des Alliés en Tunisie. Il convient également de rappeler le rôle joué par de nombreux Juifs communistes et socialistes dans les appels à saboter la présence allemande en Tunisie, à travers la distribution de tracts et de journaux. Le parti communiste de Tunisie, pluriconfessionnel et multinational, dont les membres sont alors aussi bien des musulmans, que des chrétiens et Juifs ou encore des Français, des Italiens, des Espagnols, contribue dans une parfaite fraternité à la lutte contre les lois raciales du gouvernement de Vichy et la politique antisémite et humiliante des occupants nazis. Tous ces facteurs ont contribué à l'entrée victorieuse des armées alliées à Tunis le 8 mai 1943, marquant ainsi une nouvelle étape dans la longue marche pour la victoire définitive contre les nazis en mai 1945.

### **Références**

Habib Kazdaghli, *Les juifs, nos frères en la patrie*, Tunis, Santillana, 2024.

Paul Sebag, *Histoire des juifs de Tunisie des origines à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 1991.

Robert Satloff, *Among the Righteous. Lost stories from the Holocaust's Long Reach into Arab Lands*, New York, Plublic Affairs, 2006.

# « Des troupes armées de pelles » *Le service du travail militarisé des Juifs hongrois pendant la Seconde Guerre mondiale*

JULIEN PAPP

HISTORIEN INDEPENDANT

Quand, dans les années 1930, l'État hongrois horthyste a entrepris la solution de la « question juive » dans l'armée, il pouvait déjà s'appuyer sur des expériences antérieures remontant notamment au temps de la Première Guerre mondiale et aux crises politiques et sociales qui ont suivi ce grand conflit. Il y avait dans cet héritage plusieurs éléments significatifs eu égard à notre sujet, comme le travail obligatoire prévu par la loi d'exception de 1912<sup>1</sup> et les internements des civils considérés comme dangereux pour « la sécurité publique et le succès des efforts de guerre », décrétés le 27 août 1914<sup>2</sup> ; à tout cela sont venues s'ajouter des mesures prises dans la foulée de la répression consécutive à la chute de la République des Conseils de 1919. Plus récemment, cherchant à « définir la notion du service de travail » et ses « racines », on évoque simultanément, en les confondant, le travail forcé à caractère militaire des Juifs et le travail volontaire effectué dans le cadre des innombrables colonies et camps organisés dans l'entre-deux guerres en Europe, et au-delà, à l'initiative des États ou par diverses associations culturelles ou patriotiques, comme par exemple la Société Turul en Hongrie.

Ainsi, selon András Szécsényi, « en Hongrie, c'est en suivant les exemples étrangers, dans l'esprit de la défense raciale et de la pensée populaire, ainsi que pour défendre la population agraire et faire connaître le travail manuel à la jeunesse des classes moyennes, que s'est créé le service de travail volontaire universitaire, qui a non seulement préfiguré le service de travail (juif) obligatoire, mais dans lequel se trouvent aussi les racines directes de celui-ci »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> J. Galántai, *Magyarország az első világháborúban 1914-1918* [La Hongrie dans la Première Guerre mondiale 1914-1918], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974, p. 66, 154-155.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 175-176. ; L. Somogyi, « Veszélyesnek minősülő idegenek – tízezreket internáltak Magyarországon az első világháború alatt » [Des étrangers qualifiés de dangereux – des dizaines de milliers de personnes ont été internées en Hongrie pendant la Première Guerre mondiale], *telex.hu*, le 23 août 2023. <https://telex.hu/techtud/2023/08/27/somogyi-laszlo-rendori-felugyelet-internalas-internalotaborok-az-elso-vilaghaborus-magyarorszagon> (téléchargé le 17 juillet 2025).

<sup>3</sup> A. Szécsényi, *Fogalomtörténeti vázlat a munkaszolgálatról* [Esquisse sur la notion du service du travail], *Betekintő*, 2014/3. [https://www.betekinto.hu/sites/default/files/betekinto-szamok/2014\\_3\\_szecsényi.pdf](https://www.betekinto.hu/sites/default/files/betekinto-szamok/2014_3_szecsényi.pdf) ; « Fajvédelem, népi gondolat, holokauszt – mit érdemes tudni az önkéntes munkaszolgálatról ? » [Défense raciale, pensée populaire, holocaust – que faut-il savoir du service de travail volontaire ?]. Récension. *Múlt-kor*, le 25 juillet 2016. <https://mult-kor.hu/fajvedelem-nepi-gondolat-holokauszt---mit-erdemes-tudni-az-onkent-es-munkaszolgalatrol->

Le phénomène en question avait en effet une portée idéologique et utilitaire, dans la mesure où ces mouvements collectifs contribuaient à renforcer la cohésion sociale et à occuper des masses de jeunes, à une époque où le chômage sévissait. Aussi utilitaire, mais sans préoccupation idéologique – la participation à l’effort de guerre n’en étant pas une – fut le travail obligatoire instauré par la loi d’exception déjà évoqué de 1912, alors que les internements massifs, avec ou sans obligation de travail, avaient un caractère sécuritaire quand ils frappaient les minorités nationales, ou disciplinaires et « rééducatifs » dans le cas des politiquement suspects, des déserteurs ou encore des prisonniers de guerre rapatriés « contaminés » par le bolchevisme. En tout cas, qu’il s’agisse de faits intentionnels ou des raisons implicites, ce qui domine ici c’est l’idée de l’intégration sociale et nationale. La différence avec le cas des Juifs mobilisables dans le service armé réside dans sa nature. Le travail forcé, et non volontaire, est une pratique de substitution et repose sur l’idée et l’intention de les rejeter de la nation, que l’armée incarne par excellence. Dans sa dimension psychologique, c’est une volonté politique d’humiliation, alors que les autres formes de travail collectif, volontaires ou accomplies par devoir imposé, procurent un sentiment de fierté ou de bonne conscience.

Autant dire que même s’il existait des interférences dans la gestion des différents types de services de travail<sup>4</sup>, celui des Juifs, qui devaient normalement faire leur service militaire, ne relève pas de l’histoire des camps et autres colonies de travail de l’entre-deux guerres, mais de l’histoire de l’armée et de son recrutement, telle qu’elle est née et a évolué après l’effondrement de la Hongrie historique. Dans cette perspective, il convient de revisiter d’abord les deux foyers, Arad et Szeged, qui furent les lieux de gestation des contre-pouvoirs avec l’organisation d’une « armée nationale » face à la dictature prolétarienne de Béla Kun. L’entreprise était menée sous le contrôle et avec le soutien des autorités militaires françaises occupantes. À Arad, dès le 22 mars 1919, le général René Gondrecourt confia la mission de mise en place d’un conseil de gouvernement à Lajos Varjassy, secrétaire de la Chambre industrielle et commerciale ; avec le général de Lobit, ils apportèrent leurs concours à la création d’une « union sacrée » et d’une unité militaire (gendarmes et officiers de l’ancienne armée) de 500 hommes environ, que les chroniqueurs de l’époque considéraient comme l’une des premières cellules de « l’armée nationale ». À partir du 17 avril, on a rassemblé la somme d’1,5 millions de couronnes pour aider cette réalisation, mais déjà le 6 avril le messenger Ferenc Gábor avait apporté une lettre écrite par le banquier israélite de Budapest, Simon Krausz. Remise à son coreligionnaire Lajos Pálmai, la lettre promettait que « dans la mesure où le gouvernement entreprend une action efficace contre les bolchevistes, les hommes d’argent de Budapest lui accorderont par la voie de Simon Krausz cinq millions de couronnes pour financer les besoins immédiats »<sup>5</sup>. Ce fut une des premières démarches d’israélites fortunés en faveur de la contre-révolution qui rend injustifiable l’identification de tous les Juifs avec les communistes de la République des Conseils.

---

20160725?fbrkMR=desktop&openImage=9258 (téléchargé le 17 juillet 2025).

<sup>4</sup> Ainsi, l’instance intitulée Groupe du service et des affaires de travail [Munkaszolgálati és Munkaügyi Csoport] mise en place le 1<sup>er</sup> juillet 1939 pour organiser la structure militaire des travailleurs requis, était dirigée par l’Inspecteur général du Service de travail d’intérêt général [Közérdekű Munkaszolgálat Országos Felügyelője].

<sup>5</sup> J. Paál, *A száz napos szegedi kormány. Az ellenforradalom története* [Le gouvernement de cent jours de Szeged. Histoire de la contre-révolution], Budapest, 1919, p. 22.

Mais, malgré le geste de Krausz, Pálmai fut écarté du premier gouvernement de Szeged, formé le 31 mai 1919 quand l'équipe d'Arad s'y déplaça. Le très actif moine Zdravetz et plusieurs de ses collègues s'opposèrent en effet à ce qu'un Juif puisse faire partie du gouvernement. Pourtant, le saint homme côtoyait le président de la communauté israélite de Szeged, Samu Biedl, dans le Comité antibolchevique (*Antibolsevista Comité – ABC*) créé le 25 avril comme une antenne de l'ABC de Vienne, et qui entra en concurrence pendant quelque temps avec les gouvernements encore remaniés le 6 juin et le 12 juillet 1919. Très vite, ce moine franciscain devint l'âme de l'ABC de Szeged : « Orateur magnifique. Quel que soit le public devant lequel il parle, il entraîne les masses. Chacun de ses mots entre dans le cœur des gens. Mais Zdravetz déteste le libéralisme, les ouvriers et les Juifs. Et il ne cache pas ses sentiments »<sup>6</sup>.

L'ABC qui est une sorte de copie de « l'union sacrée » d'Arad, se préparait à affronter les communistes présents à Szeged avec leur conseil ouvrier et leurs soldats rouges en armes. Dans l'action qui conduisit à leur liquidation, la moitié d'une compagnie d'officiers et 22 hommes sur 24 de la section commandée par le nommé Marcell Fischer étaient encore des Hongrois de confession juive<sup>7</sup>. Il faut rappeler que beaucoup de propriétaires israélites avaient souffert des pillages et des expropriations pendant les deux révolutions de 1918 et 1919. Quand, le 5 mai 1919, le comité exécutif de l'ABC décida qu'il fallait essayer d'associer les représentants des ouvriers chrétiens socialistes à ses travaux, « un débat s'en est suivi puisque le dr Samu Biedl, président de la communauté israélite, n'était pas d'accord avec cette idée. Sa position fut que les ouvriers étaient tellement contaminés par le bolchevisme que pour l'instant aucun d'entre eux ne peut être intégrée, mais seulement quand le nouveau pouvoir aura déjà suffisamment de force pour nettoyer les ouvriers des idées bolchevistes »<sup>8</sup>.

Mais le zèle politique et militaire des éléments libéraux israélites n'a pas suffi pour faire valoir la solidarité de classe par-delà de l'antisémitisme. Au sein de l'ABC, Zdravetz ne cesse de répéter « qu'avant la consolidation définitive, les pogroms ne pourront être évités » et « les incidents à caractère confessionnel se succèdent à Szeged. Les Français ne cessent de se plaindre »<sup>9</sup>. Gyula Kádár, jeune lieutenant commandant d'une compagnie du régiment d'infanterie n° 5 récemment formé à Szeged, évoqua dans son récit autobiographique la propagation en cet été de 1919 des rumeurs sur les méfaits les plus horribles de la Hongrie rouge. « On répand que le communisme n'est rien d'autre que l'effort des Juifs à dominer le monde. [...] Des pamphlets voient le jour où l'on "prouve" que ce sont les sionistes qui ont

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 31. Selon une autre source, la compagnie en question comprenait 72 officiers réservistes dont 16 étaient de religion juive. L. Gulyás – P. Miklós – M. Tóth – F. Zeman (éds.), *A Horthy-korszakról az értéktörítő történetírás jegyében* [De l'époque Horthy sous le signe de l'écriture d'histoire créatrice de valeurs], Szeged, VIKEK, 2021. <https://vikek.eu/wp-content/uploads/2023/06/A-Horthy-korszakr%C3%B3l-az-%C3%A9rt%C3%A9ktrem%C5%91-t%C3%B6rt%C3%A9net%C3%ADr%C3%A1s-jegy%C3%A9ben-K%C3%B6z%C3%A9p-Eur%C3%B3pai-Monogr%C3%A1fi%C3%A1k-30..pdf> (téléchargé le 17 juillet 2025).

<sup>8</sup> E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós, a fehérek vezére* [Miklós Horthy le chef des Blancs], Budapest, Kossuth, 1985, p. 30.

<sup>9</sup> J. Paál, *A száz napos szegedi kormány...*, *op.cit.*, p. 50.

décidé la guerre mondiale, que les Juifs sont les responsables de la défaite, de la révolution de 1918, du communisme, de tout. L'antisémitisme fusionne avec l'anticommunisme »<sup>10</sup>.

Après le 7 mai 1919, suite au désarmement du régiment rouge n° 46 de Szeged et à l'emprisonnement de ses soldats communistes (puis ceux des différentes garnisons), les hommes, gendarmes et officiers du lieutenant-colonel Diendorfer, procédèrent au « nettoyage » des éléments militaires, soldats officiers et sous-officiers, y compris les officiers du bataillon qui avait réalisé le coup de main du 7 mai. Il fallait donner de la place aux officiers réfugiés, disait-on, mais surtout c'était « d'une part la mise en pratique de la conception antisémite par l'exclusion des habitants de confession juive, d'autre part la mise à l'écart de ceux qui étaient de pensée libérale et souhaitaient mettre à la place du pouvoir des conseils un régime démocratique bourgeois »<sup>11</sup>. D'ailleurs, peu après l'arrivée de l'équipe d'Arad (celle de Varjassy), l'ABC rendit public une proclamation le 17 mai, appelant à l'union sacrée : « Mais de cette Union Sacrée, les ouvriers, les libéraux et les Juifs étaient désormais exclus »<sup>12</sup>. Le « nettoyage » des unités militaires fut plus tard considéré comme la naissance de « l'armée nationale » de la contre-révolution. L'inauguration solennelle d'une première formation eut lieu le 2 juin 1919 et le 6 juin ce fut la prestation de serment du contre-amiral Horthy comme ministre de la Guerre du 2<sup>e</sup> gouvernement de Szeged.

Arrivé dans la ville le 30 mai 1919, Horthy s'imposa, au-dessus plutôt qu'à la tête du troisième gouvernement, comme chef suprême (*Fővezér*) de « l'armée nationale », dont le recrutement fut lancé le 6 juin et officialisé le 18 par la création d'un comité. Le 9 juin déjà, Horthy annonça : « Pour vaincre la terreur rouge et rétablir l'ordre légal et la sécurité, j'ordonne la mise sur pied d'une Armée nationale hongroise » ; ce sont les premiers mots d'un appel dont le texte fut affiché un peu partout dans la ville. Mais c'était sans grand succès que les orateurs, avec le moine Zadravetz en premier lieu, cherchèrent à déployer tous leur talents car, selon le rapport de leur comité, seulement 6 568 hommes de Szeged et de ses environs se portèrent volontaires. C'était principalement des fonctionnaires administratifs, alors que la paysannerie se tint à l'écart.

Si l'échec des recrutements rendit caduc le projet de vaincre par les armes le régime des conseils ouvriers, « l'armée nationale » de Horthy finit par incarner la « pensée de Szeged » dite « chrétienne » et « nationale », les deux termes comportant un message antisémite<sup>13</sup>. Elle fonda une politique de rejet, aussitôt mise en pratique. Car, en dépit de la pénurie en volontaires, l'armée horthyste refusait l'engagement des Hongrois de confession juive. Parmi les nombreuses atrocités perpétrées en août-septembre 1919 par cette armée après son départ de Szeged, on citera ici à titre d'exemple caractéristique, ce qui se passa dans un village du comitat de Tolna, probablement en août. À quelques kilomètres au nord de Pécs, « à Gyöng, on recrutait pour l'armée nationale et plusieurs habitants juifs vinrent de Hőgyész, commerçants, cochers et d'autres, qui se présentèrent devant la commission de recrutement. Le maire du village déclara que la direction de l'armée ne voulait voir des Juifs, ni des syndicalistes. Ensuite, les Juifs de Hőgyész se mirent en route pour rentrer chez eux

<sup>10</sup> Gyula Kádár, *A Ludovikától Sopronkőhidáig* [De la Ludovika à Sopronkőhida], Magvető, Budapest, 1978, p. 117.

<sup>11</sup> E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós...*, op. cit., p. 29.

<sup>12</sup> J. Paál, *A száz napos szegedi kormány...*, op. cit., p. 42-43.

<sup>13</sup> D. Turbucz, « Horthy Miklós beszédei 1919 és 1923 között » [Discours de Miklós Horthy entre 1919 et 1923], *Századok*, 154/1 (2020), p. 183-208.

mais, plus loin, ils furent encerclés par les soldats d'un aspirant qui reconduisirent les chariots à la mairie. Là, sans mot dire, ils les arrachèrent des chariots, les poussèrent vers la prison de la mairie où chacun d'entre eux fut déshabillé et bastonné »<sup>14</sup>.

De fait, quand le 22 août 1919 les instances alliées autorisèrent Horthy à compléter son armée en Transdanubie en faisant appel aux classes de 25-35 ans, le commandement ordonna que ne pouvaient être recrutés « que les cultivateurs et les fermiers, ainsi que les bourgeois des villes. C'est-à-dire ceux qui étaient irréprochables du point de vue moral et politique. Les Juifs et les ouvriers organisés étaient à exclure. (Toutefois cela ne devait pas être rendu public, mais utilisé seulement à titre confidentiel) »<sup>15</sup>. Cet ordre fut réitéré par Horthy et, en juillet 1920, le général Istvan Stréter, ministre de la Défense, affirma que « la juiverie s'était trouvée qualifiée non fiable et exclue de l'armée nationale ».

Comme l'observe aussi Pál Hatós, « à l'automne 1919, la politique hongroise prit un tournant antisémite et de sa première expression ne fut pas le "numerus clausus" mais le fait que les Juifs et les ouvriers organisés ne pouvaient pas entrer dans l'Armée nationale. C'était le décret du chef suprême Miklós Horthy, promulgué en septembre 1919 »<sup>16</sup>.

Alors que dans la foulée de la répression politique les camps d'internement ne cessèrent de se multiplier (Hajmáskér, Komárom, Cegléd, Zalaegerszeg, Eger, Maglód, Csepel, Ujszász, Abony...), la direction militaire ordonna en décembre 1919 que les jeunes ouvriers soumis à l'obligation du service, les Juifs et les hommes politiquement nuisibles fussent regroupés dans des compagnies de travailleurs à caractère disciplinaire au lieu du service armé. À côté de ce régime qui dépendait du Haut commandement de Horthy et du ministère de l'Intérieur, le ministre de la Défense organisa ses propres formations ouvrières à l'intention des hommes mobilisables pour le service militaire (décret confidentiel du 23 janvier 1920). Cela n'avait pas un caractère d'internement, les appelés – juifs ou non – portaient leurs propres vêtements civils ou militaires avec un brassard blanc sur le bras gauche. En fait, tout le système d'internement et de travail forcé en rapport avec la répression et le service militaire était d'une grande complexité. Il prit fin, du moins pour ce qui touchait au développement des compagnies ouvrières encasernées, avec le traité de Trianon signé le 4 juin 1920 et entré en vigueur le 26 juillet 1921<sup>17</sup>.

Le traité imposé à la Hongrie démembrée n'autorisait qu'une force armée de 35 000 hommes (dont 1 750 officiers) recrutés uniquement sur la base du volontariat et ne pouvant

---

<sup>14</sup> E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós...*, op. cit., p. 168.

<sup>15</sup> J. Kun – J. Gazsi (éds.), « Adatok a fehérterror első évéről és a dolgozók ellenállásáról » [Données sur la première année de la terreur blanche et la résistance des travailleurs], *Hadtörténelmi Közlemények*, 6/2 (1959), p. 318-349.

<sup>16</sup> T. Hajdú, « Pál Hatós : "Trianon nagyon fájt zsidónak és magyarnak egyaránt" » [Trianon fit très mal tant au Juif qu'au Hongrois], *Neokohn*, le 16 septembre 2019.

<https://neokohn.hu/2019/09/16/hatos-pal-trianon-nagyon-fajt-zsidonak-es-magyarnak-egyarant/> (téléchargé le 15 juin 2025).

<sup>17</sup> I. Tóth Kolos, « Munkásalakulatok Horthy Nemzeti Hadseregében 1919-1921 » [Formations ouvrières dans l'armée nationale de Horthy], *Clio Műhelytanulmányok*, 2018/2. L'auteur note que l'historiographie hongroise s'occupe peu de la question des formations ouvrières de la période de 1919-1921. « Ce qui est d'autant plus surprenant, car c'est pratiquement cette forme que nous pouvons considérer comme la genèse du service de travail de la Seconde Guerre mondiale ». Pour désigner le système, le langage militaire de l'époque contre-révolutionnaire employait des mots comme « formation ouvrière », « détachement ouvrier » ou « compagnie ouvrière ».

servir que pour le maintien de l'ordre et le service des frontières<sup>18</sup>. Le recrutement lancé dès décembre 1921 fut un échec. Le recrutement dit forcé (système « K ») selon des quotas répartis entre les départements ne réussit guère mieux, car en 1925 il n'y avait encore que 22 000 volontaires. En mars 1927, la fin de l'activité de la Commission de contrôle militaire alliée permit de camoufler plus aisément des militaires en policiers, en gendarmes et en douaniers, mais ne donna encore que 57 648 recrues en 1930. « De cette armée officielle aux effectifs modestes, les Juifs furent exclus de facto. Cela n'était pas réglementé par des lois ou des décrets discriminatoires, mais les organisations d'anciens combattants de droite qui dominaient les conseils de révision obtenaient qu'il ne reste dans l'armée que quelques Juifs disposant des plus hautes décorations militaires »<sup>19</sup>.

Entre 1932 et 1935, le nombre de soldats passa de 66 500 à 67 900, puis de 72 300 à 82 500, entre 1936 et 1938. Depuis 1932, la Hongrie renforça l'orientation italienne et l'ouverture vers l'Allemagne était engagée dès l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. Pendant l'exercice du Premier ministre Gyula Gömbös (1932-1936), l'état-major et le ministère de la Défense connurent une relève générationnelle importante. « Des partisans jeunes du chef du gouvernement, germanophiles enthousiastes et antisémites défenseurs de la race, accédèrent à des postes dirigeants. [...] Les années suivantes, l'armée imprégnée d'idéologies d'extrême droite devenait l'une des sources principales des propositions et des projets antisémites »<sup>20</sup>. Instauré le 20 avril 1932, le service militaire obligatoire « plein et entier », y compris pour les « ouvriers à l'orientation politique extrémiste et certaines catégories de Juifs », représentait un tournant<sup>21</sup>. On tenait seulement à ce que les éléments non fiables fussent dispersés dans toute l'armée, de façon proportionnelle. Les conseils de révision étaient prévenus, puisque les autorités locales connaissaient les mobilisables et apposaient un grand « B » sur les feuilles de route des suspects. Mais il était faux de dire que le corps des officiers « fourmillait de Juifs ». Selon les chiffres communiqués par la présidence du Conseil le 4 avril 1939, l'effectif total des forces armées hongroises, militaires de carrière et soldats conscrits s'élevait à ce moment à 102 007 personnes, dont 2 292 seulement étaient juives (2,24 %), avec 41 gradés<sup>22</sup>.

La présence des Juifs était bien plus importante dans la catégorie des officiers et sous-officiers réservistes. Un décret du 10 février 1936 avait rendu possible pour tous les soldats chevronnés (*karpaszományosok*) de se porter volontaires à la formation d'officiers réservistes. Le pourcentage des Juifs qui se présentaient à ces cours dépassait largement les

<sup>18</sup> « Hadsereg és katonapolitika 1919-1940 között » [Armée et politique militaire entre 1919-1940], in I. Kollega Tarsoly (éd.), *Magyarország a XX. században, t. 1, Politika, társadalom, hadtörténet, jogalkotás* [La Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle, politique, société, histoire militaire, législation], Szekszárd, Babits, 1998, p. 319-338.

<sup>19</sup> L. Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat eredete és nemzetközi összefüggései » [Origines et aspects internationaux du service de travail militarisé de Hongrie] in R. L. Braham – A. Kovács (éds.), *A Holokausz Magyarországon hetven év múltán : történelem és emlékezet* [L'Holocauste en Hongrie, soixante-dix ans après : histoire et mémoire], Budapest, Múlt és Jövő Kiadó, 2015, p. 113-147.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> J. Gazsi, « Politikai megkülönböztetés a Horthy-hadseregben 1919-1945 » [Discrimination politique dans l'armée de Horthy 1919-1945], *Hadtörténelmi Közlemények*, 19/3 (1972), p. 505-546.

<sup>22</sup> R. L. Braham, *A magyar holocaust*, vol. II [L'Holocaust hongrois], Budapest, Gondolat, 1988, p. 241. ; Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat... », *op. cit.*

quelque 5 % qu'ils représentaient dans l'ensemble de la population, témoignant de leur niveau culturel et matériel plus élevé que celui de leurs camarades chrétiens. Leur part s'élevait en effet à 13,2 % et jusqu'à 20,9 % parmi les élèves-officiers du corps d'infanterie. De fait, c'était pratiquement la seule arme à laquelle ils pouvaient accéder, étant exclus des corps dits protégés comme l'aviation, les garde-frontières, les communications ou les corps de blindés. Même dans ces unités d'ailleurs, la direction militaire fit tout son possible pour dresser des obstacles devant ces futurs réservistes. Malgré cet acharnement, en 1939, les Juifs représentaient 15,8 % des officiers de réserve, dont 24,4 % dans les secteurs spécialisés tels qu'ingénieurs, médecins ou vétérinaires. La vague d'antisémitisme déclenchée par la première « loi juive » de 1938 mit à l'ordre du jour la question et l'état-major était décidé à la résoudre, « indépendamment même de la ligne politique » générale<sup>23</sup>. La possibilité en fut donnée par la nouvelle loi sur la défense nationale adoptée en 1939.

Pour mieux comprendre le contexte, rappelons qu'après l'Anschluss, la Hongrie se retrouva désormais voisine directe du III<sup>e</sup> Reich et cette proximité ranima la propagande antisémite et l'idéologie de la prétendue « défense raciale ». Et surtout, la « résolution de la question tchécoslovaque » encouragea les partisans de la révision territoriale, mettant à l'ordre du jour le réarmement et la mobilisation des ressources économiques. Dans un fameux discours prononcé à Győr le 5 mars 1938, le Premier ministre Darányi (1936-1938) annonça un vaste programme de réarmement et pour plaire à Hitler et apaiser, sur son aile la plus extrême, les partisans de Szálasi, il promettait la solution « légale et planifiée de la question juive ». Dès lors, et comme si le sort des 5,1 % de Juifs avait été une question clé de la société hongroise, à l'Assemblée, les débats se succédèrent. La première « loi juive » vit le jour le 28 mai 1938, déjà sous le gouvernement de Béla Imrédy (1938-1939). Elle limita à 6 % la part des Juifs dans les emplois publics et par la discrimination religieuse, elle invalida le principe de l'égalité civile. 16 000 employés juifs furent aussitôt licenciés. Pour l'ensemble de la communauté, le climat politique et moral ne cessait de s'alourdir et l'élite militaire s'empressait de résoudre « la question juive » dans l'armée. De cette ambiance, les souvenirs de Gyula Kádár déjà cités sont bien évocateurs : « Cet été [1938], je passa mes vacances à Balatonboglár (colonie Jankovich). C'est au même endroit que festoyait auprès d'une famille de sa connaissance Károly Bartha, haut fonctionnaire à ce moment du ministère de la Défense, mais que tout le monde considérait déjà comme futur ministre. Comme nous nous promenions au bord du Balaton, la question juive vint sur le tapis. [...] Bartha, qui était un fieffé antisémite, me fit part de son grave souci : que doit-on faire des Juifs dans l'armée ? Mon opinion était qu'il ne fallait pas parler de question juive dans l'armée, car celui qui est soldat n'est qu'un soldat. Indigné, Bartha demanda si je n'imaginai pas que les Juifs pouvaient rester dans l'armée régulière, car si la guerre éclatait, il faudrait décorer ceux qui se battraient bien et les gratifier par des avantages. Comme je trouvais tout cela normal, Bartha clôt le débat : "Il n'en est pas question. Les Juifs doivent être réunis dans des unités séparées pour un service de travail." À mon avis, c'était lui qui le premier poussa à l'instauration du honteux service du travail juif, devenu plus tard si terrible »<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Gazsi, « Politikai megkülönböztetés... », *op. cit.*

<sup>24</sup> Kádár, *A Ludovikától Sopronkőhidáig*, *op.cit.*, p. 298.

Ce fut en effet Károly Bartha, devenu ministre de la Défense, qui présenta le 7 décembre 1938 un projet de loi sur la défense. L'article de loi n° II du 11 mars 1939 qui en était issu était une loi-cadre portant sur le travail de défense nationale qui définissait notamment le travail d'intérêt général et ses modalités pour les jeunes de plus de 21 ans inaptes au service militaire (paragraphe 230). À la même époque, le 5 mai 1939, fut adoptée la 2<sup>e</sup> « loi juive » visant à la « limitation de la présence des Juifs dans la vie publique et dans l'économie ». Avec la loi raciale du 2 août 1941, les trois « lois juives » entraînèrent jusqu'au 31 décembre 1942 le licenciement de 75 450 employés et fonctionnaires, affectant 220 896 personnes avec les membres de leurs familles. Bien avant la deuxième loi antisémite, le ministère de la Défense cherchait à clarifier son impact dans l'armée et les réunions se succédèrent au cours de l'été 1939, avec toute une série de propositions. On admit celle du ministre Bartha reposant sur la mise en place de formations ouvrières juives militairement organisées. Les appelés furent répartis de façon proportionnelle parmi les unités combattantes, à l'exception des secteurs « protégés », un Juif ne pouvait plus être officier et sous-officier de carrière, mais les officiers juifs réservistes pouvaient conserver leurs grades et en cas de guerre, ils ne porteraient pas d'armes.

Dès le 1<sup>er</sup> juillet 1939, les premiers appelés, provenant de la classe 1916, devaient rejoindre un des huit bataillons ouvriers, puis dix, à dater de 1941, qui dépendaient des commandements des corps d'armées (Budapest, Székesfehérvár, Szombathely, Pécs, Szeged, Debrecen, Miskolc, Kassa – Kosice). Au sein des bataillons, les travailleurs juifs formaient des compagnies de 200-250 personnes, elles-mêmes divisées en sections et celles-ci en pelotons. Leurs « armes » réglementaires étaient les pelles et les pioches. Ils portaient un brassard tricolore et sur les revers de leurs tuniques un grand « M » (*Munkaszolgálatos* – Service du Travail) de couleur verte indiquait la seule différence, pour le moment, par rapports aux uniformes des soldats en arme. Les officiers qui les encadraient devaient être appelés « Monsieur l'instructeur ».

En juillet 1940, il y avait déjà 60 compagnies et l'armée voulait en avoir de 90 à 100 en peu de temps. En effet, en mars 1939 l'armée hongroise occupa la Subcarpathie, quelques mois après le premier « arbitrage » de Vienne, et il fallait intégrer les Juifs de cette région dans la structure mise en place. Par ailleurs, à partir de l'automne 1940, les nouvelles recrues juives étaient destinées exclusivement au service du travail<sup>25</sup>. Un grand nombre de leurs unités s'occupaient de travaux forestiers, réparaient des routes, construisaient et entretenaient des aéroports, asséchaient des marécages ou s'activaient à réguler des cours d'eau ; à l'occasion, ces travailleurs exécutaient des travaux saisonniers sur les grandes propriétés appartenant aux parents ou aux amis des personnalités militaires influentes. Après le rattachement de la Transylvanie du Nord (2<sup>e</sup> arbitrage de Vienne), beaucoup de compagnies furent dirigées sur les frontières pour démolir les fortifications. Une bonne partie des soldats juifs qui avaient participé armés à la réoccupation de la Transylvanie, ont été démobilisés et appelés aussitôt au service du travail.

À la même époque, la distinction se fit entre compagnies ouvrières juives de campagne et compagnies sédentaires. Les premières étaient formées de jeunes Juifs aptes au travail, censés, en temps ordinaire, effectuer leur service militaire, et les secondes comprenaient les

<sup>25</sup> Sz. Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon 1939-1945 » [Le service du travail en Hongrie 1939-1945], *Hadtörténelmi Közlemények*, 117/3 (2004), p. 817-857.

Juifs plus âgés, destinés à des emplois secondaires. Les conditions étaient encore assez supportables, les travailleurs juifs en tant que membres de l'armée bénéficiaient d'une certaine protection contre les exactions policières et l'antisémitisme de plus en plus virulents. Mais depuis le printemps 1940 déjà, de nombreux rapports parvinrent au ministère de la Défense sur les cruautés et les abus perpétrés dans certaines unités<sup>26</sup>. Le 14 novembre 1940, le député des Croix-fléchées János Halmai déclara au Parlement que le port du brassard tricolore par les travailleurs juifs ne devait être toléré, il fallait le remplacer par un brassard jaune. L'état-major aussi était de cet avis et dès cette époque on devêtit beaucoup de Juifs de leurs uniformes, les contraignant à travailler dans leurs propres vêtements civils.

En outre, le 2 décembre 1940, et s'agissant des formations mixtes, les Juifs furent séparés de leurs camarades chrétiens, intégrés eux aussi au système du travail d'intérêt général, comme éléments non fiables. Depuis juin 1940 en effet, l'armée convoquait des centaines de cadres syndicaux et sociaux-démocrates, en partie pour un service militaire et surtout pour le service du travail. Après l'occupation de la Transylvanie, en septembre, des milliers d'ouvriers organisés reçurent des convocations. Certains d'entre eux avaient déjà été condamnés ou figuraient sur des listes noires. À leur intention, on mit en place à partir d'avril 1941 des compagnies de travailleurs « B », distinctes du service du travail déjà organisé. De ces camps spéciaux installés précipitamment, celui de Sárvár (département de Vas) accueillit par exemple 350 hommes, dont 200 sociaux-démocrates et 150 communistes. Progressivement, ces unités prenaient un caractère punitif. On assista à la disparition de la notion de service d'intérêt général (*közérdekű munkaszolgálat*) et à la formation de trois catégories de travailleurs forcés : les compagnies auxiliaires (*kisegítő*) pour les Juifs, les compagnies militaires (*katonai*) pour les minorités nationales<sup>27</sup> et les compagnies spéciales (*különleges*) pour les politiquement suspects.

L'entrée en guerre de la Hongrie en 1941 marqua un tournant pour les travailleurs forcés juifs et les politiquement indésirables. Le décret du 16 avril, et son application du 19 août qui eut force de loi par l'article XIV de 1942 réorganisèrent le système auxiliaire de service du travail. Une note du ministère de la Défense en définissait en quelque sorte l'esprit général : « Nous devons employer tous les moyens pour discipliner les Juifs ou pour pouvoir leur nuire ». La loi excluait définitivement les Juifs du service armée. À l'échelon des officiers, environ 16 000 réservistes juifs furent privés de leurs rangs et de leurs documents militaires ; leur carte personnelle portait désormais la lettre « Zs » (Zsidó – Juif). Alors que visiblement un bon nombre d'officiers chrétiens continuaient à rencontrer leurs anciens camarades juifs réservistes en certaines occasions (restaurants, réunions d'anciens combattants, etc.), une instruction du 8 décembre 1941 interdisait tout « contact social » avec les anciens officiers juifs. Le 19 août précédent, un décret ministériel interdisait même l'usage de l'adjectif « ancien » pour ces officiers (ancien lieutenant, ancien capitaine...).

La Hongrie entra en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie contre l'URSS le 27 juin 1941 quand environ 50 000 de ses soldats franchirent la frontière. Fin octobre, ses troupes

---

<sup>26</sup> Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat... », *op.cit.*

<sup>27</sup> Par définition, les autorités militaires étaient méfiantes à leur égard. Selon une étude du ministère de la Défense portant sur les classes de 1901-1923, les Allemands et les Ruthènes étaient tout à fait fiables ; parmi les non fiables, les Serbes représentaient 84 %, les Croates 67 %, les Roumains 45 %, les Slovènes 26 % et les Slovaques 0,65 %. Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 823-824.

atteignirent la rivière Donets, à 1 400 km de Budapest. À la suite de l'échec de la Wehrmacht devant Moscou, la direction militaire allemande pressait l'entrée en action de toutes les forces armées de ses alliés. En Hongrie, elle finit par se contenter d'environ 200 000 hommes, dont les différentes unités allaient former la 2<sup>e</sup> armée. Ces troupes se mirent en route au printemps 1942, puis au cours de l'été et après des combats plus ou moins violents, arrivèrent sur la ligne du Don, au sud de Voronej, à 1 600 km de Budapest. Durant la même période, en plusieurs convois successifs, les compagnies de travailleurs furent acheminées en Ukraine. En cours de route, les hommes du service du travail devaient décharger les wagons, réparer les routes, enterrer les morts. Avec ceux qui seraient transférés durant l'automne et l'hiver 1942, « on peut admettre que les effectifs des travailleurs du service s'élevaient au total à 37 275 personnes ». Sur le chapitre des pertes jusqu'au 31 décembre 1942, l'armée signalait sur le front de l'Est 1 796 morts, 236 disparus et 46 prisonniers<sup>28</sup>, soit au total 2 078 hommes. S'appuyant lui aussi sur un document militaire, Szabolcs Szita écrit que « les troupes annoncèrent pour 1942 la perte au total de 2 149 » hommes du service du travail<sup>29</sup>.

Loin du pays et de tout contrôle, le personnel militaire de l'encadrement se livrait à des exactions et à des crimes. « Ils frappaient impitoyablement [les travailleurs du service], pillaient ou volaient tout simplement leurs rations alimentaires déjà insuffisantes. [...] Certains, le lieutenant György Kaucsky par exemple, les traitait dès le départ de telle sorte qu'il ne reste aucun survivant de toute sa compagnie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1942, on fusilla 96 membres de celle-ci et plus de 30 furent assassinés des propres mains de Kaucsky. [...] Il arrivait souvent qu'il leur fallait monter sur des arbres couverts de glace, y pousser des cocoricos à la manière des coqs, et crier que "Je suis un sale Juif !" Il y avait des brutes qui, pendant l'hiver, arrosaient le travailleur jusqu'à ce qu'il se transforme en "statue de glace", ou bien qui les pendaient par les mains ligotées derrière le dos »<sup>30</sup>, ce type de ligotage (*gúzsbakötés* ou *kikötés*) ayant d'ailleurs été la punition la plus répandue dans toutes les compagnies. Le crime peut-être le plus terrible fut perpétré par le colonel Alajos Haynal, commandant du 22<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la 6<sup>e</sup> division. À l'automne 1942, il fit exécuter 124 travailleurs de l'une de ses compagnies, après avoir déclaré aux soldats du garde-chiourme : « Aucun [d'entre vous] ne pourra rentrer en permission tant qu'il en reste un seul en vie parmi les travailleurs du service »<sup>31</sup>. Après la catastrophe de Voronej en janvier 1943 et avec l'arrivée du printemps, le typhus et d'autres maladies firent des ravages. Dans la nuit du 29 avril, le hangar de Dorositch où l'on avait enfermé des centaines de malades fut incendié ; les soldats qui tentèrent de s'enfuir furent mitraillés et les autres brûlèrent à l'intérieur. D'autres « hôpitaux » de campagne connurent le même sort.

Entre le 17 et le 19 octobre 1942, le nouveau ministre de la Défense Vilmos Nagy parcourut le front de l'Est et se rendit compte d'une situation déplorable. Regrettant que ce fut à lui que revint la mise en application de la loi XIV/1942, héritée de son prédécesseur K. Bartha, démis en raison de son trop fervent hitlérisme, Nagy prit toute une série de mesures

<sup>28</sup> G. B. Kis – P. Szabó, « Munkaszolgálatosok a Donnál » [Requis du service de travail près du Don], *Hadtörténelmi Közlemények*, 117/3 (2004), p. 887-926.

<sup>29</sup> Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 834.

<sup>30</sup> Braham, *A magyar holocaust*, *op.cit.*, Vol. I, p. 258. ; Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 832.

<sup>31</sup> I. Nemeskürty, *Requiem egy hadseregért* [Requiem pour une armée], Budapest, Magvető, 1972, p. 184.

en faveur des travailleurs militarisés : interdiction de les traiter comme des prisonniers de guerre, démobilisation des malades, amélioration des rations de nourriture, interdiction de toute violence physique, sanctions contre les cadres inhumains, interdiction des convocations nominatives, démobilisations des travailleurs de plus de 42 ans ou encore application aux travailleurs le même règlement que pour les soldats du rang. Si dans le pays, ces mesures apportèrent des soulagements, en Ukraine, où les chefs des différents échelons agissaient à leur guise, la bonne volonté du ministre n'eut guère d'effet. À l'arrivée de l'hiver, l'état des compagnies sans armes ne cessait de s'aggraver, leurs vêtements en particulier n'étaient plus que des loques. Avec l'autorisation du ministère de l'Intérieur, les organisations juives lancèrent alors une campagne de collecte de vêtements de grande ampleur, permettant de charger environ 28 wagons qui partirent vers le front en octobre-novembre 1942. Mais on ne sut pas ce qu'il en advint. Vu l'état catastrophique des communications avec le front de l'Est, « il est probable que la grande partie des collectes ne parvint pas à leurs destinataires ».

Le désastre de la 2<sup>e</sup> armée hongroise à Voronej en janvier 1943 se solda par une perte de 120 000 hommes environ : 70-80 000 soldats morts et 40 000 faits prisonniers. Les 80 000 qui rentrèrent, étaient pour la plupart blessés. La répartition par pourcentages des pertes connut un changement, car « ce furent les travailleurs du service qui, proportionnellement, eurent les plus grosses pertes », soit 21 287 en janvier-février ; s'y ajoutaient encore 2 021 victimes jusqu'en décembre 1943, élevant à 23 308 le chiffre des pertes. Selon le registre ministériel, celles-ci se répartissaient ainsi : 2 158 morts, 18 843 disparus, 716 blessés et 1 591 faits prisonniers<sup>32</sup>. D'après les témoignages de l'après-guerre et les papiers des tribunaux, il paraît certain que le nombre de disparus devait être attribué aux redditions massives, dans la mesure où les travailleurs épuisés ne se sentaient plus capables de marcher. Plusieurs milliers d'entre eux allaient ainsi connaître six années encore de service de travail dans les camps de prisonniers soviétiques. Ils étaient en effet considérés comme des soldats qui avaient contribué à l'effort de guerre de l'ennemi.

Quelques mois après l'effondrement de Voronej, les compagnies de travailleurs d'Ukraine furent réorganisées. Pour faire cesser les comportements inhumains envers les requis juifs, le nouveau ministre de la Défense, Lajos Csataj, reprit les instructions de son prédécesseur Vilmos Nagy qui avait dû démissionner sous la pression des Allemands, prévoyant le tribunal militaire pour les contrevenants. De son côté, et bien que faible, l'opposition démocratique menée par Endre Bajcsy-Zsilinszky rédigea le 31 juillet 1943 un mémorandum pour exiger que les hommes du service du travail fussent intégrés dans le service militaire armé. Elle soutenait aussi les efforts du gouvernement Kállay qui cherchait depuis quelques mois à se dépêtrer de l'alliance allemande.

Durant l'été 1943, on comptait plus de 800 000 travailleurs forcés, juifs et non juifs mélangés<sup>33</sup>. Ces masses étaient organisées en partie dans le système existant : compagnies militaires pour les minorités ethniques, bataillons du service d'intérêt général pour les civils mobilisés et compagnies auxiliaires des travailleurs juifs. Pour les rendre plus efficaces et renforcer la discipline, le régent Horthy ordonna le 4 novembre 1943 de fusionner et centraliser les trois systèmes dans une Organisation du travail de Défense nationale (*Honvédelmi*

---

<sup>32</sup> Kis – Szabó, « Munkaszolgáltatások a Donnál », *op.cit.*, p. 905.

<sup>33</sup> Braham, *A magyar holocaust, op.cit.*, Vol. I, p. 267, 290.

*Munkaszervezet*). Cet organisme devait notamment distribuer les travailleurs parmi les usines de guerre, organiser et équiper les trois catégories de services, assurer le remplacement des ouvriers qui avaient été appelés au service militaire armé.

Mais « cette réorganisation, de même que les décisions ministérielles concernant le traitement des hommes du service du travail ne changeaient guère l'état réel du système, observe Braham. [...] Tant en Ukraine qu'à Bor, en Serbie, la situation des hommes des compagnies de travailleurs demeura inchangée »<sup>34</sup>.

Un autre haut lieu de la souffrance des travailleurs juifs et ceux des sectes religieuses était en effet situé en Serbie, à 200 km environ au sud-est de Belgrade, dans la zone minière de Bor. En 1943, quand les Allemands firent appel à la main d'œuvre hongroise, l'exploitation des mines était déjà entièrement entre les mains de l'Organisation Todt, dont s'emparèrent les Allemands après l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941. Dans les camps qui s'étendaient sur 30 km entre Bor et Zagubica, le traitement des forçats dépendait souvent des commandants mais à la suite de l'occupation de la Hongrie le 19 mars 1944, le régime de Bor devenait carrément celui d'un camp militaire disciplinaire. 98 % des travailleurs étaient des Juifs et le reste appartenait à des minorités religieuses : témoins de Jéhovah, Adventistes, Nazaréens. Quand, à l'automne 1944, la Wehrmacht dut évacuer la région devant l'avance rapide des troupes soviétiques, le lieu allait devenir le point de départ de l'un des plus sanglants « échafauds mobiles », comparable à celui de Dorosic en Ukraine. Sans compter les assassinats ponctuels, le retour en marche forcée des compagnies fut marqué par cinq massacres collectifs : à Bor même, à la mi-septembre ; à Jabuka, au nord de Belgrade, les 1<sup>er</sup>-2 octobre ; à Cservenka, dans la nuit du 7 au 8 octobre ; sur le chemin de Cservenka-Zombor-Baja, dans la seconde moitié du mois d'octobre ; à Abda, près de Győr, début novembre<sup>35</sup>.

L'évacuation se fit en deux colonnes, la première comprenant entre 3 200 et 3 600 hommes et la seconde environ 2 600, qui partirent avec une bonne semaine de décalage. La première se mit en route vers la Hongrie le 17 septembre et c'est elle qui a subi les tueries signalées plus haut. Après celle de Jabuka, qui fit 133 ou 147 victimes, la colonne connut dans la nuit du 7 octobre le massacre le plus effroyable à Cservenka (Crvenka). Selon Tamás Csapody, parmi les quelque 3 000 personnes qui étaient arrivées dans la briqueterie locale le 5 octobre 1944, le massacre fit entre 700 et 1 000 victimes ou entre 800 et 1 000. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, la série d'assassinats perpétrés par les soldats SS de la garnison locale, avec la participation des éléments hongrois de l'encadrement, commença vers 22-23 heures et s'acheva à 3-4 heures à l'aube du 8 octobre. Son enquête minutieuse sur cette tuerie établit également que 22 hommes y avaient survécu, soit parce qu'ils réussirent à se cacher ou à s'enfuir, soit parce qu'ils n'avaient pas été tués et purent, malgré leurs blessures, s'extirper du monceau de cadavres du « fossé de la mort »<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>35</sup> T. Csapody, *Bori munkaszolgálatosok* [Travailleurs forcés de Bor], Budapest, Vince Kiadó, 2011 ; *A cservenkai tömeggyilkosság* [Le massacre de Cservenka], Budapest, 2014 ; Bortól Szombathelyig. Tanulmányok a bori munkaszolgálatról... [De Bor à Szombathely. Études sur le travail forcé de Bor...], Budapest, Zrínyi, 2014.

<sup>36</sup> T. Csapody, « A cservenkai halál-árok túlélői » [Les survivants du fossé commun de Cservenka], *REGIO*, 29/3 (2021), p. 137-167.

Après Cservenka, la colonne des survivants fut divisée en trois unités, le lieu de destination étant pour chacune Szentkirályszabadja, au nord-est du lac Balaton. Les deux premières suivaient respectivement des itinéraires vers Baja et Mohács. Au cours de ces chemins les SS assassinèrent encore 400 travailleurs juifs. Le troisième groupe comprenait ce qui restait de la compagnie des sectes religieuses. Beaucoup d'entre eux avaient été sauvés avant Belgrade par le sombatiste hongrois István Barat. Ce groupe encadré par des soldats hongrois prit le train à Zombor pour se rendre lui aussi à Szentkirályszabadja, mais en passant par Kiskunhalas. À la gare de cette ville, le train des ouvriers, des jeunes de Budapest pour la plupart, fut mitraillé et attaqué à la grenade, faisant 194 ou 196 morts. La deuxième suivit le même chemin que la première. Mais à Zagubica, les habitants alertèrent les partisans qui bivouaquaient aux environs et qui attaquèrent la colonne. Ils tuèrent quelques soldats tandis que les autres se rendirent. Une centaine des plus cruels furent jugés et fusillés. 300 environ des plus jeunes de ces requis rejoignirent les partisans tandis que les autres partirent à Temesvár où ils furent accueillis par des familles serbes<sup>37</sup>.

À Szentkirályszabadja, village à mi-chemin entre la ville de Veszprém et le lac Balaton, le camp d'aviation était une sorte de plaque tournante du travail forcé de Bor : c'est d'ici qu'en juin 1943 étaient parties cinq compagnies de travailleurs juifs pour la région minière serbe, et c'est là que les survivants furent de retour en octobre 1944. Ce fut ensuite le point de départ pour ces derniers vers des camps de concentration allemands, en passant par Győr et Hegyeshalom. Les compagnies juives venant de Baja et de Mohács arrivèrent à Szentkirályszabadja après le putsch des Croix-fléchées, entre le 16 et le 29 octobre 1944. Cette partie de leur trajet se déroula dans des wagons à bestiaux. Les deux groupes devaient compter 1 647 personnes, auxquels s'ajoutaient les survivants des minorités confessionnelles venant de Kiskunhalas. Au terme d'un chemin de 1 700 km environ depuis Bor, tous se trouvaient dans un état de délabrement physique et moral avancé et continuaient à subir les mêmes exactions que précédemment.

Fin octobre-début novembre 1944, les survivants de Bor, organisés en six compagnies, quittèrent le camp d'aviation pour se diriger vers Mosonmagyaróvár. La marche commandée par le lieutenant Pál Juhász était ponctuée par les cruautés habituelles. C'était de nouveau « l'échafaud mobile », avec un nouveau massacre au nord-ouest de Győr, à Abda, village situé sur la rive de la Rábca. Parmi les 22 travailleurs assassinés, aurait figuré le poète Radnóti. À Zurány – Zurndorf, en Burgenland, les travailleurs ont été remis aux Allemands. De là, on transféra le groupe de Mohács près de Berlin, dans le camp de concentration de Sachsenhausen, puis à Buchenwald, Ravensbrück, Barth et Ludwigslust. Le groupe de Baja se retrouva successivement dans les camps de Flossenburg, Ohrdruf, Mittelbau-Dora, Herzbruck, Buchenwald, Bergen-Belsen et Dachau. Au total, sur les quelque 1 600 Juifs du « reste de Bor », 500 peut-être étaient encore en vie au moment de la libération des camps en avril 1945.

Au-delà du calvaire des requis du front d'Ukraine et de Bor, l'occupation allemande de la Hongrie le 19 mars 1944 provoqua un changement d'attitude de la direction militaire quant à l'usage du service auxiliaire. À cette époque, le nombre des travailleurs juifs pou-

---

<sup>37</sup> Tamás Kovács, Magyar munkaszolgálatosok Borban [Requis hongrois du service du travail à Bor], in F. Fischer – Zs. Vitári – J. Vonyó (éds.), *Kutatási füzetek 11. Ünnepi szám Harsányi Iván 75. születésnapjára*, Pécs, Pécsi Tudományegyetem, 2005, p. 97-121.

vait être de 63 000, au sein d'une armée de 597 000 hommes. Face aux grandes déportations de mai-juillet 1944, auxquelles l'armée hongroise ne participa pas, celle-ci chercha à en extraire les Juifs mobilisables en multipliant les convocations « d'urgence ». Faute de documents, note Szabolcs Szita, l'incertitude demeure pour savoir combien de vies les convocations militaires ont sauvées. Au conseil des ministres du 21 juin 1944, le fervent secrétaire d'État à la déportation, László Endre, estimait que les autorités militaires avaient convoqué 80 000 Juifs pour le service du travail qui échappaient ainsi au « transport vers l'étranger ». L'historien pense que ce chiffre est probablement exagéré, mais que faute de sources, il est impossible de le vérifier. Par ailleurs, le 13 juin 1944, Veessenmayer rendit compte du transport de 289 357 Juifs des Carpathes et de la Transylvanie du Nord, alors que le groupe Eichmann prévoyait 310 000 personnes destinées à la déportation. Le diplomate nazi attribuait la différence aux mesures prises par l'armée hongroise.

Au moment du putsch de Szálasi, les Juifs n'avaient plus qu'un tiers de leurs effectifs d'avant-guerre. Dans un télégramme envoyé à son ministère le 28 octobre 1944, Veessenmayer établissait ainsi l'état statistique de la population juive hongroise : il y avait 800 000 Juifs en Hongrie le 19 mars 1944 ; parmi eux, 430 000 furent « transférés » sur le territoire du Reich, 150 000 servaient dans les compagnies de travailleurs et 200 000 restaient à Budapest<sup>38</sup>. Dans la foulée de la terreur antisémite déclenchée par le putsch du 16 octobre 1944, les ordres et les décrets se succédèrent du 20 octobre au 2 novembre, frappant les Juifs de toutes catégories, hommes, femmes et ceux du service du travail. À partir du 6 novembre un grand nombre d'entre eux quittait chaque jour Budapest pour les travaux de fortification du Südostwall, à la frontière occidentale. Les « marches de la mort » suivaient trois itinéraires, dont le plus important passait par Piliscsaba-Dorog-Süttő-Szőny-Gönyű-Dunaszeg-Mosonmagyaróvár-Hegyeshalom, soit un chemin de 250 km. À partir de ce moment, le service auxiliaire du travail militarisé cessa d'être un refuge contre les déportations et le système lui-même disparut. Les 28-29 novembre, par un ordre secret, ses commandants militaires furent relevés de leurs fonctions pour être remplacés par des miliciens Croix-fléchées.

Avec l'arrivée des troupes soviétiques, les premiers à être délivrés en septembre-octobre 1944 furent les travailleurs juifs des compagnies qui se trouvaient en Transylvanie du Nord. Et avant les procès des criminels de guerre à proprement parler, c'est-à-dire les grands responsables politiques, remis à l'automne 1945 par les Américains, les tribunaux populaires hongrois jugèrent dans la première phase de leur fonctionnement les individus qui étaient impliqués dans l'encadrement du travail auxiliaire de l'armée et aussi dans les très nombreux crimes des Croix-fléchées.

---

<sup>38</sup> Gy. Ránki (éd.), *A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Magyarországról 1933-1944* [La Wilhelmstrasse et la Hongrie. Documents allemands sur la Hongrie 1933-1944], Budapest, Kossuth, 1968, p. 907.

## *Ressortissants hongrois au Levant, 1945-1946*

PETER ÁKOS FERWAGNER  
UNIVERSITE DE SZEGED

Le problème que j'esquisse dans cette étude, forcément restreinte et incomplète, n'est pas le résultat d'une recherche longue et approfondie. Cette fois-ci, je me contente de souligner la présence hongroise au Proche-Orient, ou plutôt au Levant, vers 1945, en présentant quelques documents. L'idée de mon étude m'a été inspirée par le fait qu'en février 2025, je suis tombé sur une liasse de documents dans les archives diplomatiques de Nantes (CADN), intitulée « Ressortissants hongrois résidant dans les États du Levant » (cote : 1SL/1V/1-125, H/2), qui contenait des documents faisant référence à la présence hongroise dans la région. Ces quelque douze documents peuvent être regroupés en trois catégories. Le premier groupe ne contient qu'un bref rapport et la réponse à celui-ci. Le second contient deux lettres plus longues contenant des informations sur la déportation des Juifs en Hongrie en 1944. La troisième série de documents fournit des informations sur les Hongrois au Liban et en Syrie dans un contexte intéressant.

Il est bien connu que les années autour de 1945 ont entraîné des changements fondamentaux pour l'ensemble du Proche-Orient et pour les régions sous mandat français. En juin 1941, après que les Britanniques, en collaboration avec les Forces françaises libres, aient chassé les troupes fidèles à la France de Vichy de la Syrie et du Liban, la France libre, sous la direction de Charles de Gaulle, s'est vu confier le contrôle des zones sous mandat<sup>1</sup>. Dans le même temps, la Grande-Bretagne de Churchill n'hésite pas à profiter de la faiblesse militaire de la France libre et tente de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Syrie et du Liban, ce qui provoque de vifs différends entre les deux alliés<sup>2</sup>. En automne 1941, le renforcement des mouvements nationalistes au Liban et en Syrie oblige le général Georges Catroux, délégué plénipotentiaire de De Gaulle dans la région, à reconnaître l'indépendance des deux mandats français. Certes, la mesure est suspendue jusqu'à la fin de la guerre, mais en 1946, après la proclamation de l'indépendance de la Syrie le 17 avril, les Français doivent effectivement céder le pouvoir et à la fin de l'année, les derniers soldats quittent le Levant<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> H. de Wailly, *Syrie 1941. La guerre occultée*, Paris, Perrin, 2006 ; K. Bene, *A Szabad Francia Erők 1940-1943. A francia katonai együttműködés a második világháborúban* [Les Forces françaises libres, 1940-1943. La coopération militaire française dans la Seconde Guerre mondiale], Pécs, Kronosz, 2017, p. 63-77.

<sup>2</sup> Ces événements et conflits sont évoqués avec amertume par le général de Gaulle dans ses mémoires. Ch. de Gaulle, *Mémoires de guerre. L'appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954, p. 181-226.

<sup>3</sup> J. Thobie, « Mai 1945 : crise au Levant et domaine réservé », in *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX<sup>e</sup> siècle. Mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 283-301. ; J.-R. Bézias, « Georges Bidault et le



Dans un contexte aussi troublé, où il est nécessaire de surveiller les manipulations des puissances de l'Axe, les tentatives d'intervention britanniques et les activités du mouvement national, les services de sécurité de l'État français dans les zones sous mandat se montrent intensément actifs. Il est essentiel pour eux de surveiller non seulement les activités de la population syrienne et libanaise, mais aussi celles des étrangers qui entrent et sortent du pays, et de recueillir toutes les informations possibles à leur sujet. Les autorités ne pouvaient pas ignorer les Hongrois s'y trouvant, ni les autres étrangers.

La plupart des gens n'imaginent même pas que des Hongrois se trouvaient au Proche-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale, mais il y a finalement une explication logique. Entre les deux guerres mondiales, la Hongrie établit des relations diplomatiques avec deux pays du Proche-Orient, l'Égypte et l'Irak en 1937, et dispose également des consulats honoraires à Damas, à Alep et à Beyrouth. Des relations économiques importantes sont établies avec l'Égypte et une colonie hongroise de 300 personnes vit le long du Nil. Cependant, les exportations hongroises vers la région connaissent un essor, mais la Seconde Guerre mondiale met fin aux relations prometteuses, puisque l'Égypte et l'Irak, sous contrôle britannique strict, rompent leurs relations diplomatiques avec la Hongrie, alliée de l'Axe, en 1942<sup>4</sup>.

Il est tout à fait possible que notre première source soit liée à ce dernier événement, la rupture des relations diplomatiques entre la Hongrie et l'Irak. Au début de l'année 1942, les autorités policières de la ville de Qamichli, près de la frontière turco-syrienne, envoient un télégramme chiffré très laconique au quartier de la Sûreté général de Beyrouth<sup>5</sup>. On y rapporte que la police de cette petite ville d'environ 18 000 habitants située au nord-est du pays, a arrêté dix Hongrois arrivés d'Irak, car ayant été expulsés de ce pays<sup>6</sup>. Il devait s'agir de jeunes hommes, car jugés « aptes » au service militaire et, s'ils étaient autorisés à s'enfuir, connaissant les deux pays, ils pourraient transmettre des informations à l'ennemi.

Levant : l'introuvable politique arabe (1945-1946) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 42/4 (1995), p. 609-621. ; M. Albord, *L'armée française et les États du Levant 1936-1946*, Paris, CNRS Éditions, 2000, p. 273-316. ; H. de Wailly, *1945 l'empire rompu. Syrie, Algérie, Indochine*, Paris, Perrin, 2012.

<sup>4</sup> L. J. Nagy, *Magyarország és az arab világ 1947-1989* [La Hongrie et le monde arabe], Szeged, JATEPress, 2017, p. 16.

<sup>5</sup> *Hongrois expulsés d'Iraq*. Message n° 268 de la Sûreté Kamechlié à la Sûreté Beyrouth. CADN, 1S1/1V/1-125, H/2.

<sup>6</sup> É. de Vaumas, « Population urbaine et population rurale en Syrie », *Annales de Géographie*, 64/341 (1955), p. 78.

Pour toutes ces raisons, des « instructions urgentes » ont été demandées. Dans la réponse, également chiffrée, l'officier Gautier donne des ordres pour l'arrestation des Hongrois détenus et leur déportation présumée à Beyrouth, à moins qu'il ne s'agisse de « personnel diplomatique ». De cette dernière remarque, nous pouvons conclure qu'il pourrait s'agir d'un groupe de diplomates hongrois expulsés de Bagdad après la rupture des relations diplomatiques entre la Hongrie et l'Irak, qui auraient tenté de rentrer en Hongrie en passant par la Turquie neutre. Malheureusement, les documents ne révèlent rien sur le sort des Hongrois, si ce n'est que le chef du cabinet politique du gouverneur général a été informé de l'incident le 7 mars.

J3/CV  
DIRECTION DE LA SURETE  
GENERALE AUX ARMEES

(1)

M E S S A G E 268

Sûreté Kamechlié  
à  
Sûreté Beyrouth  
(chiffré) V.Don

DIX HONGROIS EXPULSES IRAK APRES SERVICE PASSERONT EXPRESS  
7 COURANT SERONT MOBILISES HONGRIE CONNAISSANT IRAK- SYRIE  
RENSEIGNERONT ENNEMI INSTRUCTIONS URGENTES.

PARKER

---

(2)

M E S S A G E 593

Sûreté Beyrouth  
à  
Sûreté Kamechlié et Sûreté Tel-Kotchek  
(chiffré)

REFERENCE VOTRE MESSAGE 268 ARRETER ET FAIRE CONDUIRE DIRECTIO  
HONGROIS EXPULSES IRAK SAUF SI PERSONNEL DIPLOMATIQUE

GAUTIER

---

5172

Transmis à Monsieur le Chef du  
Cabinet Politique

- 7 MARS 1942

- Pour information./.-

Le deuxième groupe de sources présenté ici ne comprend que deux documents, qui semblent tous deux être des lettres privées. Chronologiquement, la première lettre a été envoyée en juillet 1944 par l'Institut d'Histologie de l'Université d'Istanbul<sup>7</sup>. L'expéditeur de la lettre est une personnalité relativement connue, Tibor Péterfi, et le destinataire est Oszkár Jászi, l'un des sociologues et hommes politiques hongrois les plus importants de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et ministre des Nationalités sans portefeuille dans le gouvernement Károlyi au tournant des années 1918-1919<sup>8</sup>. Né en 1883, Péterfi, d'origine juive, a obtenu son diplôme de médecine à Kolozsvár (actuellement Cluj-Napoca en Roumanie), puis est devenu scientifique, se spécialisant dans l'histologie et la biologie cellulaire. Il s'intéressait également à la politique et, à l'automne 1918, il a pris part à la révolution hongroise des Asters. Pendant la République soviétique de 1919, il a été membre du Conseil national de la santé. On peut supposer qu'il a connu Oszkár Jászi à cette époque. En raison de son engagement, il n'a pas été autorisé à enseigner en Hongrie après la chute de la République soviétique. Il s'est donc installé à Prague et est devenu professeur à l'université de langue allemande de la ville. Il invente un instrument appelé micromanipulateur, qui constitue une avancée majeure dans la recherche cellulaire, et est invité à l'Institut Kaiser-Wilhelm pour la physique, la chimie et l'électrochimie à Berlin, où sa carrière scientifique s'épanouit. Après l'arrivée au pouvoir des nazis, il est cependant contraint de quitter l'Allemagne en raison de ses origines juives, et, après un détour par Cambridge et Copenhague, il est nommé professeur à l'Institut d'Histologie de l'Université d'Istanbul en 1939. Il est retourné en Hongrie après la Seconde Guerre mondiale et est décédé à Budapest en 1953<sup>9</sup>. Quant au destinataire, Oszkár Jászi, également d'origine juive, a passé sa vie à lutter pour des conditions sociales démocratiques et libérales, et en tant qu'opposant déterminé au chauvinisme, il a tenté de trouver une solution au problème des minorités nationales. Tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il a été un critique radical du système de la Hongrie contemporaine et ses idées démocratiques ont fait de lui un ennemi de tous les régimes autocratiques hongrois. Il a émigré au cours du printemps 1919 et, à partir de 1925, a été professeur de sciences politiques à l'Oberlin College aux États-Unis<sup>10</sup>. Dans l'entre-deux-guerres, Jászi a entretenu des contacts très étroits avec des émigrés hongrois vivant dans différentes parties du monde<sup>11</sup>, ce qui semble également être le cas de sa relation avec Péterfi.

<sup>7</sup> Lettre de Tibor Péterfi à Oszkár Jászi, le 21 juillet 1944. CADN, 1SL/1V/1-125, H/2.

<sup>8</sup> Mihály (Michel) Károlyi (1875-1955), d'origine aristocratique, fut un politicien démocrate radical et le dirigeant de l'opposition hongroise pendant la Grande Guerre, ensuite, d'octobre 1918 à mars 1919, il dirigea la Hongrie comme Premier ministre puis comme président de la République. En été 1919, il a émigré et est devenu un fervent critique du régime de Horthy. Il rentre dans son pays en 1946 et est nommé ambassadeur de Hongrie à Paris, avant d'émigrer à nouveau en 1949 et de s'éteindre en France.

<sup>9</sup> T. Donáth, « Dr. Péterfi Tibor (1883-1953) », *Orvosi Hetilap* [Hédomadaire médical], 124/50, le 11 décembre 1983, p. 91-93.

<sup>10</sup> Pour une biographie, voir : J. Pelle, *Jászi Oszkár. Életrajzi, eszme- és kortörténeti esszé* [Oszkár Jászi, un essai sur la biographie, les idées et l'histoire contemporaine], Budapest, Kairosz, 2001 ; Gy. Litván, *Jászi Oszkár*, Budapest, Osiris, 2003, publié en anglais en 2006 sous le titre *A twentieth-century prophet, Oscar Jászi, 1875-1957*, Budapest, CEU Press.

<sup>11</sup> Zs. L. Nagy, « Jászi Oszkár amerikai hagyatékáról » [Le legs américain d'Oszkár Jászi], *Századok*, 127/1 (1973), p. 198-211.

H/2  
CONTROLE DE BEYROUTH

A.H/

SERVICE DES RAPPORTS

N° 20669/SR

Expéditeur . . . . . Prof. Dr. TIBOR PETERFI -Institut d'Histologie de l'Univers-  
 Date . . . . . 21.7.44 (reçue le 29.7.44) . . . . . ité d'Istanbul-Beyoat  
 Destinaire . . . . . Prof. OSKAR FASZI -Oberlin College- OBERLIN-SHO-U.S.A.  
 Sujet . . . . . LE PROBLEME HONGROIS..

TEXTE: anglais *Hongrie*

"... Cette fois ci aussi c'est notre malchance car au moment où les évé-  
 nements en Hongrie justifient pleinement notre lutte et notre conduite en-  
 vers le féodalisme hongrois et Horthy, et juste au moment même où notre  
 idéal va gagner la victoire avec les Alliés contre le barbarisme fasciste;  
 nous nous trouvons dans un état de désorganisation plutôt diminué en nombre  
 et au crépuscule de notre vie. Nous les vétérans et les martyrs d'une Hon-  
 grie démocratique libre sommes par conséquent en ce moment historique impor-  
 tant, absolument sans pouvoir et dans aucun prestige auprès des dirigeants  
 des démocraties victorieuses. Les jeunes générations même nos propres  
 élèves n'ont pour nous que du mépris et de la jalousie. Ils grandissent  
 nourris de mensonges et de falsifications des fascistes de Horthy et des  
 communistes de Bela Kun, et essaient d'effacer notre mémoire. J'ai acquis  
 ici à Istanbul depuis Mars, beaucoup d'expériences en ce sens. Néanmoins, je  
 veux espérer que vous retrouverez, Cher Oscar, vos forces et prendrez de  
 nouveau en mains la direction avec Karolyi et Wambery. Je pourrais vous  
 écrire d'ici où j'ai l'occasion de voir et d'observer bien des choses incon-  
 nues pour la plupart des gens dans les pays belligérants si j'avais une si-  
 tuation meilleure et plus sûre avec vous. En tout cas je pourrais vous être  
 utile si vous pouviez donner les informations et les références nécessaires  
 à mon sujet à Washington pour que je puisse me mettre en contact direct  
 avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, Mr. Steinhardt. J'ai eu  
 beaucoup d'ennuis et de travail dur pour les juifs hongrois, mais j'ai à  
 peine pu faire quelque chose pour eux. Il est impossible de décrire ma  
 souffrance lorsque je pense aux malheurs de mes meilleurs amis et parents  
 en Hongrie. Les nouvelles que je reçois ici sont les pires que l'on puisse  
 imaginer. Grâce à Dieu les familles de mon frère et soeur sont jusqu'à pré-  
 sent tranquilles. J'ai reçu aussi tout dernièrement un message très heu-  
 reux, mon fils, de qui je n'avais aucune nouvelle depuis un an et demi et  
 qui avait disparu après la bataille de Woronich est encore vivant, en bonne  
 santé il travaille en U.R.S.S.... Mes collègues juifs allemands ne peuvent  
 pas me pardonner d'avoir été un homme de sciences fameux mais les collègues  
 turcs sont très amis avec moi.

Suite donnée . . . NOTE: Voir fiche 18845/SR du 14.6.44 *Beyrouth, le* 4 Août 1944

Acheminée, le 3.8.44

Destinataires

Etat-Major 2° Bureau

Mme. Dunand

I.C.L.O.

C.P. ALEP

Archives

Le Directeur du Contrôle Postal

La lettre de Péterfi à Jászi a pu entrer en possession des autorités françaises au Levant car elle a vraisemblablement transité par la Syrie pour arriver à son destinataire dans l'Ohio. La lettre a été ouverte par le service postal français, traduite de l'anglais au français et transmise au Deuxième bureau à Alep. Le contenu de la lettre est très intéressant. L'auteur déplore que « les vétérans et les martyrs de la Hongrie démocratique libre » soient de moins en moins nombreux, à lutter contre le « féodalisme et Horthy ». Il constate avec regret qu'à ce moment historique, en référence évidemment à la victoire imminente de la guerre mondiale par les Alliés, ils n'ont ni « pouvoir » ni « prestige » aux yeux des « démocraties victorieuses ». Il regrette que les jeunes générations hongroises, « mêmes nos propres élèves » aient été complètement trompées par les « mensonges fascistes de Horthy » et supplie Jászi de prendre la direction des affaires du pays avec Károlyi et Vámbéry<sup>12</sup>. Il propose ses services et, si nécessaire, de contacter l'ambassadeur américain à Ankara pour aider la cause. À la fin de la lettre, Péterfi aborde la question juive et exprime son angoisse face au sort des Juifs en Hongrie. Il donne des détails sur sa famille : « Les nouvelles que je reçois ici sont les pires que l'on puisse imaginer. Grâce à Dieu, les familles de mon frère et sœur sont jusqu'à présent tranquilles. J'ai reçu aussi tout dernièrement un message très heureux, mon fils, de qui je n'avais aucune nouvelle depuis un an et demi et qui avait disparu après la bataille de Woronich [Voronej] est encore vivant, en bonne santé il travaille en U.R.S.S »<sup>13</sup>. Les lignes de Tibor Péterfi à Oszkár Jászi reflètent la grave préoccupation d'un érudit hongrois vivant à Istanbul pour le sort de son pays et de sa famille, et par extension pour le sort des Juifs.

Le deuxième document de cette catégorie est peut-être encore plus révélateur que le premier. La lettre a été écrite en allemand, à la mi-décembre 1944 depuis Istanbul par une certaine Maria Bauer, à Otto Heinrich qui se trouvait à Crossville, Tennessee<sup>14</sup>. La lettre s'est également retrouvée entre les mains du service postal français en Syrie, qui l'a transmise au Deuxième bureau à la fin du mois de décembre. Il convient de rappeler comment j'ai réussi à rassembler des informations sur Maria Bauer et à clarifier son identité.

Dans un premier temps, je n'ai trouvé que des informations éparpillées sur l'expéditeur. La lettre a révélé que la ville natale de Maria Bauer était Vinkovci, près de Vukovar, qui fait aujourd'hui partie de la République de Croatie, mais qui faisait partie de l'ancienne province historique de la Syrmie, situé entre le Danube et la Save, et partie intégrante de l'État indépendant de Croatie en 1944. La ville, comme ses environs, était multiethnique entre les deux guerres mondiales. Des Allemands, des Hongrois et des Juifs y vivaient aux côtés des Croates et des Serbes<sup>15</sup>.

<sup>12</sup> Péterfi fait référence à Ruzstern Vámbéry (1872-1948), juriste, publiciste et figure emblématique des radicaux bourgeois hongrois, avec qui Jászi a entretenu des relations étroites pendant son émigration.

<sup>13</sup> Cette « bataille de Voronej » signifie un chapitre tragique de l'histoire hongroise : à l'automne et à l'hiver 1942, la 2<sup>e</sup> armée hongroise, qui combattait aux côtés des forces d'occupation, a subi de lourdes pertes dans la boucle du Don.

<sup>14</sup> Lettre de Maria Bauer à Otto Heinrich, le 13 décembre 1944. CADN, 1SL/1V/1-125, H/2.

<sup>15</sup> Selon le recensement de 1931, il y avait 647 Juifs à Vinkovci et dans les environs, la plupart d'entre eux étant concentrés dans la ville. Or, le rapport rabbinique officiel de 1930 fait état de 995 personnes. Cf. M. Švob, *Jewish (religious) population in Croatia. According to the census data 1880-2011*, Zagreb, CENDO Research and Documentation Center, <https://cendo.hr/upload/dok->

CONTROLE DE BEYROUTH

A.A.

SERVICE DES RAPPORTS

H/2  
24505/SR

Expéditeur.....: MARIA BAUER, Kadikoy - ISTANBUL.  
 Date.....: 13.12.44  
 Destinataire.....: OTTO HEINRICH, B.P.305, Crossville - Tenn. ETATS-UNIS.  
 Sujet.....: LA TRAGEDIE HONGROISE...

TEXTE : allemand. Hongrie

" C'est en Hongrie que s'est déroulée la plus affreuse des tragédies. On avait espéré que des personnes étaient parties de la Province et se cachaient à Budapest. Celles qui sont restées en province et qui n'ont pu fuir en Roumanie ont toutes été déportées, sans exception. Il est question de 400.000. Puis, vint la déclaration de Horthy selon laquelle des juifs se trouvant à Budapest seraient en sécurité.

Que s'est-il passé depuis? On n'en sait rien. Notre espoir réside en ce que les Russes nous permettent de faire des recherches pour trouver les disparus. Des équipes se préparent déjà qui apporteront leur aide dans les régions permises et des chercheurs vont y être mandés."

2.000 des nôtres sont à Topusko... Quand est-ce que notre patrie sera t-elle libérée de l'ennemi? Ces jours ci précisément, les batailles ont fait rage dans ma ville natale Vinkovci. Ces damnés allemands s'y accrochent, probablement les indigènes allemands les Souates qui y sont restés, les aident."

Quels sont les changements dans notre consulat là-bas? Ici, cela s'est passé en quatrième vitesse. Le soir, la radio annonça les mises à la retraite et les déplacements, et deux jours après, notre consul général avait déjà reçu l'ordre de remettre ses fonctions au consul en charge et de se retirer... Bien d'autres sont tombés aussi. Il y avait même un individu de cette espèce à Jérusalem. Précisément à Jérusalem! Mon ami Gazi, le secrétaire personnel de Matchek est secrétaire de la Radnidka, Stranka est devenu maintenant "persona grata". C'est un type très bien, très chic.

Suite donnée.....: Acheminée le 29.12.44 Beyrouth, le 30 Décembre 1944

Destinataires.....: Le Directeur du Contrôle Postal,

Etat-Major 2<sup>e</sup> Bureau  
 B.L.O. Mme DUNAND  
 C.P.Alep - Archives. -

Malheureusement, rien n'est dit sur la nationalité de l'auteur et les informations contenues dans le texte ne sont pas très utiles. L'auteur dit que « 2 000 des nôtres sont à Topusko », mais il n'est pas clair de qui il s'agit, et en outre, le village de Topusko se trouve à 280 km à l'ouest de Vinkovci. Le contexte suggère les partisans, du moins par le désir de libérer la ville et le langage négatif utilisé à l'égard des Allemands « ces damnés allemands »<sup>16</sup>. Le dernier paragraphe soulève également un certain nombre de questions, mais la plus logique semble être que Bauer aurait pu être une employée du Consulat général de Yougoslavie à Istanbul, comme le suggèrent les changements de personnel consulaire mentionnés dans le texte. Ces éléments m'ont amené à penser que Bauer était certainement une partisane de Vladko Maček, le président du Parti paysan croate, ce qui pourrait suggérer qu'elle était Croate, sans aucune preuve concluante à ce sujet. « Mon ami Gazi » est assurément une référence à Franjo Gaži (1900-1964), un homme politique de haut rang du Parti paysan croate qui a soutenu la collaboration avec les partisans communistes de Tito dans les dernières années de la guerre<sup>17</sup>.



<sup>16</sup> En décembre 1944, les partisans ont combattu les Allemands et les Oustachis dans la région de Vinkovci (front de Slavonie), et la ville a été libérée le 13 avril 1945. G. Trifković, « Carnage in the Land of Three Rivers : The Syrmian Front 1944-1945 », *Militärgeschichtliche Zeitschrift*, 75/1 (2016), p. 94-122.

<sup>17</sup> M. Švab, « Gaži, Franjo », in *Hrvatski biografski lexikon (1983-2024)* [Lexique biographique croate], Zagreb, Leksikografski zavod Miroslav Krleža, 2025, <https://hbl.lzmk.hr/clanak/gazi-franjo-politicar>.

Une autre information a suggéré que Maria Bauer vivait sur les rives du Bosphore depuis au moins 1943 : un site Internet italien de collection de cartes postales anciennes publie une carte envoyée par avion de Bologne à Istanbul en août 1943 pour Maria Bauer (Kadiköy, 74 rue Mükindar)<sup>18</sup>.

L'expéditeur de cette carte postale est un certain Tibor Adler, qui, au moins par son prénom, serait hongrois, sur lequel il est possible de retrouver des informations dans un document du Vatican. La Délégation apostolique à Jérusalem, c'est-à-dire le représentant du Saint-Siège dans la ville sainte, informe le Secrétariat d'État du nonce apostolique Francesco Borgongini Duca que Tibor Adler, interné à Split, et sa famille ont reçu l'autorisation d'entrer en Palestine en tant qu'immigrés<sup>19</sup>. La Délégation apostolique recommande aux immigrants de se rendre à la section des passeports du consulat britannique d'Istanbul pour obtenir les documents nécessaires. Ces informations suggèrent qu'Adler était peut-être d'origine juive et que lui et sa famille voulaient immigrer en Palestine ce qui ne serait pas trop surprenant, car nous savons qu'un certain nombre de Juifs de l'ex-Yougoslavie a réussi à émigrer en Palestine pendant et après la Seconde Guerre mondiale<sup>20</sup>. Il s'agissait probablement de Hongrois de Yougoslavie qui avaient fui l'occupation allemande, via Split, pour rejoindre l'Italie. Ils devaient connaître Maria Bauer et voulaient l'utiliser pour se rendre à Istanbul et, de là, en Terre sainte. Peut-être comptaient-ils sur l'aide de Bauer pour obtenir les documents nécessaires, raison pour laquelle ils lui ont envoyé le numéro de la carte d'identité de Tibor Adler sur la carte postale.

Plus important encore, la même collection de documents du Vatican contient également une référence à Maria Bauer. En septembre 1942, une certaine Zora Frank, réfugiée internée en Italie, demande au Secrétariat d'État du Saint-Siège de sauver des enfants orphelins de Yougoslavie et de les envoyer en Palestine, « le voyage de Zagreb était prévu avec un groupe de 50 enfants juifs qui devaient partir pour la Palestine »<sup>21</sup>. Elle mentionne ensuite le nom de son neveu : le « petit-fils Fedor Frank, orphelin de mère âgé de 11 ans, devait partir ces jours-ci pour Constantinople/Istanbul, où vit sa grand-mère Maria Bauer, et où il devait trouver refuge, son père étant prisonnier de guerre en Allemagne ». Il s'ensuit que, si l'auteur de la lettre conservée à Nantes et Maria Bauer dans le document du Vatican sont la même personne, la femme de Vinkovci devait être une personne âgée, qui devait se trouver sur le Bosphore pendant la guerre mondiale, certainement à partir de 1942, et travailler à la mission yougoslave sur place.

<sup>18</sup> <http://expo.fsf.it/latinphil2020/exhibits/18BlasevichREExdkxz.pdf> (tous les sites Internet cités dans cette étude ont été téléchargés en mars et avril 2025).

<sup>19</sup> La Segreteria di Stato al nunzio apostolico in Italia Francesco Borgongini Duca (Vaticano, 31 agosto 1943), in F. di Giovanni – G. Roselli (dir.), *Inter arma caritas. L'Ufficio Informazioni Vaticano per i prigionieri di guerra istituito da Pio XII (1939-1947). II. Documenti*, Archivio Segreto Vaticano, Città del Vaticano, 2004, p. 700.

<sup>20</sup> M. Macura, « La population de la Yougoslavie et ses conditions de développement », *Population*, 10/2 (1955), p. 295-316. Selon le recensement de 1931, 20 567 Juifs vivaient en Croatie, qui faisait partie de la Yougoslavie royale, et l'ampleur de la perte est illustrée par le fait qu'en 1953, ils étaient à peine plus d'un millier. Cette perte n'est évidemment pas due à l'émigration vers le Proche-Orient, mais à la persécution massive des Juifs par l'État oustachi pendant la Seconde Guerre mondiale qui a entraîné la mort d'environ 80 % des Juifs de Croatie.

<sup>21</sup> Zora Frank alla Segreteria di Stato (Castelnuovo Don Bosco, 26 settembre 1942), in Di Giovanni – Roselli (dir.), *Inter arma caritas...*, op. cit., p. 674-675.

Enfin, le lexique juif yougoslave a permis de dissiper les doutes concernant Maria Bauer et l'article du lexique est parfaitement cohérent avec les informations trouvées précédemment. « Marija Bauer (née Borovic) est née à Vinkovci et est décédée en Israël », mais on ne connaît ni sa date de naissance ni sa date de décès. « Elle et son mari, probablement né lui aussi à Vinkovci, sont arrivés à Istanbul avant la Seconde Guerre mondiale, où ils ont travaillé dans le commerce du bois »<sup>22</sup>. Après la mort de son mari, dont la date n'est pas connue, cette femme très cultivée, énergique, talentueuse et philanthrope a poursuivi l'activité de l'affaire familiale. « Lorsque les réfugiés juifs d'Europe ont commencé à arriver en Turquie, elle et Ilika Ofner ont organisé leur accueil, ainsi que l'aide aux prisonniers des camps nazis »<sup>23</sup>. Chaque jour, Bauer achetait des cartons, de la nourriture et du tabac au marché d'Istanbul, qu'elle a envoyé aux prisonniers de guerre yougoslaves dans les camps allemands (100 colis par mois étaient autorisés), où se trouvait son gendre Max Frank ; sa fille et son petit-fils Fedja (Fedor) sont restés en Croatie et ont péri »<sup>24</sup>. Il en ressort que la lettre envoyée au Vatican a été postée par la sœur de Max Frank et que la fille et le petit-fils de Maria Bauer n'ont pas réussi à quitter la Croatie, où ils sont morts. « Bauer était une collectionneuse et vendeuse d'antiquités, de meubles, de tableaux et de philatélie. Elle était bien accueillie dans tous les cercles de la société stambouliote et fréquentait également le nonce apostolique Monseigneur Angelo Roncalli futur pape Jean XXIII »<sup>25</sup>. Selon Ženi Lebl, au moins une fois par mois, Monseigneur Roncalli se rendait dans l'appartement de Maria Bauer, où se réunissaient les réfugiés yougoslaves<sup>26</sup>. Le fait qu'elle ait eu de nombreux contacts explique qu'elle ait pu aider les réfugiés juifs croates qui atteignaient le Bosphore et qu'elle ait pu les aider à poursuivre leur voyage vers la Palestine. Des recherches modernes sur le groupe d'enfants figurant dans la lettre de Zora Frank révèlent

<sup>22</sup> « Bauer, Marija », in I. Goldstein (éd.), *Židovski biografski lexikon* [Lexique biographique juif], <https://zbl.lzmk.hr/?p=925>. Je tiens à remercier Mme Enikő A. Sajti, professeur émérite de l'Université de Szeged, qui m'a fait découvrir cet ouvrage.

<sup>23</sup> Ilika (Ilona) Ofner (1915-2011) était une professeur de piano d'origine juive. Elle a fait ses études à Novi Sad, à Vienne et à Zagreb et, grâce à ses méthodes pédagogiques, a commencé à interpréter les opus les plus difficiles des classiques viennois, J. S. Bach et d'autres compositeurs. Elle et son mari, le juriste Franjo Ofner ont fui à Istanbul pendant la Seconde Guerre mondiale. Pendant cette période, elle s'est engagée à aider les prisonniers juifs et les réfugiés à travers l'Europe. Après la guerre, le couple s'est installé en Israël où elle poursuit sa pédagogie du piano.

D. Mihalek, « Echoes of Croatian Music Culture in Israel », *academia.edu*, 2009, p. 5-6. [https://www.academia.edu/3636085/Echoes\\_of\\_Croatian\\_Music\\_Culture\\_in\\_Israel](https://www.academia.edu/3636085/Echoes_of_Croatian_Music_Culture_in_Israel)

<sup>24</sup> « Bauer, Marija », in Goldstein (éd.), *Židovski biografski lexikon*, op. cit.

<sup>25</sup> En 1935, Roncalli est nommé délégué apostolique en Turquie et en Grèce. Il joue un rôle important pour le sauvetage des réfugiés d'Europe centrale vers la Palestine pendant la guerre, des victimes du nazisme, Juifs, surtout mais aussi membres du clergé venus de toute l'Europe et particulièrement de Hongrie et de Bulgarie. Prévenu dès septembre 1940 des persécutions nazies par l'arrivée de réfugiés polonais, il fait distribuer des permis gratuits d'émigration par la Délégation apostolique en particulier vers la Palestine sous mandat britannique. « Humanitarian actions of Monsignor Angelo Roncalli », *The International Raoul Wallenberg Foundation*, <https://www.raoulwallenberg.net/general/humanitarian-actions-monsignor/>

<sup>26</sup> Ž. Lebl, 'Kindertransport' iz Nezvisne Države Hrvatske februaru 1943. godine [Transport d'enfants depuis l'État indépendant de Croatie, février 1943], Beograd, Jevrejski istorijski muzej, 2009, p. 190-191.

que Bauer a tenté d'organiser l'évacuation de 86 enfants et adolescents de Zagreb en mai 1942, mais sans succès<sup>27</sup>.

En ce qui concerne le destinataire, Otto Heinrich, jusqu'ici aucune information biographique n'a pu être trouvée le concernant. Ainsi, sa relation avec Maria Bauer, ainsi que son identité demeurent inconnues. Il n'est donc même pas possible de savoir pourquoi Bauer lui a écrit d'Istanbul. Néanmoins, il est certain que cette lettre prouve sans doute que Bauer était étonnamment bien informée sur la persécution des Juifs en Hongrie, qu'elle décrivait comme « la plus affreuse des tragédies ». Elle savait que les Juifs de la province ont été déportés dans leur totalité et que seuls ceux de Budapest y ont échappé. Elle avance le chiffre de 400 000 victimes, ce qui n'est pas loin de la vérité<sup>28</sup>. Malheureusement, nous ne savons rien de la source de cette information. Il est toutefois possible qu'elle l'ait obtenue du nonce Roncalli ou bien des réfugiés venus de l'Europe centrale, mais il est révélateur qu'en décembre 1944, une personne juive d'origine croate vivant depuis des années à Istanbul disposait d'informations aussi précises sur les déportations. Nous pouvons par conséquent être certains que les gouvernements alliés connaissaient l'envergure réelle des déportations.

La troisième catégorie de documents contient des informations précieuses sur les Hongrois du Levant. Dès la fin de l'année 1941, la Sûreté générale aux Armées prépare pour la Délégation générale de la France libre au Levant une liste des Hongrois présents dans la région, avec leur localisation exacte<sup>29</sup>. La liste des 26 personnes comprend leur nom et prénom, leur date de naissance et leur religion. En 1941, la majorité des Hongrois vivant dans la région du Levant sous mandat français étaient des femmes, 18, tandis que le nombre d'hommes était de 8. Les noms de famille laissent supposer un lien de parenté entre plusieurs d'entre eux. À côté des années de naissance, nous trouvons mari et femme, tels que Hermine et Louis Buzas, des mères et filles, comme d'Ella et Livia Berecz ou encore des pères et fils Alexandre et Ladislav Fleischer. Née en 1920, Salomé Szigeti, israélite vivant à Damas, a deux enfants mineurs. D'âges variés, la plus âgée étant Antal Béláné, née Thérèse Benke, 74 ans et les plus jeunes étant Gisèle Klimasz, Salomé Szigeti et Robert Tábor, 21 ans. 10 sont Juifs/israélites, 10 sont catholiques, 3 sont protestants, 2 sont chrétiens latins et 1 est orthodoxe. La grande majorité, 18 vit à Beyrouth, 5 (7) à Damas, 1 à Tripoli, 1 à Alep et 1 à Bikfaya, non loin de la capitale libanaise. Ils logent généralement dans des auberges, des hôtels et des pensions, mais certains ont trouvé un hébergement chez les Jésuites.

---

<sup>27</sup> R. Bućin, « Transport upućen u Auschwitz iz Vinkovaca u kolovozu 1942. i sudbina srijemskih i bijeljinskih Židova za vrijeme Drugoga svjetskog rata » [Transport à Auschwitz de Vinkovci en août 1942 et le sort des Juifs de la Syrmie et de Bijeljina pendant la Seconde Guerre mondiale], *Časopis za suvremenu povijest*, 53/2 (2021), p. 611-659.

<sup>28</sup> Entre le 15 mai et le 8 juillet 1944, 435 000 Juifs ont été déportés hors du pays. T. Stark, A magyar zsidóság a vézskorszakban és a második világháború után. Statisztikai áttekintés [Les Juifs hongrois au cours de la Shoah et après la Seconde Guerre mondiale. Aperçu statistique], *Regio*, 4/3 (1993), p. 140-150.

<sup>29</sup> Ressortissants hongrois résidant dans les États du Levant. Beyrouth, le 10 décembre 1941. CADN, ISL/1V/1-125, H/2.

/CV  
 DELEGATION GENERALE DE  
 LA FRANCE LIBRE AU LEVANT

Direction de la Sûreté  
 Générale aux Armées

Beyrouth, le 10 Décembre 1941.

Ressortissants Hongrois résidant  
 dans les Etats du Levant

Nom et Prénoms	Age	Religion	Domicile
KLEIN Livia	: 1910	: Juive	: Damas
KLIMASZ Elisabeth née Kiss	: 1868	: protestante:	"
" Gisèle	: 1920	: "	"
OSEKEY Eva née Xanni	: 1913	: Orthodoxe	: Beyrouth connue par Mgr. Salibi
SERECZ Ella née Washtel	: 1888	: Juive	: Auberge de La Cigogne-Beyrouth
" Livia	: 1913	: "	: Avenue Des Français n°28, mariée avec Levy Ernest Français mais ayant conservée sa nationalité.
BUZAS Hermine née Spats	: 1906	: Juive	: Rue Assour-Imm. Sélim Saad
" Louis	: 1901	: Latine	: " "
ROSENBERG Hélène dite Iluska Roger	: 1913	: Juive	: Immeuble Kassab-Rue Ghandour Beyrouth.
ZOLTAN Jacobi	: 1898	: Cath.ex-Juif	: Directeur de la Sté. Philipps. B
BERGOS Eugen	: 1888	:	:
BOROS Béla née Roszi	: 1910	:	:
DELANE Antal Thérèse BENKE	: 1867	:	: Chez Mme. Hoëish Rue Gouraud. Imm. Docteur Saad -Beyrouth.
SCHNITZER Rose	: 1906	: Latine	: Beyrouth-Sanatorium Azounieh
STASNY Eugénie	: 1887	: Catholique	: Rue Agrippa Pension Windsor ou Rue du Fleuve-Imm. Cheikh Ard.
" Mélita	: 1910	: protestante	: Elle vit avec M. Davidson-Ing. Chef-Garage Kettaneh. Bth.
" Edith	: 1915	: Catholique	: Rue Agrippa Pension Windsor-Bt
KREMER Aramka	: 1872	:	: Rue Abdel Malak Inglizi chez MM. Dorgham.-Beyrouth.
FLEISCHER Alexandre	: 1892	: Israélite	: Rue Zeitouni Imm. Abido ou café Jeanne d'Arc-Beyrouth.
" Ladislas	: 1919	:	: Chez les pères Jésuites-Bikfay
HEGEDUS Francisca	: 1897	:	: Hôtel Ehdén Palace-Beyrouth.
WASHTEL Ella	: 1900	: Catholique	: Rue Gouraud Chez le Moukhtar Elias Saliba -Beyrouth.
LENGYEL Georges	: 1896	:	: Tripoli.
SZIJETI Marie	: 1901	: Israélite	: Damas.
" Saloméa	: 1920	: Israélite	: Damas et 2 enfants mineurs.
TABOR Robert	: 1920	: Catholique	: Alep.

Le même jour, le 10 décembre 1941, les autorités ont dressé une autre liste de dix autres Hongrois, dont les noms étaient barrés et à côté desquels figurait la mention « Palestine ». Ceci indiquait très probablement que ces personnes s'étaient déjà rendues en Terre sainte, qui était alors sous mandat britannique. La plupart d'entre eux étaient des époux, comme les catholiques Emeric (Imre) Hang et Anna Hang, les protestants Samuel Singer et Catherine (Katalin) Singer, ou les Juifs Tibor Bloch et Ida Bloch. Ce tableau est complété par un autre à la page suivante, qui comprend les noms suivants de nationalité hongroise, en plus de ceux de nationalité suisse, autrichienne et allemande : Bella Berecz, Hermine Buzas, Aladar Elbert, Juliana Hegedus, Yrma Nestor, Hélène Rosenberg, Michel Somadi. Parmi eux, Elbert, Hegedus et Somadi sont des noms nouveaux, qui n'avaient pas été mentionnés auparavant. Selon ces documents, à la fin de 1941, il y avait environ 40 Hongrois dans les régions du Levant sous mandat français, principalement à Beyrouth et à Damas.

RR/RA		Beyrouth, le 10 Décembre 1941		
DELEGATION GENERALE DE LA FRANCE LIBRE AU LEVANT				
Direction de la Sécurité Générale aux Armées		Ressortissants Hongrois résidant dans les Etats du Levant		
Non et prénoms	Age	Religion	Domicile	
HANG ANNA née Stéphanie <i>Palatin</i>	1896:	Catholique	Damas	
" Emeric <i>Palatin</i>	1899:	"	"	
KLEIN Livia	1910:	Juive	"	
KLINASE Elisabeth née Kiss	1868:	Protestante	"	
" Gisèle	1920:	"	"	
OSENEK Iva née Yanni	1913:	Orthodoxe	Beyrouth connue par Mgr. Salibi	
BERECZ Ella née Washtel	1888:	Juive	Auberge de la Cigogne - Beyrouth	
" Livia	1915:	"	Avenue des Français N°28, mariée avec Levy Ernest Français marié ayant conservée sa nationalité	
BUZAS Hermine née Spatz <i>Albat</i>	1906:	Juive	Rue Assour-Imm. Solim Saad	
" Louis <i>Albat</i>	1901:	Latine	"	
ROSENBERG Hélène dite Iuska Roger	1913:	Juive	Immeuble Kassab - Rue Ghandour B	
ZOLTAN Jacobi	1898:	Cath. ex-juif	Directeur de la Sté. Philipps	
BORGOS Eugen	1888:	"	"	
BORGOS Bélandi née Roszi	1910:	"	"	
BULL Hélène <i>Palatin</i>	1912:	Catholique	quartier Réservé N°17 Beyrouth	
REISZOR Irma née Kauffaan	1887:	Juive	Internée à Mich-Mich	
BELANE Antal Thérèse BERKE	1867:	"	Chez Mme. Hocish Rue Couraud-Imm	
BLOCH Tibor <i>Palatin</i>	1903:	"	Docteur Saad - Beyrouth	
" Ida <i>Palatin</i>	1905:	"	Rue Pétrou Paouli N°29 Beyrouth	
SCHNITZER Rose	1906:	Latine	Beyrouth - Sanatorium Azounieh	
STASNY Eugénie	1887:	Catholique	Rue Agrippa Pension Windsor ou Rue du Fleuve-Imm. Cheikh Ard.	
" Mélite	1910:	Protestante	Elle vit avec M. Davidson-Ingén.	
" Edith	1915:	Catholique	Chef - Garage Kettaneh. Beyrouth	
REMER Aranka	1872:	"	Rue Agrippa Pension Windsor-Dt	
"	"	"	Rue Abdel Malak Inglizi chez M. Dorgham. - Beyrouth	
WEISCHER Alexandre	1892:	Israélite	Rue Zeitouni Imm. Abido ou café Jeanne d'Arc - Beyrouth	
" Ladislav	1919:	"	Chez les pères jésuites-Bikfay	
HEGEDUS Francisca	1897:	"	Stel Emden Palace - Beyrouth	
SINGER Samuel <i>Palatin</i>	1887:	Protestante	Rue Ririk Calloum N°9.	
" Catherine <i>Palatin</i>	1905:	Protestante	"	
WASHTEL Ella	1888:	Catholique	Pension Anna Rue Allenby-Beyro	
WASHTEL Sabán <i>Palatin</i>	1900:	Catholique	Rue Gouraud Chez le Moukhtar Elias Saliba - Beyrouth	
" Pauline née Fereich <i>Palatin</i>	1910:	Catholique	Rue Wartabeh N°21.	
BENGYEL Georges	1896:	"	Tripoli	
SELJETI Marie	1897:	Religieuse	Soweida	
ELBERT ALADAR	1901:	Israélite	Damas	
" Saloméa	1910:	Israélite	Damas et 2 enfants mineurs	
TABOR Robert	1920:	Catholique	Alep.	

La question est de savoir combien de temps ils y sont restés. Ont-ils subsisté au Proche-Orient ou l'ont-ils quitté ? Le dossier nantais n'en dit pas grand-chose, mais un document daté du 1<sup>er</sup> juin 1942, préparé pour le directeur de la Sûreté générale aux Armées à Beyrouth<sup>30</sup>, mentionne cinq Hongrois, tous résidant à Damas, à côté d'Edward Wallenius, ingénieur finlandais à Raqqa, en Syrie :

Elbert Aladár	Budapest en 1901	Musicien	rue Ani-Chouhada
Elbert Saloméa	Lwow en 1910	S.P.	- -
Klein Lívia	Budapest en 1909	Standariste	rue Arnous-Salhié
Klimasz Elisabeth	Gyoma en 1868	S.P.	rue Rawda
Klimasz Gisèle	Budapest en 1920	- -	- -

Les noms de Salomé Elbert et de Lívia Klein sont nouveaux dans cette liste, n'ayant jamais été mentionnés auparavant. Les autres, en revanche, figuraient déjà dans les registres de décembre 1941, ce qui signifie qu'ils se trouvaient au Proche-Orient depuis au moins six mois.

Il existe également des informations éparées sur la présence ultérieure des Hongrois au Moyen-Orient. En août 1944, le directeur du bureau de Poste de la Sûreté aux Armées de Meidan-Ekbés<sup>31</sup> fait un rapport à son supérieur : « J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'entrée par le Train mixte [...] venant de Turquie et se rendant en Syrie d'un groupe de réfugiés comprenant 68 grecs, 8 chypriotes, 4 palestiniens et 1 hongrois. Les intéressés ont été pris en charge à Meidan-Ekbés par les autorités britanniques »<sup>32</sup>. Le rapport suggère qu'à travers la Turquie, des réfugiés sont arrivés en Syrie pendant la guerre, vraisemblablement pour sauver leur vie. Il peut s'agir de Hongrois qui, peut-être en raison de leur origine juive, ont tenté de rejoindre la Palestine.

Il ne fait aucun doute que ce type de migration des Hongrois s'est poursuivi après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En tout cas, c'est ce qui ressort de la correspondance interne des autorités françaises au Levant. Au cours de l'été 1945, la Sûreté aux Armées a notamment demandé à la Sûreté nationale libanaise de lui envoyer une liste quotidienne, contenant nom, profession et nationalité des clients séjournant dans les hôtels de Beyrouth, en particulier dans le cas des soldats. Cette requête était justifiée par le fait que « la Sûreté aux Armées étant un organisme chargé de la sécurité des troupes alliés, il est indispensable que nous demeurions informés quotidiennement et le plus rapidement possible des mouvements dans les hôtels »<sup>33</sup>. Le même besoin avait déjà été exprimé au cours de l'été 1943 par le commandant de la mission de sécurité britannique en Syrie, le colonel Herning qui avait reproché aux autorités françaises de sécurité militaire de ne pas avoir fourni la liste des clients des petites pensions et des hôtels de Beyrouth : « The AMERICAN HOTEL is

<sup>30</sup> Ressortissants hongrois résidant à Damas. Damas, le 1<sup>er</sup> juin 1942. CADN, 1SL/1V/1-125, H/2.

<sup>31</sup> Meidan-Ekbés ou Midan-Akbas est une ville du nord de la Syrie, administrativement rattachée au district d'Afrin du gouvernorat d'Alep et située au nord de cette dernière. La ville se trouve à la frontière entre la Syrie et la Turquie et constitue un arrêt sur le principal passage ferroviaire vers la Turquie, à la fois sur le chemin de fer de Bagdad et sur la ligne Istanbul-Alep-Damas.

<sup>32</sup> Le chef de Poste de la Sûreté aux Armées de Meidan-Ekbés à Monsieur le Chef de la Sûreté aux Armées pour les Mohafazats d'Alep et de Lattaquié, le 7 août 1944. CADN, 1SL/1V/1-125, H/2.

<sup>33</sup> CADN, 1SL/1V/1-125, H/3.

quoted as being specially bad in this respect and it is reported that illegal JEWISH immigrants stay there »<sup>34</sup>. En d'autres termes, l'objectif premier des autorités militaires britanniques en Syrie et au Liban, conformément à la politique de Londres au Moyen-Orient, était d'empêcher l'immigration illégale de Juifs en Palestine. Le problème n'était apparemment pas nouveau et pourrait être lié à l'immigration des Juifs hongrois. Dès le mois d'août 1942, le commandant du régiment de gendarmerie libanaise, le colonel Nofal, s'est plaint au chef du bureau de la sécurité militaire que ni les officiers britanniques, ni les officiers français, n'étaient disposés à s'occuper des hôtels.

Il semble qu'après la fin de la guerre, avec la montée des revendications indépendantistes au Levant, les autorités s'intéressèrent au contrôle des hôtels pour d'autres raisons. Les autorités réclamèrent sans cesse des mesures efficaces pour obliger les propriétaires à fournir des informations. La raison pour laquelle les autorités avaient besoin de ces informations est révélée dans une lettre datée du 8 juin 1945, envoyée par un chef du Deuxième bureau au chef d'état-major à Beyrouth. Le message marqué confidentiel se lit comme suit : « Un groupe de syriens notamment de Damas, engagés dans la Milice Syrienne sont arrivés au Liban pour fomenter de troubles à l'instar de la Syrie. Il y a un d'ailleurs muni de son casque qui est descendu à la PENSION NADIA (derrière la Municipalité). Il est arrivé le 1<sup>er</sup> ou le 2 juin 1945. Il y a fréquentes réunions entre éléments troubles syriens et les météoualis [les chiïtes] de Hermel et de Baalbeck. Les réunions se tiennent tantôt en territoire syrien, tantôt en territoire libanais. Une nouvelle vague anti-Français commence à se manifester dans les souks. Toute personne parlant français est molestée et injuriée en public »<sup>35</sup>. D'ailleurs, l'auteur du rapport a joint à sa lettre une liste de neuf personnes ayant séjourné à la pension Nadia en mai et juin 1945, toutes damascènes. Il est clair que les autorités cherchaient à contenir le mouvement indépendantiste, c'est pourquoi elles avaient besoin d'un maximum d'informations.

En 1945-1946, les autorités ont tenu des registres très détaillés sur le chiffre d'affaires des hôtels de Beyrouth. Les listes comprennent les noms, les professions et les nationalités de toutes les personnes ayant séjourné dans un logement de la capitale libanaise. Les données indiquent exactement qui est venu à Beyrouth de l'étranger et d'où au cours de ces années, ce qui nous permet d'obtenir une image claire des mouvements d'étrangers. Par exemple, le rapport du 24 mai 1946 montre que les clients des hôtels de Beyrouth étaient principalement des Palestiniens, mais aussi des Égyptiens, des Irakiens, des Chypriotes, des Iraniens, des Français, des Américains et des Anglais. Le nombre élevé d'Arabes arrivant de Palestine suggère qu'ils fuyaient, selon toute vraisemblance, les affrontements féroces et des combats armés de l'époque entre Arabes et Juifs pour se réfugier dans ce qu'ils pensaient être un Liban sûr. Beaucoup venaient de Jérusalem où, en juillet 1946, le groupe paramilitaire sioniste extrémiste Irgoun, considéré comme un groupe terroriste par les autorités britanniques en Palestine, avait perpétré un attentat à la bombe contre l'hôtel King David, faisant 91 morts et 46 blessés<sup>36</sup>. Les principales professions mentionnées par les clients sont celles de chauffeur, commerçant, propriétaire, ingénieur, enseignant ou éventuellement avocat.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.* Citation originale.

<sup>36</sup> B. Hoffman, « The Bombing of the King David Hotel, July 1946 », [https://research-repository.st-andrews.ac.uk/bitstream/handle/10023/24114/Hoffman\\_2020\\_SWI\\_BombingKingDavid\\_AAM.pdf](https://research-repository.st-andrews.ac.uk/bitstream/handle/10023/24114/Hoffman_2020_SWI_BombingKingDavid_AAM.pdf).

Outre les Polonais, les Tchèques, les Yougoslaves, les Roumains et les Bulgares, des Hongrois figurent également sur les listes, mais ils ne sont pas très nombreux. Le 5 mars 1946, le « couple d'artistes » Aimé Chlizinger-Edmond Chlizinger de Haïfa, Palestine, séjourne au National. Le 11 mars, Élisabeth Nofal et son mari Joseph Nofal (Novák ?), arrivés de Tripoli, séjournent également au National. Cet hôtel devait être apprécié des Hongrois, car deux jours plus tard, le couple Giró de Tel Aviv, Lazlo et Cathérine, y séjourna. L'épouse était « artiste », l'époux « musicien ». Le 26 mars 1946, l'« artiste » Tea Ezry, originaire de Haïfa, séjourna dans un hôtel de Beyrouth. Le registre du 5 avril 1946 comprend l'« artiste » Victor Zoultan (Viktor Zoltán) et l'« artiste » Billa Grünstein, également de Haïfa. Dans le rapport du lendemain, nous découvrons le nom de Julia Hayguidon sans disposer d'informations supplémentaires sur son identité. Le 6 avril 1946, également originaire de Haïfa, Elisabeth (Erzsébet) Barna arrive à Beyrouth, mais on ne connaît malheureusement pas sa profession, alors que son nom apparaît à nouveau dans la liste du 3 mai. Comme elle est déjà incluse dans le registre du 5 mars, il est possible qu'elle ait fait plusieurs voyages entre la Palestine et le Liban, mais il est également possible qu'elle ait séjourné dans plusieurs hôtels à Beyrouth. Dans les registres des 23 et 25 mai 1946 figurent également deux Hongrois, Agnès Ferenzi (Ágnes Ferenczi) et Adalbert Garai, également originaires de Haïfa et qui se sont également déclarés réfugiés « artistes ». Quelques jours plus tard, sur la liste du 31 mai, on trouve un autre Hongrois, Nicolas Hlechner (Miklós Hlechner), qui a séjourné à l'hôtel Savoy et s'est identifié comme « élève ».

La conclusion à tirer de tout cela est que des Hongrois ont vécu au Levant pendant les années de la guerre, probablement surtout en tant que réfugiés. La plupart d'entre eux avaient certainement fui en raison du climat antisémite et de la persécution des Juifs en Hongrie et il est possible qu'ils aient voulu se rendre en Palestine. Plus tard, cependant, ils semblent avoir pris le chemin inverse, cherchant à quitter la Palestine troublée pour des zones plus sûres. Les sources présentées ne mettent en lumière que quelques cas et peuvent soulever plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. La recherche doit donc se poursuivre.

# *Regards croisés sur la Seconde Guerre mondiale dans la littérature algérienne d'expression française*

SALAH ARRAR

ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE DE SETIF

## **Résumé**

Les rapports entre les événements de la Seconde Guerre mondiale et la littérature algérienne d'expression française se révèlent perceptibles à travers une lecture anthropologique des œuvres de Kateb Yacine, Mohamed Dib et Yasmina Khadra dont les écrits fonctionnent comme des archives et des témoignages authentiques d'une fiction profondément ancrée dans un contexte historico-culturel propre à l'Algérie. Les résultats de l'étude qualitative menée mettent en exergue des interactions multiples et complexes entre l'écrivain, la mémoire collective de sa communauté et l'histoire mondiale marquée par des conflits militaires, des tensions identitaires et des dynamiques révolutionnaires.

**Mots-clés :** histoire, Seconde Guerre mondiale, littérature algérienne, anthropologie

## **Abstract**

The relationship between the events of the Second World War and Algerian literature written in French becomes apparent through an anthropological reading of the works of Kateb Yacine, Mohamed Dib, and Yasmina Khadra. Their writings function as national archives and authentic testimonies of a fiction deeply rooted in a historical and cultural context specific to Algeria. The findings of the qualitative study highlight the multiple and complex interactions between the writer, the collective memory of their community, and world history marked by military conflicts, identity tensions, and revolutionary dynamics.

**Keywords:** history, Second World War, Algerian literature, anthropology

## **Introduction**

Une (ré)interrogation des rapports entre l'œuvre et l'Histoire à travers le prisme des textes de la littérature algérienne d'expression française s'avère une voie fructueuse afin d'éclairer la manière dont l'écrivain investit la mémoire historique. Dans cette perspective, il importe de souligner que la fin de la Seconde Guerre mondiale marque un tournant décisif pour le mouvement nationaliste algérien, manifesté par la recomposition radicale des tendances politiques et des regards de la population à l'égard du colonialisme français. Ce contexte a fortement impacté les productions littéraires de l'époque et a permis l'émergence de textes engagés publiés par des auteurs tels que Kateb Yacine, Mohamed Dib et Yasmina Khadra qui ont fait entendre la voix de leur peuple par le biais de leur plume comme le souligne Lacheref dans ces propos :

« Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, va se passer un phénomène d'une certaine importance : l'apparition de romanciers algériens d'expression française. Ce sera le fait d'Algériens qui avaient été éveillés à un certain nombre de valeurs, moins à cause de l'enseignement français qu'ils avaient reçu que par les bouleversements inhérents à cette guerre, à la formation idéologique de quelques-uns, à la participation de quelques autres aux événements sanglants de mai 1945, comme Kateb Yacine »<sup>1</sup>.

Dans ce qui précède, nous formulons notre problématique de recherche en ces termes : quelles sont les représentations associées à la Seconde Guerre mondiale dans les textes littéraires algériens d'expression française ? Et dans quelle mesure une lecture anthropologique de ces textes permet-elle la mise en évidence de la lutte de l'écrivain pour le recouvrement de la souveraineté nationale ?

En vue d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation, la présente réflexion mobilise un cadre méthodologique axé sur une lecture anthropologique d'un corpus représentatif d'œuvres algériennes d'expression française. L'analyse qui en découle mettra en lumière les représentations de la Seconde Guerre mondiale et leur portée dans la lutte pour la souveraineté nationale.

### 1. Approche méthodologique

Dans cette étude, nous nous appuyons sur un cadre méthodologique articulé autour de deux modalités intrinsèquement liées : la première consiste en une analyse littéraire qualitative d'un corpus constitué d'un ensemble d'œuvres abordant les effets de la Seconde Guerre mondiale sur le mouvement nationaliste algérien. Nous cherchons par là à identifier les thématiques récurrentes, les représentations symboliques et les discours implicites sur l'identité et la souveraineté en mettant l'accent sur les manières à travers lesquelles les écrivains expriment, par le biais de leurs textes, des défis et des tensions qui ont marqué l'évolution du paysage politique, culturel et social de l'Algérie.

La seconde modalité relève d'une lecture anthropologique visant à étudier les interactions entre l'œuvre et son contexte sociopolitique, en mettant la lumière sur les représentations culturelles, les dynamiques identitaires et les formes de résistance émergées à la lecture des productions littéraires analysées. Cette approche permet d'explorer comment les écrivains traduisent les aspirations nationales et les traumatismes collectifs à travers une écriture originale, singulière et engagée.

Dans cet ordre d'idées, Gerfaud et Tourrel soulignent avec pertinence que « l'œuvre littéraire reconnue comme fait anthropologique complexe ne peut être saisie comme telle qu'à travers une démarche elle-même complexe, celle de la lecture anthropologique »<sup>2</sup>. Celle-ci envisage le texte comme un signe pluriel qu'il faut appréhender comme objet linguistique, culturel et social, porteur des empreintes d'un contexte social.

La lecture anthropologique relève donc d'un processus complexe qui dépasse la juxtaposition des approches et suppose une analyse fine de l'objet textuel perçu comme un univers d'interactions entre l'imaginaire individuel et la réalité historique.

<sup>1</sup> M. Lacheraf, *Écrits didactiques sur la culture, l'histoire et la société*, Alger, ENAP, 1988, p. 119.

<sup>2</sup> J.-P. Gerfaud – J.-P. Tourrel, *La littérature au pluriel. Enjeux et méthodes d'une lecture anthropologique*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2004, p. 15.

Le croisement de ces deux perspectives littéraire et anthropologique offre une compréhension approfondie des œuvres littéraires en révélant leur fonction historique dans la mesure où elles fonctionnent comme des archives socioculturelles d'une nation. Cette double vision nous semble particulièrement féconde, puisqu'elle contribue à comprendre les modalités par lesquelles la littérature concourt à sauvegarder la mémoire collective et les valeurs historiques d'un pays en misant sur le pouvoir des mots et de la langue poétique.

## 2. Focus sur le corpus littéraire analysé

Notre analyse porte, dans un premier temps sur la trilogie de Mohamed Dib, considérée comme une œuvre fondatrice de la littérature algérienne d'expression française. Elle se compose de trois romans : *La grande maison*, *L'incendie* et *Le métier à tisser* publiés respectivement en 1952, 1954 et 1957. Sous le regard innocent du jeune Omar, l'auteur explore une infinité d'aspects liés à l'Algérie coloniale, secouée par des tensions internes et écrasée par des difficultés qui frappent tous azimuts.

Dans le premier tome, le lecteur est plongé dans un univers naturaliste, celui d'un enfant vivant avec sa mère Aïni et ses sœurs en l'absence du père décédé : les faits racontés remontent à 1939, au début de la Deuxième Guerre mondiale, et se déroulent majoritairement à Dar Sbitar, une maison collective abritant plusieurs familles partageant cour, cuisine et sanitaires, ou à l'école fréquentée par les enfants du quartier. Dans un contexte dominé par la précarité, la pauvreté et la faim extrême, le romancier dresse le portrait d'un homme respecté, Hamid Seradj, intellectuel très admiré par Omar en raison de ses idées indépendantistes et révolutionnaires.

Dans le deuxième volume, Omar devient adolescent et côtoie les fellahs de Bni Boublen, un village rural rythmé par les saisons. Le vieux Comandar, figure paysanne emblématique, lui apprend des réalités et des histoires inhérentes au monde rural et aux mœurs des paysans. L'évènement central tourne autour de la grève nationale lancée pour réclamer l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions professionnelles. Mais cette mobilisation est vite mise à l'épreuve suite à un incendie qui ravage les champs, détruit les récoltes et prive ainsi les fellahs de leur unique source de subsistance. Acculés par la famine, les villageois quittent leur demeure et rejoignent les villes afin d'y trouver du travail. Hélas, là encore, l'errance et la mendicité les attendent. En assistant à ces tragédies, le jeune Omar mûrit davantage et commence à saisir la réalité de ses concitoyens : la misère dans laquelle s'enfoncent toute une société n'est pas le fruit du hasard, mais bien la conséquence d'un système colonial inhumain, injuste et répressif.

La dernière partie de la trilogie intitulée *Le métier à tisser* suit l'évolution d'Omar devenu adolescent. Pour aider sa mère, il quitte l'école et intègre un atelier de tisserands avec qui il partage un cadre de travail éprouvant. À leur contact, il découvre un milieu caractérisé par une détresse profonde due au dur labeur, à l'épuisement et à la faim. En prêtant oreille aux discussions tenues à longueur de journées, il comprend l'ampleur des injustices sociales. Par ailleurs, il fait aussi la rencontre de plusieurs militants nationalistes qui l'initient aux enjeux politiques et subversifs du pays. À la fin du récit, il prend conscience de sa condition et tente de retrouver sa place dans cette société en proie à la répression coloniale.

Outre la trilogie dibienne, nous analysons le roman *Ce que le jour doit à la nuit* de Yasmina Khadra, qui couvre une période étendue de l'histoire de l'Algérie coloniale, allant de 1930 jusqu'à 1962. L'action narrative se focalise sur le destin du jeune Younes baptisé

Jonas par son oncle, qui l'accueille après l'incident tragique de l'incendie du champ familial. Il intègre aisément la communauté des colons grâce à son physique charmant et à ses yeux bleus. En grandissant, il vit une histoire d'amour impossible, sur fond de guerre, avec une fille de pied noir appelée Émilie. Au déclenchement de la révolution algérienne, leur union est mise à l'épreuve puisqu'il se trouve tiraillé entre les liens amicaux qu'il a contractés avec ses amis français et le devoir d'attachement à ses origines.

Enfin, nous nous penchons sur deux textes de Kateb Yacine. Le premier est son roman phare *Nedjma* publié en 1954. L'œuvre se distingue par sa structure fragmentaire et s'ancre dans une période historique de l'Algérie coloniale. L'intrigue tourne autour de quatre amis appelés respectivement Lakhdar, Mourad, Rachid et Mustapha tombés tous amoureux de Nedjma, une femme qui symbolise à la fois l'être aimé et la partie conquise. Il est intéressant de faire remarquer que ce roman « marque un tournant dans la littérature maghrébine. À la poursuite de l'étoile (*nedjma*), l'auteur écrit une autobiographie au pluriel, qui peut être lue comme celle de son pays à la veille de la lutte pour l'indépendance »<sup>3</sup>.

Le second texte s'intitule *Le cadavre encerclé*, il s'agit d'une pièce de théâtre poétique et moderne publiée en 1954. En mêlant le réel au symbolique, elle rend hommage aux martyrs tombés au champ d'honneur le 8 mai 1945, suite aux répressions coloniales exercées par les policiers sur les manifestants. Kateb y met en scène le personnage de Lakhdar, militant anticolonialiste très engagé politiquement, afin d'évoquer le combat libérateur du peuple pour la souveraineté et la dignité. Nedjma, sa bien-aimée, pleure sa mort et incarne une blessure collective d'une nation meurtrie.

Dans l'ensemble des œuvres présentées, nous procédons au repérage de tous les aspects liés à la Seconde Guerre mondiale, tels qu'ils se manifestent explicitement à travers les faits narrés ou décrits par les trois écrivains.

### 3. La Seconde Guerre mondiale au prisme des œuvres littéraires : manifestations et enjeux mémoriels

#### 3.1 *L'ancrage de la fiction littéraire dans la réalité historique*

Les faits relatés s'entremêlent avec la réalité et s'ancrent d'ores et déjà dans un contexte réaliste identifiable à travers l'évocation de certaines personnalités historiques dont le rôle a été déterminant. À titre indicatif, il est possible de citer cet extrait où le nom d'Hitler est mentionné en sa qualité d'homme puissant partant à la conquête du monde : « On leur avait bien dit que la guerre allait éclater. Celui qui déchaînerait cette guerre, disait-on, était un homme puissant. L'homme qui portait le nom d'Hitler était tellement fort que nul n'aurait osé se mesurer avec lui »<sup>4</sup>.

Dans cette citation, le réel se donne à voir par le biais d'une construction imaginaire et populaire traversée par des croyances, des rumeurs et des craintes à l'égard d'un avenir incertain menacé par le déclenchement d'une guerre dévastatrice incarnée par la figure hitlérienne maléfique.

En dépit de son éloignement géographique de l'Europe, l'Algérie coloniale n'échappe pas aux retombées d'un conflit mondial dont les conséquences s'annoncent profondes et durables. En effet, la peur ressentie par les citoyens s'est révélée fondée, puisqu'elle s'est

<sup>3</sup> P. Mougin, *Dictionnaire de la littérature française et francophone*, Paris, Larousse, 2012, p. 290.

<sup>4</sup> M. Dib, *La grande maison*, Paris, Éditions du Seuil, 1952, p. 125.

concrétisée par l'enrôlement forcé des jeunes envoyés au front pour défendre la France. L'échange entre Kader et sa femme exprime de manière ironique une amère incompréhension vis-à-vis de cette mobilisation imposée:

« C'est la guerre ça, Kader, fils dénaturé de ta mère, comment vas-tu faire ?  
Hé, je ferai comme tout le monde, on ira au front.  
Tu sais au moins tenir un fusil ? Comment feras-tu quand on donnera un fusil ?  
Tu viendras me montrer »<sup>5</sup>.

L'ancrage de la fiction dans le réel se confirme au fil des pages du roman, notamment en mentionnant les accords de Munich de 1938 rapportés par Omar qui assiste à cette conversation tenue par deux colons :

« Deux Français parlaient à côté d'Omar.  
Ils nous ont eus maintenant, les cochons, avec leur guerre.  
Je disais bien qu'ils ne faisaient que mentir quand ils juraient qu'il n'y aurait pas de guerre. On nous avait bien dit qu'ils s'étaient mis d'accord à Munich.  
Il va falloir se démerder. Leur guerre on l'a sur le dos maintenant »<sup>6</sup>.

Le dialogue fait état d'une prise de conscience politique en émergence : les deux colons critiquent ouvertement les décisions diplomatiques de leur pays et expriment clairement leur désillusion à l'égard des promesses de paix bafouées.

Les péripéties narrées par Khadra sont aussi teintées d'une dimension historico-réaliste traduite par l'évocation de quelques événements historiques véridiques jalonnant le roman. À titre d'exemple, nous citons l'opération Catapult survenue à Mers el-Kébir, près d'Oran. En juillet 1940, la Royal Navy britannique a bombardé la flotte française stationnée au port afin d'éviter qu'elle tombe dans les mains des nazis. Ce fait est restitué avec une description de l'effroi et du traumatisme collectif ressenti par les Oranais :

« Notre premier été à Rio Salado débuta mal. Le 3 juillet 1940, le pays fut ébranlé par l'opération Catapult qui vit l'escadre britannique « Force H » bombarder les vaisseaux de guerre français amarrés en rade à la base navale de Mers el-Kébir »<sup>7</sup>.

Enraciner la fiction dans des événements concrets donne une valeur documentaire aux récits et permet au lecteur de se renseigner tout en s'évadant dans les profondeurs d'une histoire a priori romanesque. À ce sujet, Dantec affirme que : « le réel ment. La fiction reste le seul moyen de le subvertir et de le faire avouer »<sup>8</sup>. Ces propos indiquent que la fiction peut parfois révéler ce que certains discours tendent à occulter.

---

<sup>5</sup> Dib, *La grande maison*, op. cit., p. 131.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 131.

<sup>7</sup> Y. Khadra, *Ce que le jour doit à la nuit*, Paris, Julliard, 2008, p. 165.

<sup>8</sup> M. Dantec, « Le goût du réel contre l'hyper-réalité de la postmodernité », in F. Evrard (éd.), *Lire le roman policier*, Paris, Dunod, 1996, p. 109.

### 3.2 Dénonciation de l'enrôlement forcé

Dans le deuxième tome de la trilogie, *L'incendie*, il semble que l'enrôlement tant redouté devienne de plus en plus une réalité qui frappe brutalement les foyers algériens. Face à cette intrusion violente, deux attitudes contradictoires se manifestent : d'une part, la résignation fataliste défendue par Kara, et de l'autre, le refus indigné représenté par Mama, sa femme, qui se révolte face à une autorité inhumaine et injuste :

« Les deux fils ben Youb partirent. Djilali, l'aîné, fut mobilisé en même temps que le cadet.

La guerre ! Qu'est-ce que ça nous fait ? Ça éclate dans des pays lointains ! En France. Et va savoir où encore...

C'en est une comme les autres, dit Kara à sa femme. Il y a des guerres depuis que le monde est monde. Et il y en aura tant qu'il restera des hommes sur la face de la terre.

Dieu n'a pas dit : tuez-vous les uns les autres ! »<sup>9</sup>

En intégrant la guerre dans une vision cyclique de l'histoire, Kara associe les violences à la condition humaine pour justifier des atrocités pourtant condamnables. Ce fatalisme s'oppose aux attitudes contestataires et dénonciatrices de Mama qui partage la même posture de rejet catégorique que la femme de Djilali qui revêt le deuil avant même le départ de son mari :

« Le jour où Djilali ben Youb reçut sa feuille de route, son épouse revêtit le deuil. Comme elle, sa mère se couvrit d'une robe marron : deux hommes qu'on lui enlevait d'un coup ! Le même destin frappa aussi à la porte des M'hamed »<sup>10</sup>.

Cependant, ce rejet, aussi légitime que douloureux, s'atténue au fil des jours. L'évolution des faits est marquée par une accoutumance progressive à ce phénomène d'enrôlement forcé chez la majorité des habitants de Dar Sbitar, qui après leurs réactions d'indignation, d'incompréhension ou désespoir, semblent sombrer progressivement dans une acceptation passive. Dib décrit en ces termes cette bascule vers l'habitude et l'indifférence :

« Peu à peu, les habitants de Dar Sbitar s'accoutumèrent à l'état de guerre ; le temps avait fui et rien ne vint de ce qu'ils redoutaient, des hommes qui leur étaient proches partaient pour se battre quelque part en pays lointain, et y laissaient leur vie parfois »<sup>11</sup>.

Le passage illustre parfaitement la métamorphose collective opérée dans l'esprit collectif des Algériens qui envisagent désormais la guerre comme un destin inéluctable qui s'abat sur eux.

### 3.3 Guerre et quotidien

Sous le poids d'une guerre enlisée dans la durée, le quotidien de l'Algérien s'enfonce dans une misère sans précédent, aggravée par l'arrivée de l'hiver connu pour ses jours froids et

<sup>9</sup> M. Dib, *L'incendie*, Paris, Éditions du Seuil, 1954, p. 222.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 262.

ses nuits glaciales. Dans cette atmosphère de souffrance et d'endurance, des figures fantomatiques envahissent les rues des villes à la quête d'un abri décent, témoignant ainsi de la dégradation affreuse des conditions lamentables de vie ; cette scène est récurrente dans *Le métier à tisser* où Dib peint des images particulièrement bouleversantes :

« C'était le troisième hiver qui suivait la déclaration de la guerre. Une attente de jours meilleurs et plus justes berça les Tlemcéniens. Ce fut alors qu'on se heurta à ces silhouettes qui avaient l'air de fantômes grotesques. [...] La plupart d'entre eux étaient valides. Mais, misérables épaves, ils demeuraient insensibles aux mauvais regards dont se chargeaient les yeux des habitants à leur intention »<sup>12</sup>.

Cet extrait saisissant démontre les effets désastreux de la guerre qui affame les corps, brutalise les esprits et les plonge dans une forme d'attente vaine de jours meilleurs. L'image du ravitaillement de charbon n'est qu'une autre facette de cette misère accablante qu'il faut supporter pour survivre malgré la détresse et l'épuisement.

« Au plus fort de la nuit, ils s'étaient rendus, lui et sa mère, au ravitaillement de charbon, et avaient trouvé une foule qui faisait déjà la queue. Ils n'étaient pas partis assez tôt, minuit avait sonné, ils avaient alors pris place le long des entrepôts qui ravitaillaient les indigènes, et commencé l'attente »<sup>13</sup>.

Se rendre au cœur de la nuit aux entrepôts symbolise la précarité extrême dans laquelle sont plongées des familles indigènes privées de nourriture, de feux et même de dignité.

### 3.4 *Entre espoir et désespoir en temps de guerre*

En dépit de toutes les atrocités et de la misère ambiante, une lueur d'espoir se profile à l'horizon à la suite d'un évènement géopolitique majeur : l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie en 1941. Hitler doit alors se confronter à un ennemi puissant, déterminé et lourdement armé, ce qui accélère sa défaite tant souhaitée par les personnages du roman, qui y voient un éventuel retournement du cours de l'histoire. Dans cette optique, nous relevons ce discours du gargotier traduisant cette espérance populaire :

« Les jours s'allongent, dit le gargotier. Il réfléchit, puis il ajouta : Hitler a trouvé à qui parler à l'Est. Il se tut, mais, comme s'il n'avait pas exprimé toute sa pensée. Il reprit : le Russe lui fera mordre la poussière, c'est certain »<sup>14</sup>.

Ces paroles montrent que le peuple algérien, sous le joug colonial, suit l'évolution du conflit mondial bien qu'éloigné du front et associe la défaite allemande à une libération et à une fin des affrontements violents. Cet espoir renaît également lors de la rencontre, à la fin du roman, d'Omar avec les soldats américains : témoin de leur humanité, il lance ce cri : « LES A-MÉ-RI-CAINS ! Le cœur d'Omar sauta dans sa poitrine sous l'effet d'une joie

---

<sup>12</sup> M. Dib, *Le métier à tisser*, Paris, Éditions du Seuil, 1957, p. 306.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 320.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 365-366.

insensée. Un impossible espoir l'étreignit, sa gorge se contracta et il crut qu'il allait pleurer »<sup>15</sup>.

En revanche, le débarquement des Alliés sur le sol algérien est présenté dans *Ce que le jour doit à la nuit* comme un épisode plutôt tragique pour la population locale qui ne réagit pas avec le même enthousiasme exprimé par Omar : elle y voit plutôt une intrusion étrangère et une menace brutale :

« À Rio Salado, la nouvelle du débarquement avait été accueillie comme la grêle sur le cépage. Tous les hommes du village s'étaient donné rendez-vous sur le parvis de la mairie. L'incrédulité et la colère se lisaient sur les visages. Les plus affolés s'étaient assis à même le trottoir et se tapaient dans les mains en signe de désespoir »<sup>16</sup>.

Les deux visions contrastées autour du même événement démontrent la complexité des perceptions populaires à l'égard de la guerre. Les représentations ambivalentes traduisent l'espoir d'un changement salvateur et la peur d'un chaos généralisé.

### 3.5 *Fin de la guerre et début du cauchemar*

Les textes de Yasmina Khadra et de Kateb Yacine font référence au 8 mai 1945, célébré en Europe occidentale comme la fin des hostilités de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, ce jour-là, l'Algérie devient le théâtre d'une oppression aveugle et d'exécutions sommaires, révélant une dissonance historique saisissante. À ce propos, Khadra met en scène ce contraste tragique :

« Et arriva le 8 mai 1945. Alors que la planète fêtait la fin du cauchemar, en Algérie un autre cauchemar se déclara, aussi foudroyant qu'une pandémie, aussi monstrueux que l'apocalypse. Les liesses populaires virèrent à la tragédie. Tout près de Rio Salado, à Ain Témouchent, les marches pour l'indépendance de l'Algérie furent réprimées par la police. À Mostaganem, les émeutes s'étendirent aux douars limitrophes. Mais l'horreur atteignit son paroxysme dans les Aurès et dans le Nord-constantinois où des milliers de musulmans furent massacrés par les services d'ordre renforcés par des colons reconvertis en miliciens »<sup>17</sup>.

Pour sa part, Kateb Yacine dépeint, dans *Le cadavre encerclé*, la violence systématique exercée par les policiers français à l'égard des manifestants pacifiques :

« Les soldats sont arrivés. Ils ont tiré par rafales, et je me suis retrouvé à terre, avec un goût ancien dans la bouche, assourdi, insensible, mais les yeux encore entrouverts. Puis la foule s'est mise à danser et je n'ai pas râlé, ou du moins je n'ai pas entendu mes râles, pas plus que ceux des autres blessés, car il y avait du plomb dans mon corps et du bruit dans la ville »<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 426.

<sup>16</sup> Y. Khadra, *Ce que le jour doit à la nuit*, *op. cit.*, p. 183.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 229-230.

<sup>18</sup> Y. Kateb, *Le cadavre encerclé*, Alger, ENAL, 1984, p. 32.

De manière convergente, l'œuvre de *Nedjma* met la lumière sur l'ampleur des répressions à travers une évocation apocalyptique :

« Il ne reste plus que trois étudiants autour de Mustapha... les derniers groupes cèdent la place aux nids de mitrailleurs ; l'armée barre l'avenue centrale, tirant sur les haillons ; la police et les colons opèrent dans les quartiers populaires ; il ne reste plus une porte ouverte. Dix heures. Tout s'est passé en quelques minutes... Couvre-feu. Cris de cigales et de policiers, escortant les suspects à coups de pieds. Les corps sont exposés au soleil »<sup>19</sup>.

Conséquemment à ces massacres, cet événement sanglant a constitué un tournant décisif dans la trajectoire de la lutte pour l'indépendance et un catalyseur d'une prise de conscience politique brisant ainsi toute illusion d'une reconnaissance ou d'une libération promises par la France. Ce désenchantement est mis en évidence par cet extrait tiré de *Nedjma* : « Assez de promesses. 1870. 1918. 1945. Aujourd'hui le 8 mai, est vraiment la victoire ? »<sup>20</sup>.

Les passages relevés des trois œuvres cristallisent le double visage du colonialisme et dénoncent un paradoxe historique : tandis que l'Europe entière s'abandonne à la liesse et aux festivités, l'Algérie sombre dans un cauchemar insoutenable.

Le croisement des regards des trois écrivains offre des lectures riches, fécondes et complémentaires de l'histoire de l'Algérie durant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la trilogie de Dib dresse un tableau panoramique et saisissant d'une société colonisée et prise dans les rets d'une guerre qui, bien que distante, s'impose comme une fatalité absurde. Toutefois, elle est aussi génératrice d'espoirs de paix, de délivrance et d'émancipation que nourrissent l'attente d'une défaite allemande et l'arrivée des soldats américains. Sans aucune possibilité d'y échapper, ce conflit représente un fardeau accablant que la société algérienne a porté sur les plans humain, social et économique où l'accoutumance morose à la misère, aux privations et aux sacrifices physiques devient la norme face à un destin déjà scellé.

Quant aux œuvres de Yasmina Khadra et de Kateb Yacine, elles retracent de façon particulière les répercussions de faits réels tels que le débarquement des Alliés, l'opération Catapult et les massacres du 8 mai 1945, vécus dans la douleur, la confusion et la désillusion. L'ensemble de ces textes devient alors une forme de résistance à l'oubli et une consécration des sacrifices d'un peuple trahi. La diversité des tons, des styles et des visions des trois écritures fonde les traits d'une mémoire littéraire plurielle d'un pays tiraillé entre sa propre destinée coloniale et les aspirations mondiales d'émancipation anticolonialistes.

## Conclusion

Affirmer que les œuvres littéraires algériennes d'expression française sont des signes historico-culturels, c'est reconnaître leur fonction anthropologique et leur rôle fondateur de sauvegarde de la mémoire collective d'une population plongée silencieusement dans les affres d'une Seconde Guerre mondiale que l'on croit, à tort, avoir épargné le territoire algérien. Toutefois, son implication tant sur le plan humain (enrôlement, répressions, violences) que symbolique (éveil de consciences nationales) s'est révélée perceptible à bien des égards.

---

<sup>19</sup> Y. Kateb, *Nedjma*, Paris, Éditions du Seuil, 1956, p. 228.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 227.

Le croisement de regards des trois écrivains, Mohamed Dib, Kateb Yacine et Yasmina Khadra, a démontré que leurs œuvres sont profondément marquées par une variété de genres (fictionnel, référentiel et poétique) racontant des récits polyphoniques traversés par l'injustice, la douleur et la quête d'émancipation. Loin d'être de simples écrits fictionnels, ces récits sont pleinement ancrés dans des réalités historiques et peuvent ainsi être considérées comme des sources à part entière dans lesquelles des interconnexions mémorielles se tissent et se donnent à lire perpétuellement.

# *Représentations (dé)coloniales des tirailleurs sénégalais dans Des inconnus chez moi de Lucie Cousturier*

VOJTĚCH ŠARŠE  
UNIVERSITE CHARLES, PRAGUE

## Introduction

« *Qui ouvre des voies triomphales aux héros  
et traite ses Sénégalais en mercenaires,  
faisant d'eux les dogues noirs de l'Empire* »<sup>1</sup>.

Ce n'est personne d'autre que Léopold Sédar Senghor, ancien tirailleur sénégalais, poète et premier président du Sénégal, qui laisse parler ainsi son sujet lyrique, retrouvant l'histoire de ces soldats de tous les coins de l'Empire colonial français en Afrique subsaharienne. D'ailleurs, la réponse est la France. Tirailleurs sénégalais ou force noire était une partie de l'armée française, jusqu'à aujourd'hui presque inconnue du large public. Par contre, l'attention académique se porte de plus en plus sur ce thème, néanmoins elle demeure insuffisante, prenant en considération l'importance des tirailleurs sénégalais pendant les guerres mondiales et coloniales. L'exemple parlant de cet oubli ou de l'indifférence, voire du désintérêt, est l'œuvre écrite par une peintre française, Lucie Cousturier qui passe depuis longtemps inaperçue. Pendant la Grande Guerre, elle et sa famille ont rencontré ces hommes venant de loin à Fréjus. Les échanges quotidiens avec les soldats subsahariens ont changé l'opinion de Lucie Cousturier qui se révolta désormais contre l'impérialisme colonial de son pays natal<sup>2</sup>.

L'engagement anticolonial de Lucie Cousturier est attaché aux histoires de tant d'hommes et de femmes qui se sont exprimés ouvertement contre le régime colonial français. Après la Grande Guerre, l'écrivaine était connue dans les cercles formés autour de Lamine Senghor (1887-1927), ancien tirailleur sénégalais et homme politique du Sénégal,

---

<sup>1</sup> L. S. Senghor, « Prière de Paix », in *Œuvres poétiques*, Paris, Seuil, 1990, p. 94.

<sup>2</sup> Dans cet article, nous travaillons entre autres avec le matériel visuel, à savoir les affiches propagandistes. Nous nous permettons de suggérer au lecteur d'aller voir les 18 photographies sur Gallica pour imaginer dès le début la réalité des tirailleurs sénégalais, comme les a rencontrés Lucie Cousturier : <https://gallica.bnf.fr/services/engine/search/sru?operation=searchRetrieve&version=1.2&query=%28gallica%20all%20%22tirailleurs%20s%C3%A9n%C3%A9galais%20%20%20fr%C3%A9jus%22%29&lang=fr&suggest=0>, toutes consultées le 7 septembre 2025. Il s'agit des photographies documentaires du camp de Fréjus. Nous n'avons pas pu vérifier – en raison du manque d'information – si sur les photographies, nous trouvons les soldats qui étaient les étudiants temporaires de Lucie Cousturier.

ainsi qu'un syndicaliste malien Tiemoko Garan Kouyaté (1902-1944)<sup>3</sup>. Ils dénonçaient systématiquement les maux du colonialisme et du traitement réservés aux tirailleurs sénégalais. Cette génération a été occultée quelques années plus tard par les représentants de la négritude. Lucie Cousturier était appréciée également dans les cercles littéraires de l'époque, comme par le célèbre écrivain martiniquais René Maran (1887-1960). Elle a inspiré les auteurs comme André Gide (1869-1951) qui a publié les textes anticoloniaux *Le Voyage au Congo*<sup>4</sup> et *Le Retour du Tchad*<sup>5</sup>, ou Albert Londres (1884-1932) et son *Terre d'ébène*<sup>6</sup>. Des récits plus connus et reconnus aujourd'hui que ceux de la peintre.

Pourtant, la recherche approfondie dans le domaine que Lucie Cousturier aborde dans ses textes dénuce d'autres chapitres problématiques et méconnus de l'histoire de la France. Nous donnons un exemple concret pour en démontrer l'importance. Le célèbre homme politique William Merlaud-Ponty (1866-1915) était liée à l'histoire des tirailleurs. Pendant des décennies, la plus prestigieuse école coloniale française de tout l'Empire portait son nom, École normale William-Ponty, qui forma de 1903 jusqu'à 1965 les élites subsahariennes, futurs présidents, hommes politiques ou écrivains. Son engagement dans l'enracinement de l'idée de la force noire échappe à la connaissance générale. Il souhaitait en tant que gouverneur général de l'Afrique occidentale française envoyer les forces armées subsahariennes en Europe qui était en train de naître avant même l'époque de la mobilisation générale<sup>7</sup>. Il a devancé son époque dans son idée de déplacement imposé de ces soldats.

Dans cet article, nous nous concentrons avant tout sur le premier roman-témoignage autobiographique de Lucie Cousturier, *Des inconnus chez moi* de 1920<sup>8</sup>. Ce récit non-fictionnel est une représentation rare et unique de son genre de la réalité des tirailleurs sénégalais dans son époque<sup>9</sup>. Son autrice, narratrice et personnage, Lucie Cousturier nous donne une description riche en détails, en réflexions révoltantes, et en même temps révolutionnaires, concernant les tirailleurs sénégalais à Fréjus<sup>10</sup>. Elle suit fidèlement la transfor-

<sup>3</sup> Nous souhaitons mentionner ici que Kouyaté imaginait déjà en 1927 une vague de décolonisation de l'Afrique subsaharienne qui produirait un État continental africain. Il était partisan du panafricanisme que l'on pourrait définir de radical. Ce projet faisait partie du programme de la Ligue de défense de la race nègre.

<sup>4</sup> A. Gide, *Le voyage au Congo*, Paris, Gallimard, 1927.

<sup>5</sup> A. Gide, *Le retour du Tchad*, Paris, Gallimard, 1928.

<sup>6</sup> A. Londres, *Terre d'ébène*, Paris, Albert Michel, 1929.

<sup>7</sup> Pour plus d'information, consulter : M. Michel, *Les Africains et la grande guerre : l'appel à l'Afrique, 1914-1918*, Paris, Karthala, 2003, p. 84 ou 249.

<sup>8</sup> Nous soulignons que malgré la recherche en ligne, nous n'avons pu retrouver les noms ni des tirailleurs, ni de leurs supérieurs français. Néanmoins, nous n'avons pas pu réaliser une recherche approfondie basée sur les méthodologies historiques valables en raison du manque de moyens.

<sup>9</sup> Le roman réaliste dont nous parlerons encore, *Mahmadou Fofana* de Raymond Escholier fut publié en 1928. Il existe également un texte d'un ancien tirailleur sénégalais, Bakary Diallo, intitulé *Force-Bonté*, publié en 1926. Néanmoins, il s'agit d'un texte qui célèbre la France et dont la paternité est souvent mise en question. Il se range plutôt dans la littérature coloniale, comme par exemple un autre texte qui traite l'histoire des tirailleurs sénégalais en célébrant ouvertement la métropole coloniale, *La Randonnée de Samba Diouf* des frères Tharaud, publié en 1922.

<sup>10</sup> Nous évitons de qualifier le personnage (principal, secondaire, etc.), parce que le texte étudié n'est ni roman, ni journal intime, c'est plutôt un témoignage (presque journalistique) et une confession

mation de ses propres convictions. Ce récit dénonce plusieurs aspects de la Grande Guerre et de l'esprit français, quelques critiques paraissent inconscientes, les autres sont réellement réfléchies et ouvertement proférées. Elle ne narre pas uniquement ses expériences avec les tirailleurs sénégalais, elle leur donne la parole, elle réveille leur voix de l'oubli<sup>11</sup>.

Nous porterons également un regard critique sur cet ouvrage sans perdre de vue le côté décolonisant de l'œuvre de Lucie Cousturier. Ici, nous mentionnons seulement une preuve, démontrant la pleine conscience de sa position : « Je vais quitter Bamako et j'en suis bien aisé, car je m'y ennuie à la fin. Quand je m'y promène surtout, il me semble que ma qualité d'Européenne y est trop apparente, trop prononcée et que la personnalité nègre de la ville ne l'est pas »<sup>12</sup>. La narratrice met en question sa supériorité par rapport aux colonisés, la problématisation que systématisera la génération de premiers penseurs postcoloniaux comme Aimé Césaire (1913-2008)<sup>13</sup> ou Albert Memmi (1920-2020)<sup>14</sup>. Nous questionnerons l'attitude de la narratrice envers les tirailleurs sénégalais et avant tout envers leur présence à Fréjus et dans la Grande Guerre<sup>15</sup>.

### La valeur humaine des tirailleurs sénégalais avant la Grande Guerre

En 1857, avec l'accord de Napoléon III, les premiers soldats venant de la partie subsaharienne de l'Empire colonial en Afrique ont été regroupés sous la dénomination *tirailleurs sénégalais*. Cette première troupe qui comptait à peu près 500 hommes était composée de Sénégalais. Désormais, les tirailleurs sénégalais serviraient dans plusieurs conflits armés sous le drapeau français. Cette dénomination englobait les tirailleurs venant de toute l'Afrique subsaharienne française<sup>16</sup>. Ce terme est devenu en conséquence un outil colonial puissant de la généralisation et de l'homogénéisation des hommes subsahariens appartenant aux différents groupes ethniques. À partir de cette année, ces soldats parlant des langues hétérogènes furent réunis sous l'image caricaturale de sous-hommes qui balbutiaient

---

personnelle d'une femme faisant face à une situation nouvelle, inattendue et au début incompréhensible. En outre, dans ce travail, nous ne souhaitons ni examiner ni questionner la forme de ce récit.

<sup>11</sup> Nous prenons un exemple parlant – et nous revenons vers ce thème dans la suite de la page 228, où un tirailleur sénégalais, Damba Dia, contredit la narratrice et exprime une vérité importante : « – Il est vrai que beaucoup de Sénégalais sont morts en France, mais tout de même c'est une petite consolation pour ceux qui restent de penser qu'on a commencé, ici, à mieux les comprendre. – Il ne faut pas croire ça, Madame, puisqu'il n'y a rien du tout de changé ! – Tu t'es pourtant fait des amis français : l'institutrice de Mamers, le sergent européen qui t'expliquait la grammaire, le lieutenant Sandré, nos camarades de Saint-Tropez... – Et vous aussi ; mais ils ne sont pas beaucoup de Français, quand même, qui regardent les Sénégalais ». C'est une assertion claire et basée sur l'expérience personnelle de Dia.

<sup>12</sup> L. Cousturier, *Mon ami Soumaré, laptot*, Paris, F. Rieder et Cie, 1925, p. 41-42.

<sup>13</sup> A. Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Réclame, 1950.

<sup>14</sup> A. Memmi, *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Paris, Buchet/Chastel, 1957.

<sup>15</sup> Ici, il faut souligner que la narratrice ne mentionne pas les rapports coloniaux entre elle et les tirailleurs. Elle ne parle pas du tout du colonialisme. Nous utilisons ce terme, parce qu'inévitablement les tirailleurs sénégalais sont issus des diverses colonies de l'Empire colonial français en Afrique.

<sup>16</sup> M. Meyer-Hilfigerm, « Tirailleurs sénégalais, la guerre loin de chez soi », *National Geographic*, 2023. Accessible en ligne : <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/guerres-mondiales-tirailleurs-senegalais-la-guerre-loin-de-chez-soi> (téléchargé le 4 septembre 2025).

quelques mots simples en français et étaient heureux de protéger leur mère-patrie contre ses ennemis.

En 1910, Charles Emmanuel Marie Mangin (1866-1925) théorise et enracine l'idée de l'armée dite noire dans l'esprit militaire français de l'époque. C'est lui, général français, qui établit l'idée de l'Afrique française en tant que source presque illimitée de soldats dans son livre *La force noire* : « [...] la création d'une armée africaine, dont le camp serait en Algérie et le réservoir en Afrique occidentale. La présence de telles forces serait pour les colons français un gage de sécurité absolue [...] »<sup>17</sup>. La vision de Mangin est claire et nette. Cette « armée africaine » sera sous la domination de la France et servira comme une masse protectrice des Français. Mangin n'était pas juste un théoricien militaire, il soutenait également le racisme scientifique qui se propageait dès le XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays occidentaux. Il était persuadé – et il n'était pas le seul – de l'existence de plusieurs races et que chacune possédait des caractéristiques particulières. Il présentait cette idée comme la clé de la compréhension des tirailleurs sénégalais :

« L'appréhension pour l'avenir de la race française est de celles-là. Puisque nous conservons les soldats noirs en Afrique occidentale et en Algérie, aucun mélange de sang ne peut se produire avec nos nationaux. Et un mélange avec les populations indigènes de l'Algérie, s'il a lieu, ne peut être qu'avantageux pour la population berbère du Maroc, à laquelle les éléments noirs se sont mélangés dans de fortes proportions, présente des qualités d'endurance, de travail et de ténacité supérieures à celles des populations de l'Algérie et de la Tunisie »<sup>18</sup>.

L'idée de la supériorité de la « race française », autrement dit de la nation française, est évidente. *La force noire* a engendré avant la Grande Guerre l'image du tirailleur sénégalais en tant qu'être inférieur prêt à être sacrifié sur ordre pour le bien de la France coloniale.

Et effectivement, entre 140 000<sup>19</sup> et 200 000<sup>20</sup> soldats subsahariens ont lutté et sont morts pour la France pendant la Grande Guerre, conflit qui ne les concernait pas. Pour les récompenser, la France leur a promis la citoyenneté française, promesse qui dans l'écrasante totalité de cas n'était pas tenue<sup>21</sup>. La mémoire des tirailleurs sénégalais fut largement occultée ou même blâmée. Dans les années vingt, après la Grande Guerre, la Force noire était surnommée la honte noire par la propagande allemande. La racialisation des tirailleurs sénégalais est ainsi allée plus loin : leur présence signifiait la décadence du peuple français. Nous parlerons de cet aspect dans le sous-chapitre suivant. En ce qui concerne l'occultation, un seul exemple concret est ici apporté : le dernier tirailleur sénégalais, vétéran de la Grande Guerre, Abdoulaye N'Diaye, né en 1894, meurt en 1998. Ses témoignages ne sont

<sup>17</sup> Ch. Mangin, *La force noire*, Paris, Hachette, 1910, p. 101.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 319-320.

<sup>19</sup> J. Lunn, « Remembering the Tirailleurs Sénégalais and the Great War: Oral History as a Methodology of Inclusion in French Colonial Studies », *French Colonial History*, Vol. 10 (2009), p. 125-149 (125).

<sup>20</sup> Site officiel du Musée de la Grande Guerre : <https://www.museedelagrandeguerre.com/histoire-grande-guerre/tirailleurs-senegalais/> (téléchargé le 2 septembre 2025).

<sup>21</sup> Voir l'affaire Blaise Diagne : M. Michel, « René Maran et Blaise Diagne : deux négritudes républicaines », *Présence africaine*, n° 187/188 (2013), p. 153-166.

que peu nombreux<sup>22</sup>. Que signifie ce silence ? La volonté de museler les voix qui auraient pu potentiellement créer la mémoire collective concernant les tirailleurs sénégalais ?

L'existence des tirailleurs sénégalais a produit toute une série de termes qui survivent aux tirailleurs eux-mêmes. Ici, nous voudrions en mentionner un seul : *bamboula*. Selon le Centre national de ressources textuelles et lexicales ce terme a deux sens concrets : « tambour primitif en usage dans certaines tribus d'Afrique Noire » et « danse exécutée au son de cet instrument ; p. ex., danse primitive et violente »<sup>23</sup>. Il est évident qu'au niveau sémantique ce terme est péjoratif : « primitif » et « violent » sont des adjectifs qui s'opposent à la définition de la civilisation évoluée de l'Occident. Le CNRTL nous donne encore une définition abstraite : « Arg. "Nègre" (Lar. 20e) ; "tirailleur sénégalais" (Esn. Poilu 1919) ». Il est ainsi clair que cette dénomination est étroitement liée au racisme colonial de l'époque de la Grande Guerre qui est également présent dans le récit de Lucie Cousturier. Le mari de la narratrice « Jean obtient grand succès auprès de lui [Baïdi, un des tirailleurs] quand il parle de l'influence des Sénégalais sur la cuisine français, à propos de mes pommes de terre calcinées »<sup>24</sup>. Le racisme dans cette comparaison est palpable et impose à Baïdi l'intériorisation de son statut inférieur.

Cependant, l'histoire des tirailleurs sénégalais suscite quelques critiques rares de la République française, par exemple : « [...] le retour des combattants coloniaux du front, et notamment les tirailleurs sénégalais qui réclament sans succès leurs primes et soldes depuis des semaines en métropole et dans les ports, déclenche de nouveau un vent de critiques en métropole et en AOF-AEF »<sup>25</sup>. Lucie Cousturier critiqua également dans ses textes ultérieurs ce problème grave de l'oubli systématique du paiement des soldes des soldats subsahariens. En conclusion, la nation qui a fait un appel obligatoire aux tirailleurs sénégalais afin qu'ils viennent mourir pour une cause qui leur est étrangère, n'honorait ni ses promesses ni leurs sacrifices. Dans la suite de cet article, nous approfondirons l'image des tirailleurs sénégalais propagée dans le grand public, ainsi que sa place dans le texte de Lucie Cousturier.

---

<sup>22</sup> Sur youtube, deux sont disponibles, d'une durée de trois minutes, ils sont réalisés par France Culture, [https://www.youtube.com/watch?v=69CMx\\_dMSYI](https://www.youtube.com/watch?v=69CMx_dMSYI) et par TV5MONDE, <https://www.youtube.com/watch?v=V6H2ogxPGik> (téléchargés le 3 septembre 2025). Ensuite, nous avons trouvé quelques articles, où la parole d'Abdoulaye N'Diaye est citée en extraits, par exemple : B. Breuillac, « Le dernier tirailleur sénégalais. Rescapé de Verdun, Abdoulaye N'Diaye, 104 ans, va être décoré », *Libération*, le 11 novembre 1998, accessible en ligne : [https://www.liberation.fr/evenement/1998/11/11/le-dernier-tirailleur-senegalais-rescape-de-verdun-abdoulaye-n-diaye-104-ans-va-etre-decore\\_253181/](https://www.liberation.fr/evenement/1998/11/11/le-dernier-tirailleur-senegalais-rescape-de-verdun-abdoulaye-n-diaye-104-ans-va-etre-decore_253181/) (téléchargé le 3 septembre 2025).

<sup>23</sup> L'explication est accessible sur : <https://www.cnrtl.fr/definition/bamboula> (téléchargé le 8 septembre 2025).

<sup>24</sup> L. Cousturier, *Des inconnus chez moi*, Paris, Éditions de la Sirène, 1920, p. 82.

<sup>25</sup> P. Blanchard – N. Bancel – S. Lemaire, *Décolonisations françaises. La chute d'un empire*, Paris, Éditions de La Martinière, 2020, p. 28. Pour plus d'information sur ce sujet : A. Cousin, *Retour tragique des troupes coloniales : Morlaix-Dakar, 1944*, Paris, L'Harmattan, 2011.

## Propagandes liées au phénomène des tirailleurs sénégalais à la Grande Guerre

*« Vous leur permettez de se reposer très souvent, n'est-ce pas ?  
Ces cerveaux rudimentaires ne sauraient s'attacher longtemps à une même idée »<sup>26</sup>.*

Telles sont les paroles proférées par un médecin-major de l'hôpital des tirailleurs sénégalais à Fréjus. Il souligne le préjugé répandu depuis l'époque esclavagiste, à savoir le manque d'intellect chez les Africains. La citation indique clairement la marginalisation des tirailleurs sénégalais par rapport aux autres. La dimension de sous-homme attribuée aux Subsahariens, véritable excuse générale pour la traite noire, était la base de l'imaginaire collectif. Il fallait tout simplement justifier la possibilité de posséder un autre être humain. Bien entendu, dans le contexte de la force noire, la même idée était répandue pour excuser l'utilisation des soldats subsahariens – qui dans majorité de cas n'étaient pas des soldats – dans un conflit qui se déroulait sur un autre continent. La propagande de l'époque englobait automatiquement cette hypothèse, soit un manque d'intelligence qui infériorisait les tirailleurs sénégalais. La propagande de l'époque – répandue en Europe de l'Ouest – reproduisait, peu importe sa provenance, les stéréotypes et les préjugés réduisant l'humanité des tirailleurs sénégalais en leur attribuant des caractéristiques barbares et primitives.

Pour expliquer comment cette propagande pouvait influencer la compréhension et l'appréhension des tirailleurs sénégalais, nous utiliserons six exemples des affiches propagandistes de différents auteurs et de différentes provenances, datant des années de la Grande Guerre<sup>27</sup>. Bien entendu, il est possible d'en trouver beaucoup plus en ligne. Pour cela, nous avons choisi les affiches connues et évocatrices dans la société française de l'époque. Nous avons numéroté les affiches de 1 à 6 afin de systématiser l'orientation de notre analyse, il n'y a ni chronologie temporelle ni échelle d'importance.

Sur ces affiches, nous trouvons toujours au moins un trait qui dévalorise le tirailleur sénégalais en tant que soldat et en tant qu'homme : commençons avec l'affiche n° 6. Au premier abord, le tirailleur sénégalais ressemble à un soldat ordinaire. Il porte un signe distinctif réservé aux tirailleurs sénégalais, à savoir la chéchia rouge. Il représente par sa posture droite militaire l'honneur de l'armée française avec son regard romantique au loin. Néanmoins, il y a un détail frappant, puisque le soldat est pieds nus, déchaussé. Ainsi, il est dépourvu d'une partie importante de l'uniforme pour une raison qui n'est ni expliquée ni sous-entendue, comme inhérente au tirailleur sénégalais. Cette caractéristique les distingue des autres soldats. De manière similaire, l'affiche n° 5, représentant un tirailleur sénégalais qui célèbre une victoire, mais dont le visage est clairement déshumanisé. Les yeux sont morbideusement écarquillés et sa bouche largement ouverte, deux traits parmi les plus caricaturés chez les tirailleurs sénégalais, mais ce qui dérange davantage son allure humaine ce

<sup>26</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi, op.cit.*, p. 62.

<sup>27</sup> (1) <https://histoire-image.org/etudes/tirailleurs-senegalais-grande-guerre> ; (2) <https://histoire-image.org/etudes/y-bon-banania> ; (3) <https://histoire-image.org/etudes/caricature-propagande> ; (4) [https://digi.ub.uni-heidelberg.de/diglit/rire\\_rouge1917/0081/image.info](https://digi.ub.uni-heidelberg.de/diglit/rire_rouge1917/0081/image.info) ; (5) <https://histoire-image.org/etudes/troupes-coloniales-francaises> ; (6) <https://www.meisterdrucke.fr/fine-art-prints/French-School/967409/Un-tirailleur-s%C3%A9n%C3%A9galais-en-Afrique-fran%C3%A7aise.html> (téléchargé le 11 septembre 2025).

sont les manches déchirées qui lui prête une physionomie démonisée<sup>28</sup>. Dans les deux cas, il s'agit de détails qui sont pourtant distinctifs.

Si nous mettons de côté ce physique revisité, plutôt dégradé, prenons l'exemple de l'affiche n° 4, la une de *Rire Rouge* du 17 février 1917, où nous voyons général Mangin qui mène les tirailleurs sénégalais à l'assaut. Il n'est pas nécessaire de commenter l'animalisation de leurs visages par rapport au visage de Mangin. Au premier plan, il tient son fusil comme s'il portait une lance ; la crosse en constitue la pointe et le canon la hampe, d'une manière inappropriée pour une arme à feu. Son incapacité à maîtriser un outil moderne est mise en évidence. Ensuite, les affiches n° 1 et n° 2 reprennent le sourire de tirailleurs sénégalais exagérément abêtissant, les deux publiées en 1915. Nous voyons un tirailleur sénégalais qui est en train de manger en souriant d'une manière enfantine. Leur visage est dominé par les dents blanches. Ce festin comique ne correspond pas à la situation. L'homme se trouvant sur la deuxième affiche, provenant de la célèbre marque Banania<sup>29</sup>, s'inscrit dans la perception des tirailleurs sénégalais comme des grands enfants qui ne comprennent pas la situation<sup>30</sup>. Sur la première affiche, la bataille se déroule nettement autour de l'homme en train de manger, alors que sur la deuxième affiche le fait de consommer le produit de Banania contraste avec le fusil à ses pieds. L'homme de la deuxième affiche s'éternise comme *L'ami Y'a bon*.

Et finalement, l'affiche n° 3, la une de la revue allemande *Kladderadatsch*, publiée le 23 juillet 1916. Il s'agit de la caricature violente et excessivement stéréotypée qui déshumanise à travers plusieurs préjugés. La caricature s'attaque à plusieurs niveaux à son humanité, remise en question d'une manière brutale. L'image dégrade ses traits humains : lèvres comiquement gonflées, membres démesurément longs et grands, accessoires liés non seulement au barbarisme – plusieurs amulettes –, mais aussi au cannibalisme, tels que le crâne attaché à la taille ou encore la position du corps qui ressemble à une danse sauvage ou rituelle. La propagande allemande de cette époque attaque ici la moralité de l'armée française et de la France, elle tente d'animaliser cette partie de l'armée française pour souligner la dépravation et la perversité de l'État français d'utiliser ces sous-hommes.

Nous venons de démontrer comment la propagande visuelle, nombreuse et dense provenant de plusieurs pays européens, a pu influencer l'image des tirailleurs sénégalais auprès du grand public. Au cours de nos recherches, nous n'avons trouvé aucune affiche glorifiant l'image de ce soldat particulier. Chacune d'elle stigmatise le tirailleur sénégalais, l'infantilise, l'animalise ou le démonise. Elle met en évidence ses ressemblances prétendues avec des singes pour le marginaliser par rapport aux soldats blancs ou la race blanche. Cette distanciation sert – dans l'écrasante majorité de cas – à excuser l'exploitation excessive des soldats subsahariens. Dans les sous-chapitres suivants, nous montrerons comment cet imaginaire enraciné a influencé la vision de Lucie Cousturier.

<sup>28</sup> Nous ne parlons pas du tirailleur qui est au second plan et qui sourit d'une manière maniaque.

<sup>29</sup> Jusqu'à aujourd'hui, les produits de Banania portent une image d'un garçon à la peau foncée portant la chéchia facilement reconnaissable.

<sup>30</sup> Il y a un court-métrage du réalisateur franco-algérien, Rachid Bouchareb, sorti en 2004, *L'ami y'a bon*, qui reprend l'histoire de cette affiche de Banania et raconte en 8 minutes l'histoire du massacre de Thiaroye. Accessible : <https://www.youtube.com/watch?v=buqlH2Sblak> (téléchargé le 3 septembre 2025).

### Lucie Cousturier, la première femme dans la lutte anticoloniale ?

« J'ai mêlé pendant trois années mes rires et mes larmes avec ceux des noirs et je serais flattée de pouvoir dire que les miens ressemblent aux leurs »<sup>31</sup>.

Qui était l'écrivaine qui a pu et voulu écrire cette phrase en 1920 en France, ancien pays esclavagiste, pays colonisateur qui n'hésitait pas à sacrifier en masse les soldats d'un autre continent ? Lucie Cousturier (1876-1925), peintre, romancière et activiste engagée dans le mouvement anticolonial, a connu à Fréjus quelques dizaines, peut-être une centaine de tirailleurs sénégalais qui ont tous laissé une trace importante dans sa vie et avant tout dans sa conscience. Inutile de raconter la vie de Lucie Cousturier, d'autres l'ont fait en détail. Il existe par exemple un ouvrage collectif, publié en marge d'un colloque tenu à Fréjus en 2009, à la teneur plus descriptive que critique<sup>32</sup>. De reste, dans tous les textes traitant de Lucie Cousturier que nous avons pu consulter, les chercheurs et les chercheuses parlent avec admiration de la peintre, comme en témoigne l'attitude suivante, dénudée de toute critique<sup>33</sup> :

« Il y a bien sûr quelques belles exceptions dans cette institution d'un charabia codifié ; citons-en deux exemples : celui de Lucie Couturier qui assurait chez elle, à proximité des camps de Fréjus, des cours d'alphabétisation et retrace avec chaleur dans *Des inconnus chez moi* [...] cette expérience, en s'insurgeant contre le racisme ambiant »<sup>34</sup>.

Par le camp de Fréjus où se trouve un de rares monuments dédiés aux tirailleurs sénégalais de la Grande Guerre<sup>35</sup> et où a séjourné la famille de Cousturier pendant la guerre 14-18 et où ont été logés entre 30 à 40 000 tirailleurs sénégalais<sup>36</sup>. Elle est devenue par sa propre décision l'enseignante de langue française pour quelques-uns de ces tirailleurs, décision qui s'est transformée en une prise de conscience importante. De cette manière, elle a brisé la glace de son époque et a commencé à « découvrir » le côté humain chez les tirailleurs sénégalais qui était jusqu'ici systématiquement occulté par la propagande.

<sup>31</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 135.

<sup>32</sup> R. Little (éd.), *Lucie Cousturier, les tirailleurs sénégalais et la question coloniale*, Paris, L'Harmattan, 2009 – Actes du colloque tenu à Fréjus. Déjà dans l'introduction à la page 7, l'éditeur de l'ouvrage du livre écrit ceci à propos de l'œuvre de Cousturier : « [...] ouvrage capital pour une meilleure compréhension de ce que peut être l'ouverture vers l'autre, très précisément celle qui nous révèle l'humanité commune partagée entre les tirailleurs et Lucie Cousturier ».

<sup>33</sup> Nous présentons ici deux exemples évocateurs qui célèbrent le récit et l'autrice : R. Little – R. Maran, « René Maran on Lucie Cousturier, a Champion of Racial Understanding », *Research in African Literatures*, 34/1 (2003), p. 126-136 et J.-M. Volet, « Lucie Cousturier et les "Tirailleurs sénégalais" de la Grande Guerre : histoire d'une rencontre », *Essays in French Literature and Culture*, 51 (2014), p. 37-55.

<sup>34</sup> J.-L. Saletes, « Les tirailleurs sénégalais dans la Grande Guerre et la codification d'un racisme ordinaire », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 244 (2011), p. 129-140.

<sup>35</sup> Image accessible ici : <https://www.web-croqueur.fr/memorial-de-larmee-noire/> (téléchargé le 7 septembre 2025).

<sup>36</sup> Little (éd.), *Lucie Cousturier...*, *op.cit.*, p. 7. Le camp de l'hivernage pour les tirailleurs sénégalais à Fréjus était le plus importants de tous. Saletes, « Les tirailleurs sénégalais... », *op.cit.*, p. 136.

Il est évident que cette expérience révélatrice a agit comme une prise de conscience pour Lucie Cousturier. Après la guerre, elle a décidé de voyager en Afrique française pour lutter contre les injustices coloniales. Suite à ce voyage, elle a publié trois récits autobiographiques, ou journaux de voyage non-fictionnels, dans lesquels elle raconte ses expériences<sup>37</sup>. Son voyage est traité en détail dans deux articles académiques<sup>38</sup>. Elle a écrit pour *Le Paria*, journal de l'Union intercoloniale, fondé entre autres par Lamine Senghor<sup>39</sup>. Après sa mort, cette génération d'activistes anticoloniaux célébraient cette écrivaine française : « cette grande et noble amie de la race nègre »<sup>40</sup> ou « notre très regrettée et grande amie »<sup>41</sup>. À notre connaissance, il n'y avait aucun autre Européen autant admiré par ces cercles radicaux.

Probablement pour ces raisons, Lucie Cousturier continue d'être protégée de toute critique. On relève son intervention humanitaire et impartiale auprès des peuples colonisés, ce qui est sans doute mérité. Ici, nous souhaiterions montrer un autre et dernier exemple de cette protection. Entre 1921 et 1924, elle a créé une peinture intitulée *Le nègre écrivant* qui représente un tirailleur sénégalais assis, concentré sur l'écriture. En conséquence, elle a peint la réalité que personne ne connaissait à l'époque à cause de la propagande : un tirailleur sénégalais qui a des traits entièrement humains et consacré à une activité intellectuelle. Dans ses textes, Lucie Cousturier utilise régulièrement ce mot problématique à cause de son histoire, pourtant sans essayer d'insulter qui que ce soit. Le Ministère de la Culture sur son site a modifié<sup>42</sup> le titre de la peinture susmentionnée en la renommant *Tirailleur sénégalais écrivant*. Le mot problématique disparaît, remplacé par le nom plus concret qui souligne la rencontre de la peintre avec les soldats étrangers.

Dans les sous-chapitres suivants, nous ne souhaitons pas détruire l'image bienfaitrice de Lucie Cousturier, nous problématiserons quelques aspects de son écriture, pour prouver que son imaginaire était largement contaminé par la propagande qu'elle transmettait dans ses récits.

### La présence des tirailleurs sénégalais non-problématisée

Le premier aspect que nous déconstruirons est l'absence totale de l'interrogation critique par rapport à la présence des tirailleurs sénégalais à Fréjus et plus généralement dans la Grande Guerre. Il est vrai que la narratrice pleure la mort des tirailleurs à chaque fois qu'elle dispose d'une nouvelle information, mais elle n'exige pas la justification de la création de la force noire. D'ailleurs, elle ne problématisé non plus le nombre élevé des

<sup>37</sup> L. Cousturier, *La forêt du Haut-Niger*. Paris, Les Cahiers d'aujourd'hui, 1923 ; L. Cousturier, *Mes inconnus chez eux, mon amie Fatou, citadine*. Paris, F. Rieder et Cie, 1925 ; L. Cousturier, *Mon ami Soumaré, laptot*, Paris, F. Rieder et Cie, 1925.

<sup>38</sup> E. A. Brière, « Lucie Cousturier en Afrique. Traverser l'écran colonial androcentriste », in *Africana. Figures de femmes et formes de pouvoir*, Paris, Classiques Garnier, 2022, p. 177–198. ; G. Khabarovskiy, « The pervasiveness of colonial identity in Lucie Cousturier's travels to West Africa », *Studies in Travel Writing*, 22/2 (2018), p. 162–179.

<sup>39</sup> Lamine Senghor meurt – à cause des conséquences du gaz – à Fréjus.

<sup>40</sup> *La Voix des Nègres*, n° 2, Paris, 1927, p. 1.

<sup>41</sup> *La Race Nègre*, n° 5, Paris, 1928, p. 1.

<sup>42</sup> Accessible ici : <https://pop.culture.gouv.fr/notice/joconde/M0941000079> (téléchargé le 9 septembre 2025).

tirailleurs morts pour la France. Elle compatit avec la souffrance des tirailleurs, elle se désolé sincèrement pour leur destin, néanmoins elle ne met ni explicitement ni implicitement en question cette entreprise militaire coloniale, ce qui donne inévitablement l'impression que tout cela est justifié automatiquement par la position dominante de la France dans son empire. Il semble que la narratrice ne proteste pas contre les décrets humiliants, à l'image du suivant : « Tous les militaires indigènes de l'Afrique Occidentale française peuvent en toutes circonstances être désignés pour continuer leur service en dehors du territoire de la colonie »<sup>43</sup>. Il s'agit d'un décret qui chosifie<sup>44</sup> les colonisés en les transformant en un outil de guerre utilisable à n'importe quel moment et transférable partout.

Néanmoins, l'officier Sandré, un des personnages secondaires qui est l'un des rares Français à jouer un rôle dans le récit, en dehors de la famille de la narratrice, critique ouvertement le comportement de la France envers les tirailleurs :

« – Pourquoi les ennuie-t-il tout l'hiver, ces braves garçons, à faire l'exercice, les marches, le tir ? C'est bon pour les jeunes recrues. [...] ils ne sont pas sensibles au froid, mais ici ils ne sont bon à rien. Les Sénégalais, à Saint-Raphaël, n'ont pas besoin de cadres ! Pourquoi ne les y laisse-t-on tranquilles, tous ces pauvres gens ? Et confidentiellement, il ajoute encore : – Au fond, je ne sais pas pourquoi on ne les a pas laissés chez eux ; car enfin, je suis bien embarrassé quand il faut que je leur explique pourquoi ils sont ici. Pour défendre qui ? Leurs bienfaiteurs ? »<sup>45</sup>

Le dernier mot est prononcé avec ironie. En conséquence, la narratrice a été familiarisée avec ce questionnement essentiel par rapport aux tirailleurs sénégalais sans le problématiser, l'approfondir ou le développer. La narratrice s'en distancie consciemment ou inconsciemment. Elle l'évite comme si elle partageait des opinions racistes et suprémacistes transmises par le déjà mentionné Mangin : « Il semble en effet naturel d'utiliser les ressources militaires de nos colonies par le procédé le plus approprié à notre état et à notre politique, ainsi que l'ont fait avant nous tous les peuples colonisateurs, et en particulier nos maîtres les Romains »<sup>46</sup>. En conséquence, il paraît que la narratrice n'est pas encore ouverte à l'idée de l'égalité entre les peuples. Elle semble faire partie des cercles intellectuels français à l'esprit ouvert, mais encore nourris des textes du siècle précédent prônant le racisme scientifique.

En 1928, Raymond Escholier (1882-1971) a publié un texte – similaire à celui de Lucie Cousturier témoignant de son histoire personnelle avec les tirailleurs sénégalais – *Mahmadou Fofana*, où le narrateur a exprimé dès le début ce doute de haute importance : « De quel droit, au nom de supposés bienfaits civilisateurs que nous leur apportons, demandons-nous aux Africains de donner leur vie pour des causes qui ne sont pas les leurs ? »<sup>47</sup> Le narrateur, étant adjudant de la Grande Guerre et journaliste militaire, formule clairement la critique

<sup>43</sup> Décret portant sur la réorganisation du recrutement des troupes indigènes de race noire et de leurs réserves en Afrique Occidentale française. 7 février 1912, Article 5.

<sup>44</sup> Terme utilisé pour la première fois par Aimé Césaire dans le déjà mentionné *Discours sur le colonialisme*.

<sup>45</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, op.cit., p. 45-46.

<sup>46</sup> Mangin, *La force noire*, op.cit., p. 93.

<sup>47</sup> R. Escholier, *Mahmadou Fofana*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 15.

décoloniale concernant l'existence de la force noire et de sa déterritorialisation aliénante. Néanmoins, il semble que ce récit non-fictionnel attire encore moins d'attention académique que le récit de Lucie Cousturier<sup>48</sup>. Les deux textes demeurent marginalisés.

### Racisme enraciné<sup>49</sup>

*« Mais que voulez-vous, Madame, c'est pas longtemps, en France, qu'un Sénégalais il peut rester content dans son cœur »<sup>50</sup>.*

Dit un des tirailleurs, Damba Dia, à la narratrice soulignant la solitude, la mélancolie et le sentiment de perte d'un colonisé dans le pays colonisateur – d'ailleurs un thème qui va préoccuper trois décennies plus tard les écrivains subsahariens anticoloniaux de la génération du Sénégalais Ousmane Sembène (1923-2007). Cette phrase prononcée en 1918 résonne d'une manière intertextuelle avec deux vers d'un célèbre poème *La trahison*, écrit par le poète haïtien Léon Laleau (1892-1979) : « D'appriivoiser, avec des mots de France, / ce cœur qui m'est venu du Sénégal ? »<sup>51</sup>. Le sujet lyrique exprime le même déchirement intérieur causé par le dépaysement, dans ce cas linguistique. Dans ce sous-chapitre, nous développerons le thème de l'impossibilité de l'intégration égalitaire des tirailleurs sénégalais dans l'espace français.

Comme nous l'avons déjà affirmé, le texte de Lucie Cousturier est incontestablement un tournant important dans la compréhension de « l'Autre » dans l'histoire littéraire de la France<sup>52</sup>. Pourtant, c'est une œuvre qui doit être problématisée et déconstruite dans l'époque des théories et des pensées décoloniales pour mieux saisir son influence potentielle. Nous avons déjà analysé l'absence du point de vue critique de la narratrice sur la présence des tirailleurs sur le sol français. Ce dépaysement est considéré naturel dans les relations dominant-dominé. Un autre aspect, sous forme d'un procédé littéraire, est l'infantilisation des tirailleurs sénégalais, ce que nous avons déjà identifié comme une des tendances stigmatisantes de la propagande de l'époque.

La narratrice se met rapidement dans la peau de la vraie enseignante et adopte cette mission civilisatrice basée sur l'apprentissage de la langue française<sup>53</sup>. Elle considère ces sol-

<sup>48</sup> Nous n'avons trouvé qu'un article académique récent qui compare Escholier et Cousturier dans leur description des tirailleurs sénégalais. Nous reparlerons de cette article dans le sous-chapitre suivant.

<sup>49</sup> Nous ne nous arrêtons pas sur l'utilisation fréquente de la dénomination péjorative « nègre ». Souvent, la narratrice ainsi parle de ses soi-disant étudiants. Il est évident qu'à cette époque ce terme, déjà raciste, était profondément infiltré dans l'imaginaire sur le Subsaharien quelconque. Lucie Cousturier utilise ce terme dans tous ses textes sans faire différence entre noir, africain ou « nègre ». Évidemment, le terme subsaharien n'apparaît pas du tout pour une raison simple : il n'a été popularisé qu'après les indépendances.

<sup>50</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, op.cit., p. 237.

<sup>51</sup> L. Laleau, « La trahison », in *Musique nègre*, Port-au-Prince, Impr. de l'État, à compte d'auteur, 1931, page inconnue.

<sup>52</sup> Il faut se poser la question sur la réception de cette œuvre, néanmoins ce n'est pas le but de cet article. Nous voulons simplement souligner que la littérature secondaire sur *Des inconnus chez moi* est presque inexistante.

<sup>53</sup> Lucie Cousturier ne commente jamais les habitudes des tirailleurs sénégalais en dehors de sa classe. Elle critique leur incapacité de tenir un stylo par exemple, mais ne tente jamais de leur imposer la culture française.

dates comme ses étudiants, elle les appelle « grands garçons »<sup>54</sup> ou « orphelins »<sup>55</sup>. En ce qui concerne le premier terme, il s'agit d'une expression courante dans la langue parlée et dans les interactions enseignant-étudiant. Dans cette situation, il est nécessaire de prendre en considération le contexte colonial et l'image dégradante que la narratrice nourrit avec son discours. De plus, dans quelques passages, la narratrice donne une description inutilement euphémisée des tirailleurs : « L'uniforme d'Ahmed me semble léger comme celui d'une écolière »<sup>56</sup>. Il est difficile d'imaginer l'uniforme d'un soldat de la Grande Guerre pendant l'hiver avec cette caractéristique particulièrement non-militaire. De la même façon, le soldat sans chaussures – que nous avons vu dans le sous-chapitre sur la propagande – est inconcevable. Dans le cas du deuxième terme, la signification dépend de l'intention. Elle l'emploie pour souligner le fait que les tirailleurs sénégalais ont été forcés à quitter leur terre natale. Pourtant, comme nous l'avons déjà souligné, elle ne questionne pas davantage cette réalité disloquée. Elle la nomme sans en rendre visible les raisons. En conséquence, l'énergie anticoloniale est incomplète.

Comme nous l'avons déjà souligné, le récit suit la transformation de l'esprit de la narratrice et de son attitude – cette transformation se réalise grâce à la distance temporelle que la narratrice pouvait prendre comme en témoigne cette citation<sup>57</sup> : « Je me rendrai bientôt compte qu'il est absurde de traiter des soldats de la guerre 1914-18 comme des jeunes gens qui commencent une paisible année scolaire »<sup>58</sup>. Il est évident que dans cet extrait la narratrice qui a connu le déroulement et la fin de la Grande Guerre comprend plus profondément l'engagement des tirailleurs sénégalais que le personnage de Lucie Cousturier de la diérèse qui est en train de vivre la guerre et la présence des soldats étrangers. Au départ du récit, ces soldats sont appelés « envahisseurs »<sup>59</sup> et la narratrice pleure l'abattage de deux de ses oliviers pour que le camp de tirailleurs puisse être construit. En conséquence, vu la propagande, le racisme et la peur de la différence, ces hommes venus pour se battre pour la France sont appelés par cette Française « sauvages »<sup>60</sup> ou « barbares »<sup>61</sup>, ce qui illustre l'incorporation des préjugés transmis massivement et systématiquement dans la société françaises. Ils ne deviennent des hommes qu'au moment où ils commencent à apprendre la langue française avec la narratrice. Il est visible que le pouvoir de la langue française à civiliser est reproduit et perpétué par Lucie Cousturier, qui a pourtant les meilleures intentions. Il est impossible d'échapper dans cette époque au système colonial et à ses processus aliénants basés sur l'idée de la domination et la hiérarchisation sociale.

<sup>54</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi, op.cit.*, p. 19. Ce n'est qu'un exemple, cette expression est utilisée à plusieurs reprises.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 24. Ce terme est également employé dans d'autres passages.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 281.

<sup>57</sup> Les événements du récit se déroulent avant tout entre 1916 et 1918 et le personnage de Lucie Cousturier n'a pas d'accès à des informations sur les activités des tirailleurs sénégalais, tandis que le livre est publié en 1920 où en général, le public dispose d'un accès à un certain nombre de bilans. En conséquence, il s'agit des souvenirs authentiques, mais écrits avec un certain décalage temporel.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 13.

Malgré cette transformation, tout au long du roman, le lecteur remarque les manifestations caractéristiques de ce système et de ses valeurs chez les Cousturier. Ils prononcent des questions déshonorantes par leur naïveté qui dégrade la situation des soldats en les traitant comme simples et médiocres. Il s'agit par exemple d'une question que l'on ne poserait jamais à un soldat dit régulier, à savoir : « tu n'aimes pas la guerre ? »<sup>62</sup>. Prenant en considération la situation des tirailleurs sénégalais cette question ne peut pas englober leur réalité, vu que bonne partie de tirailleurs sénégalais ne savaient même pas où ils étaient et pourquoi – comme nous avons pu le lire dans le discours de Sandré, cité précédemment. Cette question traduit le niveau intellectuel et spirituel inférieur des tirailleurs sénégalais.

De la même manière le dialogue entre un tirailleur sénégalais et la narratrice, où elle exprime l'indignation probablement prétendue concernant le départ des tirailleurs sur le front met l'interlocuteur dans la situation où il doit démentir une accusation ridicule :

« – Alors Baynik, lui dis-je, c'est moi seulement qui suis triste de voir partir mes élèves au front ; c'est moi seulement qui ai peur qu'on les fasse mourir à la guerre. Mais eux sont tous contents de changer de place. [...] – Non, moi y a pas tranquille, y a personne tranquille, y a personne content pour aller au front. – Moi je crois que si, Baynik. Je crois que tous les officiers sont contents de gagner des galons nouveaux, je crois que tes amis sergents sont contents de tuer des Boches pour devenir adjudants, et les caporaux pour devenir sergents. – Non, eux y a pas contents ! »<sup>63</sup>

Le tirailleur est forcé d'expliquer une réalité évidente et à persuader la narratrice de quelque chose qui ne devrait pas susciter de questions ou d'indignations, ce qui le met dans une position dégradée par rapport à la narratrice condescendante. À la fin du texte, la narratrice ose prononcer la phrase suivante : « La belle aventure est finie »<sup>64</sup> parlant de la situation des tirailleurs dans la Grande Guerre. Ni l'adjectif ni le substantif de cet énoncé ne correspondent à la souffrance, à la violence ou aux émotions suscitées par un tel conflit militaire.

Notre dernier exemple sera une blague qui frappe par sa simplicité outrageuse simplifiant une situation grave qui pourrait éventuellement coûter la vie d'un homme. C'est le mari de la narratrice Jean qui affirme :

« – Tu en as, de la chance, d'aller faire de l'auto, lui assure-t-il, je voudrais bien être à ta place ! Tu feras courir tout le monde, avec ta sirène (Jean imite la sirène). C'est très amusant ! Et puis tu écraseras comme des mouches toutes les vilaines choses qui embarrassent les routes : les chiens, les moutons, les vieilles femmes »<sup>65</sup>.

Ainsi, Jean essaye d'encourager et en même temps de consoler un tirailleur, Baïdi, qui doit partir au front. Néanmoins, sa façon d'imposer sa vision – probablement inconsciem-

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 82.

ment<sup>66</sup> – moqueuse de la vie des tirailleurs sénégalais banalise la vraie expérience de Baïdi. Dans le sous-chapitre suivant, nous démontrerons pourquoi qu’il n’y a eu aucune protestation. Nous montrerons que cette pensée est engendrée non seulement par la propagande, mais également par les intellectuels de l’époque.

### La vision de l’époque chez Lucie Cousturier

« *Que voulez-vous ? C’est pas la peine de s’en faire  
et de s’abrutir à expliquer des choses.  
Ils ne peuvent pas comprendre, ce sont des singes !* »<sup>67</sup>

Un sergent de l’armée française, responsable des tirailleurs sénégalais, les dénomme ainsi pour souligner leur inaptitude à réaliser des processus intellectuels propres aux Européens, ce qui témoigne indiscutablement de l’image déshumanisante que la France avait à l’époque des Subsahariens. Nous avons abordé cette caractéristique attribuée aux tirailleurs sénégalais dans le sous-chapitre sur la propagande<sup>68</sup>. La narratrice elle-même affirme d’une manière autocritique que la pensée des Français de son époque a été influencée par Arthur de Gobineau (1816-1882) qui a écrit un essai soi-disant scientifique : *Essai sur l’inégalité des races humaines*<sup>69</sup> posant le fondement du racisme scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les autres parties du récit, la narratrice mentionne qu’à l’image du matériel visuel éducatif, elle utilise l’œuvre d’Onésime Reclus (1837-1916). Avec Gobineau, Reclus était l’un des sympathisants les plus férus et un des théoriciens reconnus de la colonisation française. L’histoire attribuée à Onésime Reclus l’invention des termes francophone et francophonie dans son texte *France, Algérie et colonies*<sup>70</sup>, à savoir dans cette phrase iconique qui est en partie citée par les institutions francophones comme leurs fondements idéologiques : « Par contre, nous acceptons comme francophones tous ceux qui sont ou semblent destinés à rester ou à devenir participants de notre langue [...] »<sup>71</sup>. Voici la deuxième partie oubliée de cette phrase : « [...] Bretons et Basques de France, Arabes et Berbères du Tell dont nous sommes déjà les maîtres »<sup>72</sup>. Nous constatons que la question de la domination de l’Autre se perpétue dans le contexte intellectuel de Lucie Cousturier.

La narratrice mentionne également une autre source de ses connaissances liées à l’Afrique et ses habitants : l’*Histoire naturelle* de Buffon (1707-1788) qui entre autres dans ses textes, révolutionnaires par leur portée intellectuelle, affirme ceci :

<sup>66</sup> Nous attribuons cette tendance à réduire jusqu’à l’insignifiance l’expérience des tirailleurs sénégalais de la Grande Guerre à l’influence de la propagande. Comme nous l’avons démontré plus haut, une certaine propagande a créé ce fameux rire de tirailleurs, même en face de la mort portée par les armes de leurs ennemis.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>68</sup> L’idée de la progéniture engendrée par l’union d’un singe et d’un Subsaharien était encore propagée durant l’exposition coloniale de 1931 qui a lieu à Paris. À voir l’affiche accessible sur : <https://imagesociale.fr/6188> (téléchargé le 9 septembre 2025). Saïda devait être le résultat de l’hybridation entre les espèces animales différentes.

<sup>69</sup> A. de Gobineau, *Essai sur l’inégalité des races humaines*, Paris, Didot, 6 volumes entre 1853 et 1855.

<sup>70</sup> Paris, Hachette, 1886.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 422.

<sup>72</sup> *Ibid.*

« chargez donc encore le tableau si vous voulez comparer le singe à l'homme, ajoutez-y les rapports d'organisation, les convenances de tempérament, l'appétit véhément des singes mâles pour les femmes, la même conformation dans les parties génitales des deux sexes ; l'écoulement périodique dans les femelles, et les mélanges forcés ou volontaires des Nègresses aux singes, dont le produit est rentré dans l'une ou l'autre espèce »<sup>73</sup>.

Lucie Cousturier décrit ainsi les connaissances insuffisantes de l'époque du peuple français, encore profondément plongé dans les idéaux racistes, qui fait face à l'arrivée des tirailleurs sénégalais parlant des langues inconnues, ayant des habitudes différentes et avant tout avec une allure et une apparence véritablement étranges, inclassables et insaisissables. Malgré cette absence évidente d'expériences, il y a plusieurs personnages qui ont l'impression de connaître les tirailleurs sénégalais plus qu'eux-mêmes, par exemple le lieutenant Duret qui affirme sans hésiter : « J'ai passé plusieurs années à Madagascar et j'en estime beaucoup les indigènes. Je crois qu'ils vous intéresseront. Ils sont plus dociles que les Sénégalais<sup>74</sup> et plus intelligents »<sup>75</sup>. Inévitable, il se croit dans la position qui lui permet d'évaluer les nations entières. La narratrice présente une attitude douteuse envers cette assertion. De ce point de vue, nous considérons ce récit déconstruisant, parce que la narratrice renverse les valeurs enracinées de l'époque.

Et finalement, elle mentionne comme la source d'informations sur les cultures étrangères Paul Bert (1833-1886), médecin, homme politique et avant tout grand partisan de la colonisation française. Auteur prolifique sur la zoologie, le lecteur peut trouver les enseignements racistes à outrance : « Les Nègres, peu intelligents, n'ont jamais bâti que des huttes parfois réunies en assez grand nombre pour faire une ville ; ils n'ont point d'industries ; la culture de la terre est chez eux au maximum de simplicité »<sup>76</sup>. Ces connaissances dont la narratrice est imbibée se traduisent par les assertions comme par exemple lorsqu'elle évalue l'activité cérébrale chez ses dits étudiants : « De 1918 à 1919, en une seule année, l'activité cérébrale de mes élèves de tous les âges s'est incroyablement précipitée. Elle ralentira, sans doute, faute de stimulants, sous les palmiers du pays natal : elle s'est fût accrue ici »<sup>77</sup>. Sans donner une quelconque preuve, sans nuancer les cas particuliers, elle généralise ses expériences subjectives, la narratrice les applique à l'ensemble de ses étudiants – processus employé par la propagande coloniale.

Pour conclure ce sous-chapitre, nous constatons que malgré l'enracinement de la vision raciste du monde chez Lucie Cousturier, l'autrice déconstruit elle-même sa position, comme nous l'avons déjà remarqué :

<sup>73</sup> Buffon, *Œuvres complètes*, Paris, Vasseur, 1884, p. 390.

<sup>74</sup> Dans cet extrait, la majuscule est employée, pourtant il n'est pas clair si le personnage du lieutenant Duret parle des tirailleurs ou de vrais habitants du Sénégal. Cette confusion dans l'appellation est fréquente dans ce texte, par exemple à la page 181, la narratrice parle d'un cycliste sénégalais. Il est évident que ce terme est ainsi dépourvu de toute possibilité d'individualiser un homme.

<sup>75</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 176.

<sup>76</sup> P. Bert, *Premières notions de zoologie : lectures à l'usage des élèves des établissements d'enseignement secondaire, des écoles normales primaires et des écoles primaires supérieures*, Paris, G. Masson, 1885, p. 92.

<sup>77</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 124.

« J'en étais arrivée à craindre, tant la venue des noirs me plaisait, que leur couleur ne m'hypnotisât. Bien des fois, dans notre jardin, en me retournant au bruit des pas d'un visiteur, ma déception de lui voir un visage blanc fut telle que je me demandai si le noir n'avait pas pris à mes yeux une valeur esthétique trop grande. Étais-je un peintre si blasé ? Ou un amateur de curiosités anthropologiques ? Cela eût discrédité mon jugement et mes sympathies »<sup>78</sup>.

Le côté anthropologique réel ou imaginé tracasce la narratrice et elle cherche la réponse à ce doute concernant son engagement du côté des tirailleurs sénégalais. Elle questionne sa position dans les autres textes, par exemple dans son court récit autobiographique *La forêt du Haut-Niger*<sup>79</sup>, elle dénonce la colonisation, les colonisateurs et leurs pratiques et pourtant elle voyage comme une vraie colonisatrice :

« L'administration me donne douze hommes. Six porteront mes bagages sur leur tête ; six autres, les hamacaires, me transporteront moi-même de cette façon : deux en avant et deux en arrière supportent de leur tête les petits côtés du toit long, en lattes et nattes, auquel est suspendu mon hamac. Deux autres suivront, déchargés, pour relayer alternativement le plus fatigué des deux couples de cariatides »<sup>80</sup>.

Cette citation donne l'impression que la situation coloniale est pour un colonisateur conscient et égalitaire sans issue. Le théoricien tunisien susmentionné Albert Memmi appelle cet effet de la colonisation : « le colonisateur qui se refuse »<sup>81</sup>. L'auteur explique que le colonisateur ne peut pas refuser sa position dans la colonie où il arrive indéniablement avec des privilèges. En effet, la narratrice fait l'expérience cet effet. Dans la sous-partie suivante, nous aborderons une autre représentation des tirailleurs sénégalais que la narratrice a en commun avec la propagande de son époque.

### **Animalisation chez Lucie Cousturier, en effet miroir avec son époque**

Comme nous l'avons déjà démontré, l'animalisation était un des processus récurrent dans la propagande visuelle. Héritée déjà de l'imaginaire esclavagiste, l'animalisation rendait le traitement inhumain des tirailleurs sénégalais pardonnable et même acceptable. En général, l'homme occidental se sentait différent de l'homme subsaharien. Dans *Des Inconnus chez moi*, nous trouvons de nombreuses métaphores et comparaisons animalières attribuées à la représentation des tirailleurs sénégalais. Un des rares articles académiques sur l'ouvrage de Cousturier que nous avons trouvé, rédigé par le susmentionné Kathy Comfort<sup>82</sup>, attribue la valeur positive à cette tendance d'animaliser les tirailleurs, sans la problématiser en mettant en relief les caractéristiques mélioratrices des animaux utilisées dans cette figure de style.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 177-178.

<sup>79</sup> Cousturier, *La forêt du Haut-Niger*, *op.cit.*

<sup>80</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 7.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>82</sup> K. Comfort, « Literary Portraits of World War I *Tirailleurs sénégalais* : Lucie Cousturier's *Des inconnus chez moi* (1920), and Raymond Escholier's *Mahmadou Fofana* (1928) », *Neophilologus*, n° 109 (2025), p. 1-15.

Par contre, nous remettons en question cette pratique avant tout dans le contexte des réseaux des influences, pratiques et pouvoirs coloniaux dont nous avons parlé plus haut.

L'animalisation sous forme de la métaphore ou comparaison est employé dans ce récit au moins 35 fois et la narratrice se sert de l'image de 12 animaux différents (les animaux les plus récurrents sont le chat, l'oiseau et le chien). Nous n'avons pris en considération que des situations textuelles, où l'imaginaire relié au monde animalier est explicite et indiscutable. Dans l'écrasante majorité des cas, c'est l'auteur qui utilise ce processus représentatif pour décrire le corps des tirailleurs sénégalais et plus particulièrement leur visage. Il est facilement soutenable de rapprocher le narratif de la propagande visuelle de l'époque et la corporalité animalisée chez Lucie Cousturier. Pour cette dernière, chaque animalisation distancie le tirailleur décrit de l'espèce humaine, il s'agit toujours d'une caractéristique qui le différencie de l'homme ordinaire. La narratrice animalise également l'écriture d'un tirailleur<sup>83</sup>, Mekhtar Saar, pour mettre en évidence le fait qu'il lui est impossible de suivre la ligne. Ainsi, elle met en exergue son incapacité, liée au côté technique de l'écriture. Dans une autre comparaison, la narratrice se sert de bruits émis par un oiseau pour décrire la façon de parler d'un tirailleur, Ghibi<sup>84</sup>. Elle emploie le mot gazouiller pour décrire la voix de Ghibi qui dans sa ville natale tient la position du chanteur, mais dans le même temps, il ne maîtrise pas la langue française. En conséquence, dans sa description, c'est le rythme qui compte et le définit et non pas l'articulation des mots concrets. Nous souhaitons nous arrêter sur une dernière métaphore animalière, particulière par son imaginaire et son côté inventif et original. La narratrice décrit la posture d'un tirailleur, Saër : « Ses gestes à la fois précis et distraits, comme extra-terrestres, me font penser à ces insectes qui tentent de continuer leur marche, sectionnés en deux »<sup>85</sup>. Premièrement, la narratrice compare d'une manière absolument inattendue le tirailleur à un être hors de notre monde. En revanche, dans les autres parties du récit, elle essaie de décrire les tirailleurs comme des humains qui partagent le monde avec les autres et les faire sortir de cet inconnu, ce mystère, voire des ténèbres. Deuxièmement, la morbidité de l'image de l'insecte brutalise les mouvements de tirailleur.

Malgré l'animalisation systématique dans le récit<sup>86</sup>, qui est probablement le résultat de l'appropriation inconsciente de la représentation idéologique propagandiste, la narratrice permet à un tirailleur, Amadou Hassan, de s'attaquer ouvertement à ce processus racisant visuel : « lé francés ils sont dire lé sénégalais qu'il faut donné cou de lamain pour gagné laguer alor tousle tirayer son mourir en france masi le francés ils sont regardé nous comme le sanimaux mais mon cher Madame lé Sénégalais sont mié (mieux) que leropéen »<sup>87</sup>. Le tirailleur exprime en soi-disant petit-nègre (nous traiterons cette variante simplifiée de la langue française plus tard), les relations déséquilibrées entre la France et les tirailleurs, relation fondée sur l'exploitation des colonisés dans la guerre, occultée par la moquerie. Par contre, c'est une des rares voix critiques envers la métropole coloniale du côté des tirailleurs, parce qu'il y a des personnages qui adoptent cette vision dégradante propagée par

---

<sup>83</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, op.cit., p. 127.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>86</sup> Lucie Cousturier continue à employer ce processus narratif dans les autres récits : *La forêt du Haut-Niger*, op.cit. p. 10. ou *Mon ami Soumaré, laptot*, op.cit., p. 33. Ce n'est que quelques exemples.

<sup>87</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, op.cit., p. 208.

l'Europe, par exemple Damba Dia qui écrit dans une lettre à la narratrice ceci : « J'ai fait beaucoup de faute mais seulement quand je trouve trois ou quatre femmes française comme vous je ne serai plus ignorant. Avant de vous connaître j'étais con comme les animaux maintenant je suis un peu mieux »<sup>88</sup>. Encore une fois en petit-nègre, le tirailleur se compare à un animal pour les fautes qu'il a commises et met en valeur les intentions de Lucie Cousturier de l'éduquer et de le faire entrer dans la lumière intellectuelle, représentée dans ce cas concret par la maîtrise de la langue française. Revenons à ce sergent cité plus haut qui a également comparé les tirailleurs à des singes, Damba Dia ne fait alors que répéter les mots de son supérieur, tel un bon subalterne. Il est difficile d'en tirer des conséquences, nous pouvons simplement constater que la propagande a réussi à imposer l'image animalière avec toutes les caractéristiques qui lui sont propres, car nous avons des voix qui se dressent contre cette image et d'autres qui la perpétuent.

### La voix prêtée aux tirailleurs sénégalais

Dans les sous-chapitres précédents, nous avons abordé d'une manière critique le récit de Lucie Cousturier, pourtant il est indispensable de mettre en évidence deux aspects. *Des inconnus chez moi* qui devance d'une manière importante son époque et aurait dû inscrire l'autrice dans l'histoire de la littérature française, ce qui n'est pas le cas, comme nous l'avons déjà démontré. Le premier procédé narratif, qui accentue le caractère exceptionnel de ce texte, repose sur l'attribution de la voix aux tirailleurs sénégalais et sur la retranscription de leurs énoncés en présentant au grand public un témoignage unique à l'époque de l'entre-deux-guerres. Elle restitue – au niveau symbolique – une partie de leur caractère humain, ôté par la propagande. Ils ont la possibilité de transmettre leurs histoires et de témoigner eux-mêmes de la Grande Guerre. Ainsi, elle permet aux tirailleurs d'exprimer leur propre opinion et, de cette manière, de se révolter contre les idées reçues de l'époque.

Ici, nous voulons mentionner un exemple qui relie ce sous-chapitre avec celui relatif à la propagande, à savoir le stéréotype qui cannibalise les tirailleurs sénégalais. Longtemps avant la Grande Guerre, l'Occident a déjà attribué le statut d'un anthropophage aux Subsahariens. La raison pourrait être simple : le cannibalisme est un crime que la société occidentale ne pardonne pas. Les sociétés cannibales réelles ou prétendues étaient dans l'histoire humaine démonisées et considérées comme condamnables et répréhensibles. La narratrice parle avec un de ses soi-disant étudiants, Toma Fôdé, et lui pose la question concernant la tradition cannibale chez lui. Sa réponse devait choquer le lecteur de l'époque :

« Hommes qui mangent les hommes ? Jamais j'avais entendu dire encore, dans mon pays, avant quitter là-bas. Dakar, première fois, j'ai entendu. Mais quand j'ai débarqué Bordeaux, mon vieux, là tous les civils, les hommes, les madames, les mademoiselles, les petits gosses, tout le monde il connaissait que les Sénégalais ils mangent les hommes »<sup>89</sup>.

Sans contestation, le tirailleur est surpris et en même temps admet qu'il avait déjà été accusé d'être un cannibale, sans comprendre pourquoi, parce qu'une telle tradition lui est visiblement incompréhensible. De plus, il ajoute une histoire que dans un des camps

<sup>88</sup> *Ibid.*, 208-209.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 139-140.

d'hivernage, les tirailleurs sénégalais avaient entendu ce préjugé, mais l'avaient mal interprété en pensant qu'il y avait un vrai cannibale parmi eux suite à quoi, ils avaient peur d'être mangés par ce spectre imaginaire. Le renversement de ce stéréotype est particulièrement bien abouti, en le tournant en une histoire comique et dérisoire.

De plus, la narratrice ne se contente pas de redonner la parole aux tirailleurs, elle leur rend leurs noms en les notant dans son récit et en les reliant avec des vrais êtres humains et leur propre histoire. Ainsi, à partir de ce récit, une mémoire collective a pu être reconstruite, parce que les tirailleurs ont été individualisés. En conséquence, son texte se révolte contre l'anonymat des colonisés tant répandu dans la métropole coloniale en tant que stratégie oppressante. Elle inscrit dans son récit à peu près 40 noms<sup>90</sup>. Quelques tirailleurs sont mentionnés pour des raisons différentes, ainsi certains ne peuvent pas, ou ne veulent pas, participer aux cours de français ou bien ils sont rapidement envoyés sur le front. La narratrice décrit la mort de quelques tirailleurs sénégalais qui étaient ses soi-disant étudiants. Elle nomme les morts en leur donnant la possibilité de ne pas être oubliés. Ainsi, elle humanise quinze tirailleurs sénégalais morts au cours de la guerre. Elle présente également les tirailleurs qui ont survécu et ont eu la possibilité de revenir chez eux. Il s'agit de Samba Penda, Ahmed Mamadou, Damba Dia et Ghibi Tangara<sup>91</sup>.

Ce processus d'attribuer des noms propres à des témoins silencieux d'une oppression et d'une exploitation longtemps et systématiquement occultées peut être considéré comme un geste décolonial.

### Tirailleurs sénégalais face à la langue française

La question du français simplifié que l'on a enseigné aux tirailleurs sénégalais sous le nom de petit-nègre, dont la dénomination est humiliante pour son utilisateur en lui attribuant le caractère de sous-utilisateur, représente une double oppression des tirailleurs. Ce dialecte leur était imposé comme le seul moyen d'expression qu'ils pouvaient maîtriser avec leurs capacités mentales, avant d'être jugés à cause de la simplicité et de la naïveté de ce dialecte. Il faut souligner ici que ce jargon a été inventé par les locuteurs natifs de la langue française<sup>92</sup>. En conséquence, le petit-nègre était une preuve imposée de leur insuffisance intellectuelle. La narratrice se révolte contre ce jargon militaire qui est à nos yeux une des attitudes les plus révolutionnaires de ce récit. Elle se met à enseigner le français pour détourner les tirailleurs de l'utilisation de ce moignon du français. Lorsque la narratrice commence à donner des cours de langue française aux tirailleurs sénégalais, elle est ouvertement hostile envers les langues maternelles des tirailleurs, elle les appellent « dialectes »<sup>93</sup>. Pour elle, les

<sup>90</sup> Lucie Cousturier continue à nommer les colonisés qu'elle a rencontrés dans les autres textes publiés, par exemple dans *Mes inconnus chez eux. Mon ami Soumaré, laptot*, *op.cit.*, p. 14.

<sup>91</sup> La narratrice rencontre cet ancien tirailleur sénégalais pendant son voyage à Bamako : Cousturier, *Mes inconnus chez eux. Mon ami Soumaré, laptot*, *op.cit.*, p. 44.

<sup>92</sup> Cette sous-langue a été décrite pour la première fois ici : M. Delafosse, *Vocabulaire comparatif de plus de 60 langues ou dialectes parlés à la Côte d'Ivoire*, Paris, Leroux, 1904, p. 263-265. Maurice Delafosse (1870-1926) était administrateur colonial français, anthropologue et linguiste. À la page 263 de ce texte, il a écrit ceci : « il [petit-nègre] est la simplification naturelle et rationnelle de notre langue si compliquée ». Il inflige au lecteur l'idée de l'infériorité intellectuelle des utilisateurs du petit-nègre qui ne pourraient pas maîtriser le français standard.

<sup>93</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 85.

soldats subsahariens font preuve d'intelligence s'ils maîtrisent la langue française. Elle se considère comme bienfaitrice en transmettant la langue française correcte, elle incite ses soi-disant étudiants à amener les autres dans sa classe. Elle s'approprie rapidement la mission civilisatrice et se considère comme une femme-sauveur en assurant elle-même leur évolution complexe.

Il y a trois moments majeurs de ce récit que nous considérons déconstruisants et décoloniaux. La narratrice s'attaque à l'injustice systématique cachée derrière cet idiome militaire. Tout d'abord, elle explique la naissance du petit-nègre. Sa théorie n'est pas soutenue, elle est simplement prononcée en filigrane : « Les recruteurs ont su retrouver, pour rafler les noirs à travers l'Afrique, les bonnes méthodes prussiennes. Leurs instructeurs ont su généraliser un espéranto, ou "petit nègre", propre à la fabrication et à la livraison de soldats par les plus brèves voies possibles »<sup>94</sup>. Cette explication semble plausible et ce qui est plus important est qu'elle dérègle l'inviolabilité et l'intangibilité de l'Europe coloniale, plus particulièrement de la France coloniale. Ensuite, elle parle<sup>95</sup> avec indignation et irrespect du tristement célèbre manuel du petit-nègre<sup>96</sup>. Elle dénonce ouvertement la simplification exagérée de la langue française qui doit inévitablement abrutir les moyens linguistiques des tirailleurs sénégalais qui veulent s'exprimer dans cet outil mutilé.

En enfin, elle donne la parole à des tirailleurs qui définissent clairement la vraie fonction du petit-nègre dans la société française : « Les noirs ont appris, par les rires, que leur langage les ridiculise : "c'est français seulement pour tirailleurs", reconnaissent-ils, tristement. Un de mes élèves, plus malveillant, assure que "c'est des mots trouvés par les Européens pour se foutre des Sénégalais" »<sup>97</sup>. Ils ont compris le véritable potentiel et l'usage de cette langue estropiée, surnommée éloquentement le français tirailleur. Dans la citation, le pluriel signifie évidemment la prise de conscience collective. Revenons rapidement vers l'affiche susmentionné de *Banania* qui porte la phrase emblématique en petit-nègre : « Y a bon ! » qui avec le sourire engendre le stéréotype du tirailleur sénégalais primitif et considérablement simple. L'image qui sera utilisée pendant des décennies – la marque ne sera obligée de se débarrasser de ce slogan qu'en 2011 – n'est-elle pas une preuve palpante de la véracité de ce que confirment les tirailleurs dans la dernière citation ?

## Conclusion

« Mais je déchirerai les rires banania sur tous les murs de France »<sup>98</sup>.

Le livre de Lucie Cousturier se termine par le départ de susmentionné Damba Dia qui veut rester à tout prix en France, ce qu'il ne peut faire pour des raisons qui ne sont pas expliquées. Il pleure son destin. Le départ est pour lui – semble-t-il – plus terrifiant que sa participation dans la Grande Guerre. En effet, cette histoire finale résume d'une manière complémentaire l'esprit de ce récit. Tout au long du texte, Lucie Cousturier se met dans la position de la « White-Woman-Savior ». Elle a l'impression que grâce à sa position, locutrice

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>96</sup> Sans auteur, *Le français, tel que le parlent nos tirailleurs sénégalais*, Paris, Imprimerie-Librairie Militaire Universelle, L. Fournier, 1916.

<sup>97</sup> Cousturier, *Des inconnus chez moi*, *op.cit.*, p. 105.

<sup>98</sup> L. S. Senghor, « Poème liminaire », in *Œuvres poétiques*, *op.cit.*, p. 55.

native de la langue française, elle peut sauver les tirailleurs sénégalais de leur ignorance condamnable – d’après l’époque innée – de la langue française. Dans sa position de femme-sauveur, elle se croit imperturbable et sait ce qui est nécessaire pour les tirailleurs.

En conséquence, il s’agit d’un récit qui fait indéniablement partie de son époque, comme nous l’avons démontré dans plusieurs sous-chapitres. L’imaginaire de la narratrice est influencé par les idées reçues transmises massivement par la propagande coloniale. En ce qui concerne la terminologie, la narratrice ne distingue pas les dénominations appartenant aux différents registres de l’appréhension raciste. Il faut mettre en évidence que Lucie Cousturier appartient à une époque de l’histoire française qui était largement influencée par le racisme scientifique et par les représentations caricaturales – présentées comme réelles – des colonisés. Malgré cela, nous avons montré que le récit de Lucie Cousturier s’inscrit précocement dans le mouvement décolonial. Les tirailleurs sénégalais sont dépeints comme des êtres ordinaires, avec les défauts et les qualités individuelles.

De ce point de vue, *Des inconnus chez moi* est une œuvre unique en son genre, qui reprend certes des stéréotypes de son époque, mais en même temps permet de reconstruire l’identité de quelques tirailleurs sénégalais. Enfin, dernier élément, mais non des moindres, ce récit met en question la langue des tirailleurs, petit-nègre, honte que l’histoire tente depuis longtemps d’occulter. Pour conclure, la narratrice dénude la réalité qui n’est souvent pas incluse dans les sources historiques accessibles, à savoir le quotidien<sup>99</sup> des tirailleurs sénégalais.

---

<sup>99</sup> Ici, nous avons voulu employer l’adjectif « authentique », mais nous nous sommes rendu compte qu’il serait invérifiable dans les sources auxquelles nous avons accès ce qui est en réalité une autre preuve de cette volonté à effacer les traces de cette histoire.



# *Représentations de l’Afrique dans la presse roumaine en 1945*

DOMNICA GOROVEI  
UNIVERSITE DE BUCAREST

## **Abstract**

This monographic study explores the often-overlooked role of Africa during and immediately after World War II, focusing on its political and colonial significance as reflected in Romanian press of 1945. While Africa’s contribution to the Allied victory is increasingly acknowledged, this research highlights the early ideological and geopolitical tensions shaping African-European relations, especially between Eastern Europe (notably Romania) and colonial Africa. The article analyses Romanian newspapers to understand how Africa was represented in the collective imaginary, revealing themes of colonialism, war effort, and hesitant emerging anti-imperialist critiques. It situates these media portrayals within the broader context of Romania’s post-war Soviet influence and Africa’s colonial struggles. The study underscores the beginnings of a global ideological divide and the complex exchanges foreshadowing Cold War dynamics. It also documents the gradual development of Romania-Africa relations during the communist era. Ultimately, this research contributes to the historiography of Africa’s central yet underappreciated role in 20th-century global politics.

**Keywords:** Africa, Romanian press, World War II, representations, collective imaginary, representations, colonialism

## **Introduction**

Perspective (quasi)absente des manuels d’histoire, la place et l’importance de l’Afrique dans la Seconde Guerre mondiale, pourtant déterminante dans l’issue du conflit, occupe aujourd’hui une place davantage visible dans les discours politiques de part et d’autre de la Méditerranée. D’ailleurs, de nombreux dirigeants des pays francophones d’Afrique de l’Ouest soulignent de plus en plus clairement par exemple que le destin de l’Europe aurait été bien différent sans l’Afrique<sup>1</sup>.

Au niveau de l’historiographie et des sciences sociales, on observe également un récent regain d’intérêt pour le rôle du continent africain – et du Sud Global en général – dans la guerre, comme en témoignent les nombreuses études publiées ces dernières années<sup>2</sup>. S’il

---

<sup>1</sup> Dans le contexte des relations tendues entre la France et plusieurs de ses anciennes colonies qui ont notamment décidé la fermeture des bases militaires françaises sur leur territoire (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Sénégal).

<sup>2</sup> Qui s’ajoute à un processus mémoriel bien lointain qui inclue par exemple en 1980 un colloque organisé par l’Unesco, dont les documents de travail et le rapport final sont réunis dans le volume « L’Afrique et la Seconde Guerre mondiale », Unesco, 1985, disponible au

existe un accord pour situer le début de la Guerre froide en 1947, on assiste déjà depuis 1945 à une phase initiale du développement de cette confrontation entre les deux blocs, la Conférence de Yalta jouant un rôle essentiel<sup>3</sup>.

L'histoire politique de l'Afrique et de ses États dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale est à comprendre dans une double perspective géopolitique, à enjeux et dynamiques pluriels. D'un côté par rapport à l'Europe occidentale – et ici les (dis)continuités des échanges avec l'ancien pouvoir colonial sont essentielles – et de l'autre, par les échanges avec les pays de ce qui se précise déjà à l'époque comme « le bloc de l'Est ». Notre recherche contribue à cette deuxième perspective.

L'année charnière de 1945 doit être appréhendée, même 80 ans plus tard, dans toute sa complexité, afin de dégager les dynamiques sous-jacentes d'un clivage idéologique, politique et géopolitique qu'il convient d'analyser dans une perspective globale pour en saisir pleinement les enjeux. La présente étude se propose ainsi d'esquisser un panorama des représentations de l'Afrique dans la presse roumaine de 1945. Sans prétendre accorder une importance particulière au dialogue entre ces deux espaces, quasi inexistant en 1945, et qui ne se construira que plus tard, presque à partir de zéro des deux côtés. Cette étude monographique éclaire la manière dont ces échanges prennent forme dans un monde en recomposition, où, dès 1945, se dessine déjà la tension entre la persistance de la logique impérialiste européenne et les signes annonciateurs de sa remise en question.

C'est sous le régime communiste que la Roumanie a entretenu ses relations les plus soutenues avec l'Afrique. S'intéressant graduellement au continent africain, principalement après les indépendances du Ghana (1957) et de la Guinée (1958), la Roumanie intensifie ces échanges dans les années 1960, avant d'enregistrer un pic dans les années 1970. La perspective que nous adoptons vise à situer ces interactions entre les deux espaces, sinon dans la longue durée, telle que proposée par Fernand Braudel qui a d'ailleurs vécu la Seconde Guerre mondiale, dont la réflexion fut profondément marquée par cette conflagration, du moins à travers la deuxième, voire la troisième temporalité. En effet, les changements sociaux, y compris ceux touchant la vie quotidienne, constituent des aspects essentiels pour comprendre l'histoire politique des échanges entre ce pays d'Europe de l'Est et le continent africain<sup>4</sup>.

L'article est articulé en deux parties. La première propose une analyse politique croisée de l'Europe de l'Est et de l'Afrique en 1945, en accordant une attention particulière à la situation de la Roumanie et au système colonial africain. La deuxième partie est consacrée à l'analyse des articles de presse roumains de 1945 portant sur l'Afrique.

### **Bref survol du contexte politique en 1945**

Comme cette étude propose une analyse croisée de la situation politique en Europe de l'Est, en Roumanie et en Afrique en 1945, il convient tout d'abord de dresser un aperçu des repères fondamentaux propres à chacun de ces territoires. À la sortie de la Seconde Guerre

---

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000192582>. Le colloque organisé à Szeged en mars 2025 dont on retrouve ici quelques contributions offre une illustration de ce type de tendance.

<sup>3</sup> O. A. Westad, *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

<sup>4</sup> F. Braudel, « Histoire et Sciences sociales. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 13/4 (1958), p. 725-753.

mondiale, l'Europe de l'Est, principal théâtre des affrontements entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, est largement occupée par l'Armée rouge. Dès cette date, l'URSS (Union des Républiques socialistes soviétiques) amorce l'imposition progressive de son influence sur plusieurs pays de la région, notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, et par la suite, en 1949, l'Allemagne de l'Est. Cette domination se traduit par l'instauration de régimes totalitaires. Ainsi se constitue une Europe de l'Est communiste, un bloc aligné sur Moscou, qui s'oppose désormais à l'Europe occidentale dans le cadre de la Guerre froide naissante<sup>5</sup>.

La Roumanie sort en 1945 profondément bouleversée de la conflagration mondiale. D'abord alliée de l'Allemagne nazie, elle change de camp en août 1944 après le coup d'État soutenu par le roi Michel I<sup>er</sup>, qui entraîne l'arrestation du maréchal Antonescu. L'Armée rouge occupe alors le pays et à partir de ce moment l'influence soviétique devient rapidement dominante. La dictature militaire de Ion Antonescu est renversée pour que, six mois plus tard, le pays fasse face au régime communiste. Le retour formel à la Constitution de 1923 en septembre 1944 ne suffit pas à rétablir le fonctionnement des institutions. La période qui s'ouvre est marquée par une instabilité chronique, dans laquelle le monarque tente de préserver un équilibre entre les forces politiques, tout en subissant les pressions du Parti communiste, soutenu par Moscou. Après deux gouvernements successifs dirigés par le général Constantin Sănătescu, dans lesquels les communistes voient leur position renforcée<sup>6</sup>, le roi est contraint de nommer un nouveau Premier ministre, toujours un général, Nicolae Rădescu, à la tête depuis décembre 1944 d'un gouvernement composé des trois partis traditionnels, nationaux-paysans, nationaux-libéraux et sociaux-démocrates, ainsi que des communistes. Son autorité est-elle aussi rapidement contestée, notamment à la suite des manifestations du 24 février 1945 organisée par les communistes demandant l'instauration d'un gouvernement communiste dirigé par Petru Groza. Quelques jours plus tard, le 6 mars le roi le nomme à la tête d'un gouvernement dominé par la coalition constituée autour des communistes, appelée Front démocratique national<sup>7</sup>. Ce gouvernement restera en place jusqu'aux élections de novembre 1946. Durant cette période, le roi Michel engage une « grève royale » entre août 1945 et janvier 1946, refusant de signer les décrets gouvernementaux pour protester contre la dérive autoritaire. Dans le même temps, le Parti communiste connaît une croissance spectaculaire : de 16 000 membres en février 1945, il passe à 400 000 membres en janvier 1946<sup>8</sup>.

C'est dans ce contexte de transition, d'instabilité gouvernementale sous fond d'ingérence soviétique, qu'il faut inscrire la présente étude des journaux roumains de 1945. Les premiers signes de la soviétisation y sont : marginalisation des partis démocratiques, natio-

---

<sup>5</sup> V. p.ex. d'une vaste littérature à ce sujet P. Kolář, « Communism in Eastern Europe », in S. A. Smith (ed.), *The Oxford Handbook of the History of Communism*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 203-219 ; pour le cas roumain V. Tismăneanu, *Stalinism for All Seasons. A Political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003 et D. Deletant, *Romania under Communism. Paradox and Degeneration*, London, Routledge, 2019.

<sup>6</sup> La nomination de Petru Groza au poste de vice-Premier ministre et les libéraux et les nationaux-paysans se retirent du cabinet.

<sup>7</sup> Seulement quatre portefeuilles ministériels reviennent à des dissidents des partis nationaux-paysans et libéraux, dont l'ancien Premier ministre Gheorghe Tătărescu.

<sup>8</sup> Nous faisons cette synthèse rapide à partir de C. Preda, *Rumâniî fericiți*, Iași, Polirom, 2021, p. 191-193.

nalisations, répression politique et mainmise progressive de l'Union soviétique sur la vie politique du pays. Le processus aboutit en 1947 avec l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une République populaire jusqu'en 1965, rebaptisée socialiste de 1965 à 1989.

En 1945, de l'autre côté de la Méditerranée, l'Afrique demeure quasi totalement sous domination coloniale européenne : française, britannique, belge, portugaise, italienne et espagnole. Seuls le Libéria, l'Éthiopie et l'Égypte sont indépendants. Concernant la France, l'Afrique constitue une part majeure de l'Empire colonial, organisé en Afrique occidentale française (AOF), Afrique équatoriale française (AEF), auxquelles viennent s'ajouter Madagascar, ainsi que les protectorats du Maghreb (Maroc, Tunisie) et la colonie de peuplement Algérie qui depuis 1848 intègre trois départements français. Ces territoires, profondément marqués par la guerre, ont apporté un soutien essentiel à la France, notamment par les tirailleurs sénégalais, la main-d'œuvre et les ressources naturelles. Plusieurs colonies, comme celles de l'AEF, se rallient au général de Gaulle, faisant de l'Afrique un bastion de la France libre (Brazzaville).

Les colonies africaines ont largement contribué à l'effort de guerre en fournissant soldats, matières premières et soutien logistique<sup>9</sup>. Des centaines de milliers de combattants d'Afrique, engagés sous les uniformes français et britanniques, ont contribué à la victoire des alliés. Mais la guerre a mis davantage en évidence les disparités « au total, 21 500 Africains et Malgaches sont tués entre 1939 et 1945 sous uniforme français, ainsi que 16 600 Maghrébins. On compte 14 Africains parmi les 1 030 compagnons de l'Ordre de la Libération »<sup>10</sup>. Une conscience politique se développe au sein des élites africaines, stimulée, tant par le retour des anciens combattants que par les principes énoncés dans la Charte des Nations unies, signée et entrée en vigueur toujours en 1945, qui affirment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dès lors, les premières revendications indépendantistes voient le jour, annonçant les mouvements d'émancipation politique qui se renforcent au cours des années suivantes<sup>11</sup>.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Afrique demeure sous domination coloniale, tandis que la Roumanie, bien que formellement indépendante, se trouve sous influence soviétique. Politiquement, l'Afrique voit croître les revendications indépendantistes, tandis que la souveraineté roumaine s'efface au profit d'un alignement sur Moscou. Cette situation inversée constitue le cadre d'une analyse comparative que nous développons ici à travers les représentations de l'Afrique dans la presse roumaine de 1945, où l'idéologie joue un rôle important.

<sup>9</sup> J. A. Byfield – C. A. Brown – T. Parsons – A. A. Sikainga (ed.), *Africa and World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

<sup>10</sup> Perspective de plus en plus présente dans l'espace public comme le montre par exemple le récent article « Seconde Guerre mondiale : le rôle de l'Afrique dans la victoire de 1945 », *RFI*, le 8 mai 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250508-seconde-guerre-mondiale-le-r%C3%B4le-de-l-afrique-dans-la-victoire-de-1945> (téléchargé le 30 juillet 2025).

<sup>11</sup> V. L. James – E. Leake (ed.), *Decolonization and the Cold War. Negotiating Independence*, Bloomsbury Publishing, 2015 ; Frederick Cooper, *Decolonization and African Society. The Labour Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; N. Bancel, *Décolonisations ? Élitisme, jeunesse et pouvoir en Afrique occidentale française (1945-1960)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2022.

## Représentations du système colonial et l'Afrique dans la presse roumaine

Cette étude s'articule autour d'une question centrale : comment les journaux roumains ont-ils représenté l'Afrique en 1945 et quel type d'imaginaire ont-ils construit à son sujet ? Deux axes d'analyse complémentaires en découlent. D'une part, les aspects pratiques liés à la manière dont la presse informe le public roumain sur le rôle du continent africain dans l'issue de la guerre ; d'autre part, les représentations mentales, les stéréotypes et les constructions symboliques véhiculés à propos de l'Afrique.

Notre hypothèse est que dès 1945, la presse roumaine, déjà soumise à un contrôle idéologique croissant, participe activement à la construction d'un imaginaire de l'Afrique conforme aux objectifs du régime. Loin de se contenter de refléter passivement une réalité politique, elle anticipe et prépare les cadres symboliques dans lesquels les futures décisions seront prises. Ainsi, l'espace médiatique devient un lieu stratégique de production de sens dans un contexte totalitaire, dont les effets se prolongent dans les décennies suivantes à travers les choix diplomatiques et idéologiques de la Roumanie à l'égard du continent africain. À cette fin, des études encore inexistantes s'avèrent nécessaires, et le présent travail entend y remédier.

La méthodologie utilisée repose sur l'identification d'articles de presse publiés en Roumanie en 1945, en lien avec les thématiques de l'Afrique et du colonialisme<sup>12</sup>. Pour ce faire, une recherche par les mots-clés « Afrique », « colonial », « colonialisme » ou encore « Brazzaville » a été effectuée dans un large éventail de publications de l'époque. Au total, 103 articles incluant des références à l'Afrique ont été recensés dans 19 journaux différents<sup>13</sup>. La plupart de ces publications ont déjà une orientation socialiste voire communiste, dont par exemple *Scînteia* était déjà « l'organe du Comité central du Parti communiste roumain ».

Cette variété de sources offre une analyse représentative des discours médiatiques roumains concernant les questions africaines au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, cette recherche a ses limites, notamment en vertu du fait qu'elle se concentre uniquement sur une sélection restreinte d'articles, sans entrer dans une analyse approfondie de chaque texte. De plus, elle ne développe pas en détail les spécificités propres à chaque journal, telles que leur ligne éditoriale, leur orientation politique ou leur contexte de publication, ce qui pourrait – dans un deuxième temps – enrichir la compréhension globale du discours médiatique et idéologique de l'époque. Comme annoncé, cette recherche propose une analyse des représentations de l'Afrique à travers quatre grands axes issus de l'analyse de la presse roumaine de 1945 : les articles informatifs sur le continent, les analyses liées à

<sup>12</sup> Via la base de données Arcanum, <https://www.arcanum.com/en/>.

<sup>13</sup> *Argus*, *Bilet de papagal* (Billets de perroquet, 4<sup>e</sup> série de la publication dirigée par le poète Tudor Arghezi, décembre 1944-février 1945), *Dreptatea* (La Justice), *Era Nouă* (L'Ère Nouvelle), dirigé par N.N. Petralcu et Alex Vișan, *Foaia Poporului* (La Feuille du Peuple), *Gazeta Sibiului* (La Gazette de Sibiu), *L'Indépendance Roumaine* (publication en français), *Lupta Moldovei* (Le Combat de la Moldavie), *Moldova Liberă* (La Moldavie Libre), *Revista Cavaleriei* (La Revue de la Cavalerie), *România Liberă* (La Roumanie Libre), *România Viitoare* (La Roumanie Future), *Scînteia* (L'Étincelle), *Semnalul* (Le Signal), dirigé par Sebastian Șerbescu se présentant comme « un quotidien indépendant de la démocratie roumaine », *Timpul* (Le Temps), *Trup și suflet* (Corps et Âme), *Ultima Oră* (Dernière Heure), *Universul* (L'Univers), *Ziarul Științelor și Călătoriilor* (Le Journal des Sciences et des Voyages).

la guerre et à l'Afrique, la question coloniale, et enfin quelques illustrations des échanges entre la Roumanie et l'Afrique.

### II.1 Articles informatifs sur l'Afrique

Les journaux publient régulièrement de courts articles sur l'évolution du continent africain, ou des statistiques mondiales le mentionnant, offrant ainsi une perspective comparative à l'échelle globale. Plusieurs textes abordent les grandes mutations géopolitiques et économiques de l'après-guerre, en particulier les transformations du système monétaire international. Le nouveau cours du franc, par exemple, est analysé à travers les efforts de redressement de la France et son rôle dans la reconstruction européenne. De manière générale d'ailleurs ces publications témoignent d'un intérêt croissant pour les dynamiques mondiales.

L'analyse économique intègre des thématiques relatives à l'Afrique, telles que la production de cacao, tandis que les ressources du continent, en particulier l'or et le café, bénéficient également d'une attention particulière dans les publications roumaines de l'époque. Les bénéfices pour la santé du cacao, en tant que stimulant, ont conduit à une augmentation significative de sa production au cours du siècle dernier, accompagnée d'une diversification géographique. Alors qu'elle était initialement concentrée en Amérique du Sud, la production s'est récemment étendue à l'Afrique de l'Ouest (notamment au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Cameroun), de sorte qu'en 1938, cette région couvrait les deux tiers de la production mondiale<sup>14</sup>. L'or, autre sujet d'intérêt pour la presse, fait de l'Afrique en 1942 un acteur central de la production mondiale, avec un total de 510 000 kg, dont 439 191 kg provenaient de l'Union sud-africaine<sup>15</sup>.

Plusieurs faits divers publiés illustrent des événements et observations liés à l'Afrique. Cette catégorie étant aussi la plus éloignée du spectre de la guerre mondiale, à l'image d'une sécheresse au Maroc ayant entraîné un besoin d'importation de céréales<sup>16</sup> ou bien un vol de diamants qui a eu lieu lors d'un transport aérien entre l'Afrique du Sud et la Palestine<sup>17</sup>. Ce type d'information permet aux journalistes déjà engagés vers la voie du socialisme, de mettre l'accent sur les inégalités sociales : ainsi, l'enfant ayant découvert un diamant estimé à 15 000 livres sterling n'a reçu que 20 livres et 15 vaches en récompense<sup>18</sup>.

Le journal *Foia Poporului*, fidèle à son nom « journal du peuple », propose une vision traditionnelle, accessible au grand public. Un article y décrit notamment les pratiques culturelles sénégalaises, comme le mariage des filles dès 12 ans, avec des rites variables selon les tribus, telle que la mesure de la taille du pied pour fixer la date des noces<sup>19</sup>. Dans un autre article, le journal offre une réflexion plus large sur le lien entre l'homme et la nature, expliquant comment le climat façonne le mode de vie et l'apparence des peuples, du teint foncé des Africains au visage pâle des Inuits, illustrant ainsi l'ancrage profond de chacun

<sup>14</sup> « Cacao și ciocolată pe piața mondială » [Le cacao et le chocolat sur le marché mondial], *Argus*, le 5 mai 1945.

<sup>15</sup> « Producția mondială de aur » [La production mondiale d'or], *Argus*, le 14 janvier 1945 et le 7 octobre 1945.

<sup>16</sup> « Ravagiile secetei în Maroc » [Ravages de la sécheresse au Maroc], *Universul*, le 13 juillet 1945.

<sup>17</sup> « Au fost furate diamante în valoare de 35 mii lire sterline » [Des diamants d'une valeur de 35 000 livres sterling ont été volés], *Era Nouă*, le 18 février 1945.

<sup>18</sup> « Cel mai mare diamant » [Le plus gros diamant], *Universul*, le 17 novembre 1945.

<sup>19</sup> « Minunății » [Merveilles], *Foia Poporului*, le 7 janvier 1945.

dans sa terre natale<sup>20</sup>. C'est un exemple révélateur du déterminisme racial et eugénisme présent encore à cette époque, qui illustre l'une des formes de racisme pointées par Marc Ferro, constituant « à estimer qu'il existe des différences de nature ou de généalogie entre certains groupes humains »<sup>21</sup>.

Le sensationnalisme n'épargne pas la presse de l'époque, qui raconte par exemple l'exploit d'un missionnaire américain, le docteur Lambach, présenté comme ayant « éradiqué l'analphabétisme en cinq minutes ». Sa méthode, appliquée en Afrique malgré la diversité linguistique, aurait aussi été utilisée en Amérique latine et en Chine<sup>22</sup>.

Les questions technologiques apparaissent dans les discussions, notamment sur le transport aérien ou l'organisation des liaisons internationales. En matière de santé, la presse aborde des maladies, mais aussi les remèdes naturistes utilisés par les populations locales, souvent décrites de manière stéréotypée comme des sauvages, entre fascination et condescendance. Dans un article consacré à la lèpre et rédigé par un docteur qui retrace l'état de la maladie à l'échelle mondiale, il est mentionné que « la lèpre demeure extrêmement répandue en Afrique, avec des cas recensés en Abyssinie, en Algérie et à Madagascar »<sup>23</sup>. Un article sur la ouabaïne, poison utilisé pour les flèches par certains peuples africains, en illustre l'ambivalence : tout en soulignant la réalité scientifique du composé, il le relie à une vision exotique et spectaculaire du combat de ces « sauvages »<sup>24</sup>.

Enfin, sur le plan culturel, certains articles analysent les représentations coloniales dans les arts. Ainsi, une chronique consacrée au film « Les Hommes nouveaux » (1939), critique la glorification de l'œuvre coloniale française au Maroc. Le récit, inspiré du roman de Claude Farrère, exalte un colonialisme héroïque et « civilisateur », dont la véritable motivation est de raviver un patriotisme national. Or, à travers la lecture plus critique du journaliste Sorin Moldoveanu, c'est l'occasion de dénoncer la brutalité conquérante, le mépris des scrupules et le rôle du capitalisme dans cette entreprise :

« Il s'agit des pionniers qui se lancent dans l'annexion de l'Afrique. Ils possèdent tous une sorte de biologie impétueuse et conquérante. Ils sont agressifs, despotiques et oublient tout scrupule lorsqu'il s'agit de défricher des terres inconnues. Or, c'est justement là le portrait approximatif du conquérant dans tout secteur de l'histoire [...] Dans une certaine mesure, le film est un documentaire [...] sur la lutte impérialiste que la France a menée dans le sud du Maroc [...] une région sauvage et trouble comme une jungle. L'impérialisme français ne manquait ni d'audace ni de romantisme. Mais à ces attributs

<sup>20</sup> « Felurite : omul e legat de natura » [Divers : l'homme est lié à la nature], *Foaia Poporului*, le 5 août 1945.

<sup>21</sup> M. Ferro, « Le colonialisme, envers de la colonisation », in M. Ferro, (éd.), *Le livre noir du colonialisme. XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003, p. 28.

<sup>22</sup> « Cum au învățat carte milioane de analfabeți. După o lecție de 5 minute, orice neștiutor de carte poate învăța pe altul să citească. Original metodă a doctorului Lambach, care a instruit mii de analfabeți » [Comment des millions d'analphabètes ont appris à lire. Après une leçon de 5 minutes, toute personne ne sachant pas lire peut en apprendre une autre à lire. Méthode originale du docteur Lambach, qui a formé des milliers d'analphabètes], *Ultima oră*, le 11 janvier 1945.

<sup>23</sup> N. Vătămanu, « Lepra » [La lèpre], *Trup și suflet*, le 15 mars 1945.

<sup>24</sup> « Uaibaina săgeți otrăvite » [Ouabaïne flèches empoisonnées], *Ziarul științelor și călătoriilor*, le 30 octobre 1945.

nobles s'en est ajouté un troisième : le capital, le jeu tumultueux de l'argent. Avec héroïsme, mais aussi avec de l'argent. C'est ainsi que l'Afrique a été pacifiée »<sup>25</sup>.

Cette critique annonce le virage idéologique des années suivantes, où l'impérialisme est systématiquement dénoncé sous l'angle du capitalisme. Cependant, on constate également la présence d'images stéréotypées et d'un exotisme associé à un continent encore largement méconnu. Ces représentations demeurent relativement rares et sont beaucoup moins fréquentes que dans les années suivantes. L'attention médiatique se concentre principalement sur deux thématiques majeures que nous allons évoquer en ce qui suit, voire les campagnes militaires en Afrique et le déclin de la vieille Europe coloniale.

## II.2 L'Afrique et la guerre

La presse relate l'effort de guerre des colonies pendant la Seconde Guerre mondiale avec un récit soulignant la résistance de l'Armée rouge face aux forces « hitlériennes » à l'Est, facilitant ainsi les préparatifs des Alliés en Occident. En Afrique du Nord, Rommel tente de repousser les Alliés mais la victoire soviétique à Stalingrad affaiblit les forces de l'Axe, permettant aux Alliés de lancer une contre-offensive victorieuse à El Alamein en Égypte, puis de libérer la Tunisie en mai 1943. Ces événements préparent le terrain pour un débarquement en Europe du Sud<sup>26</sup>. On y anticipe déjà les éléments mis en valeur par la propagande communiste, qui insiste par la suite sur le rôle central de l'Armée rouge dans la défaite du nazisme et la libération des peuples colonisés. Un autre article de presse souligne l'importance de l'Afrique du Sud dans la guerre, mobilisée peu après la Grande-Bretagne. Son armée, « incluant 100 000 soldats noirs », a développé une industrie de guerre autonome, créé sa propre flotte navale, fourni ressources et équipements, et participé aux campagnes en Afrique contre l'Italie (Kenya, Somalie, Abyssinie, Égypte, Libye et Tunisie)<sup>27</sup>. Une analyse du *New York Times* reprise par *Universul* souligne deux erreurs dans les campagnes d'Afrique : le report des débarquements de Tunisie au Maroc et l'incident de Darlan en Algérie, qui a compliqué la situation. De plus, l'article souligne que l'Allemagne a commis une faute stratégique en ne renforçant pas suffisamment l'*Afrika Korps* en 1941-42, manquant une occasion de conquérir le canal de Suez et de changer le cours de la guerre<sup>28</sup>.

La presse consacre une attention particulière à plusieurs événements militaires marquants en Afrique. Parmi eux, les procès militaires retiennent l'attention, notamment celui de l'amiral Esteva, accusé d'avoir facilité les forces allemandes en Tunisie<sup>29</sup>. La mort du chef d'état-major français s'ajoute à ces thèmes, soulignant l'importance accordée aux évolutions stratégiques et aux personnalités militaires dans le traitement médiatique de la

<sup>25</sup> S. Moldoveanu, « Cronica filmului Oameni noi (Tivoli) » [Critique du film *Des Gens Nouveaux* (Tivoli)], *România Liberă*, le 28 septembre 1945.

<sup>26</sup> « Alianții au inițiativa operațiunilor militare » [Les Alliés ont l'initiative des opérations militaires], *Scînteia*, le 13 mai 1945.

<sup>27</sup> « Efortul de război al dominioanelor britanice » [L'effort de guerre des dominions britanniques], *Era Nouă*, le 13 mars 1945.

<sup>28</sup> « Conform planului. O interesantă analiză a războiului european » [Selon le plan. Une analyse intéressante de la guerre européenne], *Universul*, le 12 septembre 1945.

<sup>29</sup> « Franța » [La France], *România Liberă*, le 16 février 1945.

guerre en Afrique<sup>30</sup>. Parallèlement, un survol des opérations en Afrique du Nord est proposé aux lecteurs, avec une focalisation particulière sur l'arrêt de l'offensive menée par le maréchal Rommel<sup>31</sup>. Ces différentes thématiques témoignent de l'attention portée par la presse à la fois aux dimensions judiciaires, opérationnelles et humaines du conflit.

Au début de l'année, une analyse journalistique établit une comparaison entre la conquête des Philippines et le débarquement en Afrique du Nord, ce dernier ayant préparé les opérations en Sicile et en Normandie<sup>32</sup>. Par ailleurs, il est annoncé qu'à compter du 30 juin, les livraisons alimentaires américaines vers l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest française, d'un montant de 185 402 935 dollars, seront suspendues<sup>33</sup>. La possibilité du rapatriement d'1,5 million de prisonniers italiens détenus sur les territoires britanniques d'Afrique est également évoquée<sup>34</sup>, tandis que 5 000 prisonniers allemands capturés en Afrique du Nord arrivent à Marseille en vue d'un échange contre 2 000 prisonniers alliés<sup>35</sup>. Ces éléments traduisent la complexité et l'ampleur des enjeux militaires et humanitaires qui marquent la fin de la guerre en Afrique.

Des articles montrent aussi comment la rudesse des conditions naturelles en Afrique a stimulé l'inventivité et le développement technologique pendant la guerre. Un article évoque la nécessité américaine d'adapter les avions au sable, avec l'invention et l'installation en trois semaines de filtres spéciaux<sup>36</sup>. Un autre décrit les techniques militaires sur sol africain, les combats dans le désert et sur la côte reposant sur la mobilité autour des oasis, véritables points fortifiés, avec des troupes motorisées ou montées sur chameaux et chevaux. Les unités blindées jouaient un rôle clé, utilisant des tactiques mobiles adaptées, comme les « ruches mobiles », soit des puissants détachements mobiles de Rommel ou les « rideaux repliables », adossés aux points de résistance que représentaient les oasis du général britannique Claude Auchinleck<sup>37</sup>. Une analyse décrit la construction de la route transafricaine Douala-Khartoum, reliant des régions fertiles au Caire et facilitant le transport militaire essentiel. Face aux bombardements et difficultés d'approvisionnement, cette avancée technologique a réduit les distances pour acheminer troupes et matériels, contribuant aux victoires en Afrique. Après la guerre, la route servira au commerce et au développement, apportant progrès et prospérité au continent. L'article souligne le potentiel du port de Douala, accessible via le fleuve Wouri, qui peut accueillir de grands navires malgré son éloignement de l'océan<sup>38</sup>.

---

<sup>30</sup> « Șeful statului major al armatei franceze din Africa a fost omorât » [Le chef d'état-major de l'armée française en Afrique a été tué], *Era Nouă*, le 14 mars 1945.

<sup>31</sup> I. Flavius, « L'histoire se répète. À propos du Japon », *L'Indépendance Roumaine*, le 29 mai 1945.

<sup>32</sup> « Când se va permina războiul » [Quand la guerre prendra fin], *Bilete de papagal*, le 12 janvier 1945.

<sup>33</sup> « Știri-ecouri » [Échos de l'actualité], *Argus*, le 15 mars 1945.

<sup>34</sup> « Raporturile dintre Italia și Franța » [Les rapports entre l'Italie et la France], *Dreptatea*, le 10 février 1945.

<sup>35</sup> « Economie politică nazistă » [Économie politique nazie], *Moldova Liberă*, le 18 mars 1945.

<sup>36</sup> « Organizarea transporturilor aeriene » [Organisation des transports aériens], *Semnalul*, le 11 février 1945.

<sup>37</sup> M. Gheorghiu, « Acțiunea întârziatoare a cavaleriei și blindatelor » [L'action retardatrice de la cavalerie et des blindés], *Revista cavaleriei*, le 1<sup>er</sup> mars 1945, p. 280.

<sup>38</sup> « Șoseaua transafricană » [La route transafricaine], *Ziarul Științelor și Călătoriilor*, le 6 février 1945.

La géopolitique africaine se révèle à travers des articles sur les intérêts américains, britanniques ou français. Le ministre français des Colonies annonce une autonomie accrue pour l'Indochine au sein de l'Union française, qui inclura aussi les colonies africaines<sup>39</sup>, tout en introduisant une nouvelle division monétaire du franc avec une zone pour l'Afrique subsaharienne, et une autre pour le Nord<sup>40</sup>. Pour renforcer sa position stratégique, la France prévoit une base navale à Dakar<sup>41</sup>, tandis que le port d'Oran, crucial pendant la guerre, a accueilli d'importantes livraisons américaines<sup>42</sup>. Côté symbolique, la participation du sultan du Maroc aux cérémonies de l'armistice souligne les liens entre métropoles et colonies<sup>43</sup>. Après la défaite de l'Espagne, la rétrocession de Tanger à une administration internationale est pour les journaux roumains de reprendre depuis Radio Moscou une analyse qui souligne la légitimité de l'URSS de rejoindre – avec les États-Unis – le Comité de contrôle de cette zone<sup>44</sup>. Enfin, la visite du sénateur américain Harold Burton met en avant l'importance géopolitique de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient<sup>45</sup>, tandis qu'à la conférence aérienne d'Afrique du Sud, le ministre britannique confirme la liberté de chaque pays à gérer son transport aérien<sup>46</sup>. Ces exemples illustrent le processus par lequel la presse devient progressivement assujettie à l'influence soviétique, tout en demeurant, en 1945, encore reliée aux flux d'information internationaux.

### II.3 La question coloniale

La presse, en lien avec l'Afrique, s'est d'abord focalisée sur la question du colonialisme, sujet qui deviendra l'un des fondements de l'idéologie du régime communiste dans les décennies suivantes. Le concept se réfère « traditionnellement [...] à l'occupation d'une terre étrangère lointaine et s'accompagne de l'installation de colons »<sup>47</sup>. D'ailleurs « l'idéologie socialiste n'a pas manqué de souligner les aspects négatifs de la colonisation, voire son principe même », une idée que Lénine considérait comme devant être affirmée sans ambiguïté<sup>48</sup>.

Comme le montre la publicité de l'image 1, le terme « colonial » n'avait parfois plus sa connotation négative pour évoquer, dans l'esprit de l'époque, des espaces lointains, accessibles uniquement au travers des produits importés, devenant ainsi synonyme de raffinement et d'exotisme.

<sup>39</sup> « Schimbări importante Franța-colonii » [Changements importants France-colonies], *Era Nouă*, le 27 mars 1945.

<sup>40</sup> « Noul curs al francului francez » [Le nouveau cours du franc français], *Era Nouă*, le 28 décembre 1945.

<sup>41</sup> « Extern » [Affaires étrangères], *Scînteia*, le 15 février 1945.

<sup>42</sup> « Ultimele informații » [Dernières nouvelles], *Universul provincie*, le 2 mars 1945.

<sup>43</sup> « Cum a sărbătorit Franța ziua armistițiului » [Comment la France a célébré le jour de l'Armistice], *Timpul*, le 16 novembre 1945.

<sup>44</sup> « Atitudinea Uniunii Sovietice în problema Tangerului » [L'attitude de l'Union soviétique dans la question de Tanger], *Scînteia*, le 7 juin 1945.

<sup>45</sup> « Interesele americane în Africa » [Intérêts américains en Afrique], *Era Nouă*, le 21 février 1945.

<sup>46</sup> « Libertatea organizării transporturilor aeriene » [La liberté d'organisation des transports aériens], *Era Nouă*, le 20 mars 1945.

<sup>47</sup> Ferro, « Le colonialisme, envers de la colonisation », *op.cit.*, p. 18.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 11.

Déjà en 1945, les journaux ne se limitent pas à rapporter la fin du colonialisme, mais publient aussi des analyses approfondies. En juin, un éditorial traduit du russe souligne que la guerre a mis en lumière « le problème colonial », en rappelant l'importance des ressources humaines et matérielles, pour les Alliés. L'article affirme que « la lutte des peuples amoureux de liberté contre les agresseurs a ravivé les aspirations des colonies à l'indépendance nationale ». Il fait l'éloge de l'Union soviétique qui, sans colonies, défend fermement le droit des peuples à l'autodétermination. À côté des États-Unis, peu concernés par le colonialisme, l'auteur voit dans ces évolutions un pas vers une « résolution progressiste de la question coloniale »<sup>49</sup>. Pour Evgheni Jukov, correspondant spécial du journal russe *Izvestia* à la Conférence de San Francisco de juin, les débats reflètent les enjeux économiques d'après-guerre. Les États-Unis aspirent à maintenir leur influence en Amérique latine et veulent ouvrir les territoires sous mandat au commerce, contrairement à la Grande-Bretagne qui défend un contrôle strict. Face à l'opposition croissante à l'ordre colonial, la conférence doit assurer rapidement la souveraineté des peuples coloniaux pour une paix durable, même si elle ne résout pas encore la question<sup>50</sup>. Un article de presse rapporte qu'à la conférence des Nations unies, l'Américain Stassen a surpris en s'opposant à l'indépendance des colonies, soutenant la position britannique en faveur de l'autonomie<sup>51</sup>.



Image 1. Publicité à un « magasin colonial »

Traduction : « Nouvellement ouvert ! Épicerie coloniale, spécialités, légumes et fruits, soigneusement assortis avec tous les produits de spécialité. Aurelia Popescu, Sibiu, rue Octavian Goga n° 8. Soutenez le commerce roumain ! Source : *Gazeta Sibiului*, le 20 avril 1945

Les dépêches et les brèves informent régulièrement sur les évolutions en Asie du sud-est (Indochine, Indonésie, Cambodge), avec une tonalité ancrée à gauche qui marque la soviétisation naissante. En juin, un éditorial signé par C. Constantin souligne que « ces évolutions [...] expriment, avec un dramatique réalisme, les tendances émancipatrices qui se manifes-

<sup>49</sup> A. Leontiev, « Des colonii, țări independente și sistemul tutelei internationale » [Sur les colonies, les pays dépendants et le système de la tutelle internationale], *Lupta Moldovei*, le 2 juin 1945 et le 24 juin 1945.

<sup>50</sup> « Soluționarea problemei țărilor dependente și coloniale. Va garanta o pace durabilă » [La résolution du problème des pays dépendants et coloniaux va garantir une paix durable], *Moldova Liberă*, le 18 mai 1945.

<sup>51</sup> « M. Stassov contre l'indépendance des pays coloniaux », *L'Indépendance Roumaine*, le 6 avril 1945.

tent actuellement, avec force, au sein des populations de couleur », notant que « les indigènes d'aujourd'hui préfèrent la solution de l'indépendance, c'est-à-dire le départ des Blancs et, avec eux, l'abolition du capitalisme colonial »<sup>52</sup>. En septembre, une analyse générale du colonialisme écrite par N. N. Petrașcu évoque la France et la Grande-Bretagne, affirmant qu'elles ont implanté une civilisation favorisant le progrès des colonies, notamment en Algérie, au Maroc et en Égypte. En dépit de cela, l'auteur prévoit une évolution vers l'indépendance dès que les colonies atteindront un certain niveau de développement qui lui semble alors proche<sup>53</sup>. Pour S. Sanin la transition d'un contrôle colonial exclusif vers un système de tutelle placé sous la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU représente un premier pas vers l'indépendance nationale. Tout en soulignant la contribution de l'Union soviétique à « l'égalité en droits de toutes les nations [...] contre l'impérialisme colonial »<sup>54</sup>.



Image 2. Brève sur la conférence du Congrès panafricain de Manchester

Source : « Să înceteze colonizarea europenilor în Africa răsăriteană. Rezoluția congresului panafrican » (Que cesse la colonisation des Européens en Afrique orientale. La résolution du Congrès panafricain), *Scînteia* du 22 octobre 1945.

En octobre 1945, le cinquième Congrès panafricain, organisé par Kwame Nkrumah et George Padmore à Manchester, réunit 87 délégués de 50 organisations. Marquant un tournant vers un panafricanisme plus militant, il aborde le racisme en Grande-Bretagne, l'oppression en Afrique du Sud et les enjeux caribéens, annonçant la fin imminente de la domi-

<sup>52</sup> C. Constantin, « Dedesubturile unor răscoale » [Les dessous de certaines révoltes], *Semnalul*, le 19 octobre 1945.

<sup>53</sup> N. N. Petrașcu, « Editorial probleme coloniale » [Éditorial : problèmes coloniaux], *Era Nouă*, le 30 septembre 1945. Voir le profil de l'auteur à <https://www.revistamemoria.ro/wp-content/uploads/2017/08/30-nicolae-n-petrascu.pdf> (téléchargé le 22 juin 2025).

<sup>54</sup> S. Sanin, « Sistemul de tutelaj » [Le système de tutelle], *Argus*, le 28 juin 1945. signé.

nation coloniale<sup>55</sup>. La presse roumaine relaie les résolutions exigeant l'indépendance totale des peuples d'Afrique de l'Ouest et le retrait des troupes étrangères d'Afrique du Nord<sup>56</sup>. Un autre article met l'accent sur les revendications visant les colonies britanniques, notamment l'indépendance pour l'Ouganda, le Kenya, le Tanganyika, le Nyassaland et la Somalie britannique, ainsi que l'arrêt immédiat de toute nouvelle colonisation en Afrique orientale<sup>57</sup>.

La Conférence des peuples dépendants, tenue à Londres toujours en 1945, reçoit elle aussi une assez large couverture dans la presse<sup>58</sup>. Rassemblant des représentants de Birmanie, d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, de Malaisie, des Antilles et d'autres colonies, elle appelle à la libération des prisonniers politiques et à la participation sur un pied d'égalité des représentants élus des peuples colonisés à la conférence de paix. Deux articles relaient les revendications en faveur de l'application pleine et entière de la Charte de l'Atlantique à tous les peuples colonisés, ainsi que la proposition de créer un Conseil colonial international chargé d'assurer leur autodétermination, notamment en Afrique. On y met en avant aussi les demandes des représentants pour la libération des prisonniers politiques coloniaux<sup>59</sup>.

En 1945, toutefois le discours communiste par rapport au colonialisme occidental reste ambigu. Ainsi, Petru Groza, alors chef du gouvernement, fait référence à Lyautey<sup>60</sup> dans une métaphore liant culture intellectuelle et culture agricole : comme Lyautey au Maroc, les élites doivent veiller à ce qu'elles « sèment », conscientes des effets durables de ce qu'elles transmettent<sup>61</sup>.

#### II.4 La Roumanie et l'Afrique

À la fin de la Seconde Guerre, les liens entre la Roumanie et le continent africain sont encore embryonnaires. On a retrouvé toutefois deux articles de presse qui présentent de manière assez détaillée – deux pages chacun – des destins de Roumains en Afrique, dans des contextes fort différents.

---

<sup>55</sup> Cinquième Congrès Panafricain, <https://www.inosaar.llc.ed.ac.uk/fr/chronologie/cinquieme-congres-panafricain> (téléchargé le 22 juin 2025).

<sup>56</sup> « Independența completă a popoarelor din Africa de Vest, cerută de Congresul african » [L'indépendance complète des peuples d'Afrique de l'Ouest, réclamée par le Congrès africain], *Scînteia*, le 10 décembre 1945.

<sup>57</sup> « Să înceteze colonizarea europenilor în Africa răsăriteană. Rezoluția Congresului panafrican » [Que cesse la colonisation des Européens en Afrique orientale. La résolution du Congrès panafricain], *Scînteia*, le 22 décembre 1945.

<sup>58</sup> The All Colonial Peoples Conferences in Britain, 1945 | Centre for African Studies (LUCAS)

<sup>59</sup> « Azi a început la Londra Conferința popoarelor dependente » [Aujourd'hui a débuté à Londres la Conférence des peuples dépendants], *Ultima oră*, le 12 juin 1945. ; « La conferința de la Londra s-a cerut abolirea tuturor sistemelor coloniale » [À la conférence de Londres, l'abolition de tous les systèmes coloniaux a été demandée], *Scînteia*, le 13 juin 1945.

<sup>60</sup> Le résident-général du Maroc de 1912 à 1916 et de 1917 à 1925, illustration du modèle du protectorat. P. Venier, « Lyautey et l'idée de protectorat de 1894 à 1902 : genèse d'une doctrine coloniale », *Revue française de l'histoire d'outre-mer*, 78/293 (1991), p. 499-517.

<sup>61</sup> « Suntem preocupați de problema traiului de toate zilele a declarat dl. Petru Groza la masa oferită congresiștilor artiști, scriitori și ziariști » [Nous sommes préoccupés par le problème des conditions de vie quotidiennes, a déclaré M. Petru Groza lors du dîner offert aux congressistes artistes, écrivains et journalistes], *Scînteia*, le 2 septembre 1945.

Le premier article retrace le destin d'un prisonnier roumain sous sol africain, où il est allé combattre l'Espagne franquiste. Le narrateur est transféré dans un camp de travail à Djelfa, en Algérie, situé à la lisière du désert du Sahara. Il y découvre une chaleur accablante, plus de 60°C le jour, des nuits glaciales, ainsi qu'un environnement hostile, peuplé de scorpions et serpents venimeux. Logés dans des tentes précaires appelées « marabouts », les internés, originaires de toute l'Europe, vivent dans la peur permanente, souffrent de maladies, de malnutrition et doivent effectuer des travaux forcés dans une carrière de pierre. Le commandant du camp se présente dès l'arrivée comme leur « ennemi politique », donnant le ton d'un régime de terreur : humiliations, corvées punitives, surveillance sadique. Un système hypocrite de fausses inspections permet de masquer la réalité aux autorités supérieures. Les prisonniers malades sont privés de soins, livrés à eux-mêmes et nombreux sont ceux qui meurent de typhoïde ou de pneumonie après un séjour dans la prison disciplinaire en tant que prisonniers de guerre. Dans ce désert, l'espoir s'éteint peu à peu. Le narrateur, amaigri à 42 kilos, décrit une descente dans l'inhumanité, loin de tout, tandis qu'en Roumanie, sa grand-mère, ignorante de son sort, meurt de chagrin. Dès le début, le vocabulaire est choisi pour émouvoir devant le sort de notre personnage via de symboles idéologiques fort évidents. Ainsi, dans le contexte de « la lutte entre deux idées, deux conceptions de la vie : la tyrannie, le despotisme, la dictature d'un côté et la démocratie, la liberté de l'autre ». Le personnage est l'incarnation parfaite du prolétaire roumain au service de l'humanité : « dans une petite chambre (de Iași), habite un jeune tailleur avec sa grand-mère qui travaille du matin au soir et le soir, à la faible lumière d'une lampe à pétrole, il lit avec avidité et avec une indignation croissante, les nouvelles des victoires nationalistes [...]. Et un jour, en lisant dans un journal du matin l'annonce de la formation des Brigades internationales, une idée germe dans l'esprit de notre ouvrier épris de liberté et défenseur de la vérité »<sup>62</sup>.

Le deuxième article vient d'un autre registre, celui de l'explorateur roumain et met en exergue l'exotisme du continent africain. Sous le titre « un Roumain au Kenya », il reprend les impressions d'un citoyen originaire de Bucarest revenu d'Afrique de l'Est qui narre aux lecteurs du « Journal des sciences et des voyages » comment se déroule la journée d'un colon installé au Kenya, au pied du mont Kilimandjaro, travaillant tout d'abord dans une fabrique d'avions, puis dans une ferme. Il décrit ainsi son quotidien fort romancé : le bungalow pouvait rivaliser en confort avec les villas de la vallée de la Prahova ou celles du bord de mer, il avait un cheval et donnait des ordres « tant aux nègres qu'aux prisonniers italiens qui travaillaient à la ferme ». Il croise un jour un rhinocéros, prenait un petit déjeuner à l'anglaise. Tous les trois jours, il s'approvisionnait dans le village le plus proche, dans une boutique tenue par des indigènes appelée *duka*, une sorte de bazar où l'on trouvait de tout, des aliments aux pièces détachées pour automobiles. L'exotisme ne manque pas : il y avait des buffles sauvages, des lions, et – tout comme dans le cas du témoignage précédent – on note que sur le continent de la chaleur, il fait très froid la nuit<sup>63</sup>. Le texte utilise le terme péjoratif colonial « nègre » plutôt que « noir » ou « africain », ce qui nous permet d'illustrer une fois de plus l'esprit de l'époque.

<sup>62</sup> Reportage de M. Brateș, « Am luptat în Spania » [J'ai combattu en Espagne], *Moldova Liberă*, le 8 février 1945.

<sup>63</sup> Al. Skyrocket, « Un român în Kenya », *Ziarul Științelor și Călătoriilor*, le 25 septembre 1945.

Enfin, parfois les échanges entre les deux espaces sont plus subtils, comme le montre une demande de naturalisation formulée depuis Zanzibar publiée pour vérification dans la Gazette officielle<sup>64</sup>.

### **En guise de conclusion**

En 1945, le monde traverse des périodes de bouleversements et entre dans une nouvelle ère dictée par la Guerre froide. Les deux espaces qui constituent notre étude de cas sont à leur tour marquées par les conséquences de la conflagration mondiale dans des contextes profondément distincts : tandis que l'Afrique amorce sa lutte de ce qui est une longue lutte pour la décolonisation, la Roumanie tombe vite sous l'influence soviétique. Des conférences en faveur de la décolonisation et du panafricanisme s'inscrivent dans le sillage des mouvements indépendantistes asiatiques, comme en Indochine ou en Indonésie. Les journaux roumains de l'époque parviennent à saisir ces dynamiques globales. Bien que la présente étude ne vise ni à retracer l'histoire de la presse, ni à établir une chronologie de la Seconde Guerre mondiale à partir des articles, elle s'attache à isoler les références à l'Afrique dans la presse roumaine de 1945. Derrière la diversité apparente de journaux (19) on trouve déjà une montée en puissance de l'interprétation idéologique des événements et précède l'uniformisation qui devient la norme pendant le communisme.

Cette recherche, centrée sur l'année 1945, propose une monographie des représentations de l'Afrique dans la presse roumaine, à travers quatre grandes thématiques qui se dégagent de l'analyse des journaux. D'une part, on trouve des articles factuels et descriptifs sur le continent africain ou ses pays, souvent inscrits dans des dépêches d'agence ou des brèves informatives. D'autre part, l'Afrique apparaît comme un terrain de guerre dont les conditions géographiques et logistiques ont stimulé l'innovation technologique et l'inventivité. Dans ce cadre, l'Afrique est représentée comme un théâtre d'opérations militaires et logistiques important, où les conditions climatiques, géographiques et humaines ont stimulé l'adaptation, l'inventivité et parfois le progrès technique. L'enjeu de la mobilisation des ressources humaines et matérielles du continent y est souligné, dans une perspective stratégique et souvent instrumentale. Ces textes démontrent que l'Afrique est encore largement perçue comme un espace lointain et périphérique, objet d'observations extérieures. Le troisième axe, central, est celui de la question coloniale. De nombreux articles rendent compte des évolutions du système colonial, des premiers mouvements d'émancipation, ainsi que des débats internationaux autour de la décolonisation. À travers la couverture d'événements comme le Congrès panafricain de Manchester ou la conférence des peuples dépendants de Londres, les journaux révèlent une sensibilité nouvelle à l'anticolonialisme, en particulier dans la presse alignée sur les idées socialistes. On y voit aussi les prémices de la construction d'un discours idéologique contre l'impérialisme, qui va s'intensifier dans les années suivantes. Enfin, un dernier ensemble de textes évoque, de manière plus marginale, les liens entre la Roumanie et l'Afrique, à partir de deux articles sur des Roumains en Afrique, un colon et un prisonnier de guerre. Ces occurrences, encore marginales en 1945, annoncent

---

<sup>64</sup> « Comisia pentru constatarea condițiilor de naturalizare și recunoaștere » [La commission chargée de constater les conditions de naturalisation et de reconnaissance], *Monitorul Oficial* (La Gazette Officielle), première partie, n° 56, le 9 mars 1945.

néanmoins les logiques de rapprochement et de solidarité qui marqueront les décennies suivantes.

Somme toute, on perçoit une critique de l'impérialisme européen s'articulant à une propagande prosoviétique, tout en laissant transparaître des traces des « attitudes racistes »<sup>65</sup> qui ont accompagné l'expansion coloniale en Afrique et demeuraient encore inscrites dans le vocabulaire de cette première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>65</sup> Ferro, « Le colonialisme, envers de la colonisation », *op.cit.*, p. 27.

## *Entre l'Afrique et l'Europe, le choix de la France dans l'après Seconde Guerre mondiale*

MAURICE VAÏSSE  
SCIENCES PO, PARIS

En 1945, la France figure parmi les vainqueurs de la guerre. Sa participation à la victoire, elle la doit en partie au rôle joué par son empire colonial : quelle place réserver à l'outre-mer dans l'après-guerre ? Comment l'articuler avec la construction d'une Europe unie et pacifiée, espoir des mouvements de résistance ? Choix difficile, éternellement repoussé. Face au dilemme traditionnel entre la ligne bleue des Vosges et l'outre-mer, la France s'accroche à son Empire tout en amorçant une lente reconversion vers l'Europe.

Dans l'après Seconde Guerre mondiale, le contexte international est capital, et la France est parmi les États européens le seul pays à subir le choc des deux grands phénomènes de cette période : la guerre froide et la décolonisation. Le Royaume-Uni est confronté à l'émancipation de ses colonies, mais ne subit qu'indirectement la guerre froide à la différence de la France, qui est à la fois concernée par la décolonisation de ses territoires et par la guerre froide : le Parti Communiste Français représente jusqu'au ¼ de l'électorat et reste membre du gouvernement jusqu'en mars 1947.

### **« Sans son Empire, la France ne serait qu'un pays libéré »**

Le deuxième conflit mondial a souligné à bien des titres l'importance pour la France de son Empire<sup>1</sup>. La France libre a deux capitales : Brazzaville puis surtout Alger. Ses colonies africaines lui ont fourni les moyens militaires et économiques de sa renaissance après l'effondrement de 1940 (recrutements de soldats ou de main d'œuvre, sacrifices des combattants)<sup>2</sup>. D'où la formule de Gaston Monnerville (député de la Guyane) le 15 mai 1945 : « Sans son Empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son Empire, la France est un pays vainqueur. »

Avec l'apparition des deux superpuissances, les Français considèrent que seul leur Empire pourra donner à la France la capacité démographique et spatiale susceptible de tenir son rang dans le monde de l'après-guerre. Cet empire est un atout pour la France, mais...

Mais la guerre a porté un coup sévère à l'autorité française chez les peuples colonisés. Et le contexte international pousse à l'émancipation, à la fois du côté américain et du côté soviétique. C'est même le fondement de la Charte des Nations unies adoptée le 26 juin à San Francisco. Un peu partout dans le monde, le mot d'ordre est à l'indépendance : en Inde,

---

<sup>1</sup> Discours de De Gaulle aux Musulmans (20/1/43) : « l'Empire recommence. La France, forte de votre amitié et de l'aide de vos armes... »

<sup>2</sup> Sur 550 000 hommes que compte l'armée française en octobre 1944, 400 000, soit 2/3, viennent d'AFN, dont presque à égalité pieds noirs et indigènes, un peu plus nombreux.

en Indonésie et en Indochine, où, à la suite du coup de force japonais en mars 1945 et de la proclamation de l'indépendance par Ho Chi Minh le 2 septembre, la guerre commence en 1946. La Ligue arabe créée en mars 1945 appelle à l'indépendance. La France l'accorde en 1946 aux deux pays sous tutelle, la Syrie et le Liban. Dans les protectorats, Maroc et Tunisie, les élites (Mohammed V, Bourguiba) ont hâte d'acquiescer la maîtrise sur leurs propres affaires. En Algérie, des mouvements favorables à l'indépendance se font jour autour du modéré Ferhat Abbas et du radical Messali Hadj et éclatent le jour même de la célébration du 8 mai 1945 dans le Constantinois (Sétif et Guelma), marquée par des manifestations violentes, suivies par une brutale répression, véritable prélude à la guerre d'Algérie. Des incidents ont lieu au Sénégal, en Guinée, et de façon encore plus grave avec l'insurrection de Madagascar en 1947.

*Il y a donc contradiction entre les aspirations des colonisés et les attentes de la métropole.*

Pour que la symbiose entre les uns et les autres puisse fonctionner, il aurait fallu un changement dans les rapports politiques et économiques, la volonté d'associer les Africains à la gestion de leurs affaires, et de développer l'économie des territoires d'outre-mer.

Le discours de De Gaulle à Brazzaville en janvier 1944, promettant aux colonisés « la gestion de leurs propres affaires » suscite des espoirs. Le 24 mars 1945, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) promet à l'Indochine une large autonomie dans le cadre d'une Union française, encore en gestation. Fin 1945, le GPRF abolit l'indigénat et le travail forcé en Afrique noire ; les libertés sont décrétées, l'égalité des droits proclamée. Il accorde une large représentation dans la future Assemblée constituante. Et des députés africains siègent (pour la première fois) à l'Assemblée élue en octobre 1945. Des programmes de développement voient le jour, avec des efforts dans les infrastructures (investissements multipliés par 8 par rapport à l'avant-guerre). L'Union française est mise en place par la Constitution d'octobre 1946.

On ne peut pas donc dire que rien n'a été fait.

Mais des freins vont contredire ces espoirs : d'abord la nécessaire reconstruction économique de la métropole qui absorbe l'essentiel des énergies ; ensuite l'état d'esprit des Français attachés à leur Empire, qui ne sont pas prêts à des transformations de fond<sup>3</sup>. Au gouvernement pendant dix ans de 1944 à 1954, les ministres des Affaires étrangères, Georges Bidault et Robert Schuman, s'intéressent peu aux questions nord-africaines, car ils traitent en priorité des affaires européennes et en particulier allemandes. La résistance de la classe politique française se heurte à la volonté d'indépendance quasi-unanime des élites outre-mer. L'Union française n'est pas une conception fédérale susceptible de favoriser des évolutions. Il s'agit de maintenir l'autorité de la France et de gagner du temps.

Les dirigeants français ne sont pas prêts à lâcher du lest au Maroc et en Tunisie. En conséquence, ils laissent les Résidents de France dans les protectorats s'occuper sur place de la situation, en les laissant sans instruction et en les changeant souvent. En Tunisie, le Destour puis le Néo-Destour, avec Tahar Ben Ammar et Bourguiba réclament l'indépendance et le terrorisme se développe. La France hésite au gré des gouvernements et des Résidents entre l'octroi de l'autonomie interne et la répression. Du côté de l'Afrique subsaharienne, le

<sup>3</sup> Ramadier (président du conseil) déclare (21/2/47) : « ou bien il y aura une Union française, ou bien il n'y aura plus de France qu'un canton bien étroit à la remorque dont ne sait qui, dont on ne sait quoi... ». Et Édouard Herriot (27/8/46) : « si nous accordions l'égalité des droits aux colonies, la France deviendrait la colonie de nos colonies ».

député socialiste du Dahomey Apithy explique que « l'idéal des élus africains n'est pas de siéger sur les bords de la Seine, mais de traiter sur les bords du Congo-Niger les affaires de notre pays ». Quant à l'Union française, elle n'apparaît pas comme une solution, Bourguiba n'en veut pas, son jugement est très sévère : « une sorte de baudruche en peau de lapin ». En ce qui concerne l'Algérie, le statut de 1947 la considère comme un ensemble de départements français et les indigènes sont sous-représentés en raison du double collègue et du tripatouillage électoral. Lors de la discussion, les députés « musulmans » affichent une attitude sans concessions<sup>4</sup>.

D'où une série de crises, la guerre d'Indochine (1946-54), et les conflits d'AFN. Les élites politiques françaises résistent, veulent conserver l'Afrique et théorisent même le bloc franco-africain permettant à la France de se hisser au niveau des nations continents. François Mitterrand écrit en 1952 : « la France du XXI<sup>ème</sup> siècle sera africaine ou ne sera pas »<sup>5</sup>. Et toute une idéologie se développe autour de la notion d'Eurafrrique, tant est forte la tension entre les deux orientations : l'Afrique et l'Europe.

### **Le choix contraint de la petite Europe**

Même si l'idéal européen préexiste à la Seconde Guerre mondiale et malgré les tentatives allemandes pendant le conflit mondial de récupérer au profit du Reich hitlérien l'idéal d'une Europe unie, les mouvements de résistance élaborent des projets européens (juillet 1944) et voient l'avenir dans une Europe fédérale. De Gaulle lui-même, dès 1943-1944, à Alger, évoque la nécessité de nouer entre la France et ceux qui le veulent en Europe des liens « d'une manière pratique et durable »<sup>6</sup>. Et le 21 novembre 1944, Georges Bidault expose les grandes lignes de cette politique européenne d'ouverture et d'équilibre : « Une alliance à l'occidentale ? Mais oui ! Comment pourrions-nous faire autrement ? Mais aussi une alliance à l'orientale. » Avant la fin de la guerre, de Gaulle estime nécessaire de se prémunir contre la résurgence du militarisme allemand et conclut dans cette perspective un pacte avec Staline (10 décembre 1944), dont le but est clairement de marquer son indépendance par rapport aux Etats-Unis et Royaume-Uni<sup>7</sup>.

La France exclue de Yalta et de Potsdam en 1945 va tenter de conserver un rôle de pont entre l'Est et l'Ouest. Mais les lendemains de guerre sont cruels : le pays est ruiné, les infrastructures détruites, les moyens de transport manquent, les finances épuisées (dès 1946, la France doit solliciter une aide financière américaine), quant à l'armée, sa faiblesse est manifeste. La France n'a pas le poids pour peser sur la politique internationale. Elle ne peut pas imposer ses vues sur l'Allemagne.

Le contexte est celui d'une Europe dévastée par la guerre qui essaie à la fois de se relever et de se reconstruire, et de faire face à la menace soviétique. Même si Winston Churchill avait déjà déploré dans son discours de Fulton (5 mars 1946) la réalité d'un « rideau de fer abattu sur le continent », c'est au printemps 1947 que se situe le tournant avec le discours de Truman (12 mars 1947) et le plan Marshall (5 juin). La reconstruction exige un minimum d'organisation économique. Les Etats-Unis en font une des conditions du plan

---

<sup>4</sup> Abdelkader Cadi : « nous voulons être citoyens algériens ; nous demandons la constitution de la République algérienne ».

<sup>5</sup> T. Deltombe, *L'Afrique d'abord ! La Découverte*, 2024.

<sup>6</sup> Discours de De Gaulle à Londres, 11/11/42, *Discours et Messages*, Tome 1, p. 233.

<sup>7</sup> Il faut attendre mars 1947 pour qu'un traité franco-britannique soit signé à Dunkerque.

Marshall. Or, le rejet du plan Marshall par Moscou et la division de l'Europe en deux par le rideau de fer provoquent une fracture qui va durer plus de 40 ans. Avec le blocus de Berlin décidé par Moscou, les zones d'occupation occidentales et orientales en Allemagne deviennent des entités distinctes et opposées et risquent de reposer le problème allemand.

Bien que le constat soit celui d'« un véritable bloc qui s'est constitué autour de Moscou », le Quai d'Orsay est décidé à conserver des relations avec les pays qui ont comme elle souffert de l'Allemagne et à conclure des traités bilatéraux avec plusieurs États d'Europe orientale, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie. En conséquence, la France se refuse à prendre acte de la division en cours<sup>8</sup>. Lorsque l'ambassadeur américain à Paris regrette l'engagement de la France vers « ces pactes orientaux », Geoffroy de Courcel lui répond que cela devrait « empêcher la coupure de l'Europe » et la doctrine du Quai est qu'il ne faut rien ménager pour éviter que se dressent en face l'une de l'autre deux blocs hostiles »<sup>9</sup>.

En 1948, à la suite de la conférence de Londres (décembre 1947), la France doit abandonner ses illusions, car entre temps les Soviétiques ont étendu leur emprise militaire et politique sur l'Europe centrale et orientale, annexé les pays baltes, bousculé la Pologne, bref constitué un glacis protecteur d'États soviétisés, de démocraties populaires qui s'éloignent de l'Europe occidentale et de la France.

Les diplomates français en poste dans ces pays, comme c'est le cas en Hongrie, constatent « le processus de soviétisation à outrance », « la France a tout à perdre de ce bouleversement », regrette de Budapest Henri Gauquié, défaitiste au point de conseiller : « Il ne faut pas que la France puisse demeurer l'ultime refuge des aspirations occidentales »<sup>10</sup>. Et de Prague, Maurice Dejean fait remarquer que les Tchèques ressentent vivement le fait que « la France s'éloigne de l'URSS et de tous les pays du centre et de l'Est... et elle seule aurait pu jouer le rôle de pont ». La menace soviétique se substitue en effet au danger allemand et la France doit abandonner son refus de la création à terme d'un gouvernement uni de l'Allemagne occidentale et se préoccuper d'obtenir le soutien et les subsides américains<sup>11</sup>.

Dès lors, plus question pour la France de maintenir sa conception de l'Europe géographique. Dans un contexte où la France fait l'expérience de son impuissance en Europe, la menace russe impose le choix de la petite Europe avec la création du Pacte de Bruxelles (mars 1948) ; l'aggravation des tensions internationales (coup de Prague, 24 février 1948, blocus de Berlin) conduit les Européens de l'ouest et notamment les Français à solliciter l'appui des Américains et à faire le choix de l'intégration atlantique (1949 et 1950). Mais en même temps, il s'agit d'éviter que la reconstitution d'un État allemand ne soit génératrice d'une renaissance d'un danger à l'est du Rhin. L'Europe peut dès lors apparaître comme un moyen de limiter la liberté d'action de ce nouvel acteur. Avec la naissance d'un

<sup>8</sup> Cf. R. Aron, *Le Figaro*, 5 juillet 1947 sur l'échec de la conférence de Paris « qui interdit les illusions ».

<sup>9</sup> Notes 17, 24 et 26 mai 1947, in *Documents diplomatiques français* (DDF), 1947/1, documents 333, 357 et 358.

<sup>10</sup> D. n° 306/RC de Henri Gauquié, ministre de France en Hongrie, 22/7/49, in *La Hongrie vue avec les yeux des diplomates français*. Cf. p. 29, « il ne cache pas sa sympathie pour les occupants soviétiques et les communistes hongrois » ; et Dejean (2 janvier 48), DDF 1948/1, doc. 2.

<sup>11</sup> Cf. mon texte « La défense de la France en 1947 », in *L'année 1947*, Presses de Spo, 1999, pp. 237-262.

État allemand et la reconstruction de son économie, son industrie sidérurgique se développe au point d'une crise de surproduction et d'une possible guerre économique entre la France et l'Allemagne. Il convient d'innover et de lancer dans le plus grand secret une formule de coopération franco-allemande dans le cadre européen pour éviter une nouvelle guerre entre les deux pays. C'est pourquoi la déclaration du ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, le 9 mai 1950, constitue un véritable coup de tonnerre, et illustre à la fois la peur face aux réalités internationales et l'attachement aux valeurs démocratiques et à la paix en Europe. Provenant d'une idée de Jean Monnet (commissaire général au Plan), la France propose en effet la mise en commun par la France, l'Allemagne et les pays européens qui le voudraient de l'acier et du charbon, dirigée par une autorité supranationale. C'est une proposition révolutionnaire d'intégration fonctionnelle impliquant donc l'égalité entre ses futurs membres. L'Europe sort des rêves et s'incarne dans un projet concret : celui de la CECA. Pour la France, c'est alors l'orientation capitale vers l'Europe, la Petite Europe dans un cadre libéral d'ouverture des frontières douanières.

Tout au long de la 4<sup>ème</sup> République, au gré des gouvernements instables, la France a donc choisi l'Europe – en réalité la petite Europe, mais elle n'a pas voulu pour autant abandonner l'Afrique, qui constituait la caution de sa place dans le monde. Ainsi la France insiste-t-elle auprès de ses partenaires de la CEE pour une véritable intégration de l'Algérie, et avec la Belgique, elle obtient des garanties pour leurs possessions africaines (cf. la 4<sup>ème</sup> partie du traité de Rome)<sup>12</sup>. Si bien que la période a été caractérisée par une série de conflits et de crises, conséquence d'une politique de résistance à l'émancipation des territoires et à la décolonisation. Le refus de choisir entre l'Europe et l'outre-mer est même une des causes de la mort de la 4<sup>ème</sup> République. Il faudra attendre la perte de l'Indochine en 1954, l'indépendance accordée aux protectorats du Maroc et de la Tunisie en 1956, les indépendances africaines en 1960, et celle de l'Algérie en 1962 pour que la France tourne définitivement la page de l'outre-mer et choisisse l'Europe.

---

<sup>12</sup> Cf. M. Brown, *The Seventh Member State. Algeria, France and the European Community*, Harvard University Press, 2022.



## *Fragments de l'histoire des relations franco-hongroises durant la Seconde Guerre mondiale*

GERGELY FEJERDY

UNIVERSITE CATHOLIQUE PETER PAZMANY  
INSTITUT HONGROIS DES AFFAIRES ETRANGERES

### **Le sort de la légation française à Budapest durant la guerre**

Plusieurs études, notamment de Viktoria Müller<sup>1</sup>, ainsi que de Balázs Ablonczy<sup>2</sup>, Krisztián Bene<sup>3</sup>, Sebastien Laurent<sup>4</sup>, Georges Diener<sup>5</sup> se sont penchées sur l'histoire des relations franco-hongroises durant la Seconde Guerre mondiale. Grâce à ces travaux qui examinent à chaque fois différents aspects du sujet, nous pouvons avoir une vue assez complète des événements de ces cinq années très agitées. De nouvelles sources, de plus en plus nombreuses, nous permettent parallèlement d'approfondir notre connaissance sur cette période

---

<sup>1</sup> Viktoria Müller a écrit sa thèse sur ce sujet : V. Müller, *Francia-magyar kapcsolatok, 1940-1944* [Relations franco-hongroises], Thèse de doctorat, Pécs, Pécsi Tudományegyetem, 2007. Elle a également consacré plusieurs études à ce thème. Voir : V. Müller, « L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français – Souvenirs d'un attaché militaire (1942-1945) », in *Specimina nova dissertationum ex Instituto Historico Universitatis Quinqueecclesiensis*, Pécs, 2000, p. 38-64. ; V. Müller, « Robert de Dampierre. Un acteur des relations franco-hongroises (août 1940-décembre 1942) », *Relations internationales*, n° 107 (2001), p. 375-383 ; V. Müller, « Francia-magyar kulturális kapcsolatok a második világháború alatt » [Relations culturelles franco-hongroises pendant la Seconde Guerre mondiale], in *Öt Kontinens*, vol. 2 (2004), Budapest, ELTE, p. 249-262 ; V. Müller, « Betekintés az 1940-1944 közötti francia-magyar kapcsolatok történetébe » [Aperçu de l'histoire des relations franco-hongroises entre 1940 et 1944], in F. Fischer et al. (éds.), *Kutatási füzetek 12 : Ünnepi szám Ormos Mária 75. születésnapjára*. Pécs, Pécsi Tudományegyetem, 2005, p. 268-282 ; V. Müller, « Relations franco-hongroises dans le domaine de l'économie », in *Öt Kontinens*, vol. 7 (2009), Budapest, ELTE, p. 107-119.

<sup>2</sup> B. Ablonczy, « Virtute Vinces. A gödöllői francia gimnázium története (1938-1948) » [Histoire du lycée français de Gödöllő], *Studia Comitatus*, vol. 32 (2011), p. 124-125.

<sup>3</sup> K. Bene, « A franciaországi magyar hadifoglyok ünnep- és hétköznapijai » [Les jours fériés et ordinaires des prisonniers de guerre hongrois en France], in P. Virányi (dir.), *Élet a hátországban (1939-1945)*, Budapest, MTA II. Világháború Története Albizottság, 2024, p. 243-256 ; K. Bene, « Eltérő utakon : Francia hadifoglyok Magyarországon, magyar hadifoglyok Franciaországban 1944-1945-ben » [Sur des chemins différents : prisonniers de guerre français en Hongrie, prisonniers de guerre hongrois en France en 1944-1945], in P. Virányi (dir.), *Út(elágazások): Magyarország 1944-1945*, Budapest, MTA II. Világháború Története Albizottság, 2022, p. 293-315.

<sup>4</sup> S. Laurent, « De l'échec du renseignement : quelques réflexions à propos de l'activité des attachés militaires français à Budapest (1939-1945) », in *Öt Kontinens*, vol. 3 (2005), Budapest, ELTE, p. 75-81.

<sup>5</sup> G. Diener, « Les évadés français dans la société hongroise », *Cahiers d'études hongroises*, n° 2 (1990), p. 163-177.

des relations franco-hongroises. Les mémoires de plusieurs personnalités sont ainsi désormais plus facilement accessibles grâce aux nouvelles technologies<sup>6</sup>, et depuis les années 2010, les services d'archives du Ministère français des Affaires étrangères ont peu à peu autorisé la consultation de documents autrefois considérés secrets et non consultables par les chercheurs. Attirons également l'attention sur l'existence de bases de données numériques, notamment de journaux digitalisés, qui permettent de compléter de manière précieuse tout ce que nous savons sur cette période des relations franco-hongroises. Dans ce contexte, revisiter certains aspects de ces rapports bilatéraux, notamment les événements en lien avec la légation française à Budapest, à la lumière de sources peu ou pas encore exploitées, se révèle d'un grand intérêt pour mieux connaître l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

### 1940, la première rupture

La Seconde Guerre mondiale posa de sérieux défis aux relations franco-hongroises, comme à l'ensemble des relations diplomatiques. L'évolution du front et de la situation internationale marquèrent les rapports officiels entre les deux pays. Les relations diplomatiques ne furent pas rompues avant 1945 et l'état de guerre ne fut pas déclaré entre la France et la Hongrie pendant le conflit mondial, mais les représentations diplomatiques durent néanmoins faire face à des défis importants. Le premier changement survint dès l'été 1940. Après la défaite de l'armée française, la légation royale de Hongrie à Paris fut transformée « jusqu'à nouvel ordre » en simple consulat général. Puis, en conséquence de la formation du gouvernement de Vichy, la Hongrie installa sa légation dans cette ville. Bien que Sándor Khun-Héderváry<sup>7</sup>, chef de la légation de Hongrie en France depuis 1933, était loin d'être apprécié par les Allemands, il resta en place. En 1941, « vu son âge », le gouvernement hongrois le mit à la retraite et le remplaça par György Bakách-Bessenyei<sup>8</sup>, envoyé extraor-

<sup>6</sup> L'auteur a ainsi eu accès aux mémoires manuscrites de l'attaché militaire André Hallier, digitalisées par la famille. A. Hallier, *Souvenir de Hongrie 1942-1945*. Ce texte a également été consulté par Viktoria Müller, mais vraisemblablement pas dans son intégralité.

<sup>7</sup> Sándor Khun-Héderváry (1881-1947, par suicide), homme politique, diplomate hongrois. Il entra dans la diplomatie en 1905. Ses postes les plus importants furent Madrid, Londres, Berlin. Entre 1920 et 1925, il fut le chef du département politique du ministère des Affaires étrangères de Hongrie. Entre 1925 et 1933, il fut vice-ministre permanent des Affaires étrangères. Du 31 décembre 1933 jusqu'au 18 juin 1941, il fut ambassadeur de Hongrie à Paris. Voir P. Pritz (éd.), *Iratok a magyar külügyi szolgálat történetéhez 1918-1945* [Documents relatifs à l'histoire du service diplomatique hongrois], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1994, p. 453.

<sup>8</sup> György Bakách-Bessenyei (1892-1959), diplomate hongrois. Il entra au ministère des Affaires étrangères en 1920. Il fut en poste notamment à Rome et à Belgrade. Il fut nommé chef de mission diplomatique à Vichy en avril 1941. En septembre 1943, il reçut la charge de la direction de la légation de Berne. En Suisse, il collabora à un rapprochement et à une prise de contact secrète avec les grandes puissances de l'Ouest. Le 22 mars 1944, lorsque la Hongrie fut occupée par les Allemands, il rompit ses contacts avec le gouvernement de Sztójai et démissionna de son poste. Après la guerre, il s'installa aux États-Unis. Il prit une part active au Comité national hongrois (*Magyar Nemzeti Bizottság*).

dinaire de Hongrie en France. À partir de 1943, la légation de Hongrie à Vichy fut confiée à Arno Bobrik<sup>9</sup> jusqu'à la fin de la guerre<sup>10</sup>.

Parallèlement, après la signature de la convention d'armistice, un nouveau ministre plénipotentiaire, le comte Robert de Dampierre<sup>11</sup>, arriva en Hongrie le 14 août 1940. À cette exception près, le personnel de la légation ne connut à cette date aucun changement important. Devant les possibilités limitées d'action diplomatique, le nouveau chef de mission mit l'accent sur la diffusion de la culture française en Hongrie, politique appuyée par le gouvernement de Budapest qui voulait par là montrer à Berlin son indépendance<sup>12</sup>. L'Allemagne déplora de façon constante la bienveillance hongroise à l'égard de la France, laquelle se traduisit notamment par l'accueil chaleureux des prisonniers français évadés du III<sup>e</sup> Reich<sup>13</sup>. Cette situation, peu confortable, mais qui ne remettait pas en cause les principes fondamentaux de la diplomatie, changea toutefois en 1942 lorsque les alliés occidentaux entreprirent l'opération Torche et débarquèrent en Afrique du Nord.

### 1942, les premiers changements importants à la légation de France à Budapest

La première conséquence dans les relations franco-hongroises fut la démission du comte Dampierre. Après huit jours d'hésitation, le chef de la légation française à Budapest prit sa

<sup>9</sup> Arno Bobrik (1891-1976), diplomate hongrois. Il termina ses études à l'Académie consulaire de Vienne en 1914. Il entra dans les services diplomatiques en 1917. Ses postes les plus importants furent Sofia, Varsovie, Bucarest, Berlin, Vienne et Prague. Le 10 septembre 1943, il devint chef de la légation du royaume de Hongrie à Vichy et ne quitta ce poste qu'à la fin de l'année 1944. P. Pritz (éd.), *Iratok...*, *op.cit.*, p. 447.

<sup>10</sup> G. Fejérdy, *L'Europe francophone et la Hongrie au début de la Guerre Froide. Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie de 1944 à 1956*, Paris, Honoré Champion, 2014, p. 77.

<sup>11</sup> Robert Dampierre (1888-1974), licencié ès lettres et en droit, diplômé de l'École des sciences politiques, attaché d'ambassade à Vienne à partir du 15 mai 1912, puis à Constantinople, le 10 janvier 1914, en qualité de secrétaire de 3<sup>e</sup> classe. En 1917 il fut chargé de l'intérim des fonctions de troisième secrétaire à Tokyo, ensuite affecté à la sous-direction d'Asie. En 1924, il devint chargé des fonctions de premier secrétaire à Rome (Quirinal). En 1933, il fut envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, puis à Ottawa. Nommé le 31 juillet 1940 ministre plénipotentiaire de 1<sup>ère</sup> classe à Budapest, il démissionna le 4 novembre 1942, puis fut révoqué par Vichy le 5 mai 1943 et interné par les autorités allemandes de 1944 à 1945. Sa révocation fut annulée le 5 mai 1945. Il fut nommé à la tête de la légation à Santiago du Chili le 7 décembre 1945, puis à Stockholm le 27 octobre 1948. Voir : *Annuaire diplomatique et consulaire* (ADC), Paris, 1948.

<sup>12</sup> Cf. Müller, « Robert de Dampierre... », *op.cit.*

<sup>13</sup> Environ 1 200 prisonniers de guerre français trouvèrent refuge en Hongrie durant la guerre. Voir notamment : R. Roos, « Evadé en Hongrie (1943-1945) », *Revue historique des Armées*, n° 156 (1984), p. 97-109 ; P. Lemaire, « L'Hospitalité hongroise », *Revue historique des Armées*, n° 156 (1984) ; *Refuge en Hongrie* (Recueil de témoignages), Paris, Calanque, 1946 ; E. Bajomi Lázár, *Arpadine. Kalandozások a magyar-francia kapcsolatok múltjában* [Arpadine. Aventures dans l'histoire des relations franco-hongroises], Budapest, Szépirodalmi Könyvkiadó, 1980 ; P. Macskásy, « Fejezetek a II. világháború alatt Magyarországra menekült szövetséges katonák életéből » [Chapitres sur la vie des soldats alliés réfugiés en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale], in S. M. Kiss (éd.), *Magyarország 1944. Fejezetek az ellenállás történetéből*, Budapest, Tankönyvkiadó, 1994 ; I. Lagzi, « Militaires français réfugiés en Hongrie 1942-1945 », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, 26/3-4 (1980), p. 395-429.

décision le 11 novembre 1942, prenant acte de la décision d'Hitler de mettre fin à l'indépendance limitée du gouvernement de Vichy. Le chef de la mission diplomatique française tenta de quitter la Hongrie et demanda l'autorisation d'entrer en Turquie, pays d'origine de sa seconde épouse Leïla de Dampierre, fille de Selim Melhame – maronite, fonctionnaire puis ministre dans l'Empire ottoman – et d'Aimée Crespin, elle-même fille d'Alexandre Crespin, négociant et consul de la République française à Constantinople. Finalement, ce projet échoua car les autorités bulgares, sous la pression des Allemands, refusèrent de leur donner le visa de transit. Le chef de mission diplomatique démissionnaire et son épouse furent ainsi contraints de rester en Hongrie<sup>14</sup>. Après sa démission, à la fin du mois de novembre, Robert de Dampierre dut quitter la légation et son appartement, qui se trouvait dans l'ancien palais Andrassy de la rue Fő au bord du Danube<sup>15</sup>. Il s'installa avec sa famille dans la villa de Pál Strauss<sup>16</sup> sur la colline de château de Buda au 32 de la rue Lovas. Il choisit ce lieu car l'attaché militaire français de l'époque, André Hallier, louait déjà une grande partie du bâtiment et il avait proposé au comte de Dampierre son logement<sup>17</sup>. Le chef de la légation démissionnaire y vécut jusqu'en 1944. Les autorités hongroises – notamment le haut-fonctionnaire anti-nazi du ministère des Affaires étrangères Jenő Ghyczy – aidèrent le comte Dampierre à rester en Hongrie et tentèrent de le protéger de la Gestapo.

À partir de la fin de l'année 1942, plusieurs membres de la légation de France en Hongrie songèrent à quitter Budapest pour rejoindre la résistance. Ils furent d'ailleurs révoqués un par un par le régime de Vichy. Le premier d'entre eux fut Robert Luc, attaché consulaire, qui partit en mai 1943<sup>18</sup>. Son épouse étant la fille<sup>19</sup> du Vice-Amiral britannique Reginald Vesey Holt, l'ambassade de Grande-Bretagne à Ankara facilita leur départ vers la Turquie. Une fois arrivé à Londres, Robert Luc trouva d'ailleurs immédiatement un poste de diplomate à l'ambassade de France auprès de l'ambassadeur Maurice Dejean.

Le second diplomate qui quitta Budapest fut le comte Pierre de Vaucelles, deuxième secrétaire de la légation de France, mis en disponibilité au cours de l'été 1943, et qui quitta la

<sup>14</sup> Fejérdy, *L'Europe francophone et la Hongrie...*, *op.cit.*, p. 78-79.

<sup>15</sup> G. Fejérdy, « Andrassy-palotából francia kocka, avagy hogy varázsolt Franciaország egy épületből hármát », *Várnegyed*, 29/5 (2024), p. 14-15.

<sup>16</sup> Pál Strauss (1883-1945), commerçant, conseiller du gouvernement hongrois, membre de la haute société hongroise. Originaire d'une famille juive hongroise, il fut notamment le plus important commerçant de voiture en Hongrie durant l'entre-deux-guerres. Il disposait d'un vaste patrimoine immobilier et possédait entre autres le château de Imreháza. Il acheta en 1920 le château néo-baroque de la rue Lovas qu'il mit en location. Entre 1933 et 1941, le principal locataire de la maison fut le chef de la légation des États-Unis d'Amérique à Budapest. À partir de 1942, ce fut André Hallier, attaché militaire de France en Hongrie, qui loua la maison. Pál Strauss fut arrêté par les Allemands en mars 1944, puis déporté à Dachau où il mourut sous la torture en janvier 1945.

<sup>17</sup> Robert de Dampierre habita la villa entre le mois de décembre 1942 et mars 1944. Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, VIII/4.

<sup>18</sup> Robert Paul Luc (1911-2006), diplomate français. Il fut attaché consulaire en Chine, puis en Grèce avant d'arriver en Hongrie. Entre 1943 et 1945 il fut à Londres secrétaire de l'ambassade. Plus tard, il travailla à Berne, à San Francisco, à Strasbourg, à Denver, ainsi qu'à Monaco. Il fut nommé en 1973 ambassadeur de France au Luxembourg.

<sup>19</sup> Penelope Jane Vesey Holt (1919-1985) épousa le diplomate Robert Luc en 1940.

Hongrie dès le printemps 1943<sup>20</sup>. François Seydoux fut le diplomate qui hésita le plus longuement<sup>21</sup>. Arrivé à Budapest en tant que secrétaire de la légation à l'été 1941, il aimait autant la vie en Hongrie que son métier. Il fut notamment contacté dès décembre 1942 par Jean Chauvel, l'un des diplomates résistants les plus influents de l'époque. Seydoux quitta finalement Budapest en juillet 1943, en train et accompagné de sa famille, tandis que deux de ses cinq enfants étaient d'ailleurs malades lors du départ. Ce fut un voyage très compliqué, une grande partie de leurs bagages ayant été perdue, comme le rapporta plus tard dans ses mémoires l'attaché militaire français André Hallier<sup>22</sup>. Jacques Diemer, adjoint de l'attaché commercial<sup>23</sup> de la légation, avait réussi de son côté à rejoindre la Syrie avec sa famille, grâce à l'aide de commerçants roumains et tures. Il revint en 1946 en tant qu'attaché commercial à Budapest.

En décembre 1942, c'est Christian Desplaces de Charmasse<sup>24</sup>, premier conseiller de la légation qui fut nommé chargé d'affaires. Il fut brièvement remplacé par Jules Brévié<sup>25</sup>, ancien gouverneur d'Indochine et ministre des colonies. Le nouveau chef de la légation de France à Budapest, refusant de rendre visite à l'ambassadeur d'Allemagne, devint toutefois très vite suspect aux yeux de Berlin, alors que de leur côté, les diplomates français se méfiaient également de lui. Brévié ne resta qu'à peine un an à Budapest. Il remit ses lettres de créances le 10 juillet 1943 au régent Horthy<sup>26</sup>, mais quitta la Hongrie dès juin 1944<sup>27</sup>, officiellement pour des congés, mais sans jamais revenir à Budapest.

---

<sup>20</sup> Le comte Pierre de Vaucelles (1907-1985), diplomate français. Il entra dans la diplomatie en 1932. Il fut successivement en poste à Bucarest, à Berlin, à Budapest, puis à Bruxelles à partir de 1944. Il fut nommé ambassadeur à Bagdad en 1954, avant d'être désigné représentant permanent adjoint de la France à l'ONU en 1957. Il quitta New York en 1959 pour devenir en 1960 chef de la section politique de l'Institut des hautes études de la défense nationale. En 1963, il fut nommé ambassadeur à Caracas.

<sup>21</sup> François Seydoux (de Clausonne) (1905-1981), diplomate français. Philosophe et expert en droit, expert des affaires allemandes, il embrassa une carrière diplomatique à partir de 1928 et fut ambassadeur de France à Vienne entre 1955 et 1958, puis à Bonn. Il fut également représentant permanent de la France auprès de l'OTAN entre 1962 et 1965.

<sup>22</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, VIII/3.

<sup>23</sup> Jacques Diemer (1900-1987 ?), diplomate, attaché commercial. Il fut en poste à Budapest entre 1936 et 1943 et 1946 et 1948.

<sup>24</sup> Christian Desplaces de Charmasse (1895-1968), diplomate français. Licencié en droit, diplômé de l'École des sciences politiques, il servit durant la Grande Guerre entre 1915 et 1919. Après avoir occupé plusieurs postes diplomatiques en Europe, puis dans l'administration centrale, il fut nommé à Budapest en 1938. Il y gèra la légation entre décembre 1942 et novembre 1944, avant d'être interné par la Gestapo. Il reprit ses fonctions en 1946 en Allemagne, avec le rang de ministre plénipotentiaire (à Baden-Baden), et poursuivit sa carrière diplomatique jusqu'en 1958.

<sup>25</sup> Jules Brévié (1880-1964) fut un administrateur colonial, gouverneur général de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Indochine française, également ministre des colonies de Pierre Laval. Grand passionné d'histoire et d'ethnologie, il était considéré comme un spécialiste de l'Afrique. Il fut nommé ministre plénipotentiaire à Budapest et arriva en Hongrie au début du mois de juin 1943.

<sup>26</sup> Le 10 juillet 1943 Jules Brévié remit ses lettres de créances. *Belügyi Közlöny*, 33, le 8 août 1943. 1607.

<sup>27</sup> Le 25 juin 1944 il annonça au ministère des Affaires étrangères qu'il partait en vacances et Christian Desplaces de Charmasse prit la tête de la légation de France à Budapest. *Belügyi Közlöny*, 27, le 25 juin 1944. 1000.

### Les attachés militaires français à Budapest au début de la Seconde Guerre mondiale

Avant la démission du comte Dampierre de son poste en 1942, trois attachés militaires français se succédèrent à Budapest<sup>28</sup>. En septembre 1940, le lieutenant-colonel Tony Albord<sup>29</sup> quitta son poste, à peine un an après son arrivée à Budapest en provenance de Prague. Il fut remplacé par le lieutenant-colonel Joseph de Merry, promu colonel en novembre 1940<sup>30</sup>. À peine un an et demi plus tard, celui-ci quitta également son poste et fut remplacé le 7 septembre 1942 par André Hallier<sup>31</sup>, qui resta en Hongrie pendant toute la guerre jusqu'en 1945 et tint un journal détaillé de ses activités<sup>32</sup>. Ce dernier, colonel en partance de Tunisie à l'été 1942, avait pour mission principale d'aider les soldats français évadés des camps de prisonniers de guerre allemands en Hongrie et d'assurer des missions de renseignement. Un représentant de l'armée de l'air française était également présent à l'ambassade de Budapest. À partir de 1940, ce fut le capitaine Paul Retourmat<sup>33</sup> qui assumait ces fonctions d'attaché de l'air. Les militaires étaient alors particulièrement surveillés par les Allemands, d'autant plus qu'ils aidaient les évadés français.

André Hallier nota dans ses mémoires que la situation se dégrada nettement en 1943 en ce qui concerne la vie de la légation<sup>34</sup>. Outre les départs des diplomates rappelés, les autorités de Vichy observaient avec une méfiance de plus en plus forte l'activité de la représentation française à Budapest. André Hallier fut rappelé en France, mais grâce à l'intervention du ministère hongrois des Affaires étrangères son rapatriement fut annulé. Son poste était convoité par l'ancien attaché militaire, le lieutenant-colonel Merry, mais le responsable des renseignements militaires français le maintint à Budapest<sup>35</sup>. En novembre 1943, plusieurs Français, qui faisaient partie de réseaux de renseignements britanniques, furent arrêtés par la Gestapo en Hongrie. Parmi eux se trouvait l'interprète officiel de la représentation française, René Renoult. Sur commande de l'Allemagne, il fut arrêté par les autorités hongroises le 3 novembre 1943. Accusé d'avoir transmis des informations secrètes aux Alliés et participé aux activités d'espionnage pour le compte des services secrets anglais, il fut assigné à résidence jusqu'en décembre 1944. Durant le siège de Budapest à la fin de l'année 1944, il fut finalement déporté en Allemagne<sup>36</sup>. Cette affaire plaça une nouvelle fois l'attaché militaire Hallier dans une situation délicate, mais ses amis haut placés en Hongrie le sauvèrent de toute conséquence négative.

<sup>28</sup> Sur ce sujet voir : Laurent, « De l'échec du renseignement... », *op.cit.*, p. 75-81.

<sup>29</sup> Tony Albord (1891-1988), officier, attaché militaire à Budapest de 1939 à 1940. Voir : T. Albord, « Attaché militaire à Prague et à Budapest (1939-1940) », *Revue historique des Armées*, n° 161 (1985), p. 51-69.

<sup>30</sup> Joseph de Mierry Martin Gallevier (1890-1979), officier militaire français. Il fut attaché militaire français à Budapest entre 1940 et 1942.

<sup>31</sup> André Hallier (1892-1988), général de brigade et attaché militaire français en Hongrie.

<sup>32</sup> La copie de ce journal est citée plus haut.

<sup>33</sup> Paul Retourmat (1904-1997), attaché de l'air de la légation de France à Budapest.

<sup>34</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, VIII/4.

<sup>35</sup> *Ibid.*, VIII/5.

<sup>36</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Centre des Archives diplomatiques de la Courneuve (MAEE CADC), Z-Europe, 1944-1960, Hongrie, 190QUO/Dossier 1. 78.

## L'occupation allemande de la Hongrie et ses conséquences pour la légation de France à Budapest

Les changements survenus au cours de la guerre après 1943 eurent également un impact significatif sur la vie de la légation française à Budapest. Si la chancellerie diplomatique française représentait officiellement le gouvernement de Vichy, en réalité les diplomates et le personnel n'avaient aucune sympathie particulière à l'égard de Pétain et beaucoup d'entre eux tentaient de conserver une certaine distance avec les Allemands. La bienveillance des autorités hongroises à l'égard de la légation durant le gouvernement Miklós Kállay fut une protection très appréciée. Toutefois, le 19 mars 1944, lorsque le Reich occupa militairement la Hongrie, la situation changea brutalement. La Gestapo se mit à arrêter tous ceux qui pouvaient être suspectés d'être anti-nazis. Le jour-même, l'épouse de l'ancien chef de la légation de France, Leïla de Dampierre, fut emprisonnée avec un officier français évadé, Lucien Gouazé<sup>37</sup>, qui eut le tort de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment<sup>38</sup>. Participant à une messe à l'église de la place Szervita à Budapest avec les militaires français évadés, l'ancien ministre plénipotentiaire français ne put être arrêté, car il n'était pas chez lui<sup>39</sup>. L'ancien chef de la légation française, ayant appris cette mauvaise nouvelle, se réfugia pour deux jours à la représentation de la Suisse à Budapest boulevard Stéfánia, puis se cacha dans le bâtiment de la chancellerie française rue Fő. Seul l'attaché militaire et le ministre plénipotentiaire Brévie en furent informés<sup>40</sup>. Pendant un mois, sa femme resta prisonnière de la Gestapo<sup>41</sup>. Dès l'arrestation de l'épouse du comte Dampierre, le nouvel envoyé extraordinaire de Vichy, Jules Brévie, engagea des négociations avec les autorités hongroises pour assurer la protection de l'ancien chef de légation<sup>42</sup>. Finalement, sur l'intervention de Vichy, Berlin libéra la Comtesse Dampierre et le couple, sous stricte surveillance, put rentrer rue Lovas, puis finalement, avec l'accord des Allemands, s'installèrent dans une résidence surveillée dans la villa Örfly à Badacsony, près du lac de Balaton. Dampierre était toutefois régulièrement convoqué dans la capitale pour être interrogé à la prison de la rue Fő, où il restait généralement en détention pendant 48 heures<sup>43</sup>. Avant le siège de Budapest, ils s'installèrent à Szentendre, près de la capitale hongroise.

L'ancien chef de la légation de France à Budapest et son épouse ne furent pas les seuls concernés par les arrestations, la Gestapo emprisonna, entre autres, le professeur de l'Uni-

---

<sup>37</sup> Lucien Gouazé (1913-2000), résistant, lieutenant français, agent de renseignement. Il arriva en Hongrie en tant que militaire évadé de l'Allemagne. Il fut arrêté par la Gestapo le 19 mars 1944 à Budapest, mais le 21 juin 1944 il réussit à s'évader dans une gare. Il prit part aux combats de partisans en Slovaquie en décembre 1944. Après la guerre, il travailla comme agent de renseignement à la légation de France à Vienne. Le 16 septembre 1948, il fut de nouveau arrêté par la police politique hongroise devant la légation de Belgique à Budapest. Il fut ensuite extradé par Budapest vers l'Union soviétique, où il passa 10 ans dans des camps d'internement, dont il fut libéré le 4 mars 1958.

<sup>38</sup> Cette série d'arrestations et ses conséquences sont décrites dans le livre de la comtesse Robert de Dampierre, *De l'ambassade au bagne nazi*, Paris, Flammarion, 1946.

<sup>39</sup> Bajomi Lázár, *Arpadine...*, *op.cit.*, p. 326.

<sup>40</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XI/4.

<sup>41</sup> Dampierre, *De l'ambassade au bagne nazi*, *op.cit.*, p. 32.

<sup>42</sup> Müller, « L'action d'André Hallier en Hongrie... », *op.cit.*, p. 64.

<sup>43</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XIII/2-3.

versité de Szeged Henri Gernet<sup>44</sup>, ainsi que l'attaché de presse de la chancellerie, le comte André de la Rivière-Chereil<sup>45</sup>, Paul Giraud, directeur de Danubia Textil S.A.<sup>46</sup> et la veuve de l'ancien rédacteur en chef-adjoint de la *Nouvelle Revue de Hongrie*, traducteur et professeur, Henri Ancel<sup>47</sup>. Jusqu'en octobre 1944, une centaine de militaires évadés des camps allemands et réfugiés en Hongrie furent ainsi arrêtés.

À partir de juin 1944, la direction de la légation fut confiée à Christian Desplaces de Charmasse. Bien que les Allemands aient exigé l'expulsion de tout le personnel de la représentation officielle de la France, le gouvernement de Budapest permit le fonctionnement de la légation jusqu'au 15 octobre 1944<sup>48</sup>. Malgré cela, les ressortissants français étaient confrontés à un danger croissant. Avant même la prise de pouvoir des Croix fléchées (nazis hongrois), la Gestapo et la police hongroise à leur service avaient déjà arrêté plusieurs personnes liées à la légation française. La plupart des ressortissants français se montrèrent très discrets ou se cachèrent, car leurs activités étaient étroitement surveillées, comme Georges Deshusses qui arriva en 1934 à Budapest en tant que responsable du réseau d'Alliance française<sup>49</sup>.

Après le débarquement des Alliés en Normandie et l'arrivée du front de l'est à la frontière hongroise, la situation des Français se trouvant en Hongrie se compliqua encore. Le pouvoir de Vichy n'exerçait que très peu d'influence sur l'administration – d'ailleurs la plupart des Français n'avaient aucune sympathie à l'égard du gouvernement de Pierre Laval – et cette influence disparut définitivement avec le départ du maréchal Philippe Pétain pour Sigmaringen en août 1944. Les Allemands se trouvèrent dans une situation délicate du

---

<sup>44</sup> Henri F. Grenet (1901-1985), enseignant dans le secondaire, diplômé de l'École des langues orientales, titulaire d'un diplôme de professeur privé de langue française à l'Université de Szeged. Il a été déporté en 1944 à Mauthausen. Il est retourné en Hongrie après la guerre et y a vécu jusqu'aux années 1960.

<sup>45</sup> Le comte André de la Rivière-Chereil (1900-1945), diplomate, attaché de presse à la légation de France à Budapest durant la Seconde Guerre mondiale. Il a été déporté à Mauthausen, où il y est décédé. Son épouse était hongroise, Magdolna Fodor.

<sup>46</sup> Paul Giraud (1884-1965), industriel français, directeur de Danubia Textil S.A à Budapest. Il fut connu comme une personnalité qui soutenait le général de Gaulle. Il fut arrêté en mars 1944 par la Gestapo, mais relâché deux mois plus tard. (Cf. MAEE CADC, 190QUO/Dossier 1. 51.) Il fut choisi comme président du Comité de Gaulle et devint représentant des intérêts français en Hongrie entre 1945-1946.

<sup>47</sup> Henri Ancel (1881-1943), traducteur, rédacteur en chef, professeur de la langue française. Il arriva en Hongrie en 1912. Il épousa en 1929 Erzsébet Boér (1895-1978). Il fut rédacteur en chef de la *Nouvelle Revue de Hongrie*. Il mourut d'une crise d'asthme inattendue à Budapest.

<sup>48</sup> Fejérdy, *L'Europe francophone et la Hongrie...*, op.cit., p. 79-80 ou MAEE CADC, 190QO Sup/Dossier 1. « Charmasse ».

<sup>49</sup> Georges Deshusses (1907-2000), normalien, agrégé d'allemand arrive à Budapest en 1934. En tant qu'attaché culturel, il est d'office directeur de l'Alliance française et enseigne également à l'Université de Budapest et au Collegium Eötvös. Il porte un vif intérêt à l'histoire de la Hongrie et à sa littérature. Il coule des jours heureux jusqu'en 1939. L'horizon s'assombrit alors avec la montée du nazisme, il se cache dans un couvent, puis en 1945 avec l'arrivée des troupes soviétiques, il quitte la Hongrie. Il fit un rapport détaillé sur la situation de la Hongrie lorsqu'il arriva à Ankara en juin 1945. (Voir : MAEE CADC, 190QO/Dossier 15. p. 133-154.) Après la guerre, il fut en poste dans différents pays d'Europe centrale au service de la coopération française et fut entre autres le fondateur de l'Institut français de Fribourg en Allemagne.

point de vue militaire et ils accentuèrent la pression sur les civils dans tous les territoires contrôlés. La Hongrie ne fit pas exception.

À l'été 1944, les Anglo-Saxons commencèrent à bombarder Budapest. Les familles des employés de la légation française encore présents en Hongrie furent mis à l'abri dans un hôtel loué à Balatonboglár, à une centaine de kilomètres de la capitale<sup>50</sup>. À partir de septembre, comme le front atteignait désormais la Hongrie, même cette solution ne paraissait pas sûre, et chaque famille tenta de trouver refuge ailleurs qu'au lac Balaton. L'attaché militaire Hallier entra en clandestinité dès le début de l'automne. Il quitta définitivement la villa de la rue Lovas et mit à l'abri sa famille<sup>51</sup>. L'attaché de l'air se cacha également. Les quelques membres de la légation et la communauté française se faisaient discrets. Les amitiés liées avec les Hongrois jouèrent une grande importance pendant cette période, car ce furent souvent des familles magyares qui cachèrent les Français de plus en plus recherchés par la Gestapo. Pour les Allemands tout lien avec la France devint suspect, comme les religieux des différents couvents. Les sœurs des congrégations d'origine française, comme les sœurs de Notre Dame de Sion à Sashegy à Buda, ou du Sacré Cœur à Pest, cachèrent en effet un grand nombre de personnes recherchées par la Gestapo. Les Juifs persécutés trouvèrent également refuge dans ces couvents. Les religieux en lien avec la France cachèrent aussi les personnes recherchées, dont les militaires français évadés d'Allemagne. Les Frères Maristes furent particulièrement actifs. Le Père Albert Pfleger<sup>52</sup>, un Alsacien, était à cette époque le responsable de cette communauté en Hongrie. Il fonda également l'École Champagnat à Budapest en 1928 et tenta en 1944 de sauver les Juifs et les Français d'origine alsacienne et lorraine enrôlés de force dans l'armée allemande. La congrégation des Prémontrés à Gödöllő, qui depuis 1938 tenait un lycée français, participa également à cette grande solidarité et sauva un grand nombre de personnes notamment des prisonniers français échappés<sup>53</sup>.

Parallèlement, un réseau clandestin se forma en lien avec la France libre dirigée par le général de Gaulle<sup>54</sup>. Le télégraphiste, chiffreur de l'attaché militaire Hallier, Noël Clavel<sup>55</sup>

---

<sup>50</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XIV/13.

<sup>51</sup> *Ibid.*, XIV/14.

<sup>52</sup> Albert Pfleger (1900-1999), né en Alsace, membre de la communauté des Frères Maristes. Il fut en mission en Turquie et en 1921 en Macédoine. Il arriva à Budapest en 1928. Il fut particulièrement impliqué dans la résistance contre les Allemands durant la guerre. Il rentra en France en 1948 et nommé en 1961 à « Notre Dame des Victoires » à Saint-Pourçain-sur-Sioule dans l'Allier. Il resta 23 ans dans cet établissement, d'abord comme enseignant, puis comme secrétaire comptable. En 1984, il se retira à Varennes-sur-Allier dans la maison de retraite des Frères où il passa les dernières années de sa vie. <https://www.bmehafms.fr/F-Albert-Pfleger-et-les-Freres-Maristes-en-Hongrie.html> (téléchargé le 24 juillet 2025).

<sup>53</sup> Ablonczy, « Virtute Vincas... », *op.cit.*, p. 124-125.

<sup>54</sup> G. Fejérdy, « De Gaulle és Franciaország a II. világháború végén » [De Gaulle et la France à la fin de la Seconde Guerre mondiale], in Gy. Markó – M. Schmidt (dir), *Hogy jobban értsük a huszadik századot*, Budapest, XX. Század Intézet, 2014, p. 293-303. Ou encore : Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, VIII/9.

<sup>55</sup> Le sous-lieutenant Noël Clavel était un agent de renseignement sous l'ordre d'André Hallier. Il fut en contact à partir de 1942 avec le général de Gaulle par le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) de Beyrouth. Ce dernier office était l'antenne qui s'occupait de réunir les informations concernant le Proche-Orient, ainsi que les Balkans et le sud de l'Europe centrale. E. Bajomi

devint la personne intermédiaire entre Alger et Budapest via Beyrouth. Il échangeait des informations chiffrées avec la France libre et se prépara à former un groupe de résistants. Dès 1943, une diplomatie parallèle à celle de Vichy s'était en effet mise en place et cherchait à prendre contact avec les légations. Les voies diplomatique et militaire s'entremêlèrent. Le Comité français de la libération nationale (CFLN) confia au printemps 1944 la région des Balkans et l'Europe centrale à un jeune diplomate, Étienne Manac'h<sup>56</sup>, qui était alors en poste en Turquie, et fut donc mis en contact indirect avec Budapest via des télégrammes chiffrés. André Hallier était, en tant que chef du renseignement militaire français en Hongrie, parfaitement informé de ces activités<sup>57</sup>. Clavel, qui ne savait pas que son supérieur était au courant, regardait d'un mauvais œil le lieutenant utiliser sa position de chiffré pour mieux se positionner auprès des autorités de la France libre. C'est dans ces circonstances que le « Comité de Gaulle » fut créé en juillet 1944 à Budapest pour regrouper les Français vivant en Hongrie qui souhaitaient entrer en résistance contre les Allemands<sup>58</sup>. Le Comité fut toléré dans un premier temps par l'armée soviétique comme un organe représentant les intérêts français et adhérent à la France libre. Paul Giraud, entrepreneur français, directeur de Danubia Textil S.A., en fut le premier président. À l'origine, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) avait désigné Robert de Dampierre, ancien chef de la légation, ou à défaut, l'entrepreneur d'une grande famille de Tourcoing, Bernard Dewavrin<sup>59</sup>. Mais en janvier 1945, ni l'un ni l'autre n'étaient en mesure de présider le Comité. Le Comte de Dampierre était captif des Russes et le fondateur de l'usine de textile avait réussi à quitter la Hongrie en décembre 1944<sup>60</sup>. C'est donc par défaut que Paul Giraud prit la présidence du Comité de Gaulle<sup>61</sup>. Il put effectivement prendre la direction de cet organisme le 5 février 1945 lorsqu'il réussit à passer de Buda à Pest<sup>62</sup>.

### **Le siège de Budapest, l'occupation soviétique de la Hongrie et le sort des diplomates français**

En automne 1944, il y avait encore quelques employés à la légation de France à Budapest qui tentèrent d'intervenir pour sauver les ressortissants français. Le consul Jean-Sylvestre Nugues-Bourchat<sup>63</sup> fut particulièrement actif ainsi que Fernand Malgrat<sup>64</sup>, l'attaché com-

---

Lázár (éd.), *Ego sum gallicus captivus. Magyarországra menekült francia hadifoglyok emlékezései* [Souvenirs des prisonniers de guerre français réfugiés en Hongrie], Budapest, Európa, 1980, p. 313.

<sup>56</sup> Étienne Manac'h (1910-1992), diplomate de carrière, écrivain français, fut soupçonné d'espionnage au profit de l'Union des républiques socialistes soviétiques depuis la fin de la guerre froide. En 1957, il dirigea le département d'Europe orientale au Quai d'Orsay.

<sup>57</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, VIII/9.

<sup>58</sup> Plus en détail voir : Fejérdy, *L'Europe francophone et la Hongrie...*, *op.cit.*, p. 79-82.

<sup>59</sup> Bernard Dewavrin (1893-1980), industriel, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 14-18, marié avec Madeleine Coisne. Il fonda en Hongrie une usine de tissages de coton, filiale de l'entreprise familiale qui devint florissante. Ils quittèrent Budapest en 1944.

<https://www.thierryprouvost.com/dewavrin-illustrations.html> (téléchargé le 28 juillet 2025).

<sup>60</sup> Selon les mémoires de André Hallier, il paya une grosse somme aux Allemands pour qu'ils puissent quitter Budapest avant le siège. Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XX/11.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> MAEE CADC, 190QUO/Dossier 2. f. 307.

<sup>63</sup> Jean-Sylvestre Nugues-Bourchat (1895-1985), diplomate, héros cité à l'Ordre du Régiment à Verdun en 1916, puis de la Brigade en 1917, en Serbie, et encore à l'Ordre du Corps d'Armée pour ses

mercial. Ils firent tout ce qu'ils purent jusqu'en décembre 1944. Parallèlement, Paul Retournat, l'attaché de l'air, et André Hallier, l'attaché militaire, furent particulièrement engagés auprès de leurs compatriotes. Pourchassés par la Gestapo, ils tentèrent néanmoins d'aider les Français à se cacher ou à préparer la résistance. Jean-Luc Lehmann<sup>65</sup>, attaché commercial adjoint de la légation, fut également très actif pour organiser la résistance armée contre les Allemands, jusqu'à son départ avec un groupe d'évadés militaires français en Slovaquie.

En octobre 1944, après le putsch des nazis hongrois (les Croix fléchées), le ministère des Affaires étrangères à Budapest déclara qu'il ne reconnaîtrait l'immunité de la représentation française que dans le cas où les membres de cette légation prêteraient serment au maréchal Pétain, captif à Sigmaringen. Le personnel de la légation de France ayant refusé, les Français n'étaient désormais plus en sécurité en Hongrie, même si le nouveau gouvernement de Budapest n'était pas hostile aux Français. À la fin de l'automne 1944, la Gestapo profita ainsi de la nouvelle situation et poursuivit sa sombre activité sans être dérangée par les autorités hongroises<sup>66</sup>. Dans plusieurs cas cependant, l'aide des fonctionnaires et des

---

actions dans la résistance extra-métropolitaine en 1944 à Budapest, alors que sur ordre, il avait été maintenu à la tête des Services consulaires de la légation de France en Hongrie, où il fut nommé en 1921. Il fut très actif dans la résistance contre les nazis en Hongrie. Son épouse, Alice Liskay, était hongroise. Extrait du manuscrit rédigé par Mme Alice Nugues-Bourchat à Nice 1987, mis en ligne: <http://ea58.free.fr/MichelElBaze/complements/Alice-Nugues-Bourchat-epoux-Hongrois-Resistance-extra-metropolitaine.html> (téléchargé le 25 juillet 2025).

<sup>64</sup> Fernand Malgrat (1894-1975), attaché commercial de France à Budapest entre 1941-1944. Il avait été attaché commercial à Cluj en Roumanie, puis à Riga avant d'arriver en poste en Hongrie.

<sup>65</sup> Jean-Luc Lehmann (1909-1944), attaché commercial à Budapest durant la guerre. Ancien élève de l'École des hautes études commerciales de 1929 à 1931, il avait commencé par entrer dans la succursale de Strasbourg de la Banque nationale du commerce et de l'industrie, avant de devenir rédacteur à la direction des accords commerciaux du ministère du Commerce le 17 février 1936. En juillet 1937, il se porta candidat pour le poste de secrétaire général auprès des services de l'attaché commercial en Suisse proposé sur concours. Ils furent trois jeunes gens à être classés par ordre de mérite : Lehmann arriva en deuxième position derrière Peter, qui partit pour Berne. Mais, dans la mesure où deux autres postes de secrétaires généraux furent alors déclarés vacants, l'un en Yougoslavie, l'autre au Danemark, Lehmann fut nommé auprès des services de l'attaché commercial à Belgrade à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1937 et titularisé le 28 mars 1938. Il fut alors placé en position de détachement de l'administration centrale du Commerce et de l'Industrie et placé dans la position de hors-cadre pour une période de cinq ans. Rappelé sous les drapeaux le 2 septembre 1939, il fut affecté en Syrie, puis à partir du 10 janvier 1940, il fut mis en affectation spéciale dans son emploi civil et retourna à Belgrade jusqu'au 15 mai 1941, date à laquelle il fut nommé à la direction du commerce extérieur à Vichy. Il fut alors intégré dans le cadre de l'administration centrale des Finances à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1940 et maintenu en service détaché. Le 16 mars 1942, après avoir été placé hors cadre, il fut affecté sur un poste d'attaché commercial à Budapest, qu'il ne rejoignit que le 6 septembre. Il s'engagea dans la compagnie des partisans français en Slovaquie en septembre 1944. Blessé peu de temps après, il fut évacué par un avion soviétique, qui fut abattu par les Allemands en se rendant à Kiev. Jean-Luc Lehmann trouva la mort le 24 octobre 1944 à Torysky, en Slovaquie, peu avant son trente-quatrième anniversaire. Cf. G. Fejérdy – Z. Garadnai, *La Hongrie vue avec les yeux des diplomates français. Documents diplomatiques pour mieux comprendre l'histoire des relations franco-hongroises (1944-1990)*, Budapest, Ligne Design, 2022, p. 42-43.

<sup>66</sup> MAE AD, Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 1, 4.

civils hongrois permit aux ressortissants français recherchés d'échapper à l'arrestation. C'est ainsi que l'attaché militaire de la légation française André Hallier, comme le commandant Paul Retournat, purent se cacher de la Gestapo avec l'aide de leurs amis hongrois comme Andor Döry et le colonel d'état-major Ervin Litéráty<sup>67</sup>. Hallier fut également aidé par les moines cisterciens. L'immunité diplomatique des attachés militaires disparut d'ailleurs le 13 novembre 1944. Le fonctionnement de la légation fut interdit le 20 novembre. Malgré la persécution de plus en plus dure, jusqu'à l'arrivée du front à Budapest, le chargé d'affaires français resta à son poste. Le gérant de la légation était à cette époque Christian Desplaces de Charmasse. C'est seulement le 7 décembre 1944 qu'il quitta la capitale hongroise et se rendit dans la commune qui lui avait été désignée par le gouvernement hongrois près de la frontière autrichienne à Celldömölk. L'attaché de commerce Malgrat l'accompagna. Dès leur arrivée, ils furent assignés à résidence, mais Malgrat réussit à échapper à la vigilance de leurs gardiens et s'enfuit. Il se rendit à Budapest où il vécut le siège à Pest chez un ancien employé de la légation dans la rue Mária. Le chargé d'affaires Christian Desplaces de Charmasse, mutilé de la Première Guerre mondiale, ne put de son côté d'enfuir et resta dans le village désigné<sup>68</sup>. À partir de la fin du mois de décembre, il fut très strictement assigné à résidence par la Gestapo, à quelques kilomètres de Celldömölk à Magyargencs.

Le bâtiment de la légation fut alors confié au gouvernement hongrois, car la représentation de la Suède avait refusé cette proposition. À la demande du ministère des Affaires étrangères de Hongrie, le vice-consul français Sylvestre Nugues-Bourchat<sup>69</sup>, prit la direction des affaires et la surveillance du bâtiment de la représentation française dans la rue Fő, à Budapest. Mais il fut arrêté quelques jours plus tard par les Allemands. Après la guerre, il rendit compte des événements de la manière suivante :

« Le 20 décembre, au matin, un détachement du Service de Sécurité de la Gestapo fit irruption dans la Légation et commença aussitôt une perquisition minutieuse dans toutes les pièces de l'immeuble diplomatique pendant que j'étais gardé à vue dans mon bureau de la chancellerie consulaire, par des SS armés de mitraillettes. Le lendemain, dans l'après-midi, le Haupt-Oberführer qui dirigeait l'opération me notifiait mon arrestation et après avoir dû remettre toutes les clefs de la Légation à mon adjoint, M. Caspar, il me faisait emmener en auto au siège de la Gestapo, dans le quartier de Pasarét, pour y subir mon premier interrogatoire. J'étais accusé d'avoir délivré des passeports et faux papiers d'identité, d'une part à des Alsaciens incorporés dans l'armée allemande, en vue de faciliter leur désertion, et, d'autre part aux prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne et réfugiés en Hongrie, en

<sup>67</sup> Bajomi Lázár (éd.), *Ego sum gallicus captivus...*, *op.cit.*, p. 278. Plus tard, ils étaient également strictement surveillés pendant quelques mois par les soviétiques. MAEE CADC, 190QUO/Dossier 1. 38.

<sup>68</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XXIII/9.

<sup>69</sup> Après la guerre, le consul Jean Nugues-Brouchat resta en charge à Budapest jusqu'en août 1945. En 1946, il rentra au Quai d'Orsay après 25 ans de service à l'étranger. Il partit à nouveau en 1947 à Bucarest. Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára (MNL OL) Archive Nationales de Hongrie (ANH), XIX-J-1-j, France, boîte no. 2, 1/c /268/el.n.res. 1945. Il resta à la légation de Budapest de 1921 à 1947. Il fut archiviste de la représentation française jusqu'à 1933, et ensuite vice-consul.

vue de les soustraire aux ordres donnés par le Commandement militaire de rassemblement dans un camp en Hongrie occidentale et de leur permettre, ainsi, de rejoindre facilement des groupes de partisans. Ces actes contre la Sûreté de l'armée allemande me rendaient justiciable de la Cour martiale. Dans le courant de la nuit, je fus conduit, en auto, par l'Officier rapporteur lui-même, à la prison de Fő utca, où je fus incarcéré dans une cellule du quartier réservé aux prisonniers de la Gestapo... Le 24 décembre, les avant-postes de l'armée soviétique réalisant un encerclement rapide de la capitale, atteignaient le faubourg de Pasarét, peu après la fuite des services de la Gestapo en direction de Vienne. J'échappai ainsi de justesse à la déportation en Allemagne et à la comparution devant une Cour martiale, mais je dus subir le siège de Budapest... »<sup>70</sup>

Parallèlement, de plus en plus d'arrestations arbitraires furent orchestrées par la Gestapo en novembre et décembre 1944. Les citoyens étrangers étaient dans la ligne de mire des détectives. Non seulement le bâtiment de la légation de France fut fouillé par les Allemands, mais tous les lieux susceptibles de cacher des résistants, qu'ils soient militaires français ou Alsaciens déserteurs. C'est ainsi que le 19 décembre 1944, l'école des Frères Maristes de la rue Hőgyes Endre de Budapest fut visitée par la Gestapo. Les Allemands arrêtèrent plusieurs dizaines de soldats français ainsi que les religieux. Ils furent conduits dans la prison de la rue Fő ou dans le centre de la Gestapo à Pasarét, dans la villa de Pál Jávör réquisitionnée par les Croix fléchés, puis les Allemands. Plusieurs d'entre eux furent torturés. Un bon nombre, dont notamment le vice-consul Nugues-Bourchat et le secrétaire de l'attaché de l'air adjudant-chef Alfred Krieger et sa femme<sup>71</sup>, ainsi que l'adjoint de l'attaché militaire Roger Klein et son épouse, ou encore Georges Erwin Ritter, journaliste représentant de l'Agence Havas à Budapest<sup>72</sup>, furent transférés, en tant que prisonniers de la Gestapo, avant Noël 1944 d'abord dans la prison de la rue Fő, puis à Pest le 4 janvier 1945. Ils furent gardés dans les caves du Parlement pendant une semaine, mais devant l'arrivée des Russes dans ce quartier ils durent quitter le bâtiment. Le 10 janvier de nombreux Français furent contraints de retraverser le Danube sur le pont des Chaînes la nuit. Pendant ce transfert extrêmement dangereux, plusieurs prisonniers réussirent à s'évader, notamment l'un des avocats conseillers de la légation, Dr. Jenő Links. Le malheureux fut plus tard

---

<sup>70</sup> Le texte cité de mémoire, écrit en 1946 par M. Nugues-Bourchat, fut demandé par le gouvernement hongrois en 1948, en vue de justifier une décoration pour ses activités dans la résistance. ANH, XIX-J-1-k, France, boîte no. 3, 4/a /08039/1949.

<sup>71</sup> [https://www.bibert.fr/Joseph\\_Bibert\\_fichiers/BA%20122\\_Souvenirs\\_fichiers/Alfred%20Krieger\(low\).pdf](https://www.bibert.fr/Joseph_Bibert_fichiers/BA%20122_Souvenirs_fichiers/Alfred%20Krieger(low).pdf) (téléchargé le 28 juillet 2025).

<sup>72</sup> Georges Erwin Ritter (1907-1982), journaliste strasbourgeois. Rédacteur aux services étrangers de l'Agence Havas-OFI à partir de 1938, il fut envoyé spécial à Prague et en Ruthénie subcarpathique, puis envoyé permanent à Budapest (1939-1945). Il assura de 1943 à 1945 la liaison en Hongrie avec le groupe du capitaine de Lannurien en Slovaquie. Il fut arrêté le 20 décembre 1944 par la Gestapo et emprisonné plusieurs fois dans le même lieu que le consul Nugues-Bourchat. Il fut libéré le 11 février 1945 (Cf. MAEE CAD, 190QUO/Dossier 15. 201). Après son départ de Budapest en 1945, Ritter fut correspondant de l'AFP auprès du général Eisenhower à Wiesbaden et à Francfort, puis correspondant en chef au procès de Nuremberg avant d'être nommé correspondant de la même agence à Montréal en 1946. Il travailla plus tard notamment en Autriche.

arrêté par les Croix fléchées et à cause de ses origines juives il fut fusillé. Durant cette traversée du Danube dans la nuit du 10 janvier plusieurs prisonniers furent tués ou blessés par les obus, sans que les gardiens SS s'en préoccupent. À partir du 10 janvier, le groupe arrivant à Buda fut interné dans la cave du ministère de l'Intérieur de l'époque, dans la rue Országház sur la colline de château. C'est dans ce lieu que trois Français périrent en janvier 1945. La première fut M<sup>lle</sup> Geneviève Britsche, la secrétaire de la légation. Elle mourut d'épuisement le 23 janvier alors que les Allemands avaient relâché quelques jours plus tôt les autres femmes françaises détenues. Elle fut la seule à rester prisonnière. Deux de ses compatriotes, André Derret, un soldat déserteur enrôlé de force dans l'armée allemande, et Pierre Pauline, professeur de la Mission universitaire française, la suivirent quelques jours plus tard.

Ce n'est que le 13 février 1945 que les prisonniers français qui survécurent au siège de la capitale hongroise dans les caves du ministère de l'intérieur furent libérés. Nugues-Bourchat, consul à Budapest ainsi qu'un grand nombre d'anciens prisonniers de la Gestapo se réfugièrent dans les décombres de la légation de France. Au rez-de-chaussée se trouvaient quelques pièces encore utilisables. Le 15 février 1945, le consul et le responsable des militaires français, le capitaine Lavergne, furent interrogés par les Russes pendant deux jours, mais laissés libres. Toutes les personnalités françaises qui survécurent au siège de Budapest furent ensuite victimes des exactions soviétiques.

L'attaché militaire, qui avait vécu le siège de Budapest avec sa famille (son épouse et ses deux enfants) sur la colline de Gellért à Buda, quitta son abri, une villa en ruines, le 14 février 1945<sup>73</sup>. Il se rendit à la légation, où se trouvait notamment un grand nombre d'anciens prisonniers de la Gestapo dont Nugues-Brochat. Hallier nota dans son journal tout ce qui lui fut raconté sur le sort des Français dans les mains des SS pendant les deux derniers mois. Ses notes correspondent parfaitement à ce qu'écrivit plus tard dans son rapport le consul Nugues-Brochat.<sup>74</sup> L'attaché militaire apprit très vite que les ressortissants français étaient raflés au hasard et enfermés dans les camps soviétiques. Le colonel Hallier, qui prit contact avec les Soviétiques le 15 février 1945, eut immédiatement le sort d'un quasi prisonnier : il dut être accompagné par un soldat mongol et en suivre les ordres. Il subit un interrogatoire dès le 16 février 1945 à Pest. L'attaché de l'air, le commandant Retournat, qui se cachait sur la colline de Svábhegy, fut découvert par les Russes au début du mois de février et il fut réquisitionné pour du travail forcé par l'Armée rouge pendant une semaine. L'attaché militaire et l'attaché de l'air se retrouvèrent ainsi quasi captifs le 17 février à Óbuda, dans une maison occupée par un colonel russe responsable du district. Hallier put retourner dans la villa de la colline Gellért auprès de sa famille et bénéficia d'une certaine liberté jusqu'en mars 1945, tout en restant étroitement surveillé. Lors de l'anniversaire de l'occupation allemande le 19 mars, il fut finalement arrêté alors qu'il rentrait du bureau du Comité de Gaulle. Interrogé et accusé d'être un espion, il fut incarcéré dans la rue Sándor Petőfi à Budapest pendant deux semaines, puis interné à Sashalom, à l'est de la capitale pour deux jours. À la fin du mois de mars, il fut finalement libéré sans aucune explication et retrouva sa famille avenue Stefánia. Son épouse et ses deux fils avaient trouvé refuge dans la villa de Miklós Ligeti dans ce quartier chic de Pest. Après sa

<sup>73</sup> Hallier, *Souvenir de Hongrie...*, *op.cit.*, XIX/5.

<sup>74</sup> *Ibid.*, XIX/7.

libération en avril, le colonel Hallier tenta d'aider les militaires et les ressortissants français en lien avec le Comité de Gaulle, mais après la fermeture de celui-ci, il n'avait plus que très peu de marge de manœuvre. Enfin, le 25 mai 1945, l'ancien attaché militaire de France prit le train avec sa famille à la gare de Nyugati.

Quelques anciens collègues diplomates comme le conseiller commercial Malgrat et le commandant Retournat et leurs familles, prirent place également dans le même wagon. Ces derniers avaient autant souffert que leur collègue Hallier pendant les derniers mois. Malgrat dut se réfugier avec sa famille en janvier 1945 dans un ghetto de Budapest, puis suite à la libération, les Russes l'assignèrent dans un appartement. Sa fille, mariée avec un Hongrois, fut violée devant ses parents par les soldats de l'Armée rouge. L'ancien conseiller de commerce fit donc tout pour qu'elle puisse partir avec lui en France. L'attaché de l'air et son épouse, ainsi que sa fille furent eux aussi maltraités par les soldats Russes et subirent même la prison tous les trois. De manière compréhensible, le désir de quitter la Hongrie le plus rapidement possible fut grand chez les Français. La liste des personnes membres de l'ancienne légation qui attendaient d'être rapatriées fut établie dès la mi-avril<sup>75</sup>. Le train partit, avec plus de 24 heures de retard, le soir du 26 mai 1945.

Le sort du président du Comité De Gaulle Paul Giraud fut également rocambolesque. Durant le siège de Budapest, il s'était réfugié dans le sous-sol de son usine à Kelenföld. Lors de l'assaut mené par l'Armée rouge au sud de Budapest, il fut transporté à Budaörs avec sa famille et incarcéré pendant une semaine. Il fut libéré sans aucune explication au début du mois de février. Il parcourut dans la neige avec sa famille 60 kilomètres pour arriver dans la cave de Musée national de Hongrie, où se trouvaient notamment Pierre Moorgrat<sup>76</sup>, secrétaire du chargé d'affaires de la légation, et François Gachot<sup>77</sup>, tous deux membres du Comité de Gaulle. Ils installèrent leur bureau dans la rue Benczúr, mais les Russes ne montrèrent pas de grande sympathie vis-à-vis de cet organisme. Paul Giraud ne fut pas reconnu par la France libre non plus. C'est seulement le 17 mars que le chef du service politique du ministère des Affaires étrangères, Maurice Dejean, informa le général Catroux, alors ambassadeur de France à Moscou, que Paris reconnaissait Paul Giraud comme représentant des intérêts français en Hongrie, et ce jusqu'à ce que le Quai d'Orsay soit en mesure d'envoyer un diplomate à Budapest<sup>78</sup>. De leur côté, les autorités militaires soviétiques ne reconnaissaient pas Paul Giraud et répétaient que le vrai représentant de la France en Hongrie était le Comte de Dampierre. Or, l'ancien chef de la mission diplomatique à Budapest avait été arrêté par les Russes à Szentendre et interné avec sa famille près

---

<sup>75</sup> MAEE CADC, 190QUO/Dossier 2. 96.

<sup>76</sup> Pierre Moortgrat (1914-2009), professeur d'allemand, il fut détaché en mars 1940 à l'Institut français de Bucarest, puis à la chancellerie de Budapest. Entre 1943 et 1944, il fut un proche collaborateur de Jules Brévié, chef de la légation française en Hongrie envoyé par Vichy après la démission du Comte de Dampierre. Il réussit à échapper à la Gestapo en décembre 1944. Il se cacha au Musée national pendant le siège de Budapest. Il prit le rôle de secrétaire du Comité de Gaulle en 16 janvier 1945. (L'auteur de l'article a fait un interview avec M. Moortgrat en 2007.) Plus d'informations sur sa vie : <http://montesquieu.lemans.free.fr/leslettre1/li34.pdf> (téléchargé le 27 juillet 2025).

<sup>77</sup> François Gachot (1901-1986), écrivain français, pédagogue, attaché culturel à l'ambassade de France en Hongrie entre 1944 et 1949, puis secrétaire de Jean Cocteau. Traducteur littéraire. Il fut professeur à Eötvös Kollégium à Budapest. Il vécut en Hongrie entre 1924 et 1949.

<sup>78</sup> MEAE CADC, 190QUO/Dossier 1, 53. Télégramme confidentiel non numéroté, Paris, le 17 mars 1945.

de Baja à Csávolgy. C'est seulement sur l'intervention du général Catroux qu'il fut finalement autorisé à quitter la Hongrie et être rapatrié en avril 1945.

Le sort de l'ancien chargé d'affaires Christian Desplaces de Charmasse ne fut pas plus facile. Le diplomate fut enlevé par les Russes qui l'emmenèrent au printemps 1945 à Szombathely, puis à Baden et de là à Kiskőrös. Les autorités soviétiques étaient en effet persuadées qu'il était un espion. Le diplomate et sa fille ne furent libérés que grâce à l'intervention du général Catroux à Moscou, le 23 décembre 1945<sup>79</sup>.

Le Comité de Gaulle qui tentait d'assurer la représentation de la France en Hongrie fut fermé par les autorités soviétiques le 25 avril 1945. La communication directe entre Paris et Budapest fut alors totalement interrompue. Les Russes s'opposaient à toute demande de rétablissement des relations officielles. Le rapatriement des soldats français patinait également. Autour de 2 000 personnes attendaient le départ du train vers la Roumanie promis par les Soviétiques. Les Russes regroupèrent les militaires français et leurs familles dans un camp de prisonniers de guerre à Tura près de Gödöllő et les utilisèrent, dans la plupart des cas, comme une main d'œuvre gratuite. Le travail forcé devint quasiment la norme. Les interrogatoires étaient réguliers et les conditions de vie très difficiles. Le sort des Alsaciens et des Lorrains enrôlés de force dans la Wehrmacht par les Allemands fut particulièrement compliqué. Même les épouses des soldats français ne furent pas épargnées par les violents. Peu importaient pour les Russes que la France soit officiellement alliée de Moscou. Malgré le pacte franco-soviétique du mois de décembre 1944, l'Armée rouge se méfiait des Français comme de tous les étrangers se trouvant en Hongrie. Pour aider ses ressortissants, Paris demanda en vain le rétablissement d'un contact direct avec Budapest via son ambassadeur à Moscou tout au long de l'année 1945<sup>80</sup>. Molotov, chef de la diplomatie soviétique, soulignait toujours que l'URSS reconnaissait le Comité de Gaulle. Le 4 septembre 1945, les autorités militaires soviétique firent subitement savoir à Paul Giraud qu'il était à nouveau reconnu comme représentant des intérêts français en Hongrie. Le travail du Comité fut à nouveau toléré. À partir du mois de novembre, Paris tenta de rétablir les relations diplomatiques avec Budapest, mais il fallut attendre jusqu'au 16 janvier 1946 pour que le premier diplomate français Robert Faure<sup>81</sup> puisse se rendre à Budapest et commence à préparer la reprise officielle entre les deux pays.

### En guise de conclusion

<sup>79</sup> MEAE CADC 190QUO Sup. Dossier 1. « Dossier M. Charmasse », novembre 1944-juin. 1947.

<sup>80</sup> G. Fejérdy, « Les problématiques de la représentation des intérêts français en Hongrie après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'arrivée du premier diplomate », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 2 (2005), p. 165-185.

<sup>81</sup> Robert Faure (1904-1971), servit d'abord à Ankara, puis comme attaché consulaire à Thessalonique jusqu'en 1942. Après son retour, l'administration de Vichy le mit en congé sans solde pendant plusieurs mois, et en novembre 1943, il fut affecté à la légation de France à Belgrade, d'où il fut envoyé à Budapest. Au début du mois de décembre 1945, Robert Faure se rend secrètement en Hongrie, en toute illégalité, avec l'aide de la mission militaire de Vienne. Ce n'est qu'à la mi-janvier 1946 que les autorités soviétiques, outrées, lui donnent la permission officielle de se rendre à Budapest. Robert Faure est rappelé en 1947 et affecté à l'ambassade de France à Prague au cours du second semestre 1947. Le jour de sa reconnaissance en Hongrie, Robert Faure demanda immédiatement un agrément au nouveau ministre plénipotentiaire prévu à la tête de la légation de France à Budapest, Henry Gauquié (1894-1959).

En réalité, le nouveau chapitre ne s'ouvrit dans les relations officielles franco-hongroises qu'à la fin de l'année 1945 lorsque Moscou libéra le chargé d'affaires de la légation de France. L'importance de ce geste ne pourrait être comprise sans revisiter les événements des mois précédents. L'objectif de cet article fut de compléter nos connaissances sur l'histoire des rapports bilatéraux franco-hongrois pendant la Seconde Guerre mondiale. On peut suivre l'enchaînement des événements qui conduisirent à la fermeture de la légation de France à Budapest en 1944, puis à la situation « ex-lex » qui régnait avec l'arrivée de l'Armée rouge. La synthèse de ces nouvelles sources nous permet de mieux comprendre plusieurs aspects qui restaient jusqu'alors obscurs. Les tragédies et les épreuves qui se sont déroulées en arrière-plan de ces événements rendent plus perceptible l'aspect humain de l'histoire de la rupture des relations diplomatiques franco-hongroises durant la guerre. Le parcours de certains acteurs français de cette relation montre que les excès et les atrocités commis par l'Allemagne nazie touchèrent les membres de la légation française en Hongrie à l'instar des horreurs de l'occupation soviétique. La destruction qui s'est déroulée il y a 80 ans, provoquée par le front qui balaya la Hongrie, eut des conséquences déterminantes pour toutes les personnes se trouvant dans le pays. En 1945, une époque s'acheva et une nouvelle ère commença, comme le souligne John Lukács dans son livre : c'était l'année zéro<sup>82</sup>. Notre article, qui retrace les épreuves endurées par la représentation diplomatique française et ses principaux collaborateurs, présente également les événements qui ont précédé ce changement d'époque douloureux.

---

<sup>82</sup> J. Lukacs, 1945, *Year Zero. The Shaping of the Modern Age*. New York, 1978.



***La politique d'ouverture à l'Est du général de Gaulle  
Relations entre la France, l'Union soviétique, la Pologne  
et la Tchécoslovaquie  
Le nouveau départ des relations franco-hongroises (1944-1946)***

**ZOLTAN GARADNAI**  
ARCHIVES NATIONALES HONGROISES

**Introduction**

Notre étude analyse comment et, par quels moyens, le général de Gaulle tenta d'établir des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale et les Balkans. Cette tentative d'ouverture commença avec le voyage de De Gaulle à Moscou en 1944, ce qui permit à la France de revenir sur la scène internationale. Les Français voulaient renouer avec les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans, en constatant que le nouveau maître de la région, après l'Allemagne nazie, était l'Union soviétique. L'objectif de cette étude est de présenter la politique d'ouverture à l'Est du général de Gaulle, les objectifs de la politique étrangère française et les réalités de l'Europe de l'Est d'après-guerre, sur la base de sources d'archives et des publications.

**Les relations entre la France et les pays de l'Europe de l'Est  
L'illusion d'un nouveau départ**

Selon le ministère français des Affaires étrangères, « les années qui viennent montreront si l'URSS réussit à implanter son influence jusqu'au cœur de l'Europe, ou si elle est obligée de reculer dans des limites qui correspondent mieux aux traditions historiques des pays russes »<sup>1</sup>. Selon les évaluations françaises, les peuples libérés souhaitaient également nouer des relations et Paris voulait voir la création d'États indépendants et démocratiques. Le traité franco-soviétique en constituait la base, même si la politique des Soviétiques dans la région restait une énigme pour les Français, qui se méprenaient totalement sur leur position et leur autorité réelle : « Nous ne serons pas aussi suspects aux yeux des Soviétiques que l'Angleterre ou l'Amérique, parce que nos intentions à l'égard du Reich allemand sont une

---

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français* (DDF), 1945, Vol. II., n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 268. Selon Massigli « ...une concession de la part de la France sur ses positions dans les Balkans permettrait un succès des discussions des traités balkaniques et offrirait à la France la possibilité d'un soutien soviétique sur ses revendications relatives à la Ruhr et la Rhéanie ». Dans cette étude, nous utiliserons les sources et la littérature françaises pour illustrer les tentatives de Paris pour stabiliser la position de la France et en faire un partenaire égal dans les questions d'importance géopolitique vitale. Pour ce faire, de Gaulle avait besoin de la coopération avec l'Union soviétique et les États d'Europe centrale et des Balkans entre 1944 et 1946.

garantie pour eux ». Jean Dejean concluait que l'avenir de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche, ayant un intérêt vital à la stabilité de la région, était essentiel pour la France qui devait construire des relations avec tous les pays : « ...la France doit être ferme avec les petites puissances et s'élever au-dessus de leurs différends. Ce n'est qu'à ce prix qu'elle pourra conserver sa position particulière, qui est encore la sienne sur le continent »<sup>2</sup>.

Au sortir de la guerre, la politique étrangère française se caractérisait par trois axes principaux, qui définissaient ensemble ses ambitions et ses objectifs. 1. Le premier pôle était représenté par les partisans de la coopération franco-britannique, représenté par René Massigli, l'un des diplomates les plus prestigieux du Quai d'Orsay<sup>3</sup>. 2. Le second centre de pouvoir était représenté par Maurice Dejean, qui adoptait une position pro-soviétique<sup>4</sup>. Après 1945, Dejean estimait que la France devait chercher à établir une coopération privilégiée avec l'Union soviétique, fondée sur des intérêts communs, ainsi que sur la méfiance à l'égard des Anglo-Saxons. La vision de Dejean s'accompagnait d'une approche plus prudente de l'Europe de l'Est. Les tenants de cette orientation ne proposaient pas que la France prenne des engagements dans la région. Ils concluaient que les Français devaient être prudents et réalistes quant à l'avenir de la région, en abandonnant toute ambition hégémonique dans les pays de la région et en se concentrant sur la coopération franco-soviétique, un point sur lequel ils étaient, pour l'essentiel, d'accord avec la ligne de Dejean<sup>5</sup>. 3. La troisième ligne de pensée était la plus complexe. Selon ses représentants, les conditions européennes d'avant-guerre avaient conduit à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale. Le danger d'une répétition de cette situation était perçu comme une possibilité de créer la stabilité et la sécurité en Europe grâce à l'intégration des États européens. Ils voulaient parvenir à une alliance fédéraliste des pays européens, sans l'Union soviétique, afin de protéger leurs intérêts. Cette tendance était principalement représentée par les socialistes, Henry Frenay<sup>6</sup> et Jean Monnet<sup>7</sup> étant les plus connus, qui souhaitaient un rapprochement des États européens sur une base économique.

De Gaulle cherchait à établir un équilibre entre ces trois tendances, qu'il considérait comme les trois niveaux de la sécurité française<sup>8</sup>. On constatait cependant que la vision

<sup>2</sup> G. Keeskés D., *Magyar-francia kapcsolatok 1945-1990. Források* [Relations franco-hongroises, 1945-1990. Les sources], Budapest, MTA BKTI, 2013, p. 150-158. Les propositions formulées dans la note de Dejean n'ont pas été reprises dans les grandes lignes de la diplomatie française, car la question allemande était au centre de la politique de Bidault, ministre des Affaires étrangères, qui subordonnait tout à sa solution.

<sup>3</sup> René Massigli (1888-1988), diplomate de carrière, a rejoint la France libre sous de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale, ambassadeur de France à Londres de 1944 à 1955, partisan de l'alliance franco-britannique, opposé à l'idée de Jean Monnet d'une Europe fédérale.

<sup>4</sup> Maurice Dejean (1899-1982), philosophe, diplomate de carrière, homme politique, directeur politique du Quai d'Orsay de 1943 à 1944, ambassadeur de France à Prague de 1944 à 1949.

<sup>5</sup> A. Marès, « La France libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944) », *Revue des études slaves*, 54/3 (1982), p. 335-336.

<sup>6</sup> Henry Frenay (1905-1988), officier militaire, membre de la Résistance française, homme politique de gauche, mais anticommuniste.

<sup>7</sup> Jean Monnet (1888-1972), fonctionnaire français, commerçant, banquier international. Commissaire général au plan de 1945 à 1952, promoteur de l'Europe fédérale.

<sup>8</sup> G.-H. Soutou, « Le deuil de la puissance (1914-1958) », in D. de Villepin (éd.), *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 804-808.

française du futur de l'Allemagne ne tenait pas compte, c'est le moins que l'on puisse dire, des intérêts anglo-saxons et soviétiques<sup>9</sup>. Cependant, l'autorité et le talent politique de De Gaulle ont permis de faire converger les trois axes évoqués ci-dessus. De Gaulle souhaitait que le développement des relations franco-soviétiques soit l'un des axes principaux de la diplomatie française et les relations avec les pays d'Europe centrale, orientale et les Balkans pouvaient être comprises dans ce contexte. Toutefois, les relations avec ces pays étaient subordonnées à la coopération franco-soviétique, les Français étant contraints d'accepter l'hégémonie soviétique. À Paris, l'accent fut donc été mis sur le développement des relations dans les domaines culturel et économique, tandis que la coopération politico-militaire, qui avait été une priorité entre les deux guerres, fut reléguée au second plan<sup>10</sup>.

Outre la priorité accordée aux relations franco-soviétiques, la politique française chercha à créer un nouvel ordre international dans lequel Paris aurait joué un rôle d'équilibriste, ou de médiateur dans la politique européenne. Pour les Français, l'échec du système de sécurité de l'entre-deux-guerres attira également leur attention sur la nécessité de développer les relations bilatérales et régionales. En ce qui concerne les relations avec l'Allemagne, de Gaulle souhaitait le désarmement complet, la partition du pays et envisageait une fédération économique plus étroite des pays occidentaux (France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Ruhr et Rhénanie). En résumé, les trois idées susmentionnées constituaient les fondements de la politique étrangère française, même après la démission du général le 20 janvier 1946, jusqu'à l'éclatement des tensions de la guerre froide. Le seul véritable succès de la politique étrangère de De Gaulle fut de libérer son pays des stigmates de la collaboration et de le placer dans le camp des vainqueurs<sup>11</sup>.

### **La France et les changements européens Relations franco-soviétiques (1944-1946)**

Entre 1940 et 1944, l'évolution des relations franco-soviétiques était déterminée par les événements de la guerre<sup>12</sup>. L'engagement français dans les deux camps – y compris sur le front soviétique – rendait les relations assez compliquées entre les deux pays. À l'automne 1944, après la reconnaissance de la France libre par les Alliés, de Gaulle estima que le moment était venu de chercher à établir un contact formel avec Staline et la présence diplomatique française à Moscou fut renforcée. Du côté français, on s'attendait à ce que les deux pays puissent surmonter les difficultés antérieures et recommencer à nouer des relations<sup>13</sup>. Les difficultés des relations avec les alliés anglo-saxons renforcèrent également le désir de De Gaulle de relancer la traditionnelle coopération stratégique franco-russe et de trouver dans Moscou un contrepoids face à Washington et à Londres. Il cherchait à renforcer la position internationale de la France et établir un rôle de médiation et d'équilibre à

---

<sup>9</sup> T. Judt, *A háború után. Európa története 1945 óta* [Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945], Budapest, Európa könyvkiadó, 2007, p. 167.

<sup>10</sup> Soutou, « Le deuil de la puissance... », *op.cit.*, p. 805.

<sup>11</sup> Au cours des années 1947-1948, la pensée de la politique étrangère française évolue progressivement et s'intègre dans le système des alliances occidentales.

<sup>12</sup> Z. Garadnai, « General de Gaulle's Central and Eastern European policy and Franco-Hungarian relations (1944-1946) », *Hungarian Review*, 16/2 (2025), p. 72-76.

<sup>13</sup> DDF, 1944, vol. II, n° 93, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 167 ; DDF, 1945, vol. I, n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 205.

long terme entre l'Est et l'Ouest<sup>14</sup>. C'était l'objectif diplomatique qui avait conduit les Français à Moscou (2-10 décembre 1944), mais l'accueil reçu à Moscou montrait qu'ils n'étaient pas considérés comme des partenaires égaux par les Soviétiques.

Le traité franco-soviétique, signé le 10 décembre 1944, était essentiellement un renouvellement du traité franco-russe d'avant 1914, principalement dirigé contre l'Allemagne, dans la mesure où le dénominateur commun était constitué par la crainte du revanchisme allemand. Lors des négociations à Moscou, de Gaulle était guidé par trois objectifs : un traité pour contrôler les Allemands et créer une garantie de sécurité à l'Est ; l'acceptation des revendications territoriales françaises sur le Rhin et la Ruhr<sup>15</sup>. Enfin, il souhaitait éviter que le Parti communiste français ne cause trop de difficultés au Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)<sup>16</sup>.

Au cours des entretiens, qui furent interrompus par des manifestations culturelles à l'intention de la délégation française, les parties abordèrent quatre thèmes. Tout d'abord, la question allemande et la sécurité européenne. De Gaulle souhaitait une solution définitive et claire à la question allemande et soulignait la nécessité d'un contrôle international – en fait français – de la Ruhr et du Rhin, en raison du risque de réarmement allemand, tandis que Staline et Molotov soulignaient l'importance de la frontière Oder-Neisse, ce dont les Français avaient convenu. Le traité d'alliance franco-soviétique était un autre sujet important des négociations. Ce traité fut conclu pour une période de vingt ans et son objectif principal était l'établissement d'un ordre européen de sécurité, ce que les Français voulaient mettre sur pied avec les Britanniques et les Soviétiques. En ce qui concerne la Pologne, après une longue discussion, les deux parties convinrent qu'elles souhaitaient un pays indépendant et démocratique, allié à la fois de la France et de l'Union soviétique, en raison de la tradition des relations franco-polonaises. Enfin, le système de sécurité internationale devait être fondé sur la coopération entre les grandes puissances, dont la France faisait partie, ainsi qu'avec les pays de second rang<sup>17</sup>.

De Gaulle et Staline se rencontrèrent pour la première fois le 2 décembre 1944. De Gaulle déclara qu'il pensait que le moment était venu de travailler ensemble pour créer la sécurité en Europe. Staline était d'accord avec lui sur la nécessité de remettre la France à sa juste place. De Gaulle évoqua également l'automne 1940, qu'il qualifia d'accident et souligna que la France n'avait trouvé aucun soutien, alors que la menace allemande pesait toujours sur les deux parties. Staline approuvait les arguments de De Gaulle et la légitimité des idées françaises sur le Rhin, mais laissait entendre que la ligne Maginot n'avait pas non plus protégé les Français. C'est-à-dire qu'il faisait référence à la création d'un système de sécurité collective. De Gaulle reconnaissait la légitimité des arguments de Staline et la conversation porta ensuite sur les frontières allemandes. Le dirigeant soviétique évoqua la frontière Oder-Neisse et le rétablissement des frontières tchécoslovaques d'avant 1938. De Gaulle assimila cependant la question des frontières occidentales allemandes aux frontières

---

<sup>14</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 8, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 11-16.

<sup>15</sup> Staline ne voulait pas compliquer les relations avec ses alliés anglo-saxons et garder la question de l'unité allemande entre ses mains, répondant ainsi par la négative.

<sup>16</sup> Les relations franco-russes étaient essentielles pour Paris, mais le traité était marqué par une grande ambiguïté. Pour de Gaulle, la priorité était l'établissement de la sécurité française, alors que Staline y attachait moins d'importance.

<sup>17</sup> DDF, 1944, vol. II, n° 236, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 447-448.

orientales françaises et souligna que le peuple français les considérait comme légitimes, c'est-à-dire la récupération de l'Alsace-Lorraine. Staline indiqua distinctement qu'il souhaitait que l'alliance franco-soviétique soit calquée sur le traité anglo-soviétique et que le traité franco-soviétique de 1935 ne pouvait en constituer la base, ce que de Gaulle accepta<sup>18</sup>.

Du côté français, ils réussirent à faire de la France un partenaire égal des puissances européennes, mais contrairement aux idées de De Gaulle, Staline se montra beaucoup moins coopératif et n'invita pas les Français aux conférences de Yalta et de Potsdam, où les Alliés décidèrent du règlement de l'après-guerre. Grâce au soutien de Churchill, les Français pouvaient obtenir une zone d'occupation en Allemagne, la France fut invitée à participer à la déclaration de Potsdam et le ministre français des Affaires étrangères fut aussi convié au Conseil des ministres des Affaires étrangères, où se décidait le règlement de la paix d'après-guerre<sup>19</sup>. En fait, pour Staline, le traité du 10 décembre 1944 perdit de son importance et les relations bilatérales franco-soviétiques devinrent plus difficiles, malgré l'atmosphère positive des pourparlers bilatéraux et les idées françaises<sup>20</sup>.

La marge de manœuvre du gouvernement français se réduisit progressivement en 1945, à mesure que l'armée soviétique avançait. Parallèlement aux relations soviétiques, Paris put établir des relations avec les gouvernements des émigrés tchécoslovaques et polonais, mais il devint évident pour les Français que la présence de l'Union soviétique constituait une menace sérieuse. En 1945, la politique soviétique à l'égard de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient inquiétait les Français qui étaient de plus en plus déçus par les positions de Moscou sur la question allemande qui ne soutenaient pas les idées françaises<sup>21</sup>. Lors de la rencontre du 6 novembre 1945 entre l'ambassadeur de France et Molotov, le diplomate français souligna expressément que la séparation du Rhin et de la Ruhr de l'Allemagne n'était pas seulement dans l'intérêt de la France, mais aussi dans celui de l'Union soviétique, mais Molotov resta silencieux<sup>22</sup>. Dans le même temps, le conflit entre le Parti communiste français, soutenu par l'Union soviétique, et de Gaulle s'affirma.

Au début de l'année 1945, les relations franco-soviétiques, malgré les conflits d'intérêts et les difficultés politico-diplomatiques, se développèrent sur des sujets tels que ceux des réfugiés, des prisonniers de guerre, de la coopération militaire, ainsi que dans le domaine commercial et culturel. Voyant les tensions dans les relations franco-soviétiques, de Gaulle cherchait à modifier ses idées initiales et dans le *Sunday Times* du 10 septembre 1945, il reprit les idées qu'il avait déjà formulées en 1943 pour un « bloc occidental ». Dans ses discours, il parlait ouvertement de l'unification des pays démocratiques d'Europe occidentale et de l'Allemagne de l'Ouest, qui aurait fourni à la fois une opportunité et un cadre pour contrôler l'Allemagne, tout en assurant un équilibre face à l'Union soviétique. S'adressant au président du gouvernement chinois le 19 septembre 1945 au sujet de son voyage à Moscou et du traité franco-soviétique, il nota que beaucoup de choses s'étaient passées depuis lors. En ce qui concerne l'Europe de l'Est, il indiqua que cette région avait été soumise à l'Union soviétique et que la France cherchait à créer une alliance d'intérêts en

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, n° 200, p. 350-353.

<sup>19</sup> G.-H. Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 95-98.

<sup>20</sup> Soutou, « Le deuil de la puissance... », *op.cit.*, p. 804, 806-807.

<sup>21</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 663-667.

<sup>22</sup> *Ibid.*, n° 295, p. 720-721.

Europe occidentale, basée principalement sur la coopération économique. En même temps, les Français commençaient à négocier dans le plus grand secret sur une coopération militaire avec les Américains et les Britanniques<sup>23</sup>.

Il est toutefois important de souligner que la vision géopolitique de De Gaulle suscitait une forte opposition, non seulement de la part des Alliés, mais aussi des milieux diplomatiques et militaires français, car la France de 1945 n'avait pas les moyens d'affirmer ses ambitions. En 1946, la production industrielle française représentait à peine 38 à 45 % de la production d'avant-guerre, l'armée française en Allemagne dépendait presque entièrement des Américains, et les Alliés ne soutenaient pas les idées françaises pour l'Allemagne. La France était essentiellement isolée sur cette question et lors du Conseil des ministres des Affaires étrangères, réuni à Paris le 25 avril 1946, les Alliés rejetèrent clairement les demandes françaises de contrôle du Rhin et de la Ruhr.

### **Une nouvelle politique française en Europe centrale et orientale Relations avec la Pologne et la Tchécoslovaquie (1944-1946)**

La France chercha à donner à ses relations avec les États d'Europe centrale et orientale une nouvelle assise, conforme à ses intérêts<sup>24</sup>. Au ministère des Affaires étrangères, les possibilités d'établir des relations furent sérieusement étudiées. Le 6 janvier 1945, une note de Dejean élaborait la politique française en Europe centrale. Il y soulignait que la politique française fut déterminée uniquement par les relations avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie entre 1918 et 1938. La Petite entente avait créé une division artificielle de la vallée du Danube, alors que le gouvernement français n'avait pas de vision politique propre pour la région. Après 1945, les Français voulaient revenir dans la région et jouer un rôle de médiateur. En réalité, la France dut reconstruire ses relations pratiquement à partir de zéro, car elle n'avait pas de représentants diplomatiques en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie ou en Finlande au début de l'année 1945. Les efforts français furent rejetés par les Soviétiques, malgré le traité franco-soviétique<sup>25</sup>.

À Paris, il était déjà clair en mars 1945 que la défaite des Allemands ferait passer les pays d'Europe de l'Est sous contrôle soviétique. Cette situation était alors considérée comme temporaire et l'on s'attendait à ce que ces pays, s'ils cherchaient un contrepoids à Moscou, se tournent vers les États occidentaux et tout particulièrement la France : « [...] les États baltes ont disparu, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie et sans doute aussi la Hongrie seront des satellites de la Russie, la Tchécoslovaquie aura beaucoup de peine à s'assurer plus d'indépendance »<sup>26</sup>. Après la conférence de Moscou, la diplomatie française était confrontée à la création de deux gouvernements polonais à la suite de la reconnaissance par les Soviétiques, ce qui mettait les Français devant le dilemme de devoir choisir entre les deux<sup>27</sup>. Les Polonais perçurent également le dilemme et le 12 novembre 1944, l'ambassadeur polonais à Paris fit remarquer à Dejean que la Pologne craignait que la

<sup>23</sup> DDF, 1946, vol. I, n° 35, Bruxelles, Peter Lang, 2003, p. 79-80.

<sup>24</sup> Garadnai, « General de Gaulle's Central and Eastern European policy... », *op.cit.*, p. 76-80.

<sup>25</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 22, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 39-40.

<sup>26</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 202, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 370-371.

<sup>27</sup> DDF, 1944, vol. II, n° 107, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 191-192.

formation d'un bloc occidental et d'un bloc oriental n'entraîne des tensions dans la guerre<sup>28</sup>.

Le contact entre les Français et les Polonais communistes fut établi à l'occasion du voyage de De Gaulle à Moscou, où sous la pression des Soviétiques, il rencontra le 9 décembre 1944 Bierut, président du Conseil national polonais<sup>29</sup>. Le dirigeant polonais évoqua la réforme agraire polonaise, dont il comparait l'importance aux changements de la Révolution française, et critiqua ouvertement le gouvernement polonais de Londres, soulignant l'importance du rétablissement des relations entre les deux pays. Dans sa réponse, de Gaulle déclarait que la France, comme les autres puissances alliées, maintiendrait des contacts avec le gouvernement de Londres, mais n'exclut pas la possibilité pour le gouvernement provisoire français d'envoyer un représentant auprès du gouvernement polonais de Lublin, tout en refusant de publier un communiqué commun franco-polonais<sup>30</sup>. Lors de la rencontre entre Bidault et Molotov du 4 décembre 1944, le ministre français rappela l'acceptation par la France des nouvelles frontières polonaises et son soutien à une Pologne forte et indépendante<sup>31</sup>. L'importance stratégique de la Pologne fut démontrée par la déclaration de Molotov selon laquelle toute dégradation des relations avec la Pologne pouvait constituer un risque fondamental pour la sécurité de l'URSS<sup>32</sup>. Lors de sa seconde rencontre avec Staline, le 6 décembre 1944, de Gaulle mit en exergue la traditionnelle amitié franco-polonaise et le dirigeant français accepta la fixation des frontières orientales de la Pologne sur la base de la ligne Curzon, ainsi que les nouvelles frontières occidentales<sup>33</sup>.

Après 1944, alors que les divergences entre les puissances occidentales et l'Union soviétique ne semblaient pas irrésolues, les relations bilatérales franco-polonaises se maintinrent au niveau d'avant-guerre, principalement dans le domaine de la coopération culturelle, mais aussi dans celui des réfugiés et des prisonniers de guerre. Les Français, avec les puissances occidentales, voulaient obtenir l'adhésion des Polonais et des Tchécoslovaques à la Communauté du charbon et de l'acier<sup>34</sup>, en espérant que les bonnes relations franco-soviétiques faciliteraient la construction des relations franco-polonaises et que les Français pourraient servir de médiateurs dans les conflits entre les Polonais et les Soviétiques<sup>35</sup>. Le gouvernement provisoire formé à Varsovie le 28 juin 1945 était l'un des premiers à être reconnu par les Français. Dans sa conférence de presse du 25 janvier 1945, de Gaulle déclara qu'il ne croyait pas que le peuple polonais soit libre d'exprimer ses opinions. Les diplomates et les hommes politiques des deux parties se rencontraient régulièrement et Paris était représenté à Varsovie à partir de 25 juillet 1945 par une ambassade, en la personne de Roger Garreau. Mais les Français entretenaient également de bonnes relations avec le gouver-

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, n° 111, p. 256.

<sup>29</sup> Bolesław Bierut (1892-1956), homme politique communiste polonais, président du Conseil de la République populaire de Pologne de 1944 à 1947.

<sup>30</sup> DDF, 1944, vol. II, n° 222, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 429-431.

<sup>31</sup> *Ibid.*, n° 206, p. 377.

<sup>32</sup> *Ibid.*, n° 206, p. 380.

<sup>33</sup> *Ibid.*, n° 209, p. 386-394. Selon l'évaluation française, en déplaçant le pays vers l'ouest, les Soviétiques cherchaient également à entraver la politique traditionnelle de la Pologne vers l'Est, et en déplaçant le pays vers l'ouest, ils donnaient également aux Polonais un sentiment d'insécurité.

<sup>34</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 285, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 698.

<sup>35</sup> *Ibid.*, n° 108, p. 277, n° 126, p. 322-323.

nement polonais en exil à Londres par l'intermédiaire de Maurice Dejean et soutenaient financièrement l'organisation d'une présence diplomatique polonaise à Paris<sup>36</sup>. L'ambassadeur polonais, qui prit ses fonctions, s'attarda sur l'amitié traditionnelle entre les deux peuples et l'importance de construire des relations étroites<sup>37</sup>. Les discussions politico-diplomatiques portaient sur les frontières polonaises et les relations avec les Allemands. Pour les Français, le principal problème était que les Soviétiques, contrairement à ce qui avait été dit lors des négociations de Yalta, cherchèrent au cours de l'année 1945 à exclure les politiciens polonais émigrés des négociations<sup>38</sup>.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, de Gaulle avait déjà échangé des lettres avec le Premier ministre Jan Šrámek le 29 septembre 1942<sup>39</sup>. Dans celle-ci, le général déclara que les accords de Munich étaient considérés comme inefficaces pour apaiser les tensions entre les deux pays. Le 22 août 1944, les représentants des deux gouvernements publièrent une déclaration commune selon laquelle les deux pays travailleraient ensemble à l'établissement de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde d'après-guerre<sup>40</sup>. En février 1945, les relations diplomatiques avec Prague furent établies en même temps qu'avec la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique<sup>41</sup>. En mai 1945, le Premier ministre tchécoslovaque Ždeněk Fierlinger demanda aux puissances occidentales d'établir leur présence diplomatique à Prague<sup>42</sup>. La France et la Tchécoslovaquie élevaient les relations diplomatiques au niveau des ambassades le 3 juin 1945 et en octobre de la même année, en signant un traité de commerce, le premier du genre en Europe centrale et orientale. Dans son rapport du 9 juin 1945, l'envoyé provisoire à Prague Louis Keller (25 mai – 7 septembre 1945) décrivait un pays contradictoire, critique à l'égard du rôle français dans le passé et en même temps tourné vers l'avenir, fondamentalement ouvert aux Français, mais aussi incertain et dans une fièvre de libération<sup>43</sup>. Il fut également reçu par le président Beneš le 4 juillet 1945, qui encourageait les Français à être plus actifs, mais ne cachait pas que la Tchécoslovaquie ne reviendrait pas à la situation d'avant-guerre et soulignait l'importance de la relation de confiance soviéto-tchécoslovaque<sup>44</sup>. Le Quai d'Orsay fut également informé par d'autres sources que la Tchécoslovaquie attendait beaucoup des Français, notamment en raison du soutien qu'elle attendait d'eux pour le rétablissement des frontières d'avant 1938<sup>45</sup>. Les dirigeants tchécoslovaques ne cachaient pas non plus leur intention de se débarrasser des minorités allemandes et hongroises vivant dans le pays. Au début de l'année 1945, la politique étrangère tchécoslovaque visait à établir des relations étroites

<sup>36</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 205-206.

<sup>37</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 281, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 687-689.

<sup>38</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 442, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 810-811.

<sup>39</sup> Jan Šrámek (1870-1956), prêtre catholique, Premier ministre du gouvernement d'émigration tchécoslovaque entre 1940 et 1945.

<sup>40</sup> DDF, 1944, vol. II, n° 175, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 308.

<sup>41</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 207-208.

<sup>42</sup> Ždeněk Fierlinger (1891-1976), diplomate, homme politique communiste, premier ministre de 1945 à 1946.

<sup>43</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 417, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 759-761.

<sup>44</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 17, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 17, 35-39.

<sup>45</sup> *Ibid.*, n° 104, p. 266-267.

avec les pays occidentaux, notamment la France, en concertation avec les Soviétiques<sup>46</sup>. L'importance du pays était démontrée par l'arrivée à Prague du général Leclerc le 14 juillet 1945, puis Maurice Dejean, précédemment délégué auprès du gouvernement tchécoslovaque en exil, y fut envoyé comme ambassadeur le 7 septembre 1945<sup>47</sup>.

### **Le nouveau départ dans les relations franco-hongroises (1944-1946)**

Les relations franco-hongroises étaient similaires à celles des autres pays d'Europe de l'Est et des Balkans. Les Français durent reconstruire leurs relations avec Budapest à partir de zéro, ce qui était d'autant plus difficile que le pays était tombé sous le contrôle total des Soviétiques, en tant que perdant de la guerre<sup>48</sup>. En France, les Soviétiques étaient perçus comme usant du panslavisme et de l'orthodoxie pour renforcer leur hégémonie en Europe de l'Est. La Hongrie était la moins sensible à ce phénomène<sup>49</sup>. Ce fut Maurice Dejean qui évalua les relations des Soviétiques avec les Hongrois. Selon lui, Moscou avait des préjugés explicitement hostiles à l'égard de la Hongrie et 12 millions de Hongrois étaient susceptibles de résister davantage à l'influence russe que les nations voisines. Dejean proposait une politique d'ouverture envers la Hongrie pour jeter les bases des positions françaises et intégrer les Hongrois dans une Europe centrale reformée<sup>50</sup>. Une telle politique était parfaitement conforme aux intérêts de la France et de la Hongrie. Du côté français, on considérait qu'il était nécessaire de renforcer la présence française le plus rapidement possible, car c'est ce à quoi les Hongrois aspirait afin de minimaliser et contrebalancer l'hégémonie soviétique<sup>51</sup>. En 1945, le ministère français des Affaires étrangères ne voyait pas la Hongrie comme un ennemi, mais comme un allié potentiel des Allemands, et il espérait que les actions allemandes en Hongrie feraient réfléchir les Hongrois à deux fois, permettant dès lors aux Alliés de les gagner à leur cause<sup>52</sup>.

Après août 1944, la légation de France à Budapest fut dirigée par un chargé d'affaires temporaire et le gouvernement hongrois refusa d'interner les diplomates français, malgré les pressions allemandes<sup>53</sup>. Si les deux pays ne se déclarèrent pas la guerre, il fallut plus d'un an pour que les relations officielles soient rétablies, car les Soviétiques ne supportaient pas la présence diplomatique française dans les territoires qu'ils occupaient. En août 1945, la diplomatie française rédigea un résumé des relations franco-hongroises dans le but de

---

<sup>46</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 379, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 696.

<sup>47</sup> Consciente de la grave perte de prestige qu'elle subit en raison de son rôle dans le traité de Munich de 1938, la France devait déployer de sérieux efforts pour rétablir la confiance et la coopération entre les deux pays. Les relations bilatérales furent relancées, les deux pays envoyèrent réciproquement des délégations, l'intérêt commun étant, comme dans le cas des Polonais, la crainte de la menace allemande. DDF, 1945, vol. I, n° 417, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 759 ; DDF, 1945, vol. II, n° 48 et n° 43, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 98-101, 111.

<sup>48</sup> Garadnai, « General de Gaulle's Central and Eastern European policy... », *op.cit.*, p. 80-82.

<sup>49</sup> G. Fejérdy, « Magyarország a "Quai d'Orsay szemével" (1944-1949) » [La Hongrie vue par le Quai d'Orsay], *Külgügyi Szemle*, 6/1 (2007), p. 153-171.

<sup>50</sup> Kecskés D., *Magyar-francia kapcsolatok...*, *op.cit.*, p. 156-157.

<sup>51</sup> DDF, 1945, vol. I, n° 466, Paris, Imprimerie nationale, 1998, p. 851-852.

<sup>52</sup> G. Kecskés D., *Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája 1918-tól napjainkig* [La politique de l'Europe centrale et orientale de la France de 1918 à nos jours], Budapest, MTA TTI, 2004, p. 92.

<sup>53</sup> G. Fejérdy – Z. Garadnai, « A francia követek és nagykövetek szerepe a Magyarországról alkotott kép változásában (1944-1994) », *Levéltári Közlemények*, vol. 89 (2020), p. 137.

défendre les intérêts économiques français, ainsi que pour rétablir les relations culturelles et des liens politiques, mais elle se heurta à de sérieuses difficultés dues aux résistances et réticences soviétiques<sup>54</sup>. En novembre 1945, le Quai d'Orsay décida d'envoyer un diplomate professionnel à Budapest. Mais il fallut obtenir au préalable l'accord des Soviétiques, avec l'aide de l'ambassadeur de France à Moscou<sup>55</sup>. Début décembre 1945, Robert Faure se rendit clandestinement en Hongrie, par l'intermédiaire de la mission militaire de Vienne<sup>56</sup>. Le diplomate rencontra l'avocat Pál Auer, figure reconnue des relations franco-hongroises<sup>57</sup>, qui l'informa que les communistes avaient cherchés à établir un pouvoir absolu en Hongrie<sup>58</sup>. Les Soviétiques apprirent l'existence de cette visite secrète sans leur autorisation, et par conséquent, Faure ne reçut l'autorisation officielle de se rendre à Budapest qu'à la mi-janvier 1946, où il ne resta que peu de temps en tant que chargé d'affaires.

Le nouvel envoyé à Budapest, Henry Gauquié, était un diplomate expérimenté, avec des idées ancrées à gauche qui exprimait ouvertement sa sympathie pour les communistes et se désillusionna peu à peu du nouveau régime hongrois<sup>59</sup>. Du côté hongrois, cependant, jusqu'en 1947, en raison des espoirs d'un règlement de paix juste, il y avait beaucoup d'attentes et d'espoirs envers les Français, dont la sympathie pour les Hongrois était réciproque. Mais la véritable opportunité était déterminée par les intérêts des Soviétiques. En ce qui concerne la question des frontières, les limites de la diplomatie hongroise appurent au grand jour par le fait que les considérations de Budapest ne furent même pas mentionnées dans le mémorandum du ministère français des Affaires étrangères de 1945, mais seulement dans le contexte des intérêts géostratégiques et militaires des Soviétiques<sup>60</sup>.

Le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault,<sup>61</sup> déclara ouvertement au Premier ministre hongrois Ferenc Nagy, en visite à Paris le 8 juin 1946, qu'il n'y avait rien à attendre de la France<sup>62</sup>. Les propos du ministre français des Affaires étrangères furent

<sup>54</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 116 et n° 276, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 299-300, 676-677.

<sup>55</sup> *Ibid.*, n° 302, p. 731.

<sup>56</sup> Robert Faure (1894-1971), diplomate de carrière, conseiller.

<sup>57</sup> G. Fejérdy, « Auer Pál, az armékembar. A 20. századi magyar-francia kapcsolatok egy meghatározó szereplője », *Kommentár*, 2014/3, p. 71-85.

<sup>58</sup> G. Fejérdy, « De Gaulle és Franciaország a II. világháború végén » [De Gaulle et la France à la fin de la Seconde Guerre mondiale], in Gy. Markó – M. Schmidt (dir), *Hogy jobban értsük a huszadik századot*, Budapest, XX. Század Intézet, 2014, p. 78.

<sup>59</sup> Henri Gauquié (1894-1956), diplomate de carrière, ministre de France à Budapest entre 1946 et 1949.

<sup>60</sup> DDF, 1945, vol. II, n° 104, Paris, Imprimerie nationale, 2000, p. 262-268.

<sup>61</sup> Georges Bidault (1899-1983), homme politique conservateur, écrivain, membre de la Résistance française, président du gouvernement intérimaire de la France après le départ de De Gaulle et ministre des Affaires étrangères.

<sup>62</sup> Ferenc Nagy (1903-1979), homme politique du Parti des petits propriétaires, député, Premier ministre entre 1946 et 1947. Pour nuancer le sujet : M. Fülöp, « Késői bűnbánat Trianonért. Nagy-Britannia és Franciaország szerepe a magyar békeszerződés kidolgozásában 1945-1946-ban » [Repentir tardif pour Trianon. Le rôle de la Grande-Bretagne et de la France dans l'élaboration du traité de paix hongrois en 1945-1946], *Külpolitika (Új folyam)*, 1997/3, p. 51-74 ; M. Fülöp, « "Erdély vagy annak nagyobb része". A szövetséges hatalmak vitái a magyar-román határról (1940-1945) » [La Transylvanie ou la majeure partie de celle-ci. Les disputes des puissances alliées au sujet de la frontière hongro-roumaine], *Levélári Közlemények*, vol. 91 (2020), p. 207-224 ; A. Fülöp, *La Transylva-*

---

repris dans les conversations entre l'ambassadeur hongrois Pál Auer, des diplomates français et les représentants de la Hongrie. Malgré la sympathie mutuelle des deux parties, ils s'assirent à la table des négociations de paix sans le moindre soutien international.

### Conclusions

Entre 1944 et 1946, de Gaulle s'efforça de reconstruire les relations de la France avec les pays d'Europe de l'Est, dans l'espoir de gagner en influence dans la région après la guerre, sur la base d'une sorte de communauté de destin contre les Allemands, considérés comme la menace principale et commune. En 1944-1945, l'avenir des pays d'Europe centrale et orientale n'était pas encore clair, mais on ne peut ignorer que Staline avait déjà parlé ouvertement pendant la guerre de la dépendance de la région à l'égard de l'Union soviétique. La diplomatie française avait également compris qu'il ne serait plus possible d'établir des relations avec les pays en question sans l'autorisation de Moscou. La préoccupation première de la France était donc de relancer l'alliance franco-soviétique et de mieux comprendre les problèmes complexes de la région. La France n'avait cependant pas les moyens d'influencer le cours des événements dans le sens de ses intérêts. Cette situation s'aggrava par le fait que le prestige de la France fut sérieusement entamé par les processus qui conduisirent à la Seconde Guerre mondiale, à la drôle de guerre, à la défaite de la France en 1940 et à la collaboration de Vichy avec les Allemands entre 1940 et 1944.

Les succès militaires du mouvement de la France libre et les efforts diplomatiques du traité franco-soviétique de 1944 compensèrent partiellement cette situation, mais à la fin de l'année 1945, les Français étaient déjà conscients de leur marge de manœuvre restreinte. De Gaulle démissionna au début de l'année 1946, ce qui le mit à l'écart de la vie politique, mais ses successeurs s'efforcèrent de poursuivre la voie qu'il avait entamée. L'échec de la diplomatie française fut essentiellement dû au décalage entre la diplomatie ambitieuse de la France et les conditions économiques, financières et techniques qui auraient permis de la réaliser. Ces limites furent peut-être aggravées par une mauvaise allocation des ressources, notamment car la prise de décision en matière de politique étrangère était déterminée par plusieurs centres de pouvoir, que seul de Gaulle avait réussi à contrebalancer pendant un certain temps. À cela s'ajoute le fait que la coopération entre les ministères, les services secrets et l'armée étaient souvent entravée. De Gaulle voulut changer cela, mais il ne put réaliser ses idées qu'après 1958, avec l'instauration de la Cinquième République, quand il lança sa politique d'ouverture envers les pays de l'Europe centrale et orientale entre 1963 et 1968.



# ***La Grèce, carrefour géostratégique entre l'Europe et l'Afrique, au sortir de la Seconde Guerre mondiale : jeux des puissances et polarisation globale***

ANASTASIA TSAGKARAKI  
UNIVERSITE NATIONALE ET  
CAPODISTRIENNE D'ATHENES

## **Introduction**

Après la Seconde Guerre mondiale, la Grèce se trouva au cœur d'un jeu géostratégique majeur, car elle occupait une position charnière entre l'Europe et l'Afrique où se dessinaient les lignes d'une polarisation mondiale qui allait façonner la guerre froide. Sortie d'une occupation allemande et d'une guerre civile dévastatrices, elle fut soumise à d'intenses pressions, tant internes qu'externes. D'une part, les États-Unis, selon la doctrine Truman, œuvraient en Grèce pour faire face à l'expansion du communisme en Europe et en Asie. D'autre part, l'Union soviétique aspirait à exercer une influence dans la région en soutenant les mouvements de guérilla communistes grecs.

L'aide des États-Unis, incarnée par le plan Marshall au profit du gouvernement royal, permit à la Grèce de se stabiliser sous un régime pro-occidental, en écrasant les factions communistes. La Grèce devint ainsi le premier champ de bataille idéologique de l'après-guerre et un point névralgique de l'affrontement entre les grandes puissances lors de la guerre froide.

## **La Grèce comme champ de bataille d'un conflit européen de la guerre mondiale**

L'implication de la Grèce dans la Seconde Guerre mondiale débuta avec l'invasion italienne d'octobre 1940. Malgré la supériorité numérique des forces italiennes, la Grèce opposa une résistance farouche et réussit à les repousser, infligeant à l'Axe sa première défaite majeure en Europe. Les Allemands décidèrent alors d'intervenir puisque à leurs yeux, la Grèce était considérée comme une base stratégique essentielle pour sécuriser le flanc sud de leurs opérations en Méditerranée orientale, ainsi que pour assurer l'approvisionnement de leurs forces en Afrique du Nord.

Sur l'ensemble du territoire grec, les forces allemandes se heurtèrent à une résistance déterminée, non seulement de l'armée grecque, mais également de troupes alliées britanniques, australiennes et néo-zélandaises<sup>1</sup>. Plus particulièrement, la bataille de Crète en mai

---

<sup>1</sup> Les hommes du Commonwealth britannique sont venus en Grèce en mars 1941. Les forces du Commonwealth qui ne furent pas capturées échappèrent de la Grèce continentale vers l'île de Crète où ils équipèrent des garnisons armées dans les villages. Voir, Musée de guerre, Athènes, album commémoratif de la guerre gréco-italienne 1940-1941 intitulé *Pictures from the Front 1940-41*, Athènes, G. Kostopoulos Graphic Arts, janvier 2025.

1941, bien qu'elle ait permis aux Allemands de prendre finalement le contrôle global de la Grèce – tout en démontrant la ténacité des forces locales – ralentit leur progression en Méditerranée, ce qui a eu des conséquences significatives sur leur campagne contre l'Union soviétique.

De même, il est largement reconnu par les historiens grecs de la Seconde Guerre mondiale que la résistance grecque durant l'occupation fut l'un des mouvements de résistance les plus efficaces en Europe occupée en faisant plus de 20 650 guérilleros morts<sup>2</sup>. En parallèle, les pertes infligées aux forces de l'Axe furent considérables : les Allemands ont perdu 22 000 hommes, les Italiens 4 500 et les Bulgares 3 500<sup>3</sup>.

Une fois l'invasion allemande terminée, la Grèce se trouva définitivement sous l'occupation des puissances de l'Axe précitées qui divisèrent la Grèce en trois zones : une zone italienne, couvrant la majeure partie du territoire du pays ; une zone bulgare, principalement au nord – où une politique fut mise en œuvre pour expulser les populations grecques ou les « bulgariser » ; et une zone allemande, qui comprenait certaines régions stratégiques ainsi qu'Athènes, la capitale<sup>4</sup>. À la suite de la capitulation italienne en 1943, et après un bref – mais violent – affrontement entre les Allemands et leurs anciens alliés, les Allemands prirent le contrôle du territoire occupé par les Italiens<sup>5</sup>.

Dès que le pays fut entièrement occupé, le personnel militaire grec et les dirigeants politiques s'échappèrent au Moyen-Orient, en particulier en Égypte, qui était déjà devenue une base cruciale pour les opérations alliées. Vu que la Grèce, avant la Seconde Guerre mondiale, était politiquement façonnée par ses liens historiques et stratégiques avec le Royaume-Uni<sup>6</sup>, le gouvernement grec en exil, dirigé par le roi George II et le Premier ministre grec, Georgios Papandreou, établit au Caire un gouvernement provisoire. Il y réorganisa également les forces armées grecques afin de poursuivre la lutte aux côtés des Britanniques.

Le Corps expéditionnaire grec (Greek Expeditionary Force, GEF), créé en 1941, comprenait à la fois des unités d'infanterie<sup>7</sup> et d'aviation<sup>8</sup>. Les soldats, officiers et aviateurs

<sup>2</sup> Εθνικό Συμβούλιο για τη διεκδίκηση των οφειλών της Γερμανίας προς την Ελλάδα, *Μαύρη Βίβλος της Κατοχής*, Υπεύθυνος Β' έκδοσης: Μανώλης Γλέζος, Αθήνα, 2006 [Conseil national pour la revendication des indemnités de guerre de l'Allemagne vis-à-vis de la Grèce, *Livre noir de l'occupation* (en grec et en allemand), Athènes 2006], disponible sur : <https://www.openbook.gr/mayri-vivlios-tis-katoxis/>, p. 126.

<sup>3</sup> ΒΟΥΡΝΑΣ Τάσος, *Ιστορία της Σύγχρονης Ελλάδας (1940-1944)*, Εκδόσεις Αφών Τολιδη Ο.Ε., 1980 [T. Vournas, *Histoire de la Grèce moderne (1940-1944)*, Frères Tolidi, 1980]. Certains des nombres cités ici sont différents de ceux cités par Εθνικό Συμβούλιο για τη διεκδίκηση των οφειλών της Γερμανίας προς την Ελλάδα, *op.cit.*, p. 125.

<sup>4</sup> Les Allemands occupèrent la ville d'Athènes en avril 1941.

<sup>5</sup> Voir la carte intitulée « La triple occupation de la Grèce par l'Axe (1941-1944) » disponible sur Wikipédia : Occupation de la Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale — Wikipédia.

<sup>6</sup> S. J. Koliopoulos, « Unwanted ally : Greece and the great powers, 1939-1941 », *Balkan Studies*, 23/1 (1982), p. 7-25.

<sup>7</sup> Le 15 juin 1941, fut créé le quartier général de l'armée royale hellénique du Moyen-Orient (AVESMA), dans le but de commander la 1<sup>ère</sup> brigade d'infanterie et le 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie grecs en coopération avec les Britanniques. Voir, Γενικό Επιτελείο Στρατού/Διεύθυνση Ιστορίας Στρατού, *Η Ιστορία της οργάνωσης του Ελληνικού Στρατού (1821-1954)*, Αθήνα, ΔΙΣ, 2005 [État-major de l'armée de terre hellénique/Direction d'histoire militaire, *Histoire de l'organisation de l'armée hellénique (1821-1954)*, Athènes, DIS, 2005], p. 387-388.

grecs ont été formés aux techniques de survie en milieu désertique, à la lutte antichar et aux tactiques mobiles, au Caire, dans le Sahara et en Rhodésie du Sud. Leur engagement fut particulièrement remarquable dans les batailles d'El Alamein<sup>9</sup>, et plus tard, de Rimini<sup>10</sup>, contribuant de manière significative à la défaite des puissances de l'axe en Afrique du Nord et en Europe. De plus, leur présence a permis de sécuriser des voies de navigation critiques dans le cadre de la lutte géopolitique plus large pour le contrôle de la région méditerranéenne et nord-africaine<sup>11</sup>.

### La fin de la Seconde Guerre mondiale et la fragilité de la Grèce

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Grèce était évidemment en ruines. Le pays se trouvait plongé dans une crise sociale, économique et politique sans précédent<sup>12</sup>. Tout d'abord, il avait subi un déclin démographique remarquable.

Les pertes humaines de la Grèce durant la Seconde Guerre mondiale s'élevaient à 806 922 personnes, soit entre 8 % et 11 % de sa population – un pourcentage nettement supérieur à celui observé dans les grands pays d'Europe. Par ailleurs, un effondrement significatif du taux de natalité fut constaté. Pendant l'occupation, il est étonnant que sur l'ensemble du pays, existaient 47 camps de concentration et que 500 000 personnes furent arrêtées par les occupants. Environ 1 700 villages furent incendiés, ainsi que 709 écoles, 501 églises, 142 828 maisons et 13 998 bâtiments auxiliaires. Pire encore, 85 % des enfants souffraient de tuberculose ou de malnutrition<sup>13</sup>.

Les pertes précitées comprenaient les soldats tués dans la lutte pour repousser les occupants en 1940-1941 (13 330), ceux-ci tués au Moyen-Orient (1 100) ou dans la marine marchande (3 500), les combattants de la résistance tombés sous l'occupation (20 650), les personnes exécutées (56 220), les morts en détention dans des camps de concentration allemands (105 000), les victimes de bombardements (7 000) et les morts dus à la faim et à des maladies (600 000). Dans les morts ci-dessus, sont inclus les 69 000 Juifs grecs dépor-

<sup>8</sup> Trois escadrons de l'armée de l'air hellénique furent organisés, soumis à la Royal Air Force britannique. Pour plus d'informations, visiter le site officiel de l'armée de l'air hellénique : <https://www.haf.gr/history/haf-history/1941-1944/>.

<sup>9</sup> L'armée grecque prit part à la deuxième bataille d'El Alamein (23 octobre-5 novembre 1942), à laquelle participèrent deux chefs militaires emblématiques, Erwin Rommel et Bernard Montgomery.

<sup>10</sup> Le 31 mai 1944, la 3<sup>e</sup> brigade grecque de montagne fut formée au camp d'Insariye au Liban ; transportée en Italie, en septembre, elle prit part aux opérations pour l'occupation de Rimini par les Alliés avec grand succès, d'où elle reçut le nom honorifique homonyme « Brigade Rimini ».

<sup>11</sup> Pour plus d'informations, visiter le site officiel de l'armée hellénique : <https://army.gr/istoria/>.

<sup>12</sup> Très révélateurs sont les photos et documents conservés dans les Archives nationales du gouvernement des États-Unis et plus particulièrement la Collection HST-PHC : Photograph Collection, Series : Photographs Relating to the Administration, Family, and Personal Life of Harry S. Truman, sous la cote NAID 198606.

<sup>13</sup> ΒΟΥΡΝΑΣ Τάσος, *op.cit.*, informations tirées de Εθνική Αλληλεγγύη Ελλάδος, *Για τους Έλληνες και Φιλέλληνες του Εξωτερικού*, Αθήνα, Έκδοση Κ.Δ. Συμβουλίου, Γενάρης 1946, [Solidarité Nationale de Grèce, *Pour les Grecs et Philhellènes de l'étranger*, Athènes, édition du Conseil Adm. Cent., janvier 1946], disponible sur <https://ethniki-antistasi-dse.gr/pdf/Gia-tus-ellines-kai-fillelines-exoterikou.pdf>, particulièrement p. 11-13.

tés et exécutés entre mars 1943 et août 1944, étant donné que des Juifs grecs, seulement 10 000 survécurent<sup>14</sup>.

De l'autre côté, les puissances de l'Axe, lors de leur campagne en Grèce, avaient perdu un total de 21 000 soldats<sup>15</sup>, dont environ 15 000 sont enterrés en Grèce. La campagne menée en Grèce par les Allemands, ainsi que la guerre gréco-italienne qui la précéda pour l'occupation de la Grèce, durèrent plus de sept mois (du 28 octobre 1940 au 31 mai 1941).

Du point de vue économique, le pays avait déjà été affaibli par la guerre avant même l'invasion allemande. L'occupation aggrava considérablement la situation : les matières premières et les denrées alimentaires furent réquisitionnées par le III<sup>e</sup> Reich ; le gouvernement collaborationniste fut contraint de financer le coût de l'occupation ce qui provoqua une hyperinflation ; un « prêt de guerre » fut imposé à la Grèce, entraînant une dévaluation extrême de la monnaie nationale, la drachme ; les infrastructures furent réduites à l'état de ruines ; le commerce, l'industrie, les opérations maritimes et l'agriculture furent anéantis<sup>16</sup> ; un marché noir florissant vit le jour, tandis qu'un blocus allié de la Grèce aggrava la situation renforçant la misère – il ne fut que partiellement levé à partir de l'été 1942. Toutes ces conditions entraînèrent « la Grande famine » en l'hiver 1941-1942, au cours de laquelle environ 300 000 personnes périrent dans la seule région d'Athènes. Sous pression internationale, la Croix-Rouge commença alors à envoyer des vivres ce qui permit de sauver une partie de la population urbaine<sup>17</sup>.

Dans cette situation dramatique, qui se poursuivit sans relâche même après la libération, et à la suite d'une demande officielle du gouvernement hellénique auprès du gouvernement des États-Unis, le 12 mars 1947, le président américain Harry S. Truman fit appel au Congrès pour une assistance à la Grèce et à la Turquie conformément à la doctrine Truman. Il décrivit les conditions critiques de la Grèce après le retrait allemand<sup>18</sup>, insistant sur le « danger terroriste » représenté par les communistes grecs qui combattaient le gouvernement élu en coopération avec des guérilleros partageant les mêmes idées venant d'Albanie, de Bulgarie, de Yougoslavie et d'autres pays ; « un danger qui menaçait l'Est et l'Ouest »<sup>19</sup>, selon lui.

<sup>14</sup> Εθνικό Συμβούλιο για τη διεκδίκηση των οφειλών της Γερμανίας προς την Ελλάδα, *op.cit.*, p. 68 et 126. Certains des chiffres cités ici sont différents de ceux cités par Εθνική Αλληλεγγύη Ελλάδος, *op.cit.*

<sup>15</sup> Εθνικό Συμβούλιο για τη διεκδίκηση των οφειλών της Γερμανίας προς την Ελλάδα, *op.cit.*, p. 125.

<sup>16</sup> Pour plus de détails sur les conséquences économiques voir, ΕΥΕΛΠΙΔΗΣ Χρήστος, *Οικονομική και Κοινωνική Ιστορία της Ελλάδος*, Αθήνα, Παπαζήση, 1950 [Ch. Evelpidis, *Histoire économique et sociale de la Grèce*, Athènes, Papazissi, 1950].

<sup>17</sup> « World War II, Occupation, and the Civil War in Greece, 1940-1949 : Records of the U.S. State Department Classified Files », in *Archives Unbound*, description disponible sur : <http://gdc.gale.com/archivesunbound/>.

<sup>18</sup> En plus de l'assistance interétatique, nous devons aussi noter l'importance de l'initiative humanitaire privée aux États-Unis. Un exemple éloquent en fut la « Greek War Relief Association », une organisation de secours pour les civils grecs créée par des hommes d'affaires gréco-américains éminents pendant la Seconde Guerre mondiale.

<sup>19</sup> Voir le message du président Harry S. Truman au Congrès américain recommandant une aide à la Grèce, le 12 mars 1947, dans American National Archives, Record Group 233, Records of the United States House of Representatives, 80th Congress, 1st Session, Document 171, sous côte NAID 2668751, disponible sur <https://catalog.archives.gov/id/2668751>.

Aussitôt, une commission financière américaine se trouva en Grèce. Le plan d'aide à la Grèce fut approuvé par le Congrès américain le 10 mai 1947, puis transposé en loi le 22 mai. Les modalités de cette assistance furent déterminées par un accord gréco-américain particulier, signé le 20 juin. La « Mission américaine d'aide à la Grèce » (American Mission for Aid to Greece), fut dirigée par le gouverneur de Nebraska, Dwight Griswold qui assumait ses fonctions en juin 1947. Après sa démission en 1948, l'ambassadeur des États-Unis en Grèce, Henry Grady, lui succéda à la tête de la mission.

### **La doctrine Truman et l'intervention des États-Unis dans la guerre civile grecque (1946-1949)**

La conséquence politique la plus grave de la Seconde Guerre mondiale en Grèce fut sans aucun doute la guerre civile qui s'ensuivit. Dans le cadre de la mission américaine évoquée précédemment, les États-Unis allouèrent à la Grèce près de 338 millions de dollars d'aide militaire et économique, entre juin 1947 et juin 1948, dont 51 % furent consacrés à l'effort militaire contre les forces communistes<sup>20</sup>. Le rapport final du comité sur l'aide à la Grèce à la fin de 1948 est particulièrement révélateur en ce sujet en citant :

« Depuis 1946, les communistes ont poursuivi un effort systématique pour prendre le contrôle de la Grèce [...] Les activités subversives de cette minorité ont abouti à la croissance des bandes de guérilla à une force qui était estimée à environ 25 000 hommes [...] Pendant deux ans, ces bandes, grâce à l'utilisation habile des tactiques de "hit-and-run", ont été en mesure de mener une guerre cruelle et destructrice avec le soutien continu des communistes ailleurs en Europe, en particulier ceux d'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

La mission américaine nourrit et équipe désormais les forces armées grecques qui totalisent 229 000 hommes [...] En outre, la Mission fournit des rations complètes à chaque membre de la gendarmerie et de la police urbaine en Grèce [...] Le total est de 263 000 hommes.

[...] Des fournitures d'une valeur d'environ 110 millions de dollars, commandées par le groupe d'armées américaines de la mission étaient arrivées en Grèce le 1<sup>er</sup> juin. Les réceptions d'équipements et de fournitures navales [...] pour la marine royale hellénique au 1<sup>er</sup> juin représentaient un coût total de plus de 2 millions de dollars. La Mission a remis à la marine royale hellénique six canonnières entièrement équipées ; les équipages grecs de ces bateaux furent entraînés aux États-Unis.

Plus de 220 000 tonnes de produits pétroliers ont été importées en Grèce par la mission pour les forces armées grecques et pour les usages civils essentiels.

À la demande du gouvernement grec, les États-Unis ont accepté en décembre dernier de fournir des conseils en matière de planification et d'opérations, ainsi que des fournitures et d'équipement aux forces grecques [...]

---

<sup>20</sup> The American Mission for Aid to Greece (AMAG), *A Factual Summary Concerning the American Mission for Aid to Greece*, 15 June 1948, dans « Truman Papers », *o.p.*, et plus particulièrement p. 19 sur <https://www.trumanlibrary.gov/node/322808>.

Au cours des premiers mois du programme de la mission, les tactiques de l'armée nationale grecque étaient presque entièrement défensives. Cette période vit le nombre de réfugiés fuyant le terrorisme de guérilleros augmenter de façon alarmante. Ces derniers mois, les forces armées grecques ont lancé de brillantes actions offensives qui ont infligé de graves pertes aux rebelles et laissent entrevoir un rétablissement rapide de la sécurité dans la plus grande partie de la Grèce d'ici la fin de l'année »<sup>21</sup>.

Il est également intéressant de noter la manière éloquente avec laquelle le président Truman lui-même décrit la situation en Grèce dans une série de lettres adressées, en mai 1950, aux ambassadeurs des États-Unis en Grèce, MacVeagh<sup>22</sup> et Grady<sup>23</sup>, ainsi qu'au gouverneur Griswold<sup>24</sup>, à l'occasion du 3<sup>ème</sup> anniversaire du programme :

[À l'ambassadeur MacVeagh :] « En 1947, la Grèce était au bord du désastre, la campagne ravagée, et la population cruellement terrorisée par des bandes communistes dont l'objectif, dissimulé sous de faux slogans, était de livrer cet avant-poste stratégique de la liberté aux mains de l'étranger. Aux ruines laissées par la guerre et l'occupation, que le peuple grec, avec l'aide de ses alliés en temps de guerre, s'efforçait de réparer, s'ajoutaient les maux croissants du conflit civil provoqué par les communistes. Le défi communiste lancé à la Grèce menaçait non seulement l'indépendance de ce pays, mais aussi le droit fondamental des nations et des individus d'élaborer leur propre destin de manière libre ».

[À l'ambassadeur Grady :] « Très tôt, vous avez reconnu et porté à l'attention du gouvernement [américain] le rôle important que la Grèce était susceptible de jouer dans les développements de l'après-guerre. Après la libération de la Grèce de la domination de l'Axe, votre connaissance approfondie de ce pays, [...] vous a permis de détecter et de signaler avec une grande clarté les symptômes d'une détérioration de la situation qui, si elle n'avait pas été arrêtée, aurait eu des conséquences désastreuses non seulement pour la Grèce, mais aussi pour la sécurité générale dans des zones plus larges ».

[Au gouverneur Griswold :] « Le lancement du programme d'aide à la Grèce a nécessité la planification, l'organisation et la mise en route dans des

<sup>21</sup> *Ibid.* et plus particulièrement p. 3 [en anglais, traduite par l'autrice] sur <https://www.trumanlibrary.gov/node/322792>.

<sup>22</sup> Lincoln MacVeagh servit en tant qu'ambassadeur en Grèce en 1943 et 1944.

<sup>23</sup> Henry F. Grady servit en tant qu'ambassadeur en Grèce de juin 1948 à juin 1950.

<sup>24</sup> Le gouverneur Griswold fut le premier chef de la mission américaine d'aide à la Grèce (juin 1947-septembre 1948). Les autres membres furent messieurs : Ayer, Coombs, Gillmor, Barker, Gallagher, Dawson, Holmgreen, McGuire, Norton, Shea, Griffiths, Golden, Dobson, Moffat, McKay, Clay, Iverson et Lawdsdale, May, Patterson, le général William Livesay, Howard, Snackenberg et Hedley. Source : « Truman Papers », *o.p.*, Collection de Mme Henry I. Bomgardner, photo de l'« American Mission for Aid to Greece », sous côte NAID 343793039.

conditions d'urgence d'une entreprise à grande échelle pour laquelle il y avait peu de précédent dans l'histoire des missions américaines à l'étranger »<sup>25</sup>.

Pour résumer un peu plus schématiquement, il convient principalement de noter que la guerre civile grecque fut un conflit entre les factions de gauche et de droite, mené à deux phases : la première phase, de 1941 à 1945, vit des affrontements sporadiques pendant l'occupation allemande, tandis que la seconde phase, de 1946 à 1949, correspond à la guerre civile proprement dite. Il s'agissait, notamment, d'un conflit armé entre les forces communistes de l'Armée démocratique de Grèce (le « DSE ») et les forces gouvernementales, chacune tenant de combler le vide de pouvoir laissé par le retrait des occupants allemands et de faire basculer le pays dans la sphère d'influence soviétique ou américaine. Au total, le conflit civil en Grèce fit environ 43 000 militaires morts et 28 500 victimes civils. Cela dit, il est particulièrement frappant de constater que les soldats tombés sur le champ de bataille civil dépassèrent en nombre ceux qui se sont sacrifiés pour repousser les conquérants lors de la Seconde Guerre mondiale et la résistance nationale<sup>26</sup>. La crise économique et alimentaire de 1941-1942, déjà mentionnée, fut l'un des éléments déclencheurs de ces hostilités. L'intervention britannique au début de la guerre (dès 1944), puis celle des États-Unis à partir de 1947, jouèrent un rôle majeur et décisif dans la victoire finale des gouvernementaux.

### **Le contexte de la guerre froide : une bataille géostratégique plus large**

Cette intervention américaine ne peut évidemment pas être conçue indépendamment de la dynamique géopolitique plus large de l'époque. La division de l'Europe en deux blocs idéologiques – l'Ouest capitaliste et l'Est communiste – s'est également reflétée en Méditerranée.

Effectivement, le Royaume-Uni maintenait une présence dominante en Égypte, à Chypre et à Malte, et était toujours soucieux d'y maintenir son influence impériale. Toutefois, en mars 1947, gravement affaibli financièrement par les ravages de la guerre et les coûts liés au maintien de son empire, il fut contraint de se désengager. Ce retrait ouvrit la voie aux États-Unis, qui, à travers la doctrine Truman, prirent progressivement le relais, en tant que « leaders » du bloc occidental. C'est à l'exhortation pressante des Britanniques, alors que les Américains décidèrent de fournir une assistance à la Grèce dans sa lutte contre les insurgés communistes. Le gouvernement américain craignait un effet domino dans les Balkans et la Méditerranée orientale dans le cas où la Grèce tomberait dans le communisme.

En réponse à l'intervention américaine, l'Union soviétique tenta d'augmenter à son tour son influence en Grèce et dans la région environnante. Bien qu'elle n'ait pas été directement impliquée dans la guerre civile grecque comme l'étaient les États-Unis, elle soutint les insurgés communistes par une aide financière et logistique, ainsi que par un appui moral. Les Soviétiques espéraient qu'en soutenant les mouvements révolutionnaires en Grèce et dans d'autres pays méditerranéens, ils pourraient étendre leur sphère d'influence et affaiblir

<sup>25</sup> American National Archives, Harry S. Truman Library Collections, Public Papers, Letters of Appreciation on the Third Anniversary of the Greek-Turkish Aid Program, [en anglais, traduites par l'autrice] disponibles sur : <https://www.trumanlibrary.gov/library/public-papers/142/letters-appreciation-third-anniversary-greek-turkish-aid-program>.

<sup>26</sup> ΚΑΛΥΒΑΣ Στάθης, ΜΑΡΑΝΤΖΙΔΗΣ Νίκος, *Εμφύλια Πάθη, 23+2 ερωτήσεις και απαντήσεις για τον Εμφύλιο*, Αθήνα, Μεταίχμιο, 2016 [S. Kalyvas – N. Marantzidis, *Passions civiles, 23+2 questions et réponses sur la guerre civile*, Athènes, Metaichmio, 2016], p. 51-53.

le contrôle occidental. La guerre civile grecque est de cette façon devenue non seulement une lutte pour l'avenir de l'État grec, mais aussi un affrontement par procuration entre les deux superpuissances, chacune soutenant ses alliés idéologiques respectifs pour ses propres intérêts.

Dans ce cadre, plusieurs aspects spécifiques méritent d'être soulignés : par exemple, la participation des femmes dans les rangs du DSE fut notable<sup>27</sup>. Bien que la majorité ait servi dans des corps ou services de l'armée auxiliaires, il y a eu plusieurs femmes qui se sont combattues courageusement sur les fronts, aux côtés des hommes<sup>28</sup>. Un autre fait encore plus marquant fut la décision de « recruter » des enfants, une démarche qui suscita beaucoup de réactions, mais qui permit également aux parents – notamment aux mères – de se battre sans entrave et sans risque de désertion<sup>29</sup>. Ainsi, le 27 mars 1948, le gouvernement grec dénonça à l'ONU l'enlèvement d'enfants par les communistes en les accusant de déportations forcées (appelées en grec « Paidomazoma »). Plus étonnant encore, en 1949, un combattant du DSE sur cinq avait moins de 18 ans : il est estimé que 2 000 enfants ont été envoyés sur les fronts de guerre grecs, après avoir été formés dans des camps en Europe de l'Est. La majorité d'entre eux étaient d'origine slavo-macédonienne et leur transfert se fit à la fois volontairement et sous la contrainte<sup>30</sup>.

Aussi, l'une des conséquences les plus graves de la guerre civile fut la création dans la scène politique grecque d'un grand fossé entre la droite et la gauche, et d'une polarisation intérieure extrêmement intense. Ce clivage sérieux domina la société grecque pendant des décennies et affecta tous les domaines de la vie, du discours public jusqu'à la littérature, en engendrant une méfiance mutuelle profonde et persistante.

La plus grande conséquence, cependant, fut l'immigration des combattants vaincus dans des pays du bloc soviétique pour des raisons politiques (plus de 100 000 personnes quittèrent la Grèce)<sup>31</sup>. Parmi les pays d'accueil figuraient notamment la Hongrie, qui reçut un grand nombre de réfugiés (7 253) dans les années 1946-1949<sup>32</sup>. Cela comprenait 2 161 hommes, 2 233 femmes et 2 859 enfants. Le premier groupe d'environ 2 000 enfants fut

<sup>27</sup> Photos disponibles sur : *Greece at WWII Archives*,

[https://www.facebook.com/GreeceAtWw2Photostory/?locale=el\\_GR](https://www.facebook.com/GreeceAtWw2Photostory/?locale=el_GR).

<sup>28</sup> ΒΕΡΒΕΝΙΩΤΗ Τασούλα, «Οι μαχήτριες του Δημοκρατικού Στρατού Ελλάδας», στο: ΝΙΚΟΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ Ηλίας, ΡΗΓΟΣ Άλκης, ΨΑΛΛΙΔΑΣ Γρηγόρης (επιμ.), *Ο Εμφύλιος Πόλεμος. Από τη Βάρκιζα στον Γράμμο*, Φεβρουάριος 1945-Αύγουστος 1949, Αθήνα, Θεμέλιο, 2002 [T. Vervenioti, « Les combattantes de l'Armée démocratique de Grèce », in I. Nikolakopoulos – A. Rigos – G. Psallidas (dir.), *La guerre civile. De Varkiza à Grammos, février 1945-août 1949*, Athènes, Themelio, 2002], p. 128.

<sup>29</sup> ΚΑΛΥΒΑΣ – ΜΑΡΑΝΤΖΙΔΗΣ, *op.cit.*, p. 447.

<sup>30</sup> Très révélatrice sur ce sujet est l'étude de L. M. Danforth – R. Van Boeschoten, *Children of the Greek Civil War, Refugees and the Politics of Memory*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2012, p. 1-15.

<sup>31</sup> Voir la carte montrant la répartition des réfugiés en provenance de Grèce après la guerre civile, disponible sur Wikipédia : Refugees of the Greek Civil War - Wikipedia. Les chiffres varient selon les sources.

<sup>32</sup> Voir l'étude de ΤΣΙΒΟΣ Κωνσταντίνος, *Ο μεγάλος καύμός της ξενητείας*, Αθήνα, εκ. Αλεξάνδρεια, 2019 [K. Tsivos, *Le grand malheur de l'étranger*, Athènes, Alexandria, 2019] qui se consacre surtout aux réfugiés de Tchécoslovaquie.

installé dans des casernes, ainsi qu'un groupe de 1 200 combattants<sup>33</sup>. En outre, le comité pour le rassemblement d'enfants s'installa premièrement à Budapest<sup>34</sup>. Un premier camp de réfugiés fut, de plus, établi dans le village de Fehérvársurgó. En 1951, un autre village, majoritairement grec, fut fondé au centre du pays sur un domaine ayant appartenu aux Sina, une famille éminente d'origine gréco-roumaine : il était initialement nommé Görögfalva, ce qui signifie « village grec »<sup>35</sup>. En avril 1952, il fut rebaptisé « Beloianisz » en hommage au combattant Nikos Belogiannis, qui avait été exécuté en Grèce quelques jours avant<sup>36</sup>. À cette époque, le village comptait 1 850 habitants. Après 1974<sup>37</sup> et surtout après 1982, nombreux de ses résidents sont revenus en Grèce, où ils ont été autorisés à rentrer, comme ce fut le cas pour la plus grande partie des réfugiés grecs dans les pays du bloc de l'Est. D'autres, en particulier les plus jeunes, sont restés à « Beloianisz » et conservent encore une forte identité grecque. Le recensement de 2001 compta une population de 1 207 personnes, dont 23,4 % était d'origine grecque ; aujourd'hui la population du village ne dépasse guère un millier de personnes<sup>38</sup>. Malgré cette diminution, la présence grecque en Hongrie reste encore forte, comptant un effectif global de 3 916 personnes en 2011, d'après un recensement officiel<sup>39</sup>.

Ce qui est particulièrement intéressant sur la guerre civile grecque et l'intervention des Américains est indiscutablement la constatation qu'à suite de la Mission américaine en Grèce, la doctrine Truman fut élargie de manière informelle pour devenir la base de la politique américaine de la guerre froide en Europe et dans le monde<sup>40</sup>. Dans ce but, le 3 avril 1948, fut promulguée la « loi sur l'aide étrangère »<sup>41</sup> pour mettre en œuvre le plan

<sup>33</sup> Voir, [https://el.wikipedia.org/wiki/Πρόσφυγες\\_του\\_ελληνικού\\_εμφυλίου\\_πολέμου#cite\\_note-autogenerated2-28](https://el.wikipedia.org/wiki/Πρόσφυγες_του_ελληνικού_εμφυλίου_πολέμου#cite_note-autogenerated2-28), site qui se réfère aux réfugiés grecs de la guerre civile.

<sup>34</sup> ΤΣΙΒΟΣ Κωνσταντίνος, *op.cit.*

<sup>35</sup> T. Dumont, « Les réfugiés politiques grecs en Hongrie après la Seconde Guerre mondiale à la croisée des cultures et des appartenances identitaires. Le cas de Dimitris Hatzis », *Revue d'histoire culturelle*, n° 7 (2023), disponible sur : <http://journals.openedition.org/rhc/7178>.

<sup>36</sup> Voir photo du combattant Nikos Belogiannis avec l'œillet rouge, symbole des communistes et emblème correspondant du village sur Wikipédia : [https://el.wikipedia.org/wiki/Μπελογιάννης\\_\(Ουγγαρία\)](https://el.wikipedia.org/wiki/Μπελογιάννης_(Ουγγαρία)).

<sup>37</sup> Les chiffres fournis, à propos, par Tsekou Katerina sont très intéressants et méritent d'être étudiés d'avantage : en juillet 1975, il y avait en Hongrie 4 293 réfugiés grecs, dont 2 292 hommes, 2 001 femmes, 877 enfants ; 1 741 employés et 626 retraités. K. Tsekou, *The Greek Refugees in Eastern Europe 1945-1989*, Szczecin, Polish-Greek Seminar, 2013, disponible sur : [http://repository.edulll.gr/edulll/bitstream/10795/3482/3/3482\\_01\\_3.5.1.%20Τσέκου.pdf](http://repository.edulll.gr/edulll/bitstream/10795/3482/3/3482_01_3.5.1.%20Τσέκου.pdf).

<sup>38</sup> Les habitants grecs du village conservent encore aujourd'hui une communauté sur Facebook (<https://www.facebook.com/p/Beloianisz-Hungary-100064518891238/>), mais il existe aussi une page officielle de cette minorité grecque sur <http://portal.beloianisz.net/>.

<sup>39</sup> Dumont, « Les réfugiés politiques grecs en Hongrie... » *op.cit.* Aussi, [https://en.wikipedia.org/wiki/Greeks\\_in\\_Hungary](https://en.wikipedia.org/wiki/Greeks_in_Hungary) et tableau détaillé de l'organisme hongrois de statistique disponible sur : [https://www.ksh.hu/nepszamlalas/tables\\_regional\\_00](https://www.ksh.hu/nepszamlalas/tables_regional_00).

<sup>40</sup> ΜΙΡΚΟΣ Γεώργιος, *Το δόγμα Truman και το σχέδιο Marshall στην Ελλάδα*, Αθήνα, Λιβάνη, 2004 [G. Mirkos, *La doctrine Truman et le Plan Marshall en Grèce*, Athènes, Livani, 2004].

<sup>41</sup> Nommé « Foreign Assistance Act » et prévoyant une somme de 6 098 000 000 de dollars pour combattre le communisme dans le monde. Voir, <https://www.marshallfoundation.org/the-marshall-plan/f-a-act-1948/>.

Marshall<sup>42</sup> dans le cadre du programme de redressement européen (le « European Recovery Program »)<sup>43</sup>.

Toutefois, il est vrai que la reconstruction d'après-guerre s'est développée en Grèce d'une manière différente par rapport aux autres pays d'Europe occidentale. Cette approche différente est due au fait que la Grèce fut le seul pays à avoir intégré le plan Marshall alors qu'elle était encore en guerre, voire en guerre civile. Il est alors impressionnant que 80 % des fonds consacrés à la reconstruction grecque provenaient directement des fonds Marshall et qu'en Grèce, l'aide du plan fut officiellement dirigée jusqu'en mai 1950 ; dès lors, elle fut poursuivie sous d'autres formes jusqu'en 1952, bien que le plan ait été clôturé en 1950.

Plus spécifiquement, de 1945 à 1952, l'aide américaine à la Grèce dépassa les deux milliards de dollars de l'époque – un montant supérieur à l'ensemble des emprunts contractés par l'État grec depuis sa formation en 1821<sup>44</sup>. L'assistance fut principalement fournie dans les domaines de l'alimentation, les matières premières, le savoir-faire industriel et agricole et les infrastructures. Surtout, les travaux publics furent largement développés et les infrastructures restaurées : le réseau routier, le réseau ferroviaire, les ports et les ponts. Une partie importante de l'argent fut utilisée pour héberger et prendre soin des populations qui avaient fui leurs villages à cause de la guerre civile, de même que dans la lutte contre les maladies, notamment le paludisme, très répandu à cette époque. Grâce à l'aide américaine la flotte marchande, essentielle pour le commerce maritime, fut reconstituée ; l'industrie et l'agriculture furent progressivement développées, dépassant leurs niveaux de production d'avant-guerre en 1952. Une tentative pour créer une industrie lourde ne fut pas couronnée de grand succès ; l'accent fut plutôt mis sur l'électrification du pays et la stabilité monétaire qui fut graduellement assurée. Ces progrès économiques et structurels facilitèrent l'adhésion de la Grèce en 1952 à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, précurseur de l'OCDE)<sup>45</sup>, marquant son ancrage définitif dans le bloc occidental.

Avant de conclure, il convient de donner quelques informations inconnues sur le « projet de partage des Balkans » entre Churchill et Staline, le fameux « accord des pourcentages »<sup>46</sup> : le 10 octobre 1944, dans la capitale soviétique, un entretien approfondi entre les dirigeants Churchill et Staline scella le destin des pays balkaniques à la suite de l'effondrement du III<sup>e</sup> Reich allemand. Le Premier ministre britannique, manifestement éprouvé tant par l'usure naturelle de son âge que par les multiples déconvenues de son expérience politique, envisagea la possibilité d'une entente avec le dirigeant autoritaire pour un partage d'influence dans cette région d'Europe centrale. Surtout, Churchill s'efforça de maintenir la Grèce dans l'orbite de l'Occident, malgré l'influence croissante du Parti communiste dans le pays.

<sup>42</sup> « Public Law 472/6-01-1948 » [The Marshall Plan], disponible aussi dans les Archives générales du gouvernement des États-Unis, Record Group 11, National Archives and Records, Administration.

<sup>43</sup> Les pays européens de la sphère communiste rejetèrent l'aide américaine.

<sup>44</sup> ΣΠΗΛΙΩΤΟΠΟΥΛΟΥ Μαρία, « Η Ελλάδα μετά το Β΄ Παγκόσμιο Πόλεμο. Εμφύλιος και Ανασυγκρότηση » [M. Spiliotopoulou, « La Grèce après la Seconde Guerre mondiale. Guerre civile et réhabilitation »], disponible sur le site de l'Académie d'Athènes : AA portal.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> A. Larané, « 10 octobre 1944, Projet de partage des Balkans », disponible sur Herodote.net : [https://www.herodote.net/10\\_octobre\\_1944-evenement-19441010.php](https://www.herodote.net/10_octobre_1944-evenement-19441010.php).

Il nota sur un papier ce qui suit<sup>47</sup> : 1) Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 % ; 2) Grèce : Grande-Bretagne (en accord avec les États-Unis) 90 %, Russie 10 % ; 3) Yougoslavie : 50/50 % ; 4) Hongrie : 50/50 % ; 6) Bulgarie : Russie 75%, les autres 25%. Staline apposa un trait de crayon bleu sur le document, marquant ainsi son accord. Le jour suivant, les ministres des Affaires étrangères britannique et soviétique, Eden et Molotov, procédèrent à un affinement des pourcentages. Toutefois, l'évolution des rapports de force sur le terrain allait rendre caduc cet « accord des pourcentages ». En Grèce, les communistes subirent une défaite significative, tandis que le gouvernement et l'armée pro-occidentaux remportèrent la victoire. En Yougoslavie, cependant, l'ensemble du pouvoir échut à Josip Broz Tito, dirigeant du parti communiste yougoslave. La Hongrie et la Roumanie se retrouvèrent bientôt entièrement sous le joug du communisme. Lors de l'ouverture de la conférence de Yalta en février 1945, Staline avait déjà soumis l'Europe centrale à son autorité.

### Conclusion

En guise de conclusion, il convient de retenir que la doctrine Truman constitua la première intervention directe des États-Unis dans les affaires intérieures des pays étrangers, après la Seconde Guerre mondiale. Elle fut d'abord mise à l'épreuve en Grèce, où les Américains s'engagèrent dans un effort bien coordonné pour contenir la propagation du communisme. Ce fut une intervention sollicitée par le gouvernement grec lui-même, qui s'appuya sur ses alliés occidentaux pour assurer sa survie lors de la guerre civile. Selon Truman, d'ailleurs, les communistes œuvraient clairement à la domination du monde, ce qui justifiait une mobilisation américaine rapide<sup>48</sup>. L'aide accrue des États-Unis permit à l'armée gouvernementale de remporter la victoire définitive sur les communistes à la fin du mois d'août 1949. Cet épisode est souvent considéré comme le premier acte concret de la guerre froide, au moment le plus crucial de la guerre civile grecque.

Par extension, l'adhésion de la Grèce à l'OTAN en 1952 scella l'intégration du pays dans la sphère d'influence américaine. Elle permit aux États-Unis de maintenir le contrôle des bases navales stratégiques en Méditerranée et d'empêcher tout accès soviétique à la mer. Ce fait détermina l'équilibre des forces dans la guerre froide – ainsi que dans l'ère moderne – et a fait de la Grèce un champ de bataille critique dans la lutte bipolaire pour la suprématie globale sur le plan géostratégique.

---

<sup>47</sup> Archives nationales de Londres (via *Idem*).

<sup>48</sup> Selon le document politique déclassifié NSC-68, 12 avril 1950, American National Archives, Harry S. Truman Library Collections, President's Secretary's Files, Ideological Foundations of the Cold War, « A report to the National Security Council NSC-68 », disponible sur : <https://www.trumanlibrary.gov/library/research-files/report-national-security-council-nsc-68?documentid=NA&pagenumber=1>.



***La soviétisation des partis communistes  
de l'Europe centrale et orientale  
Les particularités des purges staliniennes de l'après-guerre***

**MIKLOS NAGY**  
UNIVERSITE DE SZEGED

**Résumé**

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les nouveaux gouvernements de coalition d'Europe centrale et orientale ont été dominés par les partis communistes peu influents au départ. Profitant de l'occupation de l'armée soviétique, ils ont éliminé successivement les autres formations politiques. Après la proclamation de la doctrine Truman, l'URSS a exigé un contrôle absolu sur les gouvernements de la région, exercé par l'intermédiaire des partis communistes. Le moyen de l'emprise institutionnelle fut le Kominform. Après le schisme yougoslave, la méfiance vis-à-vis du communisme national s'est renforcée. Staline a entamé l'épuration des appareils des partis pour qu'ils s'alignent sur le PC soviétique en vue de créer un bloc monolithique. L'épuration a touché 25 % des effectifs des partis de la région, reprenant les méthodes de l'époque des grandes purges staliniennes des années 1930. Les épurations – qui ont touché tous les partis communistes de la région d'Europe centrale et orientale – ont joué un rôle déterminant dans l'instauration du système politique totalitaire de type stalinien.

**I. L'extension du communisme en Europe centrale et orientale**

*1. La période de « fronts nationaux »*

Sous le contrôle de l'Armée rouge, les Soviétiques ont installé des gouvernements de coalition dominés par les communistes. Ces nouveaux pouvoirs ont réuni les antifascistes, communistes, socialistes, démocrates, agrariens, à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie, où les communistes se sont imposés directement au pouvoir. En Yougoslavie, le Front national de Tito a remporté les élections de novembre 1945. En Albanie, les élections de 1945 ont donné la victoire au Front démocratique dominé par les communistes, dirigés par Kotchi Dzodze, qui devient par la suite l'une des premières victimes des purges staliniennes.

*2. La prise de pouvoir par les communistes*

Les partis communistes encore peu puissants ont éliminé progressivement les autres tendances politiques dont l'influence variait selon les pays. Elles étaient plus fortes en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Les postes clés ont été attribués aux communistes, comme les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Armée, de l'Économie. En Pologne, cela repré-

sentait 14 ministères sur 21<sup>1</sup>. En Hongrie, le maréchal Vorosilov – chef soviétique du Comité de contrôle international – a exercé une influence importante pour que les communistes occupent des fonctions clés dans le gouvernement de coalition. L'URSS a exigé un contrôle absolu sur les gouvernements de la région exercé par l'intermédiaire des partis communistes. Le principal artisan de cette politique en Hongrie fut le secrétaire général du Parti communiste, Mátyás Rákosi – ancien commissaire de la République des conseils de 1919 – qui a mis en œuvre la « tactique de salami ». Cela consistait à morceler successivement les autres partis, avec tout d'abord le Parti des petits propriétaires (1947). Le Parti communiste est arrivé en tête aux élections d'août 1947, entachées de fraude. La fusion forcée des communistes avec le Parti social-démocrate a donné naissance en juin 1948 au Parti des travailleurs hongrois (Magyar Dolgozók Pártja, MDP) qui est devenu la seule force opérationnelle du pays.

En Pologne et en Bulgarie, le Parti communiste a exclu du pouvoir les partis paysans. Les chefs de l'opposition furent emprisonnés et quelques fois condamnés à mort, comme Nikola Petkov, chef du Parti agraire bulgare.

Les communistes se sont heurtés aussi aux Églises, surtout à l'Église catholique. Les biens de l'Église furent sécularisés et le clergé a été soumis à des pressions politiques. Le cardinal hongrois József Mindszenty a été emprisonné en 1948, à l'instar du primat de Tchécoslovaquie en 1949 ou du cardinal Wyszyński en Pologne en 1953.

Les principes soviétiques de socialisation des moyens de production et de planification ont été appliqués dès 1946/48. Dans tous les pays, collectivisation des terres, nationalisation des entreprises et planification ont marqué le passage à une économie de type soviétique donnant la priorité à l'industrie lourde. Les Soviétiques ont fondé des sociétés mixtes pour exploiter à leur profit les ressources de ces pays. Les nationalisations ont été partout menées à bien entre 1948 et 1952. La collectivisation des terres s'est achevée entre 1956 et 1960, sauf en Pologne et en Yougoslavie, où elle a été abandonnée après 1950.

### 3. La création du Kominform – la doctrine de la guerre froide

L'emprise soviétique a été renforcée par la création du Kominform (Bureau d'information des partis communistes et ouvriers) en septembre 1947, qui est devenu un moyen de contrôle institutionnel soviétique exercé sur les partis communistes d'Europe centrale et orientale, de France et d'Italie. Le Kominform fut créé « au moment où l'influence américaine fondée sur la doctrine Truman et sur le plan Marshall venait de contrecarrer la politique d'expansion de l'URSS en Europe »<sup>2</sup>. La doctrine Jdanov a officiellement proclamé la doctrine soviétique de la guerre froide, affirmant la formation de deux camps opposés et désignant l'ennemi commun des partis communistes, l'impérialisme américain. Les socialistes et la gauche non communistes ont été considérés comme les alliés potentiels des États-Unis. Les chefs socialistes les plus importants ont été arrêtés en Hongrie, tel qu'Árpád Szakasics, président de la République, ainsi que les vice-présidents du conseil en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. Les partis communistes français et italien étaient pour leur part vivement critiqués en raison de leur participation aux gouvernements de coalition au sein de leur pays respectif.

<sup>1</sup> S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, Paris, Hatier, 2018, p. 372.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 375.

#### 4. *Le coup de Prague*

Le coup de Prague de février 1948 s'est déroulé dans le contexte international de la guerre froide. Les ministres modérés du gouvernement de coalition tchécoslovaque ont démissionné afin de provoquer des élections anticipées et un changement politique pour se débarrasser du chef de gouvernement communiste, Klement Gottwald, suspecté de préparer le passage à une dictature. Gottwald a fait appel aux masses ouvrières, dont l'intervention a assuré la victoire des communistes et la démission du président, le libéral Beneš. La Tchécoslovaquie est devenue ainsi une démocratie populaire sous la direction du communiste Gottwald.

#### 5. *Le schisme yougoslave et ses conséquences*

En 1948, la Yougoslavie a refusé la vassalisation, a rompu avec l'URSS et a choisi une voie nationale vers le socialisme. Tito, qui a joué un rôle déterminant dans la résistance contre les Allemands à partir de 1941 et a libéré la plus grande partie de son pays, se comportait de manière indépendante et a traité d'égal à égal avec Staline. Ses initiatives ont contrecarré les projets soviétiques : projet d'une confédération balkanique, soutien aux communistes grecs dans une insurrection que Staline tenait pour une « aventure ». La rupture entre les deux chefs était inévitable. Les dirigeants yougoslaves groupés autour de Tito ont conservé leur indépendance, les partisans de Moscou ont été exclus du Comité central yougoslave et arrêtés. Le 28 juin 1948, la résolution du Kominform a condamné les dirigeants yougoslaves, accusés de « trahison envers la théorie marxiste de la lutte des classes » et de « renforcer le camp impérialiste »<sup>3</sup>. Le parti yougoslave a rejeté à l'unanimité les accusations et a élu un nouveau Comité totalement dévoué à Tito. Staline voulait discréditer Tito par tous les moyens. Il a fait pression sur les pays d'Europe centrale et orientale pour qu'ils rompent leurs liens avec la Yougoslavie. Selon l'appréciation de François Fejtő, l'affaire Tito a joué le même rôle dans les pays du Kominform que l'assassinat de Kirov en décembre 1934 en Union soviétique, marquant le début de l'ère de terreur, de la vague des grandes purges, déterminant le nouveau visage du monde communiste<sup>4</sup>. En juin 1949, le dirigeant communiste albanais, Enver Hodja a fait exécuter un de ses concurrents, Kotchi Dzedze, ministre de l'Intérieur, membre du Bureau politique, ami de Tito, partisan du projet yougoslave de la confédération balkanique. Staline a organisé un véritable blocus économique. À l'initiative de l'URSS la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont rompu toute relation économique avec Belgrade.

#### 6. *Les particularités des purges staliniennes de l'après-guerre*

L'affaire yougoslave a renforcé la méfiance envers le communisme national, ce qui a provoqué des purges, touchant les dirigeants des partis, de l'armée, de l'administration. Staline a procédé, dès l'été 1948, à l'épuration des appareils des partis communistes pour qu'ils s'alignent sur le PC soviétique. La peur et la méfiance s'installaient au sein des membres du parti qui se sentaient suspectés par les communistes soviétiques. On assiste à un sentiment de culpabilité collective parmi les dirigeants communistes d'Europe centrale et orientale dont certains avaient entretenu des relations amicales avec les camarades yougoslaves. Ceux qui ont combattu dans la guerre d'Espagne ou dans la résistance ont été considérés

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 377.

<sup>4</sup> F. Fejtő, *A népi demokráciák története* [Histoire des démocraties populaires], Budapest – Párizs, Magvető – Magyar Füzetek, 1991, p. 189.

comme des nationalistes. Les chefs de fil des partis se sentaient coupable pour avoir pris une position « opportuniste » lors de la collectivisation de l'agriculture, ou pour avoir manifesté de l'indulgence à l'égard des nationalistes au sein de leur parti. Ils n'ont pas manqué de faire leur autocritique et ont entamé pour cette raison une campagne afin de « démasquer les traîtres infiltrés dans le parti »<sup>5</sup>. Les dirigeants des partis communistes d'Europe centrale et orientale – Rákosi, Tchervenkov, Bierut, Gottwald, Gheorghiu-Dej – ont entrepris de justifier publiquement la culpabilité de leurs anciens collaborateurs pour mettre en accusation Tito et son régime.

Les épurations ont repris les méthodes de l'époque des grandes purges stalinienne des années 1936/37 où presque tous les « vieux bolcheviks » furent éliminés au profit de nouveaux dirigeants qui devaient tout à Staline<sup>6</sup>. L'accusé principal de ces procès fut Léon Trotski, condamné par contumace. Le trotskisme fut transformé et actualisé en titisme dans la région d'Europe centrale et orientale de l'après-guerre.

Furent éliminés des secrétaires généraux de parti, comme Traicho Kostov en Bulgarie, Rudolf Slansky en Tchécoslovaquie qui seront exécutés, tout comme László Rajk ministre hongrois des Affaires étrangères et ancien ministre de l'Intérieur.

Le procès de László Rajk date du septembre 1949, téléguidé par Mátyás Rákosi, il a visé l'un des dirigeants les plus populaires du parti communiste. Rajk fut un ancien communiste de l'intérieur qui n'a jamais contesté la prééminence des moscovites tels que Rákosi. Il avait participé à la Guerre d'Espagne, fut trois fois blessé et emprisonné ensuite dans un camp d'internement en France. János Kádár, successeur de Rajk au poste de ministre de l'Intérieur, son ami, a participé aussi aux interrogatoires. Rákosi a gardé dans son coffre-fort l'enregistrement sur bande magnétique des interrogatoires pour lui faire du chantage, alors que Kádár fut lui aussi emprisonné deux ans plus tard. L'affaire Rajk ne peut pas être considéré comme un simple règlement de compte entre les groupes moscovites et nationaux de la direction du Parti. La troïka des moscovites, Rákosi, Gerő et Farkas<sup>7</sup> n'a jamais traité d'égal à égal avec lui. Lié à l'affaire Rajk, une centaine de militants d'avant-guerre sont passés par la torture dans la prison et même des officiers généraux, comme György Pálffy et László Sólyom<sup>8</sup>.

L'importance historique du procès Rajk consiste à l'accusation de titisme. Rajk était plutôt principal témoin contre Tito qu'un simple accusé<sup>9</sup>. Il a dû justifier que Tito et ses complices voulaient rétablir le capitalisme en Yougoslavie et qu'ils ont organisé un coup d'État pour faire tomber le gouvernement Rákosi en Hongrie<sup>10</sup>. Il fallait prouver que les services secrets américains avaient réussi à pénétrer dans les plus hautes sphères de la direction des partis communistes avec l'aide de Tito. Le zèle fanatique et la mégalomanie de

<sup>5</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 388.

<sup>6</sup> A. Koestler, *Sötétség délben* [Ténèbres à midi], Budapest, Európa Kiadó, 1988.

<sup>7</sup> Ernő Gerő : secrétaire du parti communiste, chargé de la politique économique ; Mihály Farkas : secrétaire du parti communiste, chargé des forces de maintien de l'ordre.

<sup>8</sup> Molnár, *Histoire de la Hongrie*, *op.cit.*, p. 389.

<sup>9</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története*, *op.cit.*, p. 196

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 197-198.

Rákosi explique sa volonté d'élargir l'affaire Rajk à un « complot international »<sup>11</sup>. Rajk a tout avoué, conformément au scénario que la police secrète lui avait prescrit. Le 22 septembre, Rajk, et ses « complices » Tibor Szőnyi et András Szalai, ainsi que deux officiers généraux, György Pálffy et Béla Korondi, ont été condamnés à mort et exécutés. La participation des deux officiers généraux dans le procès a servi à justifier les préparatifs d'un coup d'État. Lors des 30 procès complémentaires au procès Rajk, on a emprisonné une centaine de personnes, dont 15 furent exécutées et 11 condamnées à la perpétuité<sup>12</sup>.

Traïtcho Kostov fut le chef de file de l'aile nationaliste du Parti communiste de Bulgarie. En tant que farouche opposant à « l'impérialisme de Belgrade », son nationalisme était dirigé contre l'expansion yougoslave. Lors de son procès de décembre 1949, Kostov est revenu sur ses aveux arrachés par la police. Il a été condamné à mort, exécuté le 14 décembre et les quatre autres coaccusés ont été condamnés à perpétuité<sup>13</sup>.

Wladyslaw Gomulka, secrétaire général du Parti communiste polonais a été emprisonné pour avoir « contesté la collectivisation de l'agriculture » et n'était pas d'accord avec l'excommunication de Tito. Boleslaw Bierut lui a succédé au poste de secrétaire général en novembre 1949. Gomulka fut exclu du parti communiste polonais, tenu sous surveillance en 1951 et libéré trois ans après son arrestation sans se faire remarquer. Il fut le seul survivant des procès entamés contre les secrétaires généraux des partis communistes.

Le procès Slansky en Tchécoslovaquie a commencé en novembre 1952. Les organisateurs soviétiques et tchécoslovaques ont appliqué le scénario du procès Rajk contre l'ancien secrétaire général. Ils se sont efforcés de prouver l'influence des services secrets américains dans la direction du Parti communiste, exercée par l'intermédiaire de Tito. L'accusation principale fut désormais le « sionisme » qui a servi à justifier le cours anti-israélien et pro-arabe pris par la politique soviétique. Les dirigeants soviétiques ont considéré que la politique israélienne était manipulée par le gouvernement américain sous l'influence de la très puissante communauté juive américaine. On a déclaré que le sionisme était le principal ennemi de la classe ouvrière internationale. Sur 14 accusés du procès, 11 étaient d'origine juive. L'épuration a été étendue à la Slovaquie, où on a emprisonné l'élite du Parti communiste, dont Clementis, ministre des Affaires étrangères et Gustav Husak, président du gouvernement régional slovaque. Lors du procès Slansky, 11 accusés furent condamnés à mort et exécutés et 3 condamnés à la perpétuité.

Dans le courant des insinuations antisémites, une centaine de Juifs accusés de sympathie pour Israël ont été arrêtés et exécutés en Union soviétique, contraints par les services secrets d'avouer des crimes inventés<sup>14</sup>. En janvier 1953, Staline a inventé le « complot des blouses blanches », médecins juifs accusés d'avoir tué Jdanov, le principal idéologue du Parti communiste soviétique.

En Roumanie, Anna Pauker, deuxième personnalité de la direction du Parti, d'origine juive, et Vasile Luca, furent victimes de l'épuration. Vasile Luca (László Lukács) ministre des Finances d'origine hongroise, Anna Pauker, ministre des Affaires étrangères, tout deux

<sup>11</sup> Gy. Gyarmati, « Egy hazugságtákolmány tündöklése és bukása. Rajk-Tito-perek Magyarországon, 1948-1956 » [L'ascension et la chute d'un mensonge. Des procès Rajk-Tito en Hongrie], *Rubicon*, n° 10 (2015), p. 46.

<sup>12</sup> B. Szász, *Minden kényszer nélkül* [Sans toute contrainte], Budapest, Európa Könyvkiadó, 1989.

<sup>13</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története*, op.cit., p. 204-205.

<sup>14</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 368.

membres du Bureau politique ont dû démissionner de leurs fonctions à l'été 1952. Ils étaient accusés de « contrarier la collectivisation et de défendre le système capitaliste »<sup>15</sup>. Les deux collaborateurs proches de Gheorghiu-Dej ont été condamnés à mort et exécutés. Dej a réussi à se débarrasser de ses rivaux et à devenir premier ministre, tout en gardant le poste de secrétaire général du Parti.

### 7. Les caractéristiques des procès

Au cours des procès, on assiste aux accusations de « trotskisme », de « titisme », de « collusion avec l'impérialisme » et de « nationalisme ». Les agents des services secrets soviétiques de Béria, sous la direction de Fiodor (Mihail Ilitch) Bielkin, ont joué un rôle direct dans la préparation des procès, ainsi que lors des interrogatoires et dans la rédaction des actes d'accusation. Au cours des interrogatoires, ils ont appliqué les mêmes méthodes qu'à l'époque des grandes purges stalinienne des années 1936/37. Les accusés ont été torturés et se trouvaient sous une pression physique et morale permanente, tout en étant victimes de chantages. Les grands procès politiques ont été accompagnés d'une campagne de discréditation impitoyable des accusés par la presse et par l'opinion publique. La méthode déterminante de la procédure de preuve fut la prise en considération l'aveu seul – arraché lors de l'interrogation sous pression physique ou morale – ce qui ne rendait pas nécessaire l'utilisation d'autres moyens de preuve. Conformément aux méthodes de Vychinski, procureur général de l'URSS, l'aveu fut considéré comme « la reine des preuves ». La présomption d'innocence n'existait pas, la base de l'accusation était la culpabilité. Les autorités communistes ont empêché par tous les moyens les avocats de faire leur travail, dont la plaidoirie limitait à demander un jugement clément de l'accusé.

Dans certains cas, on a fait croire aux accusés que s'ils passaient aux aveux, le tribunal aurait de l'indulgence pour leurs crimes. On suppose aussi que certaines victimes ont accepté de sacrifier leur propre vie, ce qu'ils jugeaient bénéfique pour l'avenir du monde communiste<sup>16</sup>. Les accusés étaient obligés de placer les intérêts de l'URSS et du mouvement communiste international au dessus de ceux de leur propre pays. Les purges sont considérées aussi comme des règlements de compte entre les groupes moscovites et nationaux des directions des partis communistes, où les moscovites ont remporté la victoire. L'historiographie récente remet en cause cette opposition. L'exemple de Slansky ou d'Anna Pauker prouvent plutôt le contraire, puisqu'appartenant à la faction moscovite de leur parti.

Selon l'appréciation de Fejtő, la soviétisation des partis communistes d'Europe centrale et orientale signifiait leur « dénationalisation », en les arrachant de leur environnement national. À l'exemple du PC soviétique, les chefs de fil de partis s'efforçaient de se débarrasser de leurs adversaires pour introduire le culte de la personnalité<sup>17</sup>.

Les épurations stalinienne ont touché 25 % des effectifs des partis de la région, tandis que des 2 500 000 membres des partis communistes en Europe centrale et orientale, entre 5 et 10 % a été arrêté<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története, op.cit.*, p. 216.

<sup>16</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours, op.cit.*, p. 158.

<sup>17</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története, op.cit.*, p. 186.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 189-190.

## II. La déstalinisation dans les pays d'Europe centrale et orientale

En Europe centrale et orientale, la déstalinisation a entraîné une remise en cause du modèle soviétique et la recherche de voies nationales vers le socialisme. Les relations avec la Yougoslavie ont été renouées dès 1953, reconnaissant les différentes formes de développement socialiste. Toutefois, la Yougoslavie a refusé d'adhérer à l'alliance militaire et politique du Pacte de Varsovie, signé par l'URSS le 14 mai 1955 en compagnie de sept démocraties populaires. Dans ces pays, les dirigeants communistes installés par Staline ne pouvaient pas faire la critique des méthodes staliniennes sans faire leur propre autocritique. En Tchécoslovaquie, Gottwald, décédé en 1953, est remplacé par Antonin Novotny à la direction du Parti, alors que les autres dirigeants ont conservé leur poste pour un certain temps encore. Le désaccord entre les dirigeants staliniens et les partisans de la libéralisation du régime a provoqué de graves troubles en 1956 en Pologne et en Hongrie, où les soulèvements populaires ont abouti à la chute des chefs de file de la faction stalinienne. La révolution hongroise d'octobre 1956 a donné un coup d'arrêt au développement de la tendance nationale du socialisme. La répression du « socialisme national » est alors devenue la tendance déterminante en RDA avec Ulbrich, en Tchécoslovaquie avec Novotny, en Bulgarie avec Jivkov, en Pologne avec Gomulka et en Hongrie avec János Kádár après 1956. Tito, de son côté, a proclamé la « voie yougoslave » du socialisme qui a suscité l'accusation du « communisme national et de révisionisme »<sup>19</sup>.

Les dirigeants chinois, toujours hostiles à la déstalinisation, ont soutenu les tendances néostaliniennes de l'Europe centrale et orientale. Après la rupture des relations sino-soviétiques au début des années 1960, Pékin a réussi à renforcer son influence en Europe. Les Albanais, qui eux aussi ont critiqué la déstalinisation, ont été exclus du bloc communiste et sont devenus les principaux alliés des Chinois en Europe. La Roumanie a maintenu son indépendance en s'opposant au projet de spécialisation des tâches au sein du Comecon, par peur de sombrer dans une situation inférieure dans cette coopération économique des pays communistes. Le successeur de Gheorghiu-Dej, Nicolae Ceaușescu a perpétué la voie nationale.

Après l'échec des réformes de Khrouchtchev, dans certains pays socialistes, comme en Tchécoslovaquie ou en Hongrie, on a tenté de faire prévaloir l'intérêt national que l'URSS a toléré, dans la mesure où il ne remettait pas en cause l'appartenance au Pacte de Varsovie ou les fondements de l'idéologie marxiste-léniniste. L'expérience du « socialisme à visage humain » en 1968 en Tchécoslovaquie est réprimée, en référence à la priorité de l'internationalisme des pays socialistes, alors que la Hongrie de Kádár a réussi à maintenir l'image de « la baraque la plus gaie du monde communiste ». Grâce à l'amélioration du niveau de vie, on a procédé à une certaine libéralisation de la vie publique sur la base d'un consensus minimum entre la société et le régime. Moyennant une fidélité au Pacte de Varsovie et un maintien du monopole du pouvoir du Parti communiste, la Hongrie a été considérée comme le pays le plus libéral du monde communiste.

<sup>19</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 389.



# *Nouveau départ ou fin d'une histoire ? L'Université de Szeged au sortir de la Seconde Guerre mondiale*

GEZA SZASZ  
UNIVERSITE DE SZEGED

## **Introduction**

Lorsque l'on se penche sur les aspects historiques de l'identité de l'Université de Szeged d'aujourd'hui, on constate en peu de temps que la mémoire institutionnelle retient et cite régulièrement trois dates-événements : les années 1580-1581, soit la fondation d'un collège ou académie des Jésuites à Kolozsvár (aujourd'hui Cluj-Napoca en Roumanie), ville protestante, par le catholique István Báthory, prince de Transylvanie et roi de Pologne<sup>1</sup>; 1921, le transfert ou l'installation, voire même l'implantation à Szeged de l'Université François-Joseph de Cluj fondée en 1872<sup>2</sup>; et 2000, année de l'intégration des établissements d'enseignement supérieur dans la région de Szeged et de Hódmezővásárhely, créant ainsi une Université de Szeged, marque déposée dans le monde du supérieur<sup>3</sup>.

Au vu de cette approche, on croirait à une longévité institutionnelle sans encombres ni dangers, où une tradition séculaire légitimant le présent présiderait au train-train quotidien de l'Université, celle-ci œuvrant dans une ambiance de tranquillité enviable. Or, si certains éléments – et surtout une inscription précoce dans la durée – ne sont pas encore pleinement étayés par des preuves directes, le destin de l'Université a été à plusieurs reprises ébranlé, bouleversé, voire entièrement refondu au cours du dernier siècle. L'objectif de cet article consiste à mettre la lumière sur des changements institutionnels ou d'orientation survenus pendant les années 1940, et inséparables, d'une manière ou d'une autre, des événements de la Seconde Guerre mondiale et de l'immédiat d'après-guerre. Sans nourrir l'ambition d'écrire ou de réécrire l'histoire de l'Université, la présente étude explore une période qui

---

<sup>1</sup> Sur cette première fondation, voir L. Szögi – J. Varga, *A Szegedi Tudományegyetem és elődei története I : A Báthory-egyetemtől a Kolozsvári Tudományegyetemig, 1581-1872* [Histoire de l'Université de Szeged et de ses prédécesseurs I : De l'Université Báthory à l'Université de Kolozsvár], Szeged, Szegedi Tudományegyetem, 2011, p. 277-289.

<sup>2</sup> Sur l'histoire de l'Université François-Joseph de Cluj et son transfert à Szeged, voir L. Marjanucz – T. Antal – T. Vajda (dir.), *A Szegedi Tudományegyetem és elődei története II : A kolozsvári egyetem története az alapítástól az újrakezdetig, 1872-1921* [Histoire de l'Université de Szeged et de ses prédécesseurs II : Histoire de l'Université de Kolozsvár, de sa fondation à son renouveau], Szeged, Szegedi Tudományegyetem, 2022. Texte de la loi créant l'Université François-Joseph : Szögi – Varga, *A Szegedi Tudományegyetem...*, *op.cit.*, p. 355-356.

<sup>3</sup> Cf. I. Újszászi, *A szegedi felsőoktatás integrációjának története (1581-2010) : Ahogy a rektorok, főigazgatók látják* [Histoire de l'intégration de l'enseignement supérieur de Szeged (1581-2010) : vue par les présidents et les directeurs généraux], Szeged, Szegedi Tudományegyetem, 2010, surtout p. 9-10, 13-14 et 22-23.

n'est certes pas occultée, mais dont l'existence semble un peu oubliée. Pourtant, si l'on souhaite désigner une époque au cours de laquelle le destin de l'Université fut le plus étroitement lié à la grande politique, celle ici étudiée en constitue sans doute le meilleur exemple. Nous tâcherons de démontrer l'impact des événements historiques sur le sort de l'Université, en étudiant les changements structurels, politiques, personnels et même symboliques comme ceux du nom de l'établissement. Nous examinerons de plus près l'évolution du Département d'études françaises, notre lieu de travail, une des rares unités d'enseignement et de recherche ayant pu maintenir une continuité entre 1921, début de l'Université à Szeged, et 1948, année de la soviétisation de l'enseignement supérieur et de l'interdiction des langues occidentales dans les universités de province.

### **Le tournant de 1940**

Pour mieux éclairer le contexte de l'existence de l'Université à Szeged pendant les années 1920, 1930 et 1940<sup>4</sup>, il convient en premier lieu de rappeler que la révision des traités de paix signés à l'issue de la Première Guerre mondiale était un objectif consensuel pour l'écrasante majorité de la classe politique et des intellectuels hongrois. Dans cette logique, les modifications territoriales en Europe centrale, imposées par la Conférence de paix ont été considérées comme provisoires, sentiment qui imprégna très profondément les esprits. Ainsi, il est aisé de comprendre pourquoi en 1940 le retour de la moitié septentrionale de la Transylvanie (avec la ville de Cluj), consécutif au Deuxième arbitrage de Vienne du 30 août, a provoqué de nombreux départs et même une refonte institutionnelle à Szeged. Beaucoup de professeurs, dont certains avaient été nommés avant 1918, ont pris la route de Cluj, pensant intégrer ou réintégrer leur véritable établissement de rattachement et renouer avec la tradition légale<sup>5</sup>. Si seule la Faculté de Droit a cessé d'exister à Szeged, les pertes d'effectifs dans le corps professoral, conjuguées à celles affectant le nombre d'étudiants depuis la crise économique, ont exigé une solution. De même, la ville de Szeged ne pouvant plus rester sans université, le législateur ainsi que le pouvoir exécutif devaient remédier à la situation. Ainsi fut créée, par la loi XXVIII de 1940<sup>6</sup>, l'Université Miklós Horthy, portant le nom du gouverneur ou régent de Hongrie, tandis que la même loi a entériné le retour de l'Université François-Joseph à Cluj.

Notons ici que même si on était en pleine guerre, la Hongrie n'était pas encore partie belligérante, alors que le régime de Horthy atteignait l'apogée de sa popularité. Sans conflit militaire, grâce à ses liens avec l'Italie de Mussolini, puis à son ralliement d'abord à la politique de l'Allemagne nazie et ensuite à l'Axe, le pays semblait, au premier abord, avoir tout obtenu sans contrepartie. Or, si la prétendue glorieuse « croissance territoriale » – qui n'avait d'ailleurs rien de glorieux – a pu en aveugler plus d'un, nous savons aujourd'hui que la facture fut des plus lourdes : lois antijuives, trahison d'État, engagement dans la guerre, occupation allemande, collaboration honteuse, déportations, destructions humaines et matérielles<sup>7</sup>.

<sup>4</sup> Pour l'histoire de l'Université à Szeged entre les deux guerres, voir avant tout T. Szabó, « Tudománygyetem » [Université], in L. Serfőző (dir.), *Szeged története 4 : 1919-1944*, Szeged, Somogyi Könyvtár, 1994, p. 578-588.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 581.

<sup>6</sup> Nous donnons la traduction intégrale du texte de la loi en annexe à cet article.

<sup>7</sup> Cf. M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 363-377.

Cette nouvelle Université qui, au sens juridique du terme, était la première de Szeged, a dû faire face à de nombreux défis dont certains ont été mentionnés ci-dessus : départ des professeurs, perte d'étudiants, affaiblissement structurel. Pour y répondre, le pouvoir exécutif a pris des décisions que l'on peut expliquer par la situation exceptionnelle : on a puisé dans un vivier inespéré qu'était l'Université Erzsébet de Pécs. Cette dernière, considérée comme l'ayant-droit de l'Université de Pozsony (aujourd'hui Bratislava, capitale de la Slovaquie), rapatriée après la Grande Guerre au même titre que l'Université de Cluj, a vu la fermeture de sa faculté des Lettres, dont les effectifs devaient compléter ceux de Szeged, ce qui était au demeurant justifiable, la guerre durant déjà depuis un an<sup>8</sup>. Une migration des professeurs assez particulière a donc eu lieu, mais ils étaient assurés de trouver des chaires à occuper, sans aucune concurrence. La date à retenir est celle du 19 octobre 1940, soit la promulgation et l'entrée en vigueur de la loi XXVIII. Si les anciens enseignants de Pécs commençaient à arriver dès l'été, ce fut le jour où l'emploi à Szeged des professeurs partis ou en partance pour Cluj a pris officiellement fin et que l'Université François-Joseph a définitivement cessé d'exister à Szeged. Elle est suivie de près par la fondation de l'Université Miklós Horthy, devenue effective le 25 du même mois<sup>9</sup>. Petite note, qui ne change pas l'essentiel : le premier président de l'Université Horthy fut le prix Nobel Albert Szent-Györgyi, connu pour son engagement humaniste et sa volonté de rajeunir et de moderniser l'institution qui devint plus tard un opposant farouche à la collaboration avec les nazis<sup>10</sup>.

De manière un peu paradoxale, pendant la majeure partie du conflit mondial, et même après l'entrée en guerre de la Hongrie le 26 juin 1941, actée par une déclaration de guerre à l'Union soviétique, l'enseignement à l'Université Horthy a pu se maintenir<sup>11</sup>. Quelle peut-être la raison de ce « merveilleux répit » ? Si Szeged se trouve aujourd'hui pratiquement sur les frontières roumaine et serbe, l'avancement du front vers et dans le Bassin des Carpates était tel que le sud-est de la Hongrie actuelle ne fut pas sous pression avant fin septembre 1944. (On observe la même continuité dans le monde du football, la Hongrie étant pratiquement le seul pays à organiser encore des matches et avoir un championnat professionnel de première division, même en 1944<sup>12</sup>).

<sup>8</sup> Cf. les articles 3 et 6 de la loi XXVIII de 1940, en annexe.

<sup>9</sup> L'enseignement y commença le 12 novembre 1940. Cf. Szabó, *Tudományegyetem, op.cit.*, p. 581. Pour un précis de l'histoire de l'Université Miklós Horthy, voir E. Minker, « A Horthy Miklós Tudományegyetem » [L'Université Miklós Horthy], in B. Rácz – I. Békési – E. Minker – I. Molnár – L. Szentirmai (dir.), *Szegedi Tudományegyetem : 85 éves a szegedi felsőoktatás*, Szeged, Szegedi Tudományegyetem, 2006, p. 15-16.

<sup>10</sup> Sur la carrière d'Albert Szent-Györgyi et sa participation – très active – à l'opposition à l'alignement sur l'Allemagne et, plus tard, à la résistance civile, voir N. Székér, « Szent-Györgyi Albert », in : Á. Bartha – R. Kiss – N. Székér (dir.), *Ellenállók 1944-45*, Budapest, Nemzeti Emlékezet Bizottsága, 2025, 441-443.

<sup>11</sup> Molnár, *Histoire de la Hongrie, op.cit.*, p. 366.

<sup>12</sup> Ironie du destin, le champion, avec une avance de treize points, de la première division hongroise fut le club de Nagyvárad (Oradea, en Roumanie), dont l'entrée en lice était justement une des conséquences du Deuxième arbitrage de Vienne. Sur l'organisation de la compétition et l'intégration des clubs situés dans les zones faisant objet du Deuxième arbitrage de Vienne, voir T. Dénes – M. Sándor – É. B. Bába, *A magyar labdarúgás története II : Profikorszak vb-ezüsttel (1926-1944)* [Histoire du football hongrois II : l'ère professionnelle couronnée par une médaille d'argent à la Coupe du monde],

### Les choix de 1944/45

Depuis le 2 juin 1944, les attaques répétées de la Royal Air Force – qui ont provoqué de sérieux dégâts matériels – ont rappelé aux habitants de la ville que nul n'était désormais à l'abri de la guerre. Toutefois, ce fut seulement à partir du 23 septembre et de l'entrée des troupes soviétiques et de leurs alliés sur le territoire actuel de la Hongrie que des mesures d'exception ont été prises à Szeged<sup>13</sup>. Ce jour-là, on est passé au ravitaillement de la population selon les normes de guerre et, signe de la détresse, on a aussi suspendu le sacro-saint championnat cantonal de football<sup>14</sup>. En même temps, on procédait aux préparatifs d'une éventuelle évacuation de la ville qui est devenue effective entre les 7 et 9 octobre. Les combats pour Szeged commencèrent le 6, alors que la ligne de la Tisza fut désignée par le haut commandement germano-hongrois comme zone stratégique de défense. Par conséquent, les unités allemandes et hongroises en retrait ont fait exploser toute infrastructure facilitant la traversée de la rivière. Ces opérations n'ont pas pour autant empêché que la ville soit exposée au feu de l'ennemi le 8 octobre<sup>15</sup>. Face à l'imminence des combats et l'évacuation de la ville étant ordonnée, une très grande majorité des professeurs titulaires – et probablement des étudiants – ont fui Szeged et le matériel précieux fut aussi emballé et expédié par voie ferroviaire vers les régions du nord-ouest<sup>16</sup>. Fort heureusement pour l'Université, la rame transportant le matériel n'a pas pu quitter le pays.

D'après le mathématicien – et ancien recteur – Béla Csákány, auteur d'un chapitre d'ouvrage sur l'histoire de l'Université entre 1944 et 1948, seulement six professeurs titulaires sont restés à Szeged (Kamilló Vidákovich, Béla Purjesz, István Egyed Hermann, János Mester, Lajos Bartucz, Frigyes Riesz)<sup>17</sup>. Au sein de ce noyau dur, les trois facultés, médecine, lettres et sciences, étaient représentées par deux personnes chacune. Les combats terminés le 11 octobre, et le président Jenő Koltay-Kastner encore introuvable<sup>18</sup>, ils se cons-

---

Pécs, Alexandra, 2016, p. 391-471. On notera aussi que le dernier match officiel de la sélection nationale a eu lieu le 7 novembre 1943.

<sup>13</sup> Au sujet des années 1939-1944 à Szeged, tels que les rapports de force politiques, les conditions de guerre, le mouvement ouvrier, l'opposition à la guerre, l'occupation allemande ou encore les bombardements, l'évacuation et les combats, voir F. Kanyó, « A második világháború éve » [Les années de la Seconde Guerre mondiale], in L. Serfőző (dir.), *Szeged története 4... op.cit.*, p. 473-532, 473-532.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 524.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 529.

<sup>16</sup> B. Csákány, « Tudomány és felsőoktatás » [Science et enseignement supérieur], in L. Blazovich (dir.), *Szeged története 5 : 1945-1990*, Szeged, Csongrád Megyei Levéltár, 2010, p. 354. Frigyes Riesz (1880-1956), nommé à Cluj professeur extraordinaire dès 1912 et titulaire en 1914, est venu à Szeged en 1920, et y est resté même après 1940. Reconnu par tous les régimes, ainsi que par la communauté internationale, il fut recteur de l'Université de Szeged en 1944/45. Il partira pour Budapest en 1946.

<sup>17</sup> Cf. *Ibid.*, p. 355.

<sup>18</sup> Jenő Koltay-Kastner, italieniste de renom, a été élu président pour l'année académique 1944/45 le 5 mai 1944, à l'unanimité des voix. Voir *Az Egyetemi Tanács 1944. május 5-i ülésének jegyzőkönyve* [Procès-verbal de la réunion du Conseil universitaire du 5 mai 1944], [https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED\\_SZTE\\_Tanacs\\_1943-1944/?pg=589&layout=s](https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED_SZTE_Tanacs_1943-1944/?pg=589&layout=s). Parti en octobre 1944, il ne revint selon toute vraisemblance à Szeged qu'en 1945. Une fois revenu, il fut chargé de la direction de plusieurs départements de la faculté des Lettres, mais ne reprit pas sa fonction de président. Selon le Bulletin de l'Université pour l'année académique 1944/45, il resta officiel-

tituaient en une sorte de directoire de l'Université, et l'un d'eux, Frigyes Riesz, mathématicien distingué de soixante-quatre ans, fit office de président par intérim, avant d'être élu au printemps 1945<sup>19</sup>. Signe de loyauté à l'institution et ses traditions, ils ont scrupuleusement observé les droits du président et du Conseil élus<sup>20</sup>. D'après le discours de Frigyes Riesz prononcé lors de la séance du 5 avril 1945 du Conseil de l'Université, « les professeurs restés à Szeged ont organisé huit réunions entre le jour de l'évacuation de la ville [le 8 octobre] et l'élection du nouveau Conseil [de l'Université] »<sup>21</sup>. Dès le 21 octobre, des appels aux étudiants ont été diffusés pour les faire revenir à l'Université. L'enseignement a formellement commencé le 1<sup>er</sup> novembre, mais avec seulement 190 étudiants présents sur les mille inscrits encore en septembre<sup>22</sup>.

D'après les témoignages, les efforts des professeurs étaient largement encouragés et même appuyés par le commandement militaire soviétique de la ville, seul véritable maître de la situation et des ressources, qui intervint même afin d'accélérer la reprise des cours<sup>23</sup>. Ce genre d'attitude, en contradiction profonde avec l'image généralement répandue d'un libérateur-occupant féroce, barbare, inculte, impitoyable et avide s'explique en partie par le fait que Szeged, grande ville plutôt épargnée, a non seulement fonctionné comme un important relais pour le ravitaillement des troupes, mais était aussi destinée à devenir un pôle du régime de transition ou même d'après-guerre. C'est d'ailleurs à Szeged que fut fondé le 2 décembre 1944, par les forces de gauche, le *Front d'indépendance nationale*, une sorte de

---

lement en fonction jusqu'au 28 mars 1945. Cf. *A Szegedi Tudományegyetem Évkönyve az 1944/45 tanévről* [Annuaire de l'Université de Szeged pour l'année universitaire 1944/45], Szeged, Szegedi Tudományegyetem, 1945, p. 8. [https://univ.bibl.u-szeged.hu/16290/1/evkonyv\\_1944\\_45.pdf](https://univ.bibl.u-szeged.hu/16290/1/evkonyv_1944_45.pdf). Dans son étude, Béla Csákány rapporte que le Gouvernement Provisoire, instance exécutive créée avant même la libération totale du territoire, a contraint Koltay-Kastner à démissionner et a appelé l'Université à élire un nouveau président. Csákány, *Tudomány és felsőoktatás, op.cit.*, p. 356.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 355. Le Bulletin pour l'année 1944/45 mentionne que la plupart des commissions universitaires étaient à l'arrêt depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944. Cf. *A Szegedi Tudományegyetem Évkönyve az 1944/45 tanévről, op.cit.*

<sup>20</sup> Csákány, *Tudomány és felsőoktatás, op.cit.*, 355.

<sup>21</sup> Procès-verbal de la séance du 5 avril 1945 du Conseil de l'Université. Les « journaux » (le mot est de Riesz) de ces réunions demeurant introuvables, le témoignage de Riesz en est la seule source. Le 5 avril 1945, ces journaux ont encore été « présentés » par le président, qui signalait que tous les « membres du Conseil et les professeurs ayant quitté Szeged [lors de l'évacuation], toute personne qui s'y intéressait pouvait les consulter librement dans [les locaux des de] l'office du président » (traduction de l'auteur). *Az Egyetemi Tanács 1945. április 5-i ülésének jegyzőkönyve, op.cit.* Nous remercions Ildikó Gausz, historienne et directrice générale adjointe, chargée des archives de la Bibliothèque et Archives Klebelsberg de l'Université de Szeged, pour l'aide fournie à nos recherches.

<sup>22</sup> Cf. Csákány, *Tudomány és felsőoktatás, op.cit.*, p. 355. Selon le Bulletin de l'Université pour l'année académique 1944/45, édité à l'automne 1945, le nombre d'étudiants, toutes formations confondues, s'élevait à 1 311, les étudiants en médecine constituant presque la moitié des effectifs, avec 558 inscrits. Cf. *A Szegedi Tudományegyetem Évkönyve az 1944/45 tanévről, op.cit.*

<sup>23</sup> J. Ruzsoly, « A szegedi tudományegyetem rövid története » [Brève histoire de l'Université de Szeged], in L. Szentirmai – K. Ráczné Mojzes (dir.), *A Szegedi Tudományegyetem múltja és jelene 1921-1998* [Le passé et le présent de l'Université de Szeged], Szeged, József Attila Tudományegyetem, 1999, p. 15.

« Front populaire », première organisation politique visant ouvertement à participer militairement à la guerre contre l'Allemagne nazie afin de laver l'affront de la collaboration<sup>24</sup>.

Si le retour du matériel emballé, et bloqué en gare de Sopron, tout près de la frontière autrichienne – et par conséquent du Troisième Reich – se fit attendre jusqu'au 10 septembre 1945, d'autres préoccupations, non moins importantes, ont exigé des décisions rapides et sans équivoque.

Une des premières devait porter sur le nom de l'université. Dès octobre 1944, il était évident que le nom de Miklós Horthy, symbole d'un régime de droite, reconnu responsable – sinon coupable – de la collaboration politico-militaire avec l'Allemagne nazie, devait être rayé. La dénomination « François-Joseph » n'était plus de mise pour des motifs indépendantistes – d'autant qu'elle appartenait à une autre université, qui n'était plus à Szeged. Affirmation d'une nouvelle identité, expression de la reconnaissance envers la ville, réalisme politique, l'université existant à Szeged est pour la première fois appelée « Université de Szeged ». Si cette nouvelle dénomination marquait plus une rupture avec le passé récent du pays que le refus de la continuité institutionnelle, et a pris du temps pour devenir officielle, la présence du nom de la ville symbolisait aussi une nette distinction avec l'Université de Cluj, indépendamment de sa destinée<sup>25</sup>. Et si beaucoup de professeurs partis pour Cluj en 1940, ainsi que l'ensemble de la faculté de Droit, sont revenus à Szeged au cours de l'année 1945, il n'était plus question d'une continuité transylvaine<sup>26</sup>. D'autant plus que les professeurs, tels que Károly Kogutowicz ou Ferenc Kulcsár, se sentant menacés pour leurs activités d'avant octobre 1944, ou s'étant ouvertement compromis avec le régime de Horthy, ont décidé de ne pas revenir à Szeged. En ce qui concerne Albert Szent-Györgyi, qui ne s'était nullement compromis, il se rendit d'abord à Budapest, puis face à la soviétisation de la recherche, et de l'ensemble du pays, émigra aux États-Unis.

La perte des professeurs a été remplacée par de nouvelles nominations pendant les années d'après-guerre. D'après le Bulletin de l'année académique 1947/48, la dernière avant la soviétisation, pas moins de cinquante-huit professeurs titulaires ou extraordinaires ont

<sup>24</sup> Sur la période de l'occupation soviétique (11 octobre 1944 – été 1945), voir Cs. Farkas, « A szovjet megszállástól a fordulat évéig » [De l'occupation soviétique à l'année du tournant], in L. Blazovich (dir.), *Szeged története 5...*, op.cit., p. 87-96.

<sup>25</sup> Le procès-verbal de la séance du 21 avril 1945 du Conseil de l'Université utilise encore la dénomination « Université Miklós Horthy ». *Az Egyetemi Tanács 1945. április 21-i ülésének jegyzőkönyve* [Procès-verbal de la réunion du Conseil universitaire du 21 avril 1945], voir [https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED\\_SZTE\\_Tanacsi\\_1944-1945/?pg=2&layout=s](https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED_SZTE_Tanacsi_1944-1945/?pg=2&layout=s). Les étudiants, réunis au sein de l'organisation éphémère MÁDISZ, font publier le 7 mai une proclamation dans le quotidien local *Délmagyarország* dans laquelle ils exigent, entre autres, le changement du nom de l'Université. Cf. Újszászi, *A szegedi felsőoktatás...*, op.cit., p. 15. La première proposition officielle date de quatre jours plus tard : lors de l'élaboration des nouveaux formulaires d'inscription, on prévoit l'enlèvement du nom de Miklós Horthy ainsi que de plusieurs rubriques devenues désuètes avec les changements politiques. Finalement, le nom de Miklós Horthy ne figure plus dans les procès-verbaux du Conseil de l'Université à partir du 7 juillet 1945 : ce jour, on utilise la formule « [procès-verbal] fait à Szeged, sur la VII<sup>e</sup> séance extraordinaire du Conseil de l'Université tenue le samedi 7 juillet de l'année 1945, à midi ». *Az Egyetemi Tanács 1945. július 7-i ülésének jegyzőkönyve* [Procès-verbal de la réunion du Conseil universitaire du 7 juillet 1945], voir [https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED\\_SZTE\\_Tanacsi\\_1944-1945/?pg=2&layout=s](https://library.hungaricana.hu/hu/view/SZEGED_SZTE_Tanacsi_1944-1945/?pg=2&layout=s).

<sup>26</sup> Cf. Ruzsoly, *A szegedi tudományegyetem rövid története*, op.cit., p. 15.

enseigné dans les quatre facultés, contre seulement trente-sept en 1940. La liste fait état d'une grande diversité de provenances, d'âges et d'engagements : des anciens, revenus de Cluj ou déjà établis sur place, se mêlèrent aux « transférés » de Pécs et aux « jeunes » représentant la nouvelle élite intellectuelle. À titre de curiosité, signalons que deux membres de la même dynastie de mathématiciens, les Szőkefalvi-Nagy, figurent parmi les professeurs : Gyula, le père, 60 ans, un ancien de Cluj d'avant 1918, était professeur titulaire ; Béla, le fils, âgé seulement de 34 ans et né à Cluj, a déjà été nommé professeur extraordinaire<sup>27</sup>.

Selon le même Bulletin, le nombre des étudiants est monté de 1 064 à 1 984. Ce chiffre paraît certes faible si on le compare aux effectifs actuels, il dépasse cependant, même si de peu, le record de l'année 1930/31, lorsque les effectifs culminèrent à 1 980 inscrits<sup>28</sup>. En ce sens, la nouvelle institution a trouvé son élan. Et si, à partir de 1948, les départs pour motifs idéologiques et les mesures stalinienne ont affaibli l'Université pour une décennie, la nostalgie de Cluj a progressivement disparu<sup>29</sup>. Les origines claudiopolitaines de l'Université – ou, entre 1951 et 1999, des Universités – de Szeged n'étaient pas entièrement oubliées ou ignorées<sup>30</sup>. Cependant, les différents cachets et marques d'inventaire des livres de la bibliothèque universitaire ou de celles des départements de spécialités restaient les signes les plus évidents de la complexité de l'histoire de l'établissement. Cette complexité n'est plus passée sous silence. Depuis les années 1990, la fondation en Transylvanie est ouvertement présente dans la tradition universitaire et les changements politiques aidant, les établissements de Cluj et de Szeged ont appris à coopérer dans un esprit de sérénité.

### **Le Département de français, illustration de l'histoire de l'Université au 20<sup>e</sup> siècle**

L'enseignement universitaire du français a débuté à l'Université François-Joseph de Cluj en 1892, vingt ans après sa fondation<sup>31</sup>. Par cela, le français est devenu la deuxième langue étrangère disposant d'un Département, avec un poste de professeur titulaire. La première place était alors occupée par l'allemand, qui, pour nombre d'étudiants et d'enseignants de l'époque, n'était pas vraiment une langue étrangère. Il n'est donc pas surprenant que le français figurait au rang des départements transférés à Szeged. Son prestige s'exprimait aussi par la nomination de Béla Zolnai au poste de professeur titulaire en 1925. Zolnai, éminent spécialiste, entre autres, de la stylistique, de la littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle ou du jansénisme, était une figure de proue de la vie intellectuelle de l'entre-deux guerres. Il entretenait une abondante correspondance avec des chercheurs occidentaux, donna des confé-

<sup>27</sup> Minker, *A Horthy Miklós Tudományegyetem*, op.cit., p. 17.

<sup>28</sup> Pour les chiffres des années 1920 et 1930, voir Szabó, *Tudományegyetem*, op.cit., p. 80.

<sup>29</sup> Minker, *A Horthy Miklós Tudományegyetem*, op.cit., p. 17-20.

<sup>30</sup> En 1951, le gouvernement stalinien a décidé de séparer la faculté de médecine et a créé une Université de Médecine, à laquelle vint s'ajouter une faculté de pharmacie et une faculté des métiers de la santé, alors que le reste conserva jusqu'en 1962 le nom Université de Szeged. Entre 1962 et 1999, l'université, composée des facultés de droit, de lettres et de sciences, portait le nom du grand poète Attila József, ancien étudiant, quoique exclu de l'université, pendant les années 1920. Voir Újszászi, *A szegedi felsőoktatás...*, op.cit., 26-27.

<sup>31</sup> Sur l'histoire du Département de français, des origines au tournant du millénaire, voir avant tout l'instructive synthèse d'Árpád Bernáth, « Modern Languages », in Szentirmai – Ráczné Mojzes (dir.), *A Szegedi Tudományegyetem múltja és jelene...*, op.cit., p. 157-163, passim.

rences en Europe et participa aux congrès scientifiques. Son élection à l'Académie des sciences accrut aussi la renommée du Département. Cet érudit, né à Székesfehérvár, à mi-chemin entre le lac Balaton et Budapest, et ayant fait ses études supérieures ainsi que ses débuts de carrière dans la capitale, n'était pas destiné à poursuivre son brillant parcours dans une autre ville de province. Pourtant, après le Deuxième arbitrage de Vienne, il partit pour Cluj à l'automne 1940, à l'instar d'Imre Várady, directeur du Département d'italien<sup>32</sup>.

Une remarque d'Anna Tüskés nous renseigne sur les motifs probables de cette décision qui exerça un impact majeur sur la vie de Zolnai. Il y a tout d'abord un élément du passé personnel, puisqu'il passa deux années de ses études secondaires en Transylvanie. Ce contact, pris lors de l'âge sensible de l'adolescence, devait rester un souvenir positif. Il publia aussi un article très engagé sur la Transylvanie en 1931, alors qu'il occupait la fonction de doyen de la faculté des Lettres de Szeged. Quatre années plus tard, il relata dans son journal un troisième motif : il aurait été incité au départ par deux « anciens » de Cluj, le philosophe György Málnási-Bartók, également professeur titulaire et le juriste István Csekey, titulaire au département de sciences politiques de la faculté de Droit<sup>33</sup>. Souvenir de jeunesse, esprit du temps et incitation amicale semblent avoir agi de concert.

Comme la suite des événements de la vie de Zolnai est présentée dans l'article d'Anna Tüskés<sup>34</sup>, nous revenons au Département de français de Szeged. Que devint-il après le départ de Zolnai ? En fait, une recette déjà employée fut de nouveau utilisée : à la place de Zolnai, on nomma le professeur Géza Birkás, âgé de soixante ans, fraîchement arrivé de Pécs, où la faculté des lettres venait de fermer. Nouveau professeur titulaire, Birkás dirigea le département jusqu'à sa fermeture dans le cadre de la soviétisation et mourut quelques années plus tard<sup>35</sup>. Zolnai, lui, ne revint plus à Szeged. D'abord partagé entre Cluj et Budapest, il se fixa finalement dans la capitale hongroise. Lorsque le français reprit à Szeged à la rentrée de 1957, il ne fut plus question de renouer les contacts. Mais c'est déjà une autre histoire.

## Conclusion

Si le titre de notre étude devait d'abord revêtir une signification symbolique, on se rend aisément compte que le destin des universités de Szeged et les choix faits à divers moments illustrent à merveille la complexité de la situation en Europe Centrale pendant et après la Seconde Guerre mondiale. À eux seuls, les noms successifs des établissements d'enseignement supérieur de Szeged en disent long sur les défis et avatars de la Hongrie entre les années 1910 et 1940. Tout changement de la donne politique s'y reflète : refus des « frontières de Trianon », retour des territoires après le Deuxième arbitrage de Vienne, popularité du régime de Horthy, libération-occupation soviétique et éphémère espoir d'un avenir meilleur. À côté du courage personnel, on remarque aussi un très fort engagement des ensei-

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 157-158.

<sup>33</sup> La note de Zolnai date du 12 août 1944. Courriel d'Anna Tüskés du 20 mai 2025. Je remercie Madame Tüskés pour ces précieux détails.

<sup>34</sup> Voir A. Tüskés, *Le sort de la Transylvanie du Nord et de l'Université hongroise de Cluj-Napoca après la Seconde Guerre mondiale à la lumière du journal de Béla Zolnai*, dans le présent volume.

<sup>35</sup> Sur les parcours de Béla Zolnai et de Géza Birkás, voir L. Szentirmai – É. Iványi Szabó – K. Ráczné Mojzes (dir.), *Szegedi Egyetemi Almanach* [Almanach de l'université de Szeged], Szeged, József Attila Tudományegyetem, 1996, p. 96 (Birkás) et 227 (Zolnai).

gnants-chercheurs les plus distingués, les « six » faisaient incontestablement partie de la fine fleur de l'*intelligentsia* hongroise, pour la continuité institutionnelle et le retour à la normale à Szeged, et nulle part ailleurs, quitte à coopérer avec l'ancien ennemi soviétique. La volonté de maintenir l'Université à Szeged, encouragée par les autorités, fut finalement porteuse d'un double message. D'une part, dès octobre 1944 on reconnaissait la défaite hongroise, et de l'autre, réalités politiques et militaires aidant, on sanctionnait une distinction nette avec l'Université de Cluj.

L'exemple du Département d'études françaises nous montre combien la grande politique peut se décliner au niveau d'une unité d'enseignement et de recherche universitaire. Les parcours de Béla Zolnai et de Géza Birkás tiennent grandement des changements territoriaux et politiques survenus en si peu d'années, tandis que l'existence même du Département fut tributaire des décisions prises ailleurs.

### Annexe

#### Loi XXVIII de 1940 portant sur la réorganisation de l'Université royale hongroise François-Joseph et la création de l'Université royale hongroise Miklós Horthy<sup>36</sup>

L'Assemblée nationale hongroise, à l'occasion solennelle du retour de la ville libre royale de Cluj, avec les parties d'Est de la Transylvanie, à la Sainte Couronne Hongroise, remémorant les mérites de l'Université royale hongroise François-Joseph au service de la culture hongroise, et l'amour avec lequel le public de la ville libre royale de Szeged a accueilli entre ses murs cette université privée en son siège et a assuré son fonctionnement pendant vingt ans, au prix de beaucoup de sacrifice, et désireuse d'exprimer, à cette occasion, la fidélité, le dévouement et la gratitude de la nation hongroise à Monsieur le preux Miklós Horthy de Nagybánya, Gouverneur de la Hongrie, dispose comme suit<sup>37</sup>:

Art. 1. (1) l'Université royale hongroise François-Joseph, créée à Cluj par la loi XIX de 1872 et temporairement établie à Szeged par la loi XXV de 1921, reprend son fonctionnement à partir de l'année académique 1940/41 à Cluj, lieu de sa fondation.

<sup>36</sup> Source du texte : 1940. évi XXVIII. törvénycikk a Magyar Királyi Ferenc József Tudományegyetem újjászervezéséről és a Magyar Királyi Horthy Miklós Tudományegyetem felállításáról [Loi n° XXVIII de 1940 relative à la réorganisation de l'Université royale hongroise François-Joseph et à la création de l'Université royale hongroise Miklós Horthy], <https://net.jogtar.hu/ezer-ev-torveny?docid=94000028.TV&searchUrl=/ezer-ev-torvenyei%3Fpagenum%3D42>.

<sup>37</sup> Littéralement « preux », le terme hongois *vitéz* désignait les membres de l'ordre de ceux qui ont été « anoblis » après 1920 pour des services pendant la guerre. (Il s'agit, selon l'historien Miklós Molnár, d'« anciens sous-officiers décorés des hautes distinctions de guerre. ») L'ordre des *vitéz* fut présidé par Horthy même. De ce fait, son appellation officielle commençait par « vitéz ». Suite au détronement des Habsbourg, et par conséquent, à la fin des anoblissements royaux, l'ordre des *vitéz* était censé devenir une nouvelle classe de distingués, soutien de Horthy et rapprochant celui-ci du statut de *régent*. Si certaines mesures les favorisant, comme la distribution de lopins de terre ou la reconnaissance du droit au duel, ont été destinées à faire d'eux un soutien infaillible au régime, ils ne pouvaient pas constituer une véritable nouvelle élite dans un contexte de diversité sociale de plus en plus accrue en Hongrie. Cf. Molnár, *Histoire de la Hongrie, op.cit.*, p. 344.

(2) Outre les quatre Facultés stipulées dans la loi XIX de 1872, une faculté d'Économie doit être organisée à l'Université royale hongroise François-Joseph.

Art. 2. (1) On doit créer à Szeged une Université portant le nom de Monsieur le preux Miklós Horthy de Nagybánya, Gouverneur de la Hongrie.

(2) L'Université royale hongroise Miklós Horthy se répartit entre les Facultés de

1. Droit et sciences de l'État

2. Médecine

3. Sciences humaines, langues et histoire

4. Mathématiques et sciences naturelles.

(3) À l'Université royale hongroise Miklós Horthy, on doit subvenir à l'organisation de la formation des professeurs pour l'enseignement secondaire et des pharmaciens.

Art. 3. (1) On doit suspendre temporairement, à partir de l'année académique 1940/41, et jusqu'à nouvelle disposition légale, le fonctionnement des chaires des sciences naturelles et des mathématiques à la Faculté de Sciences humaines, langues et histoire de l'Université royale hongroise István Tisza, ainsi que le fonctionnement de la faculté des Lettres de l'Université royale hongroise Erzsébet<sup>38</sup>, et de la faculté de Droit et sciences de l'État de l'Université royale hongroise Miklós Horthy.

(2) À l'Université royale hongroise István Tisza, on devra subvenir à la formation des professeurs pour l'enseignement secondaire, dans toutes les spécialités scientifiques.

(3) Aux académies de droit, à partir de l'année académique 1941/42, il n'est autorisé que le maintien de deux années. L'organisation des études aux académies de droit est identique à celle des première et deuxième années des facultés de Droit et des sciences de l'État des Universités. Aux académies de droit, seuls les deux premiers brevets pourront être passés. Les étudiants des académies ayant passé avec succès le deuxième brevet pourront continuer leurs études aux facultés de Droit et des sciences de l'État des Universités.

Art. 4. Les règlements intérieurs de l'Université royale hongroise François-Joseph et de l'Université royale hongroise Miklós Horthy seront définis par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, qui les soumettra au Gouverneur pour approbation.

Art. 5. La nomination des professeurs des Universités titulaires et extraordinaires, ainsi que des directeurs des bibliothèques universitaires, sera proposée au Gouverneur par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique – avec le maintien de la pratique traditionnelle de l'invitation ou de la triple nomination – après avis du Conseil de l'Université.

Art. 6. (1) Lors de l'organisation ou de la réorganisation, les professeurs des Universités titulaires et extraordinaires ainsi que les directeurs des bibliothèques universitaires des Universités concernées par les dispositions des Articles 1-3 seront initialement nommés, employés, mutés ou confirmés à leurs postes par le Gouverneur, sur proposition du ministre des Cultes et de l'Instruction publique, alors que les membres du personnel scientifique, les officiers et autres employés par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique.

(2) Lors de l'organisation ou de la réorganisation, les professeurs, officiers et autres employés de ces Universités pourront être nommés ou soumis aux traitements réglementaires dans d'autres domaines du service public. Le professeur d'Université refusant le poste proposé doit être soumis au traitement réglementaire.

<sup>38</sup> Noms respectifs des universités de Debrecen et de Pécs avant 1945.

---

Art. 7. Pour la direction et la gestion des travaux d'organisation stipulés dans la présente loi, un commissaire ministériel pourra être nommé par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique. Le commissaire ministériel préside les instances d'autogestion de l'Université royale hongroise François-Joseph, de l'Université royale hongroise István Tisza, de l'Université royale hongroise Erzsébet et de l'Université royale hongroise Miklós Horthy, et en définit aussi l'ordre du jour.

Art. 8. Le ministre des Cultes et de l'Instruction publique reçoit l'autorisation de stipuler, par décret, les dispositions transitoires nécessaires au rétablissement à Cluj de l'Université royale hongroise François-Joseph, à la création de l'Université royale hongroise Miklós Horthy, ainsi qu'aux réorganisations définies par la présente loi.

Art. 9. Le ministère royal hongrois reçoit l'autorisation d'annuler, par voie de décret, l'attribution des parts de droits de scolarité aux professeurs des Universités titulaires et extraordinaires, et de la remplacer par la création d'un supplément pour les professeurs des Universités titulaires et extraordinaires.

Art. 10. Les professeurs des Universités titulaires et extraordinaires sont obligés de résider dans la commune servant de siège à l'Université. Cependant, le ministre des Cultes et de l'Instruction publique peut autoriser le professeur des Universités à résider, pour une durée déterminée, dans une commune située dans la plus étroite proximité du siège de l'université.

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le jour sa promulgation<sup>39</sup>; son exécution incombe au ministre des Cultes et de l'Instruction publique.

---

<sup>39</sup> Le 19 octobre 1940.



# *À la frontière de la survie et de l'extinction – le destin de la Transylvanie du Nord et de l'Université hongroise de Cluj à la lumière du journal de Béla Zolnai (1944-1947)*

ANNA TŪSKES  
UNIVERSITE DE PECS

## **Résumé**

L'objectif de l'étude est de présenter la situation de l'Université François-Joseph de Cluj, et plus largement de la Transylvanie du Nord, entre 1944 et 1947 à travers une source contemporaine exceptionnelle. Le journal de Béla Zolnai (1890-1969), historien de la littérature, professeur à l'Université de Szeged entre 1925 et 1940 et à Cluj à partir de l'automne 1940, met en lumière les dilemmes des intellectuels restés dans le pays pendant les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, les stratégies de pouvoir de l'État roumain, et l'érosion progressive de l'autonomie culturelle hongroise. L'analyse décrit comment l'Université François-Joseph – et plus tard l'Université Bolyai – sont devenues un outil dans le jeu de grandes puissances, et comment l'idée – encore vivante pendant la guerre – d'une université hongroise indépendante en Transylvanie, s'est évanouie.

**Mots-clés :** Zolnai (Béla), journal, Cluj, Transylvanie, université

## **Abstract**

The aim of this study is to present the situation of Franz Josef University in Cluj, and more broadly of Northern Transylvania, between 1944 and 1947 through an exceptional contemporary source. The diary of Béla Zolnai (1890-1969), a literary historian and professor at the University of Szeged between 1925 and 1940 and in Cluj from the autumn of 1940, sheds light on the dilemmas of intellectuals who remained in the country during the final months of World War II, the power strategies of the Romanian state, and the gradual erosion of Hungarian cultural autonomy. The analysis describes how Franz Josef University – and later Bolyai University – became a tool in the game of great powers, and how the idea – still alive during the war – of an independent Hungarian university in Transylvania faded.

**Keywords:** Zolnai (Béla), journal, Cluj, Transylvania, university

La dernière année de la Seconde Guerre mondiale a apporté des changements dramatiques dans l'histoire de la communauté hongroise de Transylvanie. Cluj, en tant que centre de la Transylvanie du Nord, a joué un rôle clé en termes d'affiliation territoriale et de survie culturelle. Une source précieuse sur cette période critique est le journal tenu entre le 8 mars 1944 et le 24 février 1948 par Béla Zolnai, historien littéraire et professeur à l'Université François-Joseph. Ce journal, conservé parmi son héritage au département des manuscrits de la bibliothèque de l'Académie hongroise des sciences, n'est devenu consultable qu'en 2019,

cinquante ans après sa mort<sup>1</sup>. En tant que témoignage contemporain, il offre un éclairage singulier sur le panorama historique et intellectuel d'une époque marquée à la fois par la fin de la guerre et par les recompositions politiques et culturelles qui ont suivi.

À travers ses réflexions, Zolnai exprime non seulement ses préoccupations face au destin de l'université et de la culture hongroises en Transylvanie, mais aussi ses espoirs de dialogue et de coexistence entre communautés. Cette subjectivité d'intellectuel engagé révèle un paradoxe : tandis que l'université hongroise de Cluj se voulait un sanctuaire de l'esprit et de la tolérance, elle est progressivement devenue un instrument dans les stratégies de pouvoir du nouvel État roumain. Ce contraste entre idéal et réalité invite à dépasser la simple description des faits pour poser une question centrale : comment une institution culturelle peut-elle, dans le contexte troublé de 1944-1947, à la fois incarner la continuité d'une identité nationale et se transformer en terrain de luttes politiques, et que nous apprend le regard de Zolnai sur cette tension entre survie et extinction ?

L'un des thèmes importants de la vie de Zolnai est le sort et les difficultés de la culture hongroise en Transylvanie, comme en témoigne son article extrêmement nuancé et passionné intitulé *Le Monologue de la Transylvanie*, publié en 1930, dans lequel il réfléchit sur la relation entre la Transylvanie et le centre intellectuel hongrois, Budapest<sup>2</sup>. Il utilise des outils à la fois émotionnels et rationnels pour présenter le rôle culturel et historique de la Transylvanie, son isolement et les conséquences de la centralisation. Pour Zolnai, la Transylvanie n'est pas seulement une région géographique, mais l'épicentre émotionnel de l'identité nationale hongroise. Il l'écrit d'une manière presque mythique : « La Transylvanie est toujours notre lointaine contrée féerique, le berceau du peuple hongrois, une terre historique de secrets... un symbole de gloire antique... » Cette rhétorique – les images de « pays des fées », de « citadelle », de « volcan endormi » – montre nettement que Zolnai ressent un lien émotionnel profond avec la Transylvanie, même s'il critique son isolement. Sa principale affirmation est que la Transylvanie a été contrainte à un monologue culturel, ce qui signifie qu'elle ne fait pas partie du discours national, car Budapest centralise la vie intellectuelle. Il illustre cela par des exemples : les talents des mathématiciens Bolyai père et fils, du linguiste, philosophe et naturaliste Sámuel Brassai, de l'historien de la littérature Hugó Meltzl et du philosophe Károly Böhm, n'ont pas pu se développer localement parce qu'ils n'ont pas reçu d'attention au niveau national, et le centre budapestois s'est abstenu de reconnaître les érudits transylvaniens. Les revues transylvaniennes, comme le *Erdélyi Múzeum* [Musée de Transylvanie], n'ont conservé qu'une importance locale et ne sont pas devenues des ateliers intellectuels nationaux. Zolnai ne blâme pas explicitement Budapest ou la Transylvanie, mais attire l'attention sur les conséquences néfastes de la centralisation. À la fin de l'article, Zolnai se montre optimiste quant à l'avenir car, selon lui, une saine décentralisation a commencé dans les années 1920 : « Il n'est plus possible de monologuer : trois personnes répondent à une seule voix... » Il mentionne que les écrivains de Budapest

<sup>1</sup> La recherche a été soutenue par la bourse de recherche János Bolyai (BO/00392/24) de l'Académie hongroise des sciences. B. Zolnai, *Napló 1944. március 8. - 1945. május 8.* [Journal du 8 mars 1944 au 8 mai 1945], éd. par A. Tüskés, notes par I. Gausz et A. Tüskés, Budapest, ELTE HTK Irodalomtudományi Intézet – MTA KIK, 2025 ; B. Zolnai, *Napló 1945. május 9. - 1948. február 24.* [Journal du 9 mai 1945 au 24 février 1948], éd. par A. Tüskés, notes par Cs. Aradi et A. Tüskés, Budapest, ELTE HTK Irodalomtudományi Intézet – MTA KIK, 2026 (sous publication).

<sup>2</sup> B. Zolnai, « Erdélyi monológia », *Budapesti Hírlap*, 50/159 (16 juillet 1930), p. 5.

publient dans les journaux provinciaux, que les initiatives littéraires originaires de Transylvanie reçoivent une réponse nationale et que la « province » – y compris la Transylvanie – commence à façonner l'image intellectuelle du pays.

Son étude de 1941 intitulée « L'Université de Transylvanie » est une sorte de prise de position passionnée, historique et intellectuelle pour l'Université de Cluj, avec laquelle il entretient une relation étroite et engagée<sup>3</sup>. Il présente le passé universitaire de la Transylvanie non seulement comme une série d'événements historiques, mais aussi comme une continuité intellectuelle et culturelle : de la fondation jésuite en 1581 à l'Université François-Joseph (1872) et son exil (1919), puis à son fonctionnement à Szeged et son retour en 1940, il esquisse un arc spirituel et scientifique ininterrompu<sup>4</sup>. Le fonctionnement de l'Université de Cluj, qui préserve et porte l'esprit hongrois, est déterminé par les spécificités transylvaines, parmi lesquelles se distinguent : le pluralisme religieux et ethnique, qui a rendu l'université particulièrement sensible à la coexistence et au dialogue culturel, ainsi que le puritanisme transylvain et le sens de la mission, qui diffèrent de la « vision du monde » de l'Université de Budapest. L'Université transylvaine n'est donc pas seulement un phénomène hongrois, mais un phénomène spécifiquement transylvain, nourri d'un sentiment plus profond d'appartenance hongroise, d'une sorte de responsabilité morale intérieure et d'euro-péanité. Il écrit avec douleur et colère sur l'occupation de 1919, le transfert de l'Université à Szeged et la période qui a suivi. Il critique notamment l'appropriation des valeurs universitaires (instituts, traditions, culture) par la nouvelle direction roumaine, la déformation de la recherche hongroise à des fins de propagande, ainsi que celle de la science à des fins chauvines. Aux yeux de Zolnai, ces moments ne sont pas seulement des griefs institutionnels mais aussi nationaux, qui violent le caractère sacré de la science. Il parle avec beaucoup d'émotion de la période de Szeged, qu'il appelle le deuxième âge d'or : une période miraculeuse de renaissance intellectuelle et infrastructurelle et d'essor des relations internationales, citant comme exemples le lauréat du prix Nobel Albert Szent-Györgyi et les publications *Acta*. Le retour à Cluj en 1940 n'était pas seulement un retour physique, mais une sorte de conquête spirituelle. Dans le même temps, Zolnai voit avec réalisme l'université revenir dans un nouvel environnement, où la culture orthodoxe a gagné une place significative, mais il est convaincu que l'esprit, la langue et la culture hongroises pourront retrouver la place qui leur revient. À la fin de l'étude, Zolnai exprime son espoir d'un avenir plus tolérant et coopératif : il croit à la tâche d'éduquer la nouvelle nation, que l'université doit entreprendre ; il espère la coopération pacifique des trois nations transylvaines (hongroise, roumaine, saxonne), et il souhaite voir l'Université de Transylvanie comme un sanctuaire commun de l'érudition nationale et européenne.

### **Le dilemme du maintien : moralité individuelle et responsabilité nationale**

Le journal de Zolnai est un exemple de mémoire subjective, qui fournit en même temps une image étonnamment précise d'une période d'effondrement politique et de réalignement

<sup>3</sup> B. Zolnai, « Erdély egyeteme » [Université de Transylvanie], *Minerva*, n° 19 (1941), p. 3-12. Une version plus courte a été publiée ici : B. Zolnai, « Erdély egyeteme » [Université de Transylvanie], *Magyar Nemzet*, 3/ 200 (22 septembre 1940), p. 5.

<sup>4</sup> Gy. Gaal, *Egyetem a Farkas utcában : A kolozsvári Ferenc József Tudományegyetem előzményei, korszakai és vonzatai* [Université de la rue Farkas : les antécédents, les époques et les implications de l'Université Ferenc József de Cluj], Kolozsvár, Scientia, 2012, p. 97-115.

ethnique.<sup>5</sup> En août 1944, il espérait que « seule l'union hongaro-roumaine pourrait sauver la Transylvanie » (28 août 1944)<sup>6</sup>, tout en pressentant l'inévitable occupation et le danger de nettoyage ethnique attendu des « Roumains ». Les entrées du journal de septembre témoignent de la désintégration morale et physique – la cour de l'université est pleine de caisses, les professeurs quittent Cluj en masse – tout en soulignant la supériorité morale de ceux qui restent : « Moi qui ai toujours rêvé de quitter la Transylvanie, j'éprouve maintenant un plaisir pervers à y rester » (13 septembre 1944)<sup>7</sup>.

Zolnai reste à Cluj à l'automne 1944 afin que la présence des quelques professeurs d'université hongrois y demeurant assure la possibilité de négocier avec les autorités roumaines et d'obtenir un enseignement supérieur hongrois<sup>8</sup>. L'effondrement du contexte institutionnel, la chute progressive de l'université hongroise aux mains des Roumains, l'incertitude politique et la marginalisation culturelle ont considérablement influencé l'avenir de la communauté hongroise en Transylvanie. Après 1944, l'université hongroise ne fonctionne plus comme un établissement d'enseignement supérieur de la communauté hongroise, mais se transforme de plus en plus en une université d'État roumaine avec la nomination de cadres supérieurs et d'enseignants roumains, où l'identité hongroise est reléguée au second plan.

À l'automne 1944, lorsque les troupes soviétiques atteignent les villes du nord de la Transylvanie, et après la transition de la Roumanie, un nouveau *statu quo* territorial se dessine. Les dilemmes de la survie morale et intellectuelle apparaissent alors dans le journal de Zolnai. Le maintien de l'université n'est pas seulement une décision administrative, mais aussi un geste de résistance nationale et culturelle<sup>9</sup>. La mention des « comtes et professeurs en fuite » (29 septembre 1944)<sup>10</sup> est un commentaire alimenté par une passion personnelle, une description de l'abandon d'une couche sociale plus large. Zolnai ressent déjà la double pression de l'occupation russe et des aspirations nationales roumaines.

Le motif central du journal est la question du maintien de l'université, qui devient aux yeux de Zolnai une question morale et nationale. Le 15 septembre, il annonce que l'université a officiellement décidé de rester sur place. Cette décision est en partie un geste de résistance intellectuelle hongroise. Zolnai cite l'avocat international et vice-recteur László Buzza : « L'université n'a pas besoin de dirigeants de droite, mais d'hommes » (16 septembre 1944)<sup>11</sup>. Dans ce contexte historique, le désespoir avec lequel Zolnai décrit ce processus dans son journal devient compréhensible. Alors que la guerre progressait, les dirigeants hongrois de Cluj et les professeurs de l'université hongroise ont été confrontés à une déci-

<sup>5</sup> J. K. Murádin, « Minority Politics of Hungary and Romania between 1940 and 1944. The System of Reciprocity and Its Consequences », *Acta Universitatis Sapientiae, European and Regional Studies*, Vol. 16 (2019), p. 59-74.

<sup>6</sup> Zolnai, *Napló 1944-1945*, *op.cit.*, p. 81.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>8</sup> Cf. A. L. Lakatos, « A magyar nyelvű felsőoktatás túlélése Kolozsváron (1944-1945) I-II. » [La survie de l'enseignement supérieur en langue hongroise à Cluj (1944-1945) I-II.], *Korunk*, 35/9 (2024), p. 84-95 ; 35/10, p. 93-102.

<sup>9</sup> Cf. M. Szabó, *Az erdélyi magyar egyetem sorsa 1940-1945* [Le destin de l'Université hongroise de Transylvanie 1940-1945], Budapest, Akadémiai, 1980.

<sup>10</sup> Zolnai, *Napló 1944-1945*, *op.cit.*, p. 114.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 98.

sion difficile : rester au chevet de l'université ou suivre l'armée et l'administration hongroises à l'intérieur des frontières de Trianon. Le conseil universitaire a finalement décidé que l'institution avait l'intention de poursuivre ses opérations à Cluj après une éventuelle évacuation militaire et même pendant l'occupation ennemie. Les autorités hongroises ont accepté cette proposition, en fournissant à l'université un soutien financier et moral, même si les salaires des enseignants n'ont été versés qu'avec un retard de plusieurs mois.

Les entrées du journal écrites en octobre et novembre montrent un désillusionnement croissant : à propos du recteur et professeur de médecine Dezső Miskolczy, Zolnai a le sentiment qu'il va s'échapper, mais cela n'arrive pas<sup>12</sup>. Outre la présence soviétique, la pression chauvine roumaine, la peur du retour des Gardes de fer et les signes d'érosion de l'autonomie universitaire sont de plus en plus perceptibles<sup>13</sup>. Zolnai voit l'avenir avec pessimisme : « 1944 est l'année du plus grand Mohács hongrois, dont il n'y a pas de résurrection », écrit-il le 27 octobre 1944<sup>14</sup>. L'impossibilité de la présence culturelle hongroise devient alors évidente pour Zolnai : « Les Roumains nous prennent constamment notre charbon pour rendre impossible le fonctionnement de l'université hongroise » (6 novembre 1944)<sup>15</sup>.

Le journal donne un aperçu détaillé de la vie à Cluj durant les mois entre les deux invasions roumaines<sup>16</sup>. Après le retrait des Allemands, les pillages commencent immédiatement avec l'entrée des troupes soviétiques et de l'armée roumaine qui les accompagne. L'incertitude et la peur s'emparent de la population hongroise en raison d'actes de violence. Les autorités roumaines procèdent à des purges politiques : des fonctionnaires hongrois sont démis de leurs fonctions et, dans de nombreux cas, persécutés. Plusieurs entrées de journal mentionnent que les réserves de nourriture se dégradent, que les prix grimpent en flèche et que les Roumains excluent pratiquement les Hongrois de l'administration. Plusieurs intellectuels et professeurs d'université hongrois, dont Zolnai lui-même, essaient de se défendre dans la nouvelle situation par des prises de contact, mais la possibilité de coopération avec les Soviétiques et les Roumains reste sévèrement limitée. Un autre changement politique se produit le 6 mars 1945 lorsque Petru Groza devient chef du gouvernement de coalition avec le soutien des communistes. Le journal révèle qu'une partie de la population hongroise espère initialement une politique plus modérée de la part de Groza, et la préservation de

<sup>12</sup> 8 octobre 1944 : « J'ai le sentiment que Miskolczy et Haynal partiront également à la dernière minute. Dezső affirme déjà que beaucoup de ceux qui leur demandaient de conserver l'université ont fui et qu'il n'y a aucun espoir pour la culture hongroise ici. Pourquoi rien ? Juste une transition. Il y aura des Russes partout. Ils se dirigent déjà vers Püspökladány. »

<sup>13</sup> 17 octobre 1944 : « Devant le palais Bánffy, un ouvrier m'interpelle ; il connaît mon nom. Les Roumains ont envoyé des Gardes de Fer ici et voulaient prendre le contrôle de l'université, dit-il, mais ils sont intervenus auprès des Russes et les ont empêchés. Les professeurs roumains ont dû quitter Cluj. (C'est encore une fois mauvais pour nous, car ils finiront par se venger. ) »

<sup>14</sup> Zolnai, *Napló 1944-1945, op.cit.*, p. 167.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>16</sup> Cf. B. Barabás – R. Joó (éds.), *A Kolozsvári Egyetem 1945-ben. A Bolyai Egyetem szervezésének válogatott dokumentumai* [L'Université de Cluj en 1945. Documents choisis sur l'organisation de l'Université de Bolyai], Budapest, 1990 ; M. Z. Nagy – G. Vincze, *Autonómisták és centralisták : Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)* [Autonomistes et centralistes : la Transylvanie du Nord entre les deux invasions roumaines (septembre 1944-mars 1945)], Kolozsvár–Csíkszereda, Erdélyi Múzeum-Egyes.–Pro-Print, 2004.

certaines universités et institutions culturelles hongroises<sup>17</sup>. Cependant, les changements qui accompagnent le nouveau pouvoir communiste continuent à maintenir la population hongroise dans une position instable et vulnérable et n'apportent pas de réelle amélioration.

### L'oscillation entre reprise et cessation : 1945

Le maintien des activités de l'université hongroise pendant l'occupation dépendait de la tolérance des dirigeants militaires soviétiques et des milieux politiques roumains de gauche et communistes<sup>18</sup>. Les Soviétiques ont parfois soutenu la présence hongroise – au moins temporairement – mais il s'agissait souvent d'une manœuvre purement tactique contre les forces nationalistes roumaines. Le journal contient de nombreuses références au fait que la situation des enseignants et des étudiants hongrois était incertaine, que leur statut juridique n'était pas clair et qu'en plus des arriérés de salaires, la menace d'un retour de l'université de langue roumaine était constante<sup>19</sup>.

L'année 1945 est paradoxalement une année de dualité entre « redémarrage » et « arrêt progressif ». Selon le journal, l'université hongroise redémarre officiellement, mais la déception transparait entre les lignes des entrées : Zolnai perçoit avec justesse que la nouvelle université hongroise est un « déchet », comme il l'écrit le 7 février 1945 – simplement une étape pour un système totalitaire en développement qui ne tolérera l'université hongroise que temporairement. L'Université Bolyai est officiellement fondée le 1<sup>er</sup> juin 1945 et il était déjà évident que des professeurs hongrois sympathisants roumains ou communistes étaient placés à des postes clés, tandis qu'une partie importante du personnel enseignant de l'ancienne Université François-Joseph a été licenciée. Selon les mots de Zolnai : « L'université hongroise deviendra une institution anti-hongroise » (23 août 1945).

La création de l'Université Bolyai avait pour but officiel d'assurer la continuité de l'enseignement supérieur hongrois à Cluj<sup>20</sup>, mais selon l'interprétation de Zolnai, cette institution n'était pas le successeur légal de l'ancienne Université François-Joseph, mais une

<sup>17</sup> B. L. Balogh, « Cotitura de stânga al lui Petru Groza la sfârșitul anilor 1920, începutul anilor 1930 » [Le virage à gauche de Petru Groza à la fin des années 1920, début des années 1930], *Arhivele Totalitarismului*, 33/126-127, n° 1-2 (2025), p. 52-65.

<sup>18</sup> G. Vincze, *Két diktatúra szorításában. Észak-Erdély 1940-1944* [Sous l'emprise de deux dictatures. Transylvanie du Nord, 1940-1944], Budapest, Jaffa, 2010.

<sup>19</sup> Journal de Zolnai, 17 octobre 1944 : « J'espère que si la Transylvanie devient soviétique, moi, professeur d'université, je ne mourrai pas de faim. On dit qu'Imre Haynal a accompli beaucoup de choses sous le régime russe, et la survie de l'université (du moins pour l'instant) lui est due. »

22 janvier 1945 : « Dénes Ősz affirme que Vescan Filu est un chauvin roumain et qu'il veut démanteler l'université hongroise. La suspension de l'autonomie a été reportée de deux semaines. Csögör veut partir. Sárosy non plus n'assume aucune responsabilité. Ils veulent bolcheviser l'université avec eux, comme des marionnettes démocratiques. "Nous nous battons contre cela", affirme Buza. Mihály Melán a déclaré au ministre à Pest que nous étions restés à Cluj pour remettre l'université aux bolcheviks. »

14 mai 1946 : « L'université hongroise est en cours de démantèlement, sa licence de droit n'est pas reconnue, les étudiants ne sont pas exemptés du service militaire. Il n'y a pas d'État de droit en Roumanie, et il n'y en a jamais eu. Moldovan déclare admirer et respecter Maniu, qui serre la main d'Antonescu devant le tribunal d'exception. »

<sup>20</sup> P. Nagy, *A Bolyai Tudományegyetem története* [Histoire de l'Université Bolyai], Bukarest, Kriterion, 1976.

nouvelle organisation servant des objectifs politiques. En raison du remplacement progressif du corps professoral, l'Université Bolyai a rapidement perdu son indépendance<sup>21</sup>. Les conclusions de Zolnai – selon lesquelles « l'université hongroise deviendra une institution anti-hongroise » – peuvent être interprétées non seulement comme une exagération rhétorique, mais aussi comme une reconnaissance précoce de l'élimination consciente du système institutionnel national.

En 1945, les institutions hongroises du nord de la Transylvanie passent progressivement sous contrôle roumain. Les commentaires de Zolnai peuvent être attribués au processus par lequel l'université hongroise a été de plus en plus placée sous domination roumaine. Les professeurs d'université restés sur place craignaient que l'institution soit finalement complètement liquidée. Le journal contient de nombreuses références à la manière dont les dirigeants communistes roumains, soit le gouvernement Groza, ont progressivement évincé les Hongrois des institutions culturelles et éducatives : le recteur nouvellement nommé était de nationalité roumaine et les enseignants hongrois sont devenus une minorité. Début mars, Zolnai est encore heureux que Groza soit devenu Premier ministre (« Groza est Premier ministre. Réussira-t-il ? Ce serait une bonne chose, peut-être le seul Roumain digne de confiance d'un point de vue hongrois. » Dimanche 4 mars 1945), mais deux semaines plus tard, il est déjà déçu par lui : « Grande agitation sur la place principale. Groza parle. Le roi aussi. Pas un mot en hongrois. [...] Groza pense essentiellement en termes de Grande Roumanie, tout comme Maniu. » (Mardi 13 mars) ; « Les Hongrois de Transylvanie se sentent désormais comme les Arméniens de Turquie. Combien de temps le gouvernement Groza tiendra-t-il ? Et après ? » (Mardi 20 mars) ; « Peut-être que Groza lui-même ne prend pas la fraternité au sérieux, il vote simplement. Il a besoin des Hongrois pour sa politique intérieure. Maniu et sa résolution Gyulafehérvár promettaient plus que le programme de Groza. Mais cela n'a pas été le cas non plus. » (Mardi 15 mai.) ; « Le gouvernement Groza ne reconnaît pas l'université "de jure" et ne lui verse donc pas d'argent. C'est de l'exploitation, pas de la démocratie. » (Jeudi 17 mai). Le nouveau gouvernement roumain a rendu le fonctionnement de l'université difficile par des moyens politiques et économiques, des restrictions financières et le retrait des subventions de l'État. Le journal souligne à plusieurs reprises que, selon lui, l'université hongroise deviendra finalement une institution roumaine et que la communauté hongroise n'a pas réussi à fournir des garanties adéquates pour sa propre autonomie culturelle et éducative.

Le 28 mai 1945, le roi Michel I<sup>er</sup> de Roumanie a réglé la question de l'enseignement universitaire à Cluj par deux décrets : il a annoncé le retour, de Sibiu et Timișoara à Cluj, de l'Université de langue roumaine Roi Ferdinand, et a déclaré la création d'une université avec enseignement en langue hongroise et financée par l'État roumain. Cela a essentiellement mis fin à l'Université François-Joseph et l'institution fondée à sa place a été nommée Université Bolyai en décembre 1945. Bien qu'il n'y ait pas de continuité juridique entre l'Université François-Joseph, auparavant gérée par l'État hongrois, et l'Université Bolyai, fondée par l'État roumain, dans la pratique, l'Université Bolyai a repris le corps étudiant et la plupart du personnel enseignant de l'Université François-Joseph. Ce dernier a été considérablement épuré après 1948, dans le cadre de la vague générale de purges à

---

<sup>21</sup> Gy. Kádár, *A kolozsvári magyar egyetem története* [Histoire de l'Université hongroise de Cluj], Kolozsvár, Erdélyi Múzeum-Egyesület, 1992.

l'échelle nationale. Bien que l'Université Roi Ferdinand ait récupéré ses anciens bâtiments, le gouvernement de l'État a également généreusement fourni des locaux à l'Université Bolyai.

Durant la période de transition, les responsables de l'université, le recteur Dezső Miskolczy, le vice-recteur et ancien recteur László Buza, ainsi que leurs collègues, n'étaient pas du tout dans une position facile. Ils étaient exposés à l'influence des puissances de l'Axe en retraite, puis plus tard à l'occupation militaire soviétique, au nationalisme roumain attisé par les circonstances et à la gauche hongroise, qui constituaient souvent une menace. Dans ces circonstances, ils ont réussi à faire valoir les intérêts de la communauté à partir d'une position subordonnée.

### **La politique universitaire et la tolérance de l'esprit (1946-1947), conclusions**

Après la guerre, le sort des érudits hongrois en Transylvanie du Nord commence à décliner rapidement : les moyens de subsistance des professeurs étaient incertains et ils ne percevaient pas leur salaire<sup>22</sup>. La faculté de droit s'est vu refuser son accréditation en mai 1946<sup>23</sup>, l'autonomie a été érodée et le contrôle de l'État roumain est devenu de plus en plus apparent. Le journal de Zolnai – bien que toujours personnel dans son ton – donne un aperçu clair de l'histoire institutionnelle : les positions intellectuelles de l'université hongroise se perdent, le cadre de la nouvelle institution se façonne selon les intentions de l'État roumain et certains des professeurs hongrois qui y enseignent ne jouent désormais qu'un rôle secondaire. La conclusion finale est formulée le 1<sup>er</sup> avril 1947 : « L'université était un titre légal aux frontières, maintenant elle ne sera plus nécessaire, elle dépérira ».

Le journal de Zolnai documente non seulement le destin d'un individu, mais aussi l'exclusion intellectuelle de toute une communauté nationale. Le geste du maintien de la science et de l'éducation hongroises était moralement formidable, mais il manquait de réalité politique. L'université hongroise, devenue l'une des institutions nationales les plus importantes de la Transylvanie du Nord réannexée après 1940, fut progressivement marginalisée après 1945, puis fusionnée dans une structure formelle contrôlée par l'État. Le sort de Cluj et de l'université hongroise – selon ce journal – n'est pas seulement une perte de guerre, mais la fermeture de tout un horizon national et culturel.

La leçon de l'analyse du journal est que l'enseignement supérieur des minorités hongroises – en particulier dans les régions disputées comme la Transylvanie – a toujours existé dans un contexte politique. Les universités ne sont pas seulement des ateliers scientifiques, mais aussi des outils d'image nationale et de survie collective<sup>24</sup>. Au-delà de la chronique des événements, le journal de Béla Zolnai propose la vision d'un intellectuel sur la manière dont la logique nationaliste et le réaligement géopolitique fragilisent la culture d'une minorité nationale d'Europe centrale.

<sup>22</sup> 15 janvier 1946 : « Université, 300 lei pour un colloque, 10 000 lei d'acompte, toujours pas de paiement de novembre. »

<sup>23</sup> 14 mai 1946 : « L'université hongroise est en cours de démantèlement, sa licence de droit n'est pas reconnue, les étudiants ne sont pas exemptés du service militaire. Il n'y a pas d'État de droit en Roumanie, il n'y en a jamais eu. »

<sup>24</sup> J. Fodor, « A kisebbségi magyar felsőoktatás kelet-közép-európai modelljei a 20. században » [Les modèles d'enseignement supérieur minoritaire hongrois en Europe centrale et orientale au XX<sup>e</sup> siècle], in J. Pál (éd.), *A magyarsághatás 20. századi perspektívái*, Budapest, L'Harmattan, 2011. p. 155-178.

## ***Tabula rasa ? La question transylvaine après 1945 dans les manuels scolaires hongrois et roumains***

JEREMY FLOUTIER  
UNIVERSITE DE SZEGED

La Transylvanie, territoire aux identités multiples, occupe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle une place centrale dans les constructions nationales hongroise et roumaine, deux projets aux aspirations analogues, mais concurrentes et difficilement conciliables. Au-delà de cette rivalité pour le contrôle de la région, marquée par plusieurs changements territoriaux dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, deux mémoires parallèles se sont construites, où le bonheur de l'un fait bien souvent le malheur de l'autre.

À la suite du transfert de la région du royaume de Hongrie vers le royaume de Roumanie au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'animosité entre les deux peuples s'exacerba. Du côté roumain, l'Assemblée nationale d'Alba Iulia (Gyulaféhevár – Karlsburg) du 1<sup>er</sup> décembre 1918, qui proclama l'union de la Transylvanie à la Roumanie, constitue l'aboutissement d'un rêve national. À l'inverse, le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, officialisa la dislocation de la Hongrie et demeure un véritable traumatisme collectif pour de nombreux Hongrois. De tous les territoires perdus, les 103 000 km<sup>2</sup> transférés au royaume de Roumanie sont ceux qui exercent la plus grande fascination, en raison de l'importance démographique et culturelle de la communauté magyare, ainsi que du rôle historique de la région dans l'imaginaire national hongrois.

Au cours de l'entre-deux-guerres, le révisionnisme fit consensus au sein de la société hongroise, tout comme le maintien des acquis territoriaux chez les Roumains. Au début de la Seconde Guerre mondiale, sous le patronage de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, la Hongrie récupéra la moitié septentrionale de la Transylvanie, soit 43 492 km<sup>2</sup>, à l'occasion du Second arbitrage de Vienne, signé le 30 août 1940. Après le coup d'État du 23 août 1944, orchestré par le roi Michel I<sup>er</sup> et les partis traditionnels, la Roumanie se retourna contre ses anciens alliés. À la suite d'âpres combats, les armées soviéto-roumaines reprurent la Transylvanie du Nord aux forces germano-hongroises. Après quelques tractations, l'Union soviétique opta pour un rétablissement des frontières de 1920, décision entérinée par le traité de Paris, signé le 10 février 1947. Entre 1918 et 1947 le territoire changea donc de mains à quatre reprises et incarne l'épicentre des tensions hungaro-roumaines, avec son lot d'exactions commises de part et d'autre, de souffrances et de traumatismes.

Après 1945, le basculement des deux pays dans la sphère d'influence soviétique transforma en profondeur le rapport officiel aux questions territoriales et aux désormais « peuples frères », unis de force. Dans le cadre de la fraternité socialiste, une nouvelle grille de lecture du passé s'imposa, dictée par l'idéologie marxiste. Dès lors, les vicissitudes du passé furent dépeintes comme le fruit du nationalisme bourgeois, capitaliste et impérialiste, tandis que la question nationale était officiellement déclarée « résolue ». Cette « *pax sovie-*

*tica* » imposa alors une chape de plomb sur la question des frontières et des minorités, mettant en avant l'internationalisme de façade et une schématisation à outrance. La lutte contre le révisionnisme et le nationalisme fut érigée en priorité, entraînant une profonde mutation du discours sur la Transylvanie, signe d'un refoulement d'un passé jugé embarrassant.

Afin de mettre au jour l'évolution du traitement de la question transylvaine entre le retour de l'armée roumaine en Transylvanie du Nord et la signature du traité de Paris, les manuels d'histoire du secondaire publiés en Hongrie et en Roumanie entre 1945 et 1989 sont mobilisés. Dans les deux pays, l'arrivée au pouvoir des communistes en 1947/1948 s'accompagna d'une mise au pas de l'éducation, avec l'instauration d'un système de manuel scolaire unique par matière. Le narratif du Parti s'érigea en vérité incontestable, entraînant la disparition du pluralisme dans le champ scolaire.

Interroger le manuel scolaire d'histoire fournit un éclairage sur les orientations mémorielles, mais également sur la nature des relations entre Budapest et Bucarest. Le recours à une approche comparative constitue le fil conducteur de l'étude, qui repose sur le postulat selon lequel le manuel est un objet construit : il résulte de choix, d'omissions, de simplifications ou d'amplifications, toujours marqués par leur époque<sup>1</sup>. Émanation du discours officiel, le livre scolaire exerce une influence déterminante dans l'établissement des marqueurs identitaires, ainsi que dans l'identification au territoire<sup>2</sup>. L'analyse délaïsse la réception des manuels pour se consacrer à leur contenu en tant qu'expression de l'histoire officielle. Une attention particulière est également portée aux historiens chargés de leur rédaction, où de succincts éléments biographiques permettent de cerner leur positionnement face au régime et d'appréhender leur rôle dans la production d'une « histoire sous surveillance ».

Ainsi, la présente étude vise à dévoiler la manière dont les deux pouvoirs abordèrent ce moment charnière des deux nations. Comment gérer son héritage profondément clivant et comment surmonter le paradoxe qui en découle entre récit national et fraternité socialiste ? À la lumière des contextes politiques locaux et internationaux, trois axes d'analyse émergent avec la mémoire des exactions commises en Transylvanie entre 1944 et 1945, la représentation du Premier ministre Petru Groza et la mise en récit du traité de Paris.

### **Les exactions de 1944 et 1945, une tâche dans le récit de la fraternité socialiste ?**

Lors des combats menant à l'éviction des troupes germano-hongroises de la partie septentrionale de la Transylvanie entre août et octobre 1944, ainsi que dans les mois qui suivirent, de nombreuses exactions furent commises à l'encontre de la population civile. Elles furent, d'une part, perpétrées par les troupes germano-hongroises en retraite, et de l'autre, par les milices paramilitaires roumaines dites des Volontaires pour la Transylvanie « Iuliu Maniu » (*Voluntarii pentru Ardeal* « Iuliu Maniu ») et les gendarmes roumains. Selon les estimations les plus fiables – et modérées – le nombre total de victimes, toutes nationalités confondues, s'éleva à plusieurs centaines de personnes<sup>3</sup>. En dépit du fait que le fossé des

<sup>1</sup> P. Cabanel, « École et nation : l'exemple des livres de lecture scolaires (XIX<sup>e</sup> et première moitié du XX<sup>e</sup> siècles) », *Histoire de l'éducation*, n° 126 (2010), p. 33-54.

<sup>2</sup> W. François, *Les Figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2004.

<sup>3</sup> I. Bandi, « Nem konvencionális módszerek az „erdélyi kérdés” megoldására 1945 és 1948 között » [Méthodes non conventionnelles pour résoudre la question transylvaine entre 1945 et 1948], in N.

chiffres avancés par les historiens hongrois et roumains semble difficile à combler, il est établi que les massacres n'atteignirent pas l'échelle de ceux perpétrés par les partisans yougoslaves dans la Bačka (Bácska – Batschka) ou celle des déportations dont furent victimes les Hongrois de Tchécoslovaquie ou d'Union soviétique<sup>4</sup>.

Fait marquant, aucune trace des exactions commises ne se retrouve dans les manuels publiés en Hongrie entre 1945 et 1989. Cette omission s'explique en grande partie par l'effacement général de l'histoire de la Transylvanie postérieure à 1918. Dans les premiers livres scolaires rédigés dès 1945, la temporalité semble excuser cette absence, la période subséquente à la Seconde Guerre mondiale n'étant que très brièvement traitée en l'espace de quelques lignes. Toutefois, l'occultation peut également s'interpréter comme le reflet de la grande sensibilité du sujet, dans un contexte où la volonté de faire table rase du passé dominait afin de jeter les bases d'une nouvelle ère avec les peuples voisins. Illustration des spécificités de la courte période semi-démocratique de transition entre 1945 et 1948, les auteurs n'adoptèrent pas le matérialisme dialectique comme grille de lecture, bien que les ouvrages virent le jour au sein de la maison d'édition du Parti communiste<sup>5</sup>. Ils se démarquèrent par leur jeune âge, tels que Kálmán Benda (1913-1994) ou encore Domokos Kosáry (1913-2007), limitant donc leur activité au cours de l'entre-deux-guerres et par conséquent leur éventuelle compromission politique.

Dans les manuels des décennies suivantes, peu de changements advinrent en la matière. Les opérations militaires en Transylvanie furent parfois relevées, mais dans le but de servir un discours élogieux à l'endroit de l'Armée rouge, reléguant au second plan le concours apporté par les troupes roumaines dans la « libération ». Dans le même temps, celle-ci ne fut considérée que pour les territoires de la Hongrie post-Trianon, sans prendre en compte les territoires récupérés après 1938.

La satellisation sans condition du pays dans l'orbite de l'Union soviétique entraîna une véritable dichotomie dans le rapport au passé. Jusqu'au début des années 1960, le régime s'attacha à mettre en exergue l'indépendance nationale, prétendument retrouvée en 1945 grâce au soutien de l'Union soviétique<sup>6</sup>. Il convint alors d'exalter les révoltes et révolutions menées contre les occupants étrangers, ottomans ou autrichiens, dans un discours mêlant dogmatisme marxiste et nationalisme classique. Cette rhétorique permettait de placer le Parti communiste comme unique héritier des grandes figures du récit national et seul garant et défenseur de la nation. Toutefois, les « territoires perdus » furent très largement effacés

---

Bárdi – A. Gidó – Cs. Z. Novák (dir.), *Erdélyi metszetek : kisebbségtörténeti tanulmányok I.*, Cluj-Napoca, Institutul pentru Studierea Problemelor Minorităților Naționale, 2025, p. 159-189.

<sup>4</sup> Sz. Kovács, « Etnikai atrocitások Erdélyben (1944) » [Atrocités ethniques en Transylvanie], in *Ibid.*, p. 143-158.

<sup>5</sup> I. Romsics, *Clio bűvöletében. Magyar történetírás a 19-20. században – nemzetközi kitekintéssel* [Sous le charme de Cléo. L'historiographie hongroise aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – perspective internationale], Budapest, Osiris, 2011, p. 587-588 ; F. Glatz, « Kosáry Domokos, a történész életútja » [Parcours de vie de l'historien Domokos Kosáry], *Magyar Tudomány*, 174/12 (2013), p. 1414-1436.

<sup>6</sup> A. Mód, *400 év küzdelem az önálló Magyarorszáért* [400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante], Budapest, Szikra, 1954.

des chapitres d'histoire contemporaine afin de ne pas entrer en collision avec les récits – souvent concurrents – des peuples voisins et de se plier à l'internationalisme de façade<sup>7</sup>.

Dans le sillage de la révolution de 1956, considérée comme une résurgence du nationalisme, la conception alliant marxisme et roman national tomba en désuétude<sup>8</sup>. Les historiens proches du pouvoir s'attachèrent à distinguer clairement patriotisme socialiste et nationalisme bourgeois, tout en promouvant l'internationalisme prolétaire<sup>9</sup>. Ainsi, jusque dans les années 1980, le régime de János Kádár (1912-1989) se montra particulièrement prudent avec le traitement de tout ce qui avait trait aux minorités hongroises d'outre-frontières<sup>10</sup>. L'atténuation du dogmatisme marxiste et la transition vers la « dictature molle » (*puhadiktatúra*), caractérisant la Hongrie à partir de la seconde moitié des années 1960, laissèrent toutefois une plus grande marge de manœuvre aux intellectuels du pays. Une conséquence tangible de cette ouverture contrôlée fut la publication, en 1986, d'une *Histoire de la Transylvanie (Erdély története)* en trois volumes, éditée par l'Académie hongroise des sciences. Elle fut rédigée sous la direction de l'historien Béla Köpeczi, natif de la Transylvanie et ministre de la Culture – et donc de l'Éducation – entre 1982 et 1988<sup>11</sup>. La parution de cet ouvrage suscita un véritable scandale en Roumanie, puisque perçue comme une résurgence du révisionnisme hongrois. En réponse, Nicolae Ceaușescu chargea « ses historiens » de rédiger une contre-offensive historiographique<sup>12</sup>.

En Roumanie, l'attention portée à l'histoire de la Transylvanie contemporaine fut sans commune mesure. Contrairement à la Hongrie, aucun manuel d'histoire roumaine ne fut publié entre 1945 et 1947. Le premier ouvrage vit le jour en 1947, sous la direction de Mihail Roller (1908-1958). Cet historien amateur, stalinien convaincu et régulièrement qualifié de « propriétaire de l'histoire » (*proprietarul istoriei*) ou de « petit dictateur de l'historiographie roumaine » (*micul dictator al istoriografiei românești*), cumula les fonctions politiques et académiques et régna sans partage sur l'historiographie roumaine jusque dans la seconde moitié des années 1950. Témoignage supplémentaire de sa centralité, le « manuel de Roller », véritable avatar de la décennie, fut l'unique ouvrage d'histoire roumaine disponible pour les classes du secondaire de 1947 à 1961<sup>13</sup>.

<sup>7</sup> A. Herber, « A történelmi tudat formálásának eszköztára a rendszerváltás előtti tankönyvekben » [La caisse à outils de la formation du savoir historique dans les manuels scolaires d'avant le changement de régime], *Történelemtanítás*, 1/4 (2010), p. 6-8.

<sup>8</sup> B. Köpeczi, « Hazafiság – történettudomány – történelemtanítás » [Patriotisme – histoire – enseignement de l'histoire], *Hadtörténelmi Közlemények*, 19/1 (1972), p. 5-25.

<sup>9</sup> R. Krizmanits, *Fruitful Inconsistencies : Historical Knowledge Production in Late Socialist Hungary and Croatia*, Thèse de doctorat, Budapest, Université d'Europe centrale, 2020.

<sup>10</sup> B. Nándor, « The History of Relations between Hungarian Governments and Ethnic Hungarians Living Beyond the Borders of Hungary », in Z. Kántor (dir.), *The Hungarian Status Law: Nation Building and/or Minority Protection*, Sapporo, Hokkaido University, 2004, p. 58-66.

<sup>11</sup> O. Gilles, « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 75/2 (1997), p. 457-485.

<sup>12</sup> Ș. Pascu – M. Mușat – F. Constantiniu, « Tudatos történelemhamisítás a Magyar Tudományos Akadémia égisze alatt » [Une falsification délibérée de l'histoire sous l'égide de l'Académie hongroise des sciences], *Előre*, n° 41 (1987), p. 4-5.

<sup>13</sup> L. Pleșa, « Mihail Roller și “stalinizarea” istoriografiei românești » [Mihail Roller et la « stalinisation » de l'historiographie roumaine], *Annales Universitatis Apulensis*, 10/1 (2006), p. 165-177.

Les premiers manuels (1947/1960) dénigrèrent avec virulence la politique des nationalités menée par les gouvernements installés après le coup d'État du 23 août 1944, ce qui reflète la farouche opposition aux partis traditionnels. Le premier gouvernement, dirigé par le général Constantin Sănătescu (1885-1947), exerça le pouvoir entre le 23 août et le 2 décembre 1944, avant d'être remplacé par Nicolae Rădescu (1874-1953), également militaire de haut rang, qui occupa la fonction de Premier ministre jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1945. Ce dernier fut par ailleurs accusé d'être un fasciste à la solde des impérialistes, qualifications relevant moins d'une analyse historique que d'un positionnement politique dans le contexte de soviétisation.

Concernant les exactions perpétrées en 1944-1945, il fut relevé par Roller que « les crimes commis contre la population hongroise, l'incitation à la haine nationale et les troubles dans le dos de l'armée soviétique forcèrent le gouvernement soviétique à retirer l'administration de la Transylvanie du Nord des mains du gouvernement Rădescu »<sup>14</sup>. La mention de ces violences, de même que celle explicite des Gardes de Maniu, fut mobilisée dans une logique de dénonciation des deux premiers gouvernements, présentés comme réactionnaires, nationalistes et incapables de gouverner. Conformément à la rhétorique de la décennie, le rôle de bienfaiteur de l'Union soviétique fut mis en exergue dans le cadre du renforcement des liens avec cette dernière.

Il est toutefois avéré que l'administration roumaine fut incapable – ou dans une certaine mesure réticente – à restaurer l'ordre en Transylvanie du Nord, de telle sorte qu'entre novembre 1944 et mars 1945, Moscou la plaça sous son administration militaire directe. Cette décision répondait à une double logique : se positionner en garant de l'ordre et en arbitre du conflit roumano-hongrois, en laissant entrevoir à chacun une issue favorable à ses revendications, l'Union soviétique consolidait son influence, tout en affaiblissant les forces politiques traditionnelles<sup>15</sup>.

À la suite de l'éviction de Mihail Roller et du tournant national amorcé par Gheorghe Gheorghiu-Dej à la fin des années 1950, le manuel de Roller dut être remplacé. Le nouvel ouvrage vit le jour en 1960, rédigé sous l'égide de trois historiens exerçant dans les meilleures universités du pays et demeura utilisé jusqu'en 1969. Conformément aux nouvelles orientations du pouvoir, il arbora un discours national plus affirmé, marquant ainsi un intermédiaire entre l'internationalisme rigide de Roller et le nationalisme exacerbé des années 1970 et 1980. Ce constat vaut également pour l'ouvrage de 1969, qui compte parmi ses auteurs Miron Constantinescu (1917-1974), historien contemporanéiste, sociologue, membre du Comité central du Parti et ministre de l'Éducation entre 1969 et 1970.

Pour autant, le rapport aux deux gouvernements de transition n'évolua guère. Ainsi, des propos à l'avenant apparaissent dans une demi-page intitulée « La réunion du nord de la Transylvanie avec la Roumanie » (*Reunirea nordului Transilvaniei cu România*), où Rădes-

<sup>14</sup> « A magyar lakosság ellen elkövetett bűntetések, a nemzeti gyűlölködés szítása, zavar keltése a szovjet hadsereg hátában, arra kényszerítette a szovjet kormányt, hogy kivegye a Rădescu-kormány kezéből Észak-Erdély igazgatását », M. Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története* [Histoire de la République populaire roumaine], Bucarest, Állami tanügy és pedagógiai kiadó, 1956, p. 794.

<sup>15</sup> M. Z. Nagy – G. Vincze (dir.), *Autonomiști și centraliști: enigmele unor decizii istorice. Transilvania de Nord din septembrie 1944 până în martie 1945* [Autonomistes et centralistes : les énigmes de certaines décisions historiques. La Transylvanie de septembre 1944 à mars 1945], Cluj-Napoca, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, 2008, p. 11-98.

cu et Sănătescu furent accusés de n'avoir accordé, ni l'égalité des droits, ni les libertés démocratiques aux minorités nationales. À l'instar de la politique conduite contre les masses laborieuses roumaines, les deux gouvernements menèrent une politique chauviniste contre les travailleurs des nationalités par des « actions terroristes », bien qu'aucune explication ne fût fournie sur leur nature ou leur ampleur. Ces exactions auraient alors poussé le commandement soviétique à assurer le contrôle administratif de la région jusqu'à l'instauration d'un gouvernement populaire démocratique le 6 mars 1945.

Le manuel publié en 1978 – consulté ici dans son édition de 1983 – fut rédigé par Aron Petric (1915-1981), déjà coauteur du manuel de 1960, et Gheorghe I. Ioniță (1937-2004), historien affilié à l'Institut d'histoire du Parti et membre du Comité central du Parti communiste. Sous leur plume, le gouvernement de Sănătescu demeure réactionnaire et chauviniste, notamment afin de dresser sur un piédestal le Parti, présenté comme seule force politique en mesure de régler la question nationale : « Le Parti communiste fit campagne pour attirer et mobiliser les masses de base des nationalités dans la lutte commune du peuple dans son entièreté pour la reprise économique et la démocratisation du pays »<sup>16</sup>. Néanmoins, les exactions commises en Transylvanie du Nord furent désormais passées sous silence. Cette omission s'inscrit dans le contexte d'une utilisation exacerbée du nationalisme par Nicolae Ceaușescu, marqué par une exaltation permanente de l'histoire roumaine<sup>17</sup>. Dès lors, la narration de massacres perpétrés par des Roumains ne pouvait plus cohabiter avec une vision idéalisée et héroïsée du passé national, selon lequel les Roumains se trouvèrent toujours du bon côté de l'histoire.

### **Petru Groza au pouvoir, le règlement de la question nationale ?**

Sous la pression des Soviétiques, Petru Groza (1884-1958) fut nommé Premier ministre par le roi Michel I<sup>er</sup> le 6 mars 1945, ce qui est considéré comme un tournant majeur dans le processus de soviétisation de la Roumanie. La nomination de Groza permit en contrepartie le retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord<sup>18</sup>. Il fut choisi en raison de sa position transpartisanne et de sa proximité avec le Parti communiste, mais également car il entretint de bons rapports avec l'Église orthodoxe et la minorité hongroise. Transylvain et parfait magyarophone, il fut scolarisé dans un lycée de langue hongroise, avant de poursuivre ses études à l'Université de Budapest et manifesta tout au long de sa vie une passion sincère à l'égard de la culture hongroise<sup>19</sup>. Si son image est particulièrement dégradée en Roumanie depuis la fin du communisme, il continue de bénéficier d'une représentation positive au sein de la communauté magyare de Roumanie.

<sup>16</sup> « Partidul Comunist Român a militat pentru atragerea și mobilizarea maselor de bază ale naționalităților la lupta comună a întregului popor pentru refacerea economică și democratizarea țării », A. Petric – Gh. I. Ioniță, *Istoria contemporană a României : clasa a X-a* [Histoire contemporaine de la Roumanie : 10<sup>e</sup> classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1983, p. 125.

<sup>17</sup> K. Verdery, *National Ideology Under Socialism : Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, Los Angeles, University of California Press, 1991, p. 27-71.

<sup>18</sup> A. C. Groza, « The Sovietisation of Romania – the first two years behind the Curtain of Propaganda », *Journal of Education Culture and Society*, 7/2 (2016), p. 367-369.

<sup>19</sup> B. L. Balogh, « Petru Groza szászvárosi magyar kapcsolathálója. Osztálytársak és tanárok » [Le réseau de relations hongroises de Petru Groza à Orăștie. Camarades de classe et enseignants], in *Erdélyi metszetek...*, op.cit., p. 47-77.

Les manuels scolaires hongrois se montrèrent laconiques à son sujet. Absent de la série de 1945 pour des motifs évidents, les ouvrages ultérieurs adoptèrent une position uniforme. La Transylvanie postérieure à 1918 étant exclue du champ d'étude des manuels, c'est dans les ouvrages d'histoire universelle que se rencontrèrent les références à l'homme politique. En 1952, s'il ne fut pas expressément mentionné, la formation de son gouvernement fut jugée comme un jalon majeur sur la voie de la construction du socialisme<sup>20</sup>. Fait notable, à l'instar de la Roumanie communiste, le régime hongrois entretint sa mémoire, comme en témoigne la rebaptisation d'un quai de Budapest qui prit le nom de Péter Groza de 1958 à 1997<sup>21</sup>.

Du côté roumain, la figure de Groza bénéficia d'un traitement nettement plus développé. Décrit comme l'artisan du progrès et de la démocratisation du pays, chaque manuel s'arrêta également sur le règlement définitif de la question nationale par la simple application des principes léninistes<sup>22</sup>. Mihail Roller accorda une page au retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord, sans oublier de spécifier qu'il se fit avec l'autorisation et la bienveillance de Moscou. Dans le cadre de la politique de promotion de l'URSS, un discours d'Andreï Vychinski fut cité avec emphase : « Aujourd'hui pour la première fois dans l'histoire, l'Armée rouge, après avoir chassé les Allemands du nord de la Transylvanie, l'a rendue au peuple roumain sans s'emparer d'un seul centimètre de territoire »<sup>23</sup>.

Si le philomagyarisme de Petru Groza ne peut être mis en doute, certaines décisions prises revèlent d'importantes contradictions, au premier rang desquelles figure la réforme agraire de 1945. Elle entérina la confiscation des propriétés de plus 50 hectares, dont le texte particulièrement vague disposa de la saisie des biens des « collaborateurs » ou des « réfugiés », catégories qui, dans les faits, visèrent principalement les Allemands et les Hongrois. Cette réforme soulevait une sensibilité particulière en raison des profondes disparités sociales entre les minorités et la population roumaine. Ces réformes s'inscrivirent dans la continuité de celles menées au cours de l'entre-deux-guerres, visant à faire basculer le rapport de force économique du côté roumain. C'est ainsi que dans le *judet* de Cluj, 74,5 % des expropriés furent Hongrois pour seulement 15,3 % des bénéficiaires, alors qu'ils représentaient 28,2 % de la population selon le recensement de 1956<sup>24</sup>.

En Hongrie, toutes les réformes agraires bénéficièrent d'une représentation laudative, considérées comme l'aboutissement du programme de 1848, véritable fondement mémoriel pour le Parti. Peu d'informations apparurent concernant la réforme roumaine. Péter Hanák (1952) déclara que : « Le peuple roumain remporta la lutte pour la répartition des terres »,

<sup>20</sup> P. Hanák, *Egyetemes történelem (Legújabb kor) : középiskolák számára* [Histoire du monde (époque contemporaine) : pour les lycées], Budapest, Tankönyvkiadó, 1952, p. 111.

<sup>21</sup> En témoigne la publication de l'ouvrage suivant, rédigé en la mémoire de l'homme politique roumain : A. Sipos, *Groza Péter emlékére* [À la mémoire de Petru Groza], Budapest, Kossuth Kiadó, 1984.

<sup>22</sup> A. Vianu – D. Almaş, *Az újkor és a jelenkor története : tankönyv a liceumok XI. osztálya számára* [Histoire moderne et contemporaine : manuel scolaire destiné aux élèves de 11<sup>e</sup> année du lycée], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1969, p. 263.

<sup>23</sup> « Ma történik először a történelemben, hogy a Vörös Hadsereg elűzve a németeket Észak-Erdélyből, visszaadta azt a román népnek anélkül, hogy akár egyetlen centiméternyi területet is elragadott volna », M. Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története, op.cit.*, p. 797.

<sup>24</sup> A. Lakatos, « Land Reform in Romania, 1945 : Motives and Consequences », *Philobiblon*, 19/2 (2014), p. 447-468.

selon une rhétorique caractéristique aux années 1950 qui éludait totalement la dimension nationale de la réforme<sup>25</sup>. En 1966, la suppression de la classe des grands propriétaires fut signalée comme une étape importante sur la voie du socialisme<sup>26</sup>.

En Roumanie, Roller réserva sept pages à la réforme agraire de 1945, ce qui atteste de sa centralité dans le discours de légitimation communiste. Il y expliqua que les terres redistribuées appartenaient au préalable à des citoyens allemands ou roumains de nationalité allemande ayant collaboré avec l'Allemagne nazie, à des criminels de guerre et à des propriétaires terriens ayant fui vers des pays en guerre avec la Roumanie après le 23 août 1944. Ces formulations – notamment la dernière – furent des références implicites aux Hongrois. Si la responsabilité collective permit de justifier la prise des exploitations des propriétaires terriens de nationalité allemande, la question se révéla plus délicate dans le cas des Hongrois. En effet, l'avènement de la fraternité entre les peuples socialistes ne permit pas d'adresser d'attaques frontales à l'encontre de la communauté magyare. Une analyse marxiste littérale lui fut préférée. Dès lors, les propriétaires terriens, quelle que soit leur origine ethnique, furent accusés de spolier la paysannerie<sup>27</sup>. La même approche s'appliqua dans les autres manuels ultérieurs, comme en 1983, toutefois, une nuance y fut introduite afin de placer du bon côté de l'histoire le régime roumain : « [...] aux côtés des paysans roumains, plus de 90 000 paysans appartenant aux nationalités cohabitantes reçurent des terres »<sup>28</sup>.

Au lendemain de la guerre, l'idéal internationaliste du communisme attira un certain nombre de Hongrois de Transylvanie, bien qu'ils fussent déjà en majorité relative au cours de l'entre-deux-guerres au sein du Parti communiste roumain<sup>29</sup>. Bien que cet attrait fût en partie réel, l'ensemble des manuels roumains accentua largement la popularité du Parti, le présentant même comme l'unique force capable de fédérer les forces productives. Témoignage des larges libertés prises avec la réalité, le Parti communiste fut présenté comme élément moteur de l'insurrection antifasciste du 23 août 1944, alors que les fraudes massives commises lors des élections furent tout naturellement omises. Dans les manuels des deux pays, aucune référence aux transferts de population n'apparut. Pourtant, en Roumanie certaines voix roumaines s'élevèrent quant à l'éventualité de déplacer ou de mener un échange de population entre Roumains de Hongrie – constitués tout au plus de quelques milliers d'âmes – et Hongrois de Roumanie, dont le nombre dépassait le million et demi.

### **Le traité de Paris : résolution définitive du différend frontalier ?**

Le traité de Paris rendit caducs les deux arbitrages de Vienne et ramena la Hongrie à ses frontières de 1938, à l'exception de trois villages cédés à la Tchécoslovaquie. Conformément aux dispositions de l'armistice roumano-soviétique signé le 12 septembre 1944, Mos-

<sup>25</sup> « A román nép győzelmesen vívta meg a földosztásért folyó harcot », Hanák, *Egyetemes történelem...*, *op.cit.*, p. 111.

<sup>26</sup> T. Szamuely – Gy. Ránki (dir.), *Történelem az általános gimnáziumok IV. osztálya számára* [Histoire pour les classes de 4<sup>e</sup> année des lycées généraux], 7<sup>e</sup> éd., Budapest, Tankönyvkiadó, 1966, p. 313.

<sup>27</sup> Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története*, *op.cit.*, p. 797-804.

<sup>28</sup> « [...] alături de țărani români au primit pămînt peste 90 000 de țărani aparținînd naționalităților conlocuitoare », Petric – Ioniță, *Istoria contemporană a României...*, *op.cit.*, p. 132.

<sup>29</sup> A. Fülöp, *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises vues du quai d'Orsay (septembre 1944-décembre 1947)*, Cluj-Napoca, Centre de ressources pour la diversité ethnoculturelle, 2006, p. 43-45.

cou s'engagea à garantir la restitution de toute ou de la majeure partie de la Transylvanie. La Hongrie et la Roumanie s'étant battus contre l'URSS et ayant été « libérées » par l'Armée rouge, la question des frontières revient au Kremlin et les Anglo-Américains ne jouèrent que le rôle d'observateurs<sup>30</sup>. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la question d'une révision partielle de la frontière hungaro-roumaine fut savamment entretenue par Staline afin de glaner une docilité totale des deux classes politiques et de favoriser les deux partis communistes<sup>31</sup>. La délégation hongroise espérait toujours obtenir un tracé plus avantageux, bien que ses ambitions se réduisirent progressivement à une bande de territoire longeant la frontière roumano-hongroise<sup>32</sup>.

Cependant, ces revendications ne firent pas l'objet d'une campagne active de communication entre 1945 et 1947 et le révisionisme ouvert fut rejeté en bloc<sup>33</sup>. L'installation au pouvoir des communistes après 1948 renforça encore la prise de distance avec les territoires perdus dans le sillage de la fraternité entre les peuples socialistes. Cette volonté d'effacement se manifesta notamment dans une directive émise en mars 1945 par Géza Teleki, ministre des Cultes et de l'Instruction publique, à l'intention des comités de révision des manuels scolaires :

« Dans les livres d'histoire, les parties dans lesquelles la période faisant suite à la guerre de 1914-1918 est traitée doivent être retirées. Ces parties enlevées doivent être rassemblées et conservées sous verrous dans l'école. [...] Dans les manuels scolaires, il faut adapter le texte au fait que juridiquement, les frontières de la Hongrie furent fixées par les lignes géographiques dudit traité de Trianon et désignées par l'accord de cessez-le-feu avec les puissances alliées. Dans les manuels scolaires, il faut expliciter que c'est à l'intérieur de ces frontières que la reconstruction doit être menée et ne pas tendre vers la récupération des territoires perdus »<sup>34</sup>.

Cette évolution du rapport à l'espace se constata également à travers la disparition totale du terme « bassin des Carpates » à partir de 1948 jusqu'au changement de régime. Pourtant, jusqu'en 1945, il représenta l'écrin naturel, symbolique et historique sur lequel se superposait l'espace légitime des Hongrois<sup>35</sup>. Dans le même temps, la question des minorités natio-

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 24-28.

<sup>31</sup> C. Petrescu, « Who was the First in Transylvania ? On the Origins of the Romanian-Hungarian Controversy over Minority Rights », *Studia Politica*, 3/4 (2003), p. 1124-1125.

<sup>32</sup> I. Romsics, *Erdély elvesztése – 1918-1947* [La perte de la Transylvanie], Budapest, Helikon, 2019, p. 370-416.

<sup>33</sup> M. Mevius, *Agents of Moscow : the Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism (1941-1953)*, Norfolk, Oxford University Press, 2005, p. 111-112, 143-146.

<sup>34</sup> « A történeti tankönyvekből el kell távolítani azokat a részeket, amelyekben az 1914-18. évi világháborút követő kort tárgyalják; azokat az eltávolított részeket összegyűjtve, zár alatt az iskolában kell megőrizni. [...] A tankönyvekben alkalmazkodni kell ahhoz a tényhez, hogy jogilag Magyarország határait azok a földrajzi vonalak szabják meg, amelyeket az ún. trianoni szerződés és a szövetséges hatalmakkal kötött fegyverszüneti megállapodás kijelölt. A tankönyvekben is ki kell fejezni, hogy ezeken a határokon belül kell az ország belső újjáépítéséhez fogni, és nem az elveszett területek visszaszerzésére törekedni », G. Teleki, *Magyar Közöny*, 31 (1945).

<sup>35</sup> J. Floutier, « Imagined Geographies, Borders and National Space in Hungarian and Romanian Textbooks used between 1945 and 1990 », *Antropópus*, 12/1 (2023), p. 8-27.

nales devint une affaire interne aux pays concernés, sans droit de regard de la mère-patrie. En pratique toutefois, Budapest ne perdit jamais totalement de vue le sort de ses minorités d'outre-frontières, tout particulièrement en ce qui concerne celle de Roumanie.

En Hongrie, le traité de Trianon – cicatrice indélébile sur le corps de la nation – conserva une connotation négative en tant qu'injustice infligée par l'Ouest « impérialiste ». Pour autant, au fil des éditions, le sort des trois millions de Hongrois, ainsi qu'un bilan moins schématisé de Trianon, réapparurent. En revanche, la représentation du traité de Paris divergea sensiblement. Si le premier constitua une injustice impérialiste venue de l'Ouest, le second, issu de l'Est, offrit la liberté et l'indépendance au pays<sup>36</sup>. Ce renversement de perspective s'avéra particulièrement prégnant dans les manuels des années 1950, comme celui de Lajos Lukács (1951) : « Grâce à la lutte libératrice et à l'aide constante de l'Union soviétique, la Hongrie retrouva son indépendance et sa souveraineté étatique qui lui manquaient depuis des siècles »<sup>37</sup>. Par la suite, la diatribe prosoviétique s'atténa, tout en maintenant une évaluation favorable du traité de Paris. Ainsi, dans les ouvrages de 1966 et 1982, les auteurs relevèrent le retour de l'indépendance et la restauration des frontières, sans tenir compte de leur modification obtenue par la Hongrie horthyste en conséquence de l'alliance avec l'Allemagne hitlérienne<sup>38</sup>.

En Roumanie, la position adoptée dans les différentes éditions du manuel de Roller s'inscrivait dans une stratégie de promotion du Parti, fondée sur un patriotisme revisité et l'apo-logie de l'URSS. Ainsi, le manuel exposa le PCR comme l'unique formation politique luttant contre le diktat de Vienne et insista sur le soutien soviétique en soulignant « la contribution du gouvernement soviétique à l'annulation de la décision de l'arbitrage de Vienne sur la Transylvanie et l'assistance pour la libération de la Transylvanie »<sup>39</sup>. Deux éléments sont à relever dans cet extrait. D'une part, il est possible d'observer que bien avant l'avènement du national-communisme, la Transylvanie occupait une place singulière dans la construction du discours national. De l'autre, la mise en avant de la récupération de la Transylvanie grâce au concours de Moscou permit d'œuvrer à un renforcement de la sympathie à son égard et dans le même temps de faire oublier l'annexion de la Bessarabie. Ce même ouvrage affirma que l'Union soviétique fut le seul soutien de la Roumanie, alors que les puissances impérialistes souhaitaient lui imposer des conditions de paix dures et asservissantes. Ce discours révèle toute l'ambiguïté de l'ouvrage de Roller, qui exaltait à la fois l'indépendance nationale et la récupération de la Transylvanie, tout en passant sous silence

<sup>36</sup> M. Fülöp (dir.), *Az elfelejtett béke : tanulmánykötet a párizsi magyar békeszerződés életbelépésének 70. évfordulójára* [La paix oubliée : recueil d'études à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de paix de Paris], Budapest, Dialóg, 2017.

<sup>37</sup> « Magyarország, a Szovjetunió felszabadító harcának és állandó segítségének eredményeként, visszazerezte állami függetlenségét, szuverenitását, melyet évszázadok óta nélkülözött », L. Lukács, *A magyar nép története III. rész 1849-1950 : ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois, partie III, 1849-1950 : manuel provisoire], Budapest, Tankönyvkiadó, 1951, p. 225.

<sup>38</sup> Szamuely – Ránki (dir.), *Történelem...*, *op.cit.*, p. 335 ; Á. Szirtes Jóvérné, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945* [Histoire pour les élèves de 4<sup>e</sup> année du lycée 1914-1945], Budapest, Tankönyvkiadó, 1982, p. 174-176.

<sup>39</sup> « A szovjet kormány hozzájárulása az Erdélyre vonatkozó bécsi döntőbírósi határozat hatálytalanságához és segítségnyújtás Erdély felszabadításának kérdésében », Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története*, *op.cit.*, p. 758.

la perte de la Bessarabie. En 1960, les auteurs adoptèrent la même approche, combinant culte de l'URSS et célébration de la récupération de la Transylvanie du Nord :

« Grâce à cela, l'unité nationale de notre État fut restaurée, une unité qui avait été détruite par l'odieux Diktat de Vienne. La réunification du nord de la Transylvanie avec la Roumanie fut une occasion de grande joie pour notre peuple et de gratitude pour le soutien politique apporté à la Roumanie par l'Union soviétique »<sup>40</sup>.

Ainsi, tant en Hongrie qu'en Roumanie, les auteurs de manuels scolaires s'efforcèrent de mettre en exergue le rôle positif de l'Union soviétique, bien que dans le cas hongrois, cela se traduisît par un retour aux frontières de 1938. Le traité de Paris représenta en conséquence le triomphe de la justice, servant un discours prolix à l'égard des Soviétiques pour deux peuples non slaves, entretenant depuis le XIX<sup>e</sup> siècle une relation particulièrement conflictuelle avec la Russie. Néanmoins, dans le sillage de la prise de distance avec Moscou et du tournant national, les historiens roumains reprirent une sémantique nationale et délaissèrent quelque peu le culte de l'Union soviétique. L'hypersensibilité développée par Bucarest autour de la Transylvanie s'explique par l'ampleur du traumatisme du « Diktat de Vienne », mais aussi car Moscou sut habilement jouer des dissensions régionales pour faire pression sur Bucarest<sup>41</sup>. Ce revirement se traduisit également par une mise en exergue constante du « génie national roumain », ainsi que par l'insistance sur le caractère intrinsèquement roumain de la Transylvanie.

En 1969, puis en 1983, les auteurs reprirent l'effort de guerre fourni contre les forces de l'Axe et les réformes de démocratisation engagées à partir de mars 1945, comme causes de l'annulation du Second arbitrage de Vienne<sup>42</sup>. À la suite de la signature du traité, la Roumanie fut présentée comme un acteur actif du développement des relations internationales en faveur de la paix. Si la Hongrie ne fut pas explicitement mentionnée, il est évident qu'il s'agissait de montrer la volonté roumaine de bâtir de bonnes relations, à condition que Budapest ne s'ingère pas dans les affaires intérieures et respecte les frontières établies par les traités de paix. Ce passage fit écho avec les positions adoptées par le gouvernement de Petru Groza qui aspirait à redéfinir les relations entre Bucarest et Budapest, tout en posant le respect des frontières comme une condition *sine qua non* de la coopération bilatérale. En 1983, les auteurs émirent plusieurs critiques à l'égard des grandes puissances, dont la plus

<sup>40</sup> « Prin aceasta s-a restabilit unitatea națională a statului nostru, unitate ce fusese stirbită prin odiosul Diktat de la Viena. Reunirea nordului Transilvania cu România a fost un prilej de mare bucurie pentru poporul nostru și de recunoștință pentru sprijinul politic acordat României de Uniunea Sovietică », D. Almaș – G. Georgescu-Buzău – A. Petric, *Istoria României – manual pentru clasa a XI-a* [Histoire de la Roumanie – manuel pour la 11<sup>e</sup> classe], Bucarest, Editura de Stat Didactică și Pedagogică, 1960, p. 372.

<sup>41</sup> C. Moșincat (dir.), *1940 – diktatul de la Viena în istoria și mentalul românilor : simpozion național* [1940 – Le diktat de Vienne dans l'histoire et la mentalité des Roumains : symposium national], Oradea, Tipo MC, 2012 ; B. L. Balogh, *The Second Vienna Award and the Hungarian-Romanian Relations 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 2012.

<sup>42</sup> C. Daicoviciu – M. Constantinescu (dir.), *Istoria României : manual pentru clasa a XII-a* [Histoire de la Roumanie : manuel pour la 12<sup>e</sup> classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1969, p. 358-359.

sévère concerna l'absence de reconnaissance du statut de cobelligérant à la Roumanie, en dépit des sacrifices consentis dans la lutte contre le fascisme<sup>43</sup>.

### En guise de conclusion

L'histoire – et tout particulièrement celle enseignée – reste instrumentalisée au service du pouvoir, avec la complicité d'historiens mobilisés par conviction, contrainte ou opportunisme. Du côté hongrois, l'histoire de la Transylvanie d'après 1918 sortit très largement du champ d'étude, limitant considérablement les informations disponibles sur la région, dont les quelques références s'en tinrent à des références s'alignant sur le discours internationaliste attendu. Du côté roumain, l'ouvrage de Mihail Roller dressa un tableau manichéen, vouant aux gémonies les gouvernements provisoires, tandis que celui de Petru Groza fut érigé en modèle démocratique. Ceci eut au moins le mérite de faire figurer les atrocités commises en Transylvanie en 1944/1945. À partir de 1969 ce schéma perdura, malgré une relative atténuation du discours, bien que les crimes perpétrés à l'encontre des populations civiles disparurent du récit. Le traité de Paris jouit d'une couverture similaire dans les deux pays, ou tout du moins jusque dans les années 1970 en Roumanie, et fut encensé en tant que triomphe de la liberté et de l'indépendance nationale. En Hongrie, sa représentation se fit en effet miroir opposé avec Trianon, témoignage de la charge idéologique des manuels.

Derrière l'illusion d'une fraternité socialiste imposée par Moscou, les tensions nationales perdurèrent, simplement dissimulées sous une chape idéologique, comme le démontre la représentation de la Transylvanie d'entre 1945 et 1947. Loin de régler la question nationale, l'importation par la force du système soviétique ne fit que geler les antagonismes historiques dans une région marquée par des frontières mouvantes et des siècles de domination impériale. La Transylvanie, objet central de la discorde, demeura profondément ancrée dans la mémoire hongroise, tandis que du côté roumain, toute immixtion de Budapest fut interprétée comme une résurgence du révisionnisme. La prétendue primauté de la classe sur la nation, pierre angulaire du discours communiste, se révéla être une chimère. Le nationalisme ne cessa d'être un outil politique puissant, particulièrement en Roumanie où il fut réactivé avec virulence par Gheorghiu-Dej à la fin des années 1950, puis par Ceaușescu.

Telle que décrite par les historiens roumains Alexandru Zub et Sorin Antohi, la manipulation du passé est une « maladie de la mémoire » dont les sociétés d'Europe centrale et orientale n'ont pas encore totalement guéri<sup>44</sup>. Dans un contexte où les nationalismes exclusifs retrouvent de la vigueur, il est plus que jamais nécessaire de mobiliser l'histoire non pour diviser, mais pour éclairer un avenir fondé sur la connaissance partagée, la reconnaissance mutuelle et la mémoire réconciliée entre deux peuples liés par une coexistence millénaire.

<sup>43</sup> Petric – Ioniță, *Istoria contemporană a României...*, op.cit., p. 137-138.

<sup>44</sup> A. Zub – S. Antohi, *Oglinzi retrovizoare. Istorie, memorie și morală în România* [Rétrovisseurs. Histoire, mémoire et morale en Roumanie], Iași, Polirom, 2002, p. 155-119.